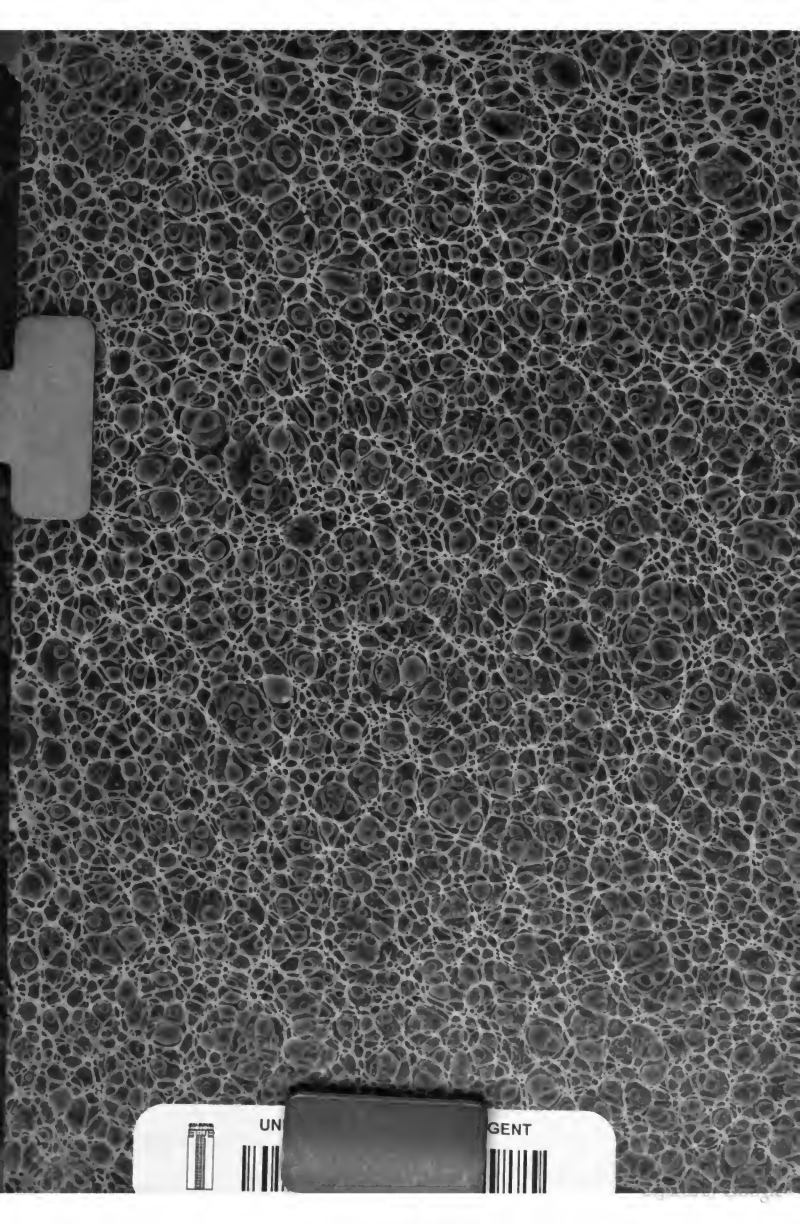
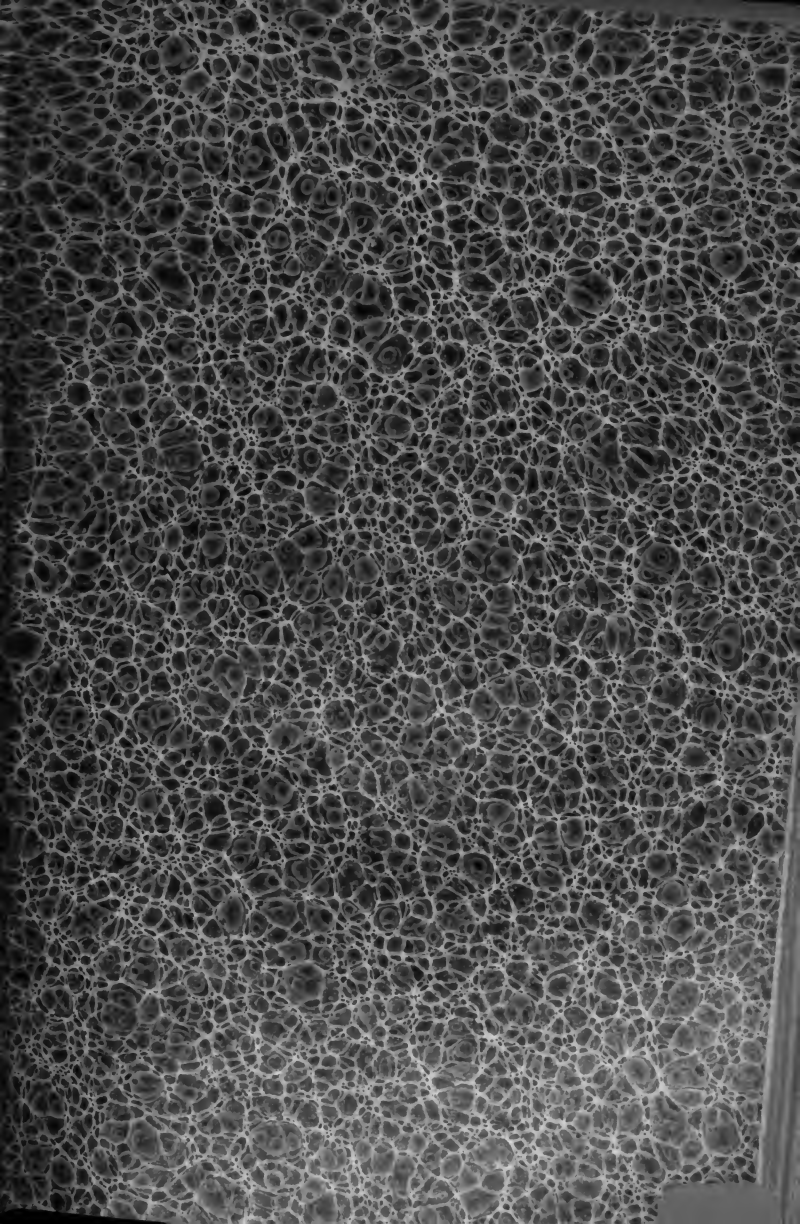



UN
GENT



FASTES
MILITAIRES
DES BELGES.

—

IV

Imprimerie de A. Cauvin.

FASTES
MILITAIRES
DES BELGES

OU

HISTOIRE

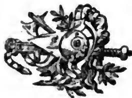
DES GUERRES, SIÉGES, CONQUÊTES, EXPÉDITIONS ET FAITS D'ARMES,

QUI ONT ILLUSTRÉ LA BELGIQUE

DEPUIS L'INVASION DE CÉSAR JUSQU'A NOS JOURS.

Dédié au Roi.

Tome Quatrième.



Bruxelles,

AU BUREAU DES FASTES MILITAIRES,

RUE DE L'IMPÉRATRICE, N° 16.

1836



FASTES MILITAIRES

DES BELGES.

LIVRE SEIZIÈME.

Période des Troubles.

CXV

ORIGINE DES TROUBLES.

Un peuple oublie tout, excepté l'humiliation.

MACHIAVEL.

PLUSIEURS causes avaient préparé la période que nous allons parcourir. Depuis le mariage de Philippe-le-Beau avec Jeanne la folle, comme l'a remarqué Van der Vynckt, on pouvait prévoir que l'union antipathique des Espagnols et des Belges ne serait jamais solide. Sous Charles-Quint, prince né belge, attaché au pays dont il aimait les habitants, on se contint, quoique les fréquents séjours de l'Empereur en Espagne fussent pour la Belgique de continuels sujets de murmures. Après sa mort, on vit bien que sous Philippe II le règne des Espagnols allait commencer.

Philippe s'était montré, à Bruxelles et dans les autres villes, constamment entouré d'Espagnols. Vainement on avait cherché sur ses traits un sourire. Nos joyeuses fêtes nationales, qu'on avait prodiguées sur ses pas, ne l'avaient pas déridé. Jamais le peuple n'avait entendu de lui une parole; il ne savait pas même l'une des deux langues que parlaient les hommes qu'il allait gouverner. C'était décourageant, pour une nation qui a toujours aimé à communiquer avec ses princes.

Il partit, laissant des Gouverneurs qu'il chargeait d'établir quelques nouveautés. On demanda pourquoi il maintenait dans le pays des garnisons espagnoles, qui s'étaient rendues odieuses; il avait promis de les retirer; il ne le fit que lorsqu'il y fut contraint par la peur d'une révolte presque générale, et il sema ainsi la défiance.

On avait élevé Philippe II en Espagne, dans des idées contraires aux Belges. On l'avait entretenu sans cesse des révoltes de la Flandre, des libertés et franchises du pays de son père, de l'indépendance de ses habitants. Il voulut changer des coutumes que les siècles avaient consacrées. Il s'imagina qu'il implanterait l'inquisition en Belgique; il y créa des inquisiteurs; et pour empêcher encore mieux la réforme d'y pénétrer, il y établit quatorze nouveaux évêques. Les Belges sont religieux, mais peu amis des innovations. Ils virent avec méfiance les projets d'un prince qui lui-même ne se confiait pas à eux; des circonstances se présentèrent; elles amenèrent des évènements, qui sous un souverain belge n'eussent pas eu lieu. Le Luthéranisme en Allemagne, le Calvinisme en France, le schisme de Henri VIII en Angleterre, faisaient des progrès dans trois pays avec lesquels la Belgique commerçait tous les jours. Des An-

glais, séparés de la cour de Rome, fuyant les persécutions de la reine Marie, s'étaient réfugiés dans les Pays-Bas. Les disciples de Luther et de Calvin, âpres au prosélytisme, envoyaient des missionnaires dans le Hainaut et le Brabant; ils se répandirent dans les autres provinces. Les Belges hospitaliers ne virent dans ces ennemis de Philippe II que des amis; ils les reçurent; et, presque sans y songer, se laissèrent aller à l'hérésie.

Marguerite de Parme, qui gouvernait les Pays-Bas au nom de Philippe II, avait un conseil composé de six membres. C'étaient : Guillaume de Nassau, prince d'Orange, dit le Taciturne, homme habile et ferme, qui ne négligeait rien pour l'accomplissement ambitieux de ses plans secrets, et qui savait également remuer par des motifs qui les touchaient les nobles, les moines, les protestants et le peuple; le comte d'Egmont, guerrier plus fait pour la vie des camps que pour les finesses des cours; Philippe de Montmorency, comte de Horn, ami de d'Egmont, homme de dévouement, mais aussi téméraire que Guillaume était prudent et avisé; Perrenot de Granvelle, cardinal, nommé dans la promotion des nouveaux évêques à l'archevêché de Malines, soumis à Philippe II dont il suivit trop peut-être les volontés, mais peut-être aussi trop calomnié, car il vécut dans des temps difficiles; Viglius de Zwichem, homme du pays, partisan de la douceur et de la modération; et enfin le comte de Berlaimont, tout-à-fait homme de cour, prêt à tout sacrifier aux caprices du pouvoir.

La Gouvernante, suivant les intentions de Philippe II, n'accordait sa confiance entière qu'à ces trois derniers, parmi lesquels le peuple distingua toujours Viglius, président du conseil privé, homme rempli de patriotisme, et dont la présence aux conseils de Marguerite de Parme

empêcha long-temps les troubles d'éclater. Mais ils grondaient.

On avait employé les moyens les plus violents pour arrêter l'hérésie. Un ministre protestant avait été pendu à Valenciennes; un autre décapité à Rupelmonde, un troisième brûlé vif à Anvers. Le peuple partout se révoltait contre ces exécutions; les bourreaux étaient lapidés, les prisons forcées. Les hérétiques, qu'on eût pu détruire par la puissance de la parole, trouvaient leur force au contraire dans la persécution. Leur nombre s'augmentait de jour en jour, de tous les ennemis de Granvelle. Ce ministre devint si odieux, que la Gouvernante elle-même fut obligée de demander au Roi son rappel. Mais Philippe II fit tout trop tard. Les esprits étaient exaspérés. Peu de temps après, en 1564, le Roi ordonna que le concile de Trente fût publié dans les provinces belgiques. L'adoption de certains articles de ce concile, qui étaient contraires aux privilèges de la nation, souffrit les plus grandes difficultés de la part même des Évêques. Mais l'ordre de Philippe était absolu. La Gouvernante le promulgua, tout en sentant qu'elle allait soulever une nation qui ne souffrait pas d'atteintes à ses libertés. Les embarras devinrent si grands en effet, qu'il fallut se rapprocher du parti populaire, et que le comte d'Egmont fut envoyé à Madrid, au mois de Février 1565. Philippe II, tout en lui faisant bon visage, ne lui donna pour réponse qu'une instruction qui ordonnait à la Gouvernante d'exterminer les hérétiques, d'établir l'inquisition et de faire recevoir le concile. Seulement il était permis à Marguerite de s'entendre sur les moyens avec les nouveaux évêques.

A ces nouvelles, la noblesse de Brabant forma une ligue et s'apprêta à prendre les armes. Philippe de

Marnix, seigneur de Sainte-Aldegonde, qui s'était fait calviniste, rédigea un acte d'union, qu'il fit signer à ses amis, que l'on traduisit dans toutes les langues et qu'on distribua partout. On l'appela le *Compromis*. C'était une levée de boucliers contre l'inquisition, dont cet écrit faisait une si affreuse peinture que tout le monde le signa. Henri de Bréderode, le comte de Culembourg, le comte de Berg, se mirent à la tête des confédérés. Leur parti s'étendit immensément; et bientôt on sut qu'à Anvers par exemple il n'y avait pas un petit ouvrier qui n'eût son fusil prêt, pour tuer celui qui tenterait d'introduire l'inquisition dans la ville. On fut obligé de suspendre les fonctions des inquisiteurs, dans tous les lieux où ils étaient déjà établis; on envoya un courrier en Espagne pour informer le Roi de l'obligation où s'était vue la Gouvernante de déroger à ses ordres.

Le jour même où l'on prit cette mesure, les confédérés, au nombre de quatre cents, arrivèrent à Bruxelles. Ils ajoutèrent à leur compromis une clause que tous signèrent, celle de prendre les armes si l'un d'eux était emprisonné.

Le lendemain 5 Avril 1566, trois cents d'entre eux, sous la conduite de Bréderode, se rendirent deux à deux à la cour, et présentèrent à la Gouvernante une requête, où ils demandaient formellement l'abolition de l'inquisition et la suppression des nouveaux évêchés. Marguerite de Parme, un peu intimidée de leur nombre, leur fit une courte réponse; et le comte de Berlaimont, la voyant agitée, lui dit : — Rassurez-vous, Madame, ce ne sont là que des gueux. Bréderode en sortant du palais reprit le propos : — Si l'on est gueux lorsqu'on défend son pays, dit-il, oui nous sommes des Gueux. Le mot

fut repété tout le long du chemin, et pendant le dîner qui attendait les confédérés; bientôt on cria : Vive les Gueux! Bréderode, prenant une écuelle, but à la santé de ses amis sous ce nouveau nom; le comte d'Egmont et le comte de Horn, qui arrivèrent, furent de la fête, l'écuelle fit le tour de la table. Au souper qui eut lieu le soir chez le prince d'Orange, la même cérémonie se renouvela; et le lendemain la plupart des confédérés parurent dans les rues, vêtus de grosse étoffe grise, ayant à la ceinture une écuelle de bois et sur la tête le chapeau qui est devenu l'emblême de la liberté belge.

Sans doute que les premiers confédérés n'avaient que des projets d'opposition loyale. Mais selon l'usage ils admirent parmi eux tous les mécontents; et en très-peu de temps leur parti se souilla d'excès et de désordres. Les hérétiques, intolérants et cruels plus encore qu'on ne l'avait été pour eux, car au moins on les avait poursuivis avec des formes légales, se mirent à piller, à tuer, à dévaster tout ce qui tenait au Catholicisme. Les églises furent saccagées, les prêtres maltraités ou mis à mort, les religieuses chassées de leurs retraites, les couvents profanés, dans tous les lieux où les Gueux purent avoir le dessus. Non-seulement la religion et les mœurs, mais les arts eurent beaucoup à souffrir de ces emportements. Une foule de chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture furent anéantis en 1566, à Bruxelles et dans les autres villes belges. Anvers surtout eut d'affreuses spoliations à déplorer. La Gouvernante eût voulu encore par la violence arrêter l'hérésie. Mais il eût fallu verser des flots de sang; sur les instances des comtes d'Egmont et de Horn et du prince d'Orange, elle accorda la liberté de conscience. Il est vrai qu'en même-temps elle écrivit au Roi de venir en personne venger la religion outragée.

La tolérance obligée de Marguerite avait cependant rétabli le calme partout. Les Gueux étaient rentrés dans le devoir. Mais Philippe II n'abandonnait pas ainsi ses projets. Il fit lever dix mille hommes en Allemagne, pendant que la Gouvernante, qui partageait ses sentiments, envoyait Philippe de Noircarmes, à la tête d'un corps de troupes, occuper Valenciennes, qui était alors la ville la plus séditieuse des Pays-Bas. Les Valenciennois fermèrent leurs portes. La ville fut déclarée rebelle et assiégée aussitôt. Les confédérés de Tournai, d'Armentieres et de Lille vinrent à son secours. Mais peu faits encore à la guerre, ils furent battus et mis en déroute. Noircarmes, les poursuivant, entra même dans Tournai, où il mít garnison. Il retourna ensuite au siége de Valenciennes, battit ses remparts avec vingt pièces de canon, et prit la place le 24 Mars 1567. Il fit pendre ou décapiter les prédicateurs de l'hérésie et ôta à la ville tous ses priviléges.

La prise de Valenciennes et le bruit qui courut que le Roi allait envoyer une armée pour soumettre les rebelles effraya les Gueux. Anvers, Maestricht, Bois-le-Duc et les autres villes opposantes se remirent à la discrétion de la Gouvernante. Le Prince d'Orange, qui prévoyait loin, sentit que les premiers coups de la colère du monarque seraient inévitables. Dans une entrevue qu'il eut à Willebroeck avec le comte d'Egmont, il lui dévoila les dangers qui allaient l'entourer et l'engagea à s'éloigner pour l'instant du sol belge. D'Egmont ne pensant pas que Philippe pût oublier les services qu'il lui avait rendus, refusa de quitter sa patrie :—Puissé-je me tromper, dit le Taciturne; mais, il me semble que j'en ai le pressentiment, vous serez le pont que les Espagnols fouleront aux pieds pour entrer en dominateurs sur le sol belge.

Après ces paroles, Guillaume de Nassau se retira en Allemagne, avec toute sa famille. C'était à la fin d'Avril 1567. Les comtes de Culembourg et de Berg l'imitèrent; Bréderode ne tarda pas à les suivre. Il s'en alla lever des troupes à Anvers et dans la Hollande; Marnix, baron de Toulouze, se dirigea sur la Zélande qu'il comptait soulever, et périt dans une escarmouche à Austerwell. De nombreuses émigrations se firent. La Gouvernante s'en effraya: elle écrivit au Roi, pour lui demander l'autorisation d'accorder un pardon général, comme seul moyen de ramener la paix. Philippe II répondit qu'il allait se rendre en Belgique; et il y envoya le duc d'Albe.

CXVI

BATAILLE D'HEYLIGERLÉE.

L'ennemi qu'on méprise est souvent le vainqueur.
TH. CORNEILLE.

FERDINAND Alvarez de Tolède, duc d'Albe, était depuis trente ans célèbre parmi les seigneurs espagnols, par ses talents militaires, par sa fierté orgueilleuse, et par sa fermeté indomptable. On le connaissait de réputation en Belgique; on savait les conseils rigoureux qu'il avait toujours donnés dans les troubles. C'est lui qui, lors de l'insurrection gantoise, avait dit en 1540 qu'une ville rebelle devait être anéantie; les Belges ne l'oubliaient pas; et tout le pays frémit, lorsqu'on apprit qu'il venait, investi par le Roi de pouvoirs illimités, pour mettre fin aux troubles.

Parti du Milanais, à la tête de neuf mille hommes d'infanterie et de douze cents cavaliers, il venait à petites journées, en bon ordre ; son armée s'accroissait en chemin ; et la terreur en grossissait le nombre.

Il arriva à Bruxelles, le 22 Août 1567 ; sa figure froide et implacable ne reçut partout d'autre accueil que le plus morne silence. Il fit voir à la Gouvernante qu'il était nommé par le Roi commandant général de toutes les troupes des Pays-Bas ; puis il lui montra en secret les ordres qu'il avait reçus de bâtir des citadelles dans toutes les grandes villes pour les contenir, de remplacer dans leurs gouvernements les seigneurs suspects et de poursuivre les auteurs des troubles. Il avait encore d'autres instructions qu'il ne communiqua pas d'abord.

La Gouvernante, qui était née belge, car Marguerite de Parme était le fruit des premières amours de Charles-Quint avec une jeune fille d'Audenarde, entrevit en frémissant tous les maux qui allaient fondre sur son pays ; elle avait vu, au seul bruit de l'arrivée du duc d'Albe, cent mille belges se retirer avec leurs richesses dans les pays voisins ; elle écrivit au Roi de nouveau, pour le prier de la délivrer du gouvernement pénible d'un pays qu'elle administrait avec tant de difficultés depuis neuf ans.

Quinze jours cependant après son arrivée, le duc d'Albe, qui avait ses plans tout faits, convoqua un grand conseil pour le 9 Septembre. Il y attira le comte d'Egmont et son ami le comte de Horn, à qui le prince d'Orange avait fait de si tristes prédictions. De Horn et d'Egmont furent arrêtés ce jour là, d'Egmont qui n'était connu que par ses victoires et sa modération, et qui avait refusé aux rebelles de prendre les armes avec

eux. Ils furent conduits sous bonne escorte au château de Gand, pendant qu'on emprisonnait à Bruxelles Antoine Straelen, bourgmestre d'Anvers et Jean de Casembroodt, seigneur de Bakersèle, le premier comme confident de Guillaume de Nassau, l'autre comme secrétaire du comte d'Egmont. Granvelle, qui était à Rome, entendant le récit de ce coup hardi, s'écria, dit-on, que puisque le duc d'Albe n'avait pas pris le Taciturne, il n'avait rien pris. La Gouvernante n'avait pas été prévenue de cette arrestation ; dès qu'elle l'apprit, elle en fut peinée ; elle écrivit encore à Philippe, pour lui demander plus instamment son rappel, que le Roi lui accorda enfin. Elle partit des Pays-Bas, au commencement de l'année 1568, d'autant plus regrettée qu'elle laissait à sa place le duc d'Albe, non plus seulement commandant des troupes, mais désormais gouverneur général du pays.

Le Duc, dès qu'il fut seul maître, établit un tribunal qu'il présidait et dirigeait à son gré ; il l'appela le Conseil des Troubles ; le peuple l'appela bientôt le Conseil de Sang. Il déclara criminels de Lèze-Majesté tous les signataires du Compromis et de la fameuse requête, et tous ceux qui avaient pillé les églises ou commis des violences contre la religion. Il fit condamner à mort par contumace les comtes d'Hoogstraeten et de Culembourg, Brêderode, Louis de Nassau, le prince d'Orange et une foule d'autres seigneurs dont il confisqua les biens. Il fit raser l'hôtel de Culembourg à Bruxelles, parce que c'était là que les Gueux avaient fait leur première ligue. En même temps, il élevait la citadelle d'Anvers ; il en commençait d'autres à Flessingue, à Valenciennes ; il multipliait les exécutions. La terreur était si grande, que plus de trente mille belges émigrèrent encore, pendant les deux premiers mois de son gouvernement.

Cependant le prince d'Orange, qui ne s'était pas retiré en Allemagne pour rester en repos, avait levé une armée; il était appuyé par les princes allemands réformés, par la reine Élisabeth d'Angleterre, par le roi de Danemarck et par l'amiral de Coligny, chef des Huguenots en France. Les seigneurs de Lumey et de Villiers, qui commandaient son avant-garde avec le comte d'Hoogstraeten et les frères Van der Noot, entrèrent dans le pays de Liége. Mais défaits auprès de Dalhem par les Espagnols, Lumey fut obligé de faire sa retraite, Villiers pris fut conduit au duc d'Albe, qui le fit pendre à Bruxelles avec trois autres officiers prisonniers de guerre comme lui. Il les traitait, disait-il, en criminels d'état.

D'un autre côté, les frères du prince d'Orange, Louis et Adolphe de Nassau avaient pénétré dans la Frise, à la tête d'une armée de dix mille hommes d'infanterie et de trois mille cavaliers. Le duc d'Albe envoya contre eux Jean de Ligne, comte d'Aremberg, avec deux régiments allemands, et Gonzalve de Bracamonte avec plusieurs compagnies espagnoles et six pièces d'artillerie; le comte de Meghem les suivait de près pour les soutenir. Les Espagnols marchaient, pensant qu'ils battraient aisément ces Gueux indisciplinés, c'est le nom qu'on donnait à tous les insurgés belges.

Le comte Louis de Nassau avait pris position dans un lieu élevé, où l'on ne pouvait l'aller attaquer que par des chemins impraticables. C'était auprès de l'Abbaye d'Heyligerlée, à peu de distance du village de Windscoten. Une petite rivière qui passe devant le garantissait encore. Le comte d'Aremberg, arrivé en face de l'ennemi, avant le comte de Meghem, n'osait pas attaquer; car il était prudent. Les Gueux qui avaient besoin d'une victoire, se résolurent à faire des avances.

Ils passèrent les ponts de la petite rivière, au nombre de trois mille; c'était toute leur cavalerie. Ils se cachèrent pendant la nuit dans un petit bois voisin du camp où les Espagnols stationnaient; ils ne laissaient voir que deux enseignes, pour dissimuler leur nombre. Ils placèrent sur la lisière du bois deux cents cavaliers seulement, qui avaient l'air de chercher à faire une reconnaissance, s'avançant et se retirant avec une prudence affectée, au moindre mouvement. Le comte d'Aremberg, se défiant de quelque embûche, alla en avant; et les deux cents cavaliers gueux s'étant mis à fuir, il aperçut confusément le corps d'armée caché dans le bois. — C'est un piège qu'on nous tend, dit-il en rentrant au camp. Il nous faut attendre le comte de Meghem.

Les Espagnols, dont la fière vanité méprisait les insurgés belges, se récrièrent à ce mot, demandant à charger, se mutinant, et disant tout haut que si le comte d'Aremberg hésitait à les mener à l'ennemi, c'est qu'il était lâche, traître, gueux de cœur et infidèle au Roi.

Ces reproches indignèrent le Comte. Pendant qu'il s'en irritait, et que sa raison se troublait de ces injures, quelques bataillons espagnols, sans attendre ses ordres, marchèrent en avant; tous les autres les suivirent; d'Aremberg fut entraîné. Les deux cents cavaliers de l'armée des Gueux, voyant l'ennemi qui s'élançait en masse, prirent la fuite selon leurs instructions. Les Espagnols, qui brûlaient de les atteindre, traversèrent après eux la rivière, et se trouvèrent en présence des insurgés. La bataille s'engagea des deux côtés avec fureur. Les Espagnols virent bientôt que si les Gueux n'avaient pas encore de discipline, ils avaient du cœur. Chefs et soldats, tout le monde combattait vaillamment. Le comte

d'Aremberg ayant aperçu Adolphe de Nassau courut sur lui et le tua ; mais en même temps il reçut la mort de celui à qui il la donnait. Le désordre se mit dans tous les rangs. Les Gueux alors découvrirent quelques pièces de canon, qu'ils avaient tenues masquées, et foudroièrent les rangs ennemis. Les Allemands du parti royal furent les premiers qui jetèrent leur armes et prirent la fuite. Mais les trois mille cavaliers embusqués dans le bois arrivaient sur le champ de bataille. Après leur passage, ils avaient rompu les ponts derriére eux, de sorte que les fuyards du corps d'armée d'Aremberg se trouvaient sans moyen de retraite. Tous les Espagnols qui ne purent se sauver à la nage furent passés au fil de l'épée; on ne fit grâce aux Allemands que sur le serment qu'ils jurèrent de ne plus porter les armes contre les Belges. Cette victoire avait eu lieu le 24 Mai de l'année 1568.

Le comte de Meghem, qui arrivait pour soutenir d'Aremberg, apprenant la sanglante défaite d'Heyligerlée, où plus de six mille hommes avaient péri, selon les relations contemporaines, se jeta dans Groningue, et y recueillit les débris de l'armée vaincue. Les Gueux l'investirent aussitôt; après l'avoir canonné un jour et demi ils le forcèrent à se rendre avec ses troupes et l'emmenèrent prisonnier.

Quand le duc d'Albe sut les revers qu'il venait d'essuyer, il comprit que ses ennemis n'étaient pas aussi méprisables qu'il l'avait cru; il résolut de prendre en personne le commandement des armées. Mais avant de partir de Bruxelles, il voulut assurer par la terreur la la tranquillité publique, et tirer des représailles de ses officiers mis à mort à Heyligerlée. Le 1er Juin 1568, il fit décapiter sur la place du Grand-Sablon dix-neuf

gentilshommes; les jours suivants ne virent pas de moins horribles spectacles. Le bourgmestre Straelen fut exécuté à Vilvorde, Casembroodt fut écartelé à Bruxelles. Le 5 Juin, veille de la Pentecôte, un échafaud dressé sur la Grande-Place attendait deux victimes plus illustres; c'étaient le comte d'Egmont et son ami le comte de Horn, tous deux idolâtrés dans le pays. Trois mille cavaliers espagnols les avaient amenés de Gand, au milieu de l'épouvante générale. Le conseil de sang les avait jugés; le crime qu'on leur imputait était d'avoir voulu ôter à Philippe II les Pays-Bas, de concert avec le prince d'Orange; et rien ne prouvait ce projet. Le duc d'Albe, d'une petite fenêtre de la Maison-au-Pain assistait à leur supplice; toute la garnison en armes occupait la place; et la voix des tambours couvrait les pleurs de la multitude.

De Horn et d'Egmont montèrent sur l'échafaud tendu de noir; leurs têtes tombèrent sous la hache du bourreau.

Le duc d'Albe avait cru, par cette exécution, écraser les Belges. La douleur qu'ils en ressentirent leur donna au contraire toute l'énergie du désespoir. Ils ne virent plus les Espagnols qu'avec une profonde horreur; et à mesure que les échafauds et les supplices se multipliaient sur le sol belge, le nombre des rebelles croissait. Philippe II avait pensé reprendre la Belgique par des flots de sang versé; ces moyens affreux achevèrent de la lui faire perdre.

Tous les jours on apprenait de nouveaux forfaits. Le marquis de Berg, envoyé en Espagne avec le baron de Montigny par la Gouvernante, y avait laissé la vie. On soupçonnait le Roi de l'avoir fait empoisonner; le Roi venait de faire trancher la tête de Montigny, son ami,

dont les sentiments étaient les siens ; le soupçon était permis.

A la fin de ce mois de Juin, si ensanglanté, le duc d'Albe partit de Bruxelles à la tête de son armée ; il reprit Groningue et poursuivit Louis de Nassau jusqu'à l'embouchure de l'Ems; il fit un grand carnage des Gueux, détruisit le corps d'armée des insurgés, et leur prit six canons qui portaient les noms des six premières notes de la gamme. Louis de Nassau s'échappa presque seul en se jetant dans le fleuve. Le prince d'Orange, à ces fâcheuses nouvelles, s'avança sur le pays de Liége avec vingt mille fantassins et neuf mille cavaliers presque tous allemands. Le duc d'Albe alla à sa rencontre, puis évitant habilement une affaire générale, il le fatigua par des escarmouches, lassa son armée, lui coupa les vivres, et l'obligea à se débander, sans avoir pu se mesurer que dans quelques petites rencontres où elle perdit un de ses meilleurs capitaines, Antoine de Lalaing, comte d'Hoogstraeten. N'ayant pas pour ainsi dire combattu, le prince d'Orange se retira donc aux approches de l'hiver. Fier de cette petite campagne, le duc d'Albe, au commencement de 1569, se fit élever au milieu de la citadelle d'Anvers une statue de bronze, faite des six canons pris aux Gueux. Il avait voulu qu'on le représentât avec l'air menaçant, le bras droit étendu sur la ville; les rebelles prosternés à ses pieds lui demandaient grâce ; ils avaient aux mains des fers et des armes brisées, au cou des besaces et des écuelles. Quatre ans plus tard, ce monument fut mis en débris par la colère du peuple.

CXVII

LES GUEUX DE MER.

> Nous sommes tous faits à l'orage ;
> A nous la mer et ses dangers !
> *Chant des pêcheurs d'Ostende.*

Le nombre des Gueux continuait de croître tous les jours. De tous côtés la masse des mécontents s'agrandissait. Le supplice du comte d'Egmont avait frappé au cœur tous les Belges. Les Gantois surtout s'en indignèrent tout haut, car ils aimaient d'Egmont; et un corps assez considérable de soldats gantois, qui servaient encore Philippe II, se sépara tout-à-coup du duc d'Albe, brûla la bannière espagnole, et prit les insignes des Gueux. C'étaient de braves cavaliers sur lesquels le duc d'Albe comptait : il sentit vivement cette perte; dans sa colère, fidèle à sa maxime, il ordonna que tout homme de ce

corps qui serait fait prisonnier, de quelque grade qu'il fût revêtu, serait pendu sans autre jugement.

Mais le duc d'Albe ne connaissait pas bien les Gantois. Ces vaillants hommes, pour toute réponse, lui firent dire que désormais, pour faciliter la sentence qu'il venait de rendre contre eux, ils porteraient au cou le clou et la corde. Ils se distinguèrent tellement dans les guerres qui suivirent pour l'affranchissement du sol belge, que bientôt la corde et le clou devinrent des marques d'honneur ; et c'est là, dit-on, l'origine des aiguillettes de la cavalerie.

Le nom de Gueux, sans autre définition, avait été donné à tous les rebelles qui portaient pour emblêmes l'écuelle et la besace et le chapeau à larges bords, ce bonnet de la liberté belge. A mesure qu'ils se multiplièrent, on les désigna par des distinctions. Il y eut les *Gueux de Terre,* qui tenaient la campagne, combattant et pillant, faisant la guerre d'escarmouches, attendant les Espagnols dans des embuscades, dévastant les églises et persécutant les Catholiques, mais plus encore les partisans de la domination espagnole. Parmi les Gueux de Terre, on redoutait surtout les *Gueux des Bois,* qui vivaient en partisans de proie et d'aventures, et que la vie dure et périlleuse qu'ils menaient rendait souvent féroces. Bientôt il y eut les *Gueux de Mer,* aventuriers intrépides, sorte de pirates qui fondèrent la marine des Pays-Bas. Au moment où ils commencèrent, sur leurs petites embarcations, à courir les mers, le duc d'Albe avait mis le comble à l'exaspération publique ; il avait établi arbitrairement plusieurs impôts qui tuaient le commerce, entre autres la levée du dixième sur les marchandises et du vingtième sur les immeubles. Des marchands à Bruxelles, sous les yeux du tyran, s'étaient

à demi révoltés ; ils avaient fermé leurs boutiques, en déclarant qu'ils perdraient la vie plutôt que de payer les nouveaux impôts ; le duc d'Albe irrité avait décidé de faire pendre dans la nuit les doyens des métiers aux portes de leurs maisons, lorsqu'il apprit tout-à-coup que les Gueux de Mer croisaient sur les côtes, et que leurs nombreux bâtiments avaient fait des prises importantes sur les navires espagnols. Ils allaient vendre leur butin dans les ports de l'Angleterre, et la reine Élisabeth les protégeait.

Ces nouvelles arrêtèrent le duc d'Albe. Il vit en peu de jours la flottille des Gueux de Mer devenir imposante et leurs forces s'augmenter, ainsi que leurs richesses. C'était Guillaume de Lamarck, seigneur de Lumey, qui les commandait. Il avait fait peindre sur ses étendards dix pièces de monnaie, comme allusion à l'impôt du dixième ; ses lieutenants étaient Lancelot de Bréderode, Barthelemi Entes de Sonnoy et plusieurs autres seigneurs belges.

Sur les sommations de l'Espagne, la reine d'Angleterre, qui favorisait les ennemis de Philippe II, mais qui ne voulait pas se déclarer ouvertement contre lui, fut obligée de fermer ses ports aux Gueux. Lumey partit des côtes de la Grande-Bretagne, à la tête de vingt-cinq navires bien équipés ; et le 1er Avril 1572, il surprit le port de Labrielle en Hollande. Le comte de Boussu fut envoyé contre lui ; mais les Gueux le repoussèrent. Il se retira sur Dordrecht, qui lui ferma ses portes ; tout se souleva contre l'Espagne dans la Hollande et la Zélande. Le prince d'Orange avait des correspondances intimes dans cette dernière province. Le duc d'Albe se hâta d'envoyer trois compagnies d'infanterie pour s'assurer de Flessingue, qu'il regardait comme la clef du pays.

Mais les Espagnols n'y furent pas reçus ; le curé de Flessingue lui-même engagea en chaire les habitants à fermer leurs portes à l'ennemi de l'indépendance nationale et à secouer le joug. Bien plus, la garnison espagnole qui se trouvait dans la place fut désarmée et chassée. L'ingénieur Pachéco, parent du duc d'Albe et chargé des travaux de la citadelle qu'on élevait à Flessingue, fut arrêté, maltraité par le peuple et mis à mort.

Leide, Harlem, Rotterdam, s'unirent aux Gueux ; Zutphen se sépara des Espagnols; pendant que d'un autre côté le comte Louis de Nassau enlevait Mons par surprise. Il s'était avisé, pour ce coup de main, d'un stratagème, comme en ce temps-là on en inventait encore. Il avait déguisé ses soldats, la plupart auxiliaires français, en marchands de vin, conduisant des tonneaux doubles. La futaille extérieure contenait du vin ; mais les petits tonneaux renfermaient des munitions et des armes. Pendant que les soldats espagnols, de garde à la porte, s'amusaient à visiter le vin, les prétendus marchands se jetèrent sur eux, les massacrèrent, et à un signal qu'ils firent, Louis de Nassau arriva, amenant cinq cents cavaliers, qui prirent possession de la ville en criant : Liberté ! plus d'impôts !

On arma les bourgeois; on écrivit au prince d'Orange d'envoyer des secours. Le duc d'Albe fut plus prompt que Guillaume-le-Taciturne. Sentant toute l'importance de Mons, il fit sur le champ investir cette place par quatre mille hommes d'infanterie et huit cents cavaliers, sous les ordres de Frédéric de Tolède, son fils. Le blocus fut formé à la fin de Juin, et le siége poussé avec vigueur.

Le prince d'Orange cependant ayant levé en Allemagne une armée de dix-sept mille hommes, ne put passer le Rhin que les derniers jours de Juillet. Il maltraita

en passant Ruremonde qui refusait de lui ouvrir ses portes, s'empara de Malines et y mit garnison, leva une contribution à Louvain, força Nivelles, Sichem, Diest et Tirlemont à le recevoir et arriva en vue de Mons le 24 Août. Le duc d'Albe eut l'habileté de le paralyser encore et de l'empêcher de secourir la place, que deux mois de siége avaient réduite aux abois. Mais comme le nombre de ses ennemis était imposant, l'Espagnol offrit à Louis de Nassau une capitulation honorable ; il était pressé d'aller remettre la Hollande dans le devoir ; il rentra dans Mons, châtia toutes les villes qui avaient reçu le prince d'Orange, dont l'arrivée n'avait produit ainsi que des maux ; et voulant faire un exemple, car il croyait n'avoir pas assez puni en livrant quelques villes au pillage, il envoya son fils en avant sur Malines et le suivit avec son armée. Les habitants s'épouvantèrent ; le clergé sortit en procession pour apaiser la colère du Duc. Pendant qu'il suppliait, l'armée forçait les portes et saccageait impitoyablement la ville.

Après cet exploit, Frédéric de Tolède alla faire subir le même traitement à Zutphen. Les glaces lui permettant alors de pénétrer jusqu'au fond de la Hollande, il alla prendre Naerden, à trois lieues d'Amsterdam ; et quoiqu'il eût promis aux bourgeois la vie sauve, il fit tout massacrer, au milieu d'un incendie général, sans distinction de sexe ni d'âge.

Les horreurs qui se commirent dans toutes ces villes servirent la cause de la liberté ; les peuples virent qu'une fois l'étendard de la révolte mis au vent, il fallait le soutenir ou mourir.

Néanmoins les Gueux de Terre et les Gueux de Mer s'efforçaient vainement à prendre Middelbourg et Tergoes ; il fallut en abandonner l'espérance ; dans toutes

les provinces du Nord qui étaient confédérées, les Espagnols avaient encore quelques chances, attendu que les partisans du prince d'Orange commettaient contre les Catholiques autant de cruautés que les Espagnols contre le parti des Gueux. Les Orangistes surtout souillèrent leur cause par d'incroyables abominations à Gorcum. Les Gueux de Mer furent battus devant Tergoes. Lumey, qui voulait introduire des vivres dans Harlem, éprouva un échec ; mais il revint à la charge et il réussit.

Cette ville était assiégée avec fureur par les Espagnols, qu'elle avait refusé de recevoir. Le prince d'Orange, que l'on prévenait tous les jours de ce qui se passait, en lui envoyant des pigeons à Delft où il résidait, fit construire de petits bateaux plats sur la mer d'Harlem; les Gueux de Mer les montèrent ; et malgré les efforts des Espagnols qui leur donnaient la chasse et leur livraient tous les jours de petites batailles navales, les Gueux ordinairement vainqueurs introduisaient tous tous les jours dans la place des provisions et des secours.

Les femmes d'Harlem s'étaient armées. Une compagnie de trois cents dames, commandées par Kenava l'une d'elles, se fit surtout remarquer par son courage.

Frédéric de Tolède se lassait d'un siége long et fatigant, que son père néanmoins lui ordonnait de poursuivre. Il redoubla donc de cruautés. Ayant battu deux mille Gueux qui venaient au secours de la ville, il fit couper la tête à leur chef et la lança dans la place, avec cette inscription : Tête de Philippe le Conink qui venait au secours de Harlem. Quelque temps après il en fit jeter une autre, ayant cet écriteau au front : Tête d'Antoine Lepeintre, qui a livré la ville de Mons aux Gueux.

Les assiégés, forcenés aussi, tuèrent alors onze pri-

sonniers espagnols, mirent les têtes dans un tonneau et le laissèrent rouler dans le camp des ennemis, avec ces mots écrits : impôt du dixième, auquel on a joint l'intérêt pour le retard.

D'autres atrocités se commirent. Néanmoins après plus de six mois de siége, la ville épuisée et démantelée fut obligée de songer à se rendre. Les habitants demandèrent une capitulation. Comme on la leur refusait, ils se résolurent à sortir en armes, en bataillon serré, ayant au milieu d'eux leurs enfants et leurs femmes, et à traverser l'armée espagnole, à qui ils ne laissaient que des débris. Frédéric de Tolède, instruit de ce projet, s'en effraya ; il promit aux assiégés leur pardon ; et la ville lui fut remise.

Il y entra le 15 Juillet 1573 ; malgré ses promesses, le 17, il fit pendre ou décapiter trois cents des défenseurs d'Harlem ; il en fit noyer ou décoller trois cents autres le lendemain, trois cents le 19 ; et il continua de la sorte jusqu'à ce qu'il eût fait périr par l'eau, le fer, la corde ou la faim, tout ce qui avait porté les armes dans la malheureuse ville.

Pendant ces destrutions, les Gueux parcouraient plus librement la mer. Dans le canal de Flessingue, ils faisaient essuyer une défaite à d'Avila qui commandait la flotte du duc d'Albe. Ils prenaient Gertruydemberg, le 13 Septembre ; d'autres bandes de Confédérés enlevaient Alcmaer le 4 Octobre. Le 11 du même mois, une grande bataille navale se livrait entre les Gueux de Mer et le comte de Boussu. Elle fut sanglante et dura vingt-huit heures. Boussu, qui montait un énorme vaisseau appelé l'Inquisition, fut obligé de se rendre après avoir perdu sa flotte. Il resta quatre ans prisonnier des Gueux.

Honteux de ses hideux succès et de ses nombreuses défaites, le duc d'Albe à son tour demanda au roi d'Espagne son rappel. Philippe II ne lui fit aucun blâme. Seulement à sa mort, qui eut lieu en 1582, on raconte qu'il lui dit : — Je prends sur moi le sang que vous avez versé par les armes. Mais c'est vous qui répondrez à Dieu de celui que vous avez fait couler sur les échafauds.

CXVIII

GOUVERNEMENT DE REQUESENS.

Délivrez-nous, Seigneur, du joug de l'étranger.
Vieilles Litanies.

PRISE DE MIDDELBOURG.

Don Louis de Requesens, grand commandeur de Castille, remplaçait le duc d'Albe, en qualité de gouverneur-général des Pays-Bas. C'était un vieillard dont tous les historiens ont vanté la probité et la modération. Il s'efforça de cicatriser les plaies publiques; elles étaient si envenimées, qu'il n'en put venir à bout. Il accorda des amnisties, supprima les impôts odieux, fit ôter de la citadelle d'Anvers l'insolente statue du duc d'Albe; il gagna ainsi l'affection de ceux qui le connurent de près; mais il était espagnol; et ce nom seul soulevait désormais toutes les haines dans le cœur des Belges.

Quoiqu'il cherchât à ramener la paix partout, il lui fallut reprendre quelques-unes des guerres de son prédécesseur. Les Gueux assiégeaient toujours Middelbourg, la seule place de toute la Zélande qui tînt encore pour Philippe II. Requesens, voulant jetter du secours dans la place ou la délivrer de ceux qui l'assiégeaient, envoya deux flottes espagnoles, fortes ensemble de soixante bâtiments, commandées par Sanche d'Avila, Julien de Roméro et l'amiral de Glimes. Ces navires devaient entrer à la fois dans les deux bras de l'Escaut. Louis Boisot commandait en qualité d'amiral les forces navales des Gueux; il alla attendre à l'embouchure du Hont les vaisseaux chargés de munitions pour Middelbourg, les attaqua avec intrépidité, les détruisit et les coula à fond sous les yeux du commandeur Requesens, qui s'était placé, pour encourager les siens, sur la digue de Schakerloo, d'où il vit sa défaite. L'amiral de Glimes fut tué dans cette bataille, livrée le 29 Janvier 1574.

En apprenant cette défaite des Espagnols, et la perte de ses dernières espérances, le brave Christophe de Mondragon, qui défendait la ville, se décida à capituler. En rendant Middelbourg le 19 Février, il obtint les honneurs de la guerre et des conditions honorables; les Gueux lui accordèrent même la libre sortie de tous les Catholiques de Middelbourg, avec leurs vases sacrés et leurs reliquaires, à condition que lui Mondragon leur garantirait la mise en liberté de Marnix de Sainte-Aldegonde, prisonnier des Espagnols, avec trois de ses amis. Mondragon se remit à Boisot en otage de cet engagement, que Requesens accepta, et qui fut exécuté. Le comte de Boussu, que les Gueux retenaient fut rendu en échange de Sainte-Aldegonde.

Pendant que les Confédérés se mettaient en posses-

sion de l'île entière de Walcheren, Louis de Nassau avec son frère Henri se montrait dans la Gueldre à la tête de sept mille hommes d'infanterie et de quatre mille cavaliers. Il se fit battre le 14 Avril à la bruyère de Mook, (Moockerheyde) près de Nimègue, par Sanche d'Avila. Louis et Henri de Nassau périrent dans cette bataille. Mais Boisot d'un autre côté soutenait le pavillon des Confédérés. Le 30 Mai 1574, il battit encore sur mer les Espagnols, entre Lillo et Calloo, leur brûla quatre vaisseaux, en prit trois autres et dispersa le reste de leur flotte.

La victoire que les Espagnols venaient de remporter à Moock, enflant leur orgueil, produisit un effet auquel les chefs auraient dû s'attendre. Depuis plus de deux ans, le duc d'Albe, qui avait si cruellement pillé le pays, ne les avait pas soldés. Les nouveaux chefs manquaient d'argent. Les soldats se mutinèrent dans la nuit qui suivit l'affaire de Moock, cassèrent leurs capitaines, en élurent de nouveaux, soumirent la discipline à un conseil, et formèrent entre eux une sorte de république nomade de Mécontents; c'est le nom qu'ils se donnèrent. Ils se jetèrent sur Anvers et s'y logèrent. Requesens y courut et chercha à les ramener à l'obéissance en leur promettant de les payer; ils ne l'écoutèrent point. Un jésuite espagnol vint pour les prêcher; ils couvrirent sa voix par le roulement des tambours. Comme ils effrayaient les bourgeois, la ville fournit de l'argent; on solda ce qui leur était dû; le gouverneur leur accorda amnistie sans réserve; et ils partirent aussitôt pour rejoindre l'armée du Roi, qui commençait le siége de Leyde.

DÉFENSE DE LEYDE.

Cette ville tenait pour les Gueux; elle était bloquée depuis long-temps; et Valdès qui commandait les

troupes espagnoles lui offrait des conditions avantageuses, si elle voulait se rendre. Mais elle avait pour gouverneur Jean Van der Does, connu sous le nom de Dousa par ses belles poésies latines; c'était un homme d'un grand courage. Comme le seigneur de Lumey, il avait connu d'Egmont; et comme ce second Sanglier des Ardennes, il avait juré de le venger. Il se contentait donc de répondre, à toutes les propositions, que Leyde pouvait périr, mais qu'elle ne serait plus espagnole.

La disette vint; et Valdés cria aux assiégés:—Si vous ne vous rendez pas, la faim bientôt nous ouvrira vos portes. Van der Does, qui avait eu la précaution de faire sortir les vieillards, les femmes et les enfants, répondit encore : — Quand les vivres nous manqueront, nous mangerons notre bras gauche; et tant que l'autre nous restera, nous défendrons notre liberté.

La famine cependant s'accrut; on mangeait les chevaux et les chiens; les assiégés alors demandèrent à ouvrir leurs portes. Valdés, instruit de cette circonstance, voulut accélérer la reddition de Leyde par un assaut général; une jeune fille de La Haye, qu'il aimait et qu'il épousa dans la suite, parvint à l'en détourner; car elle avait compassion des grands maux que le sac de la ville eût causés. Mais la faim s'appesantissait si horrible, que les bourgeois de Leyde sommèrent Van der Does de se rendre. Le poète guerrier, découvrant sa poitrine, leur dit : — Si vous ne pouvez supporter la faim plus long-temps, partagez-vous mon corps en lambeaux, plutôt que de vous livrer à vos tyrans.

Le siége durait depuis quatre mois; chaque homme n'avait plus par jour que trois onces de pain et quatre onces de chien ou de cheval. On ne voyait plus d'ar-

gent, si ce n'est une monnaie de carton, représentant d'un côté un lion portant le chapeau de la liberté au bout d'une lance, et de l'autre cette inscription : *Dieu garde Leyde*. La ville était à la dernière extrémité, lorsque l'amiral Boisot avisa un moyen périlleux qui la sauva. En rompant toutes les digues qui soutenaient la Meuse et l'Yssel, il inonda vingt lieues de pays; les Espagnols furent submergés, les assiégés secourus et pourvus de vivres par cent embarcations qui s'approchèrent à l'aise; le siége de Leyde fut levé; et Valdés ne put sauver qu'une partie de son armée. Ses soldats s'enfuyant à la nage étaient poursuivis par les barques des Gueux, qui les saisissaient par leurs habits avec de longs crocs et les faisaient prisonniers. Cette défaite qui eut lieu le 3 Octobre, est toujours célébrée à Leyde ce jour là.

L'empereur Maximilien II, frappé de tous les désastres qui affligeaient les Pays-Bas, voulut interposer sa médiation pour y mettre un terme. Il indiqua des conférences à Breda. Elle ne produisirent rien. Les Espagnols reprirent les armes, s'emparèrent de Buren, d'Oudewater, de Schoonhoven, et allèrent à travers mille périls attaquer Ziriczée. Ce siége ne fut pas moins obstiné que celui de Leyde; Requesens que sa position accablait, en conçut tant de chagrin qu'il mourut presque subitement le 5 Mars de l'année 1576 à Bruxelles. Ziriczée ne fut pris que par famine, après neuf mois d'efforts.

La Belgique était alors dans un bouleversement général. Requesens n'avait pas de successeur; et le conseil d'état gouvernait. Mais ce conseil était divisé en deux partis, designés sous les noms de Patriotes et d'Espagnols. L'anarchie dominait. Les troupes espagnoles,

qu'on ne payait toujours pas, s'adressèrent au conseil d'état, qui les trompa à son tour par de vaines promesses; elles se mutinèrent de nouveau, mais en plus grand nombre, prirent Alost le 25 Juillet 1576, et s'y retranchèrent. Les Espagnols alors furent déclarés proscrits, rebelles au Roi, ennemis de la nation; on se mit en devoir de leur ôter Maestricht et les citadelles d'Anvers et de Gand.

Ceux des mutins proscrits qui se trouvaient à Louvain, trouvèrent le moyen pourtant de se réunir à leurs camarades d'Alost. Là, Vargas, un de leurs chefs, apprenant que la garnison allemande de Maestricht avait arboré la bannière des Gueux, courut avec diligence au secours de ceux de ses compatriotes qui se trouvaient à Maestricht. Ils étaient rassemblés dans une partie de la place appelée le Vich, séparée du reste de la ville par la Meuse. Dès que Vargas arriva, il s'aperçut que le pont de la Meuse était garni de canons, pour foudroyer les Espagnols, s'ils tentaient d'avancer. Il avisa un stratagème : ayant rassemblé toutes les femmes de Vich qu'il put rencontrer, ses soldats les prirent sous le bras malgré leurs plaintes, et s'abritant derrière elles comme derrière un bouclier, ils marchèrent sur le pont, sans que les bourgeois osassent tirer, de peur de tuer leurs parentes ou les femmes de leurs amis. Tandis qu'ils s'emparaient de ce passage, Vargas à la tête de sa cavalerie pénétrait dans la ville, de l'autre côté qui était dégarni. Les Espagnols se vengèrent, par le sac de Maestricht, de la résistance que cette ville leur avait opposée.

SAC D'ANVERS.

Les Confédérés ou les Gueux, ou plutôt les États de Belgique qui avaient en ce moment le pouvoir, assié-

geaient cependant Gand et Anvers. Les Espagnols, réunis dans Alost, se décidèrent tout à coup à secourir leurs compatriotes. Vargas revint; uni à Roméro qui arrivait de Lierre, il excita ses soldats qui marchèrent le 3 Novembre sur Anvers, entrèrent en bon ordre dans la citadelle, et jurèrent qu'ils mourraient ou qu'ils souperaient dans la ville, dont leurs chefs leur promettaient le pillage. Au bruit de leur apparition, douze mille habitants d'Anvers, hommes et femmes, s'étaien mis à construire un bastion vis-à-vis la forteresse; et ce jour-là, malgré leur serment, les Espagnols ne soupèrent pas dans Anvers, qui reçut au contraire des secours importants.

Les États venaient d'envoyerdu renfort, sous la conduite du marquis d'Havré et du comte Philippe d'Egmont. Le duc d'Aerschot, vicomte de Gand, et les sieurs de Bersèle et de Kèse arrivèrent aussi. Champigny, gouverneur d'Anvers, mit hors de la ville six mille hommes de bonnes troupes chargés de surveiller la citadelle; les remparts étaient gardés par les bourgeois armés, que soutenaient les neuf compagnies du comte d'Overstein et les quatre compagnies de Corneille van den Ende. Mais ayant reçu de Bruxelles l'ordre de concentrer ses forces dans Anvers, parce qu'on redoutait Sanche d'Avila qui commandait la citadelle, Champigny fit rentrer ses six mille hommes, et les occupa à fortifier la place. Dès le lendemain matin 4 Novembre 1576, les Espagnols se mirent à tirer sur les travailleurs, enlevant avec leurs boulets la tête à l'un, le bras à l'autre, semant partout le désordre et la mort, et par leurs bombes mettant le feu au voisinage. Le capitaine Ortis, sur l'ordre de Sanche d'Avila avait fait la veille une sortie; mais il s'était vu repoussé par le brave Fontaine

qui commandait une partie du régiment d'Egmont. Ce jour-là, toutes les forces espagnoles attaquèrent la ville de concert, avec tant d'impétuosité qu'elles franchirent les remparts. Les bourgeois armés et les troupes qui les appuyaient prirent la fuite ; et la place tomba au pouvoir de l'ennemi. Au bruit du canon succéda bientôt le fracas à toutes distances des fusillades, les hurlements féroces des Espagnols, les cris déchirants des femmes. Vers l'entrée de la nuit, la ville était partout au pillage. Les lueurs d'un vaste incendie l'éclairaient de leurs longs reflets. L'Hôtel-de-Ville qui était construit tout en marbre et que l'on regardait comme l'un des plus beaux édifices de l'Europe, fut la proie des flammes. Les femmes des soldats espagnols, armées de torches ardentes, mettaient elles-mêmes le feu aux maisons. Le carnage se répandait dans tous les quartiers. On tuait avec d'affreuses babaries, on torturait de cent manières effroyables les habitants dont on voulait les trésors. Huit cents maisons brûlaient.

Les soldats étrangers, sur lesquels Anvers avait cru pouvoir compter, avaient lâchement abandonné leur poste, à l'exception de quelques français; les Allemands de la compagnie de Van den Ende s'étaient joints aux pillards. Le comte d'Overstein se noya en voulant se jetter dans un bateau. Jean van der Werf, Lancelot van Ursel, le bourgmestre Jean van der Meeren furent tués. Le massacre et le pillage durèrent trois jours.

Les Espagnols avaient tiré de la ville opulente quarante tonnes d'or (près de deux cents millons); les pieds dans le sang qui ruisselait par toutes les rues, ils se mirent à jouer entre eux le fruit de leurs rapines.

Les États indignés de ces excès proclamèrent à Gand le 8 Novembre, le fameux traité connu sous le nom de

Pacification de Gand. Il y était formellement établi que les Espagnols et toutes les troupes étrangères sortiraient immédiatement du pays; que la liberté de conscience serait reconnue ; que les biens confisqués depuis 1566 seraient restitués. Mais on ne se sépara pas encore du roi d'Espagne, et on continua d'agir en son nom. Des troupes furent envoyées sur le champ à Anvers, dont elles reprirent la citadelle. Il fut convenu, par la capitulation, qu'elles la remettraient au duc d'Aerschot pour Philippe II. Cette remise eut lieu le 26 Mars 1577 ; elle se fit avec des cérémonies singulières, qui sont rapportées par Godard de Villefontaine et dans d'autre relations.

Lorsque le duc d'Aerschot s'approcha de la citadelle, les Espagnols qui l'occupaient encore firent lever les ponts et les herses et fermer les portes. Le lieutenant du gouverneur Sanche d'Avila se présenta avec les clefs pour les remettre au nouveau commandant. Mais avant qu'il les prît, le secrétaire espagnol exigea du duc d'Aerschot le serment usité, qui se fit en ces termes :

« Moi Philippe de Croï, duc d'Aerschot, je jure par « le nom de Dieu et celui de la Vierge Marie, sur les « quatre paroles des Saints-Évangélistes, que je gar- « derai cette citadelle pour le service de sa majesté le « roi Don Philippe, notre seigneur; et que je ne la « rendrai ni ne la consignerai qu'à sa propre personne « ou à ses successeurs, ou sur son exprès commande- « ment. » Le secrétaire reprit : — « Si vous faites ainsi, « que Dieu vous soit en aide. Mais si vous faites autrement, « voici mes paroles : que le Diable vous emporte en « corps et en ame. » C'était la formule officielle. Tous les assistants crièrent, *amen ;* les Espagnols évacuèrent la citadelle.

CXIX

DON JUAN D'AUTRICHE.

Peuples, ne vous endormez pas.
DESORGUES.

PENDANT ce temps-là, Don Juan d'Autriche, frère naturel de Philippe II, avait été nommé par ce monarque au gouvernement des Pays-Bas. Philippe avait espéré que les Belges verraient avec joie à leur tête le fils de Charles-Quint, un jeune guerrier célèbre par la victoire de Lépante et par d'autres beaux faits d'armes. Don Juan était arrivé dans le Luxembourg le 4 Novembre 1576, jour du sac d'Anvers. Il avait traversé la France, déguisé. Dès qu'il fut dans le pays, il écrivit aux États assemblés à Bruxelles, pour leur faire part de ses pouvoirs ; et il envoya son secrétaire Esco-

védo à Anvers pour ordonner aux Espagnols de cesser les hostilités. C'est, dit-on, à cette circonstance que l'on dut le salut des débris d'Anvers.

Avant de recevoir Don Juan, de le mettre à la tête des troupes nationales et de lui donner de l'argent, les États consultèrent le prince d'Orange, et sur son avis se décidèrent à ne reconnaître le nouveau gouverneur, que s'il délivrait entièrement le pays des troupes étrangères, et s'il jurait de maintenir tous les articles de la pacification de Gand. Il s'établit à ce sujet des négociations; Don Juan consentit à tout; dans le traité qui fut signé entre lui et les États, à Marche-en-Famenne, le 12 Février 1577, traité qu'on appela l'Édit Perpétuel, Don Juan se soumit aux conditions imposées par les États. C'est par suite de ce traité que les Espagnols remirent la citadelle d'Anvers au duc d'Aerschot et qu'ils évacuèrent les autres places du pays. Le nouveau gouverneur fit son entrée à Bruxelles le 1er Mai.

Les Brabançons étudièrent dès lors ce jeune prince qui n'avait guère que trente ans; et leur esprit observateur les éclaira promptement sur son compte. Ils reconnurent que la condescendance qu'il avait témoignée, pour arriver à tenir en main le pouvoir, était simulée, qu'il ambitionnait la puissance absolue et que peut-être, comme Philippe II lui-même l'en soupçonnait, il chercherait à se rendre maître indépendant des Pays-Bas. On ne se trompait point; Don Juan avait fait partir les Espagnols, que la nation avait payés; mais il retenait les Allemands dans plusieurs citadelles; et peu de jours après son installation à Bruxelles, on intercepta de lui des lettres en chiffres qu'il écrivait au roi d'Espagne, pour lui demander de nouvelles troupes avec lesquelles il put rétablir son autorité. On le sur-

veilla tellement depuis cette découverte, qu'il craignit pour sa liberté, et même, disait-il à ses amis, pour sa vie.

Ne se trouvant pas en sûreté dans Bruxelles, il profita d'une occasion pour s'emparer d'une place forte. La reine Marguerite de Valois, femme de Henri IV, se rendait aux eaux de Spa; il l'alla recevoir à Namur; dès qu'elle fut partie, étant entré dans la citadelle, sous prétexte de la visiter, il s'en empara, en y faisant entrer des hommes armés, sous divers déguisements. Alors il leva le masque. Les États voyant un tyran dans leur nouveau gouverneur, rassemblèrent aussitôt des troupes; le prince d'Orange fit traduire dans toutes les langues de l'Europe les lettres interceptées, leur donna une immense publicité, et se fit proclamer Ruwaert du Brabant.

Le coup de main de Namur avait eu lieu le 24 Juillet 1577; le 1er Août suivant, la garnison allemande, qui occupait la citadelle d'Anvers, manifesta le dessein de se jeter sur la ville et de la soumettre; la terreur se répandit dans Anvers, qui trembla de voir se renouveler les scènes effroyables du 4 Novembre; tous les bourgeois prirent les armes.

Déjà les Allemands étaient rangés en bataille; les magistrats, connaissant l'amour de ces étrangers pour l'argent, coururent leur offrir cent cinquante mille florins, s'ils voulaient partir. Ébranlés par la vue de l'or d'une part, et de l'autre par la crainte de la bourgeoisie armée, les soldats répondirent, du haut de leurs remparts, qu'ils allaient consulter leurs chefs. Pendant les négociations, la nuit vint; et alors on aperçut de loin des voiles qui, poussées par un vent favorable et par la marée, remontaient vivement l'Escaut; c'était l'es-

cadre du sire de Hautain, avec ses Gueux de mer. En un instant il parut devant la ville, qui s'illumina spontanément avec allégresse. La flotte s'avançait à pleines voiles sous la citadelle où elle lâcha toutes ses bordées. Aussitôt ces cris : les Gueux de mer ! ce sont les Gueux de mer ! retentissent dans les rangs allemands et y sèment l'épouvante. En moins d'une heure la citadelle fut évacuée ; le seigneur de Hautain fit, à la lueur des flambeaux, une entrée triomphante dans la ville qu'il venait de délivrer et qui lui offrit une chaine d'or.

Le lendemain matin, les Anversois se portèrent en foule dans l'odieuse forteresse ; le prince d'Orange, ne négligeant aucun moyen de se populariser, avait ordonné qu'elle fût démolie. Toute la ville y mit la main ; les dames mêmes vinrent travailler à cette destruction si désirée ; on trouva dans une cave la statue du duc d'Albe, qui fut mise en pièces avec fureur. Le souvenir de cet homme inspirait encore tant de ressentiments, que les bourgeois emportaient les débris de son image et les pendaient à leurs portes comme s'ils eussent tenu le duc d'Albe lui-même.

Pendant ce temps-là, deux hommes de la noblesse agitaient le peuple à Gand et se mettaient à la tête des Gueux ; c'étaient Hembyse et Ryhove, amis du prince d'Orange. Les États virent avec ombrage l'accroissement que prenaient la puissance du Ruwaert ; ils se liguèrent contre lui ; et le duc d'Aerschot, qui était le chef de cette nouvelle faction, se retira a Gand avec ses amis pour être plus libre d'agir. Là, les États résolurent d'offrir le gouvernement du pays à l'archiduc Mathias, frère de l'empereur Rodolphe II. Le duc d'Aerschot, se flattant de l'idée qu'il dominerait aisément un jeune prince qui allait lui devoir son élévation, se hâta de lui

écrire ; et Mathias partit secrètement de Vienne le 1er Octobre 1577 pour se rendre en Belgique.

Mais le prince d'Orange ne se laissait pas jouer. Pendant qu'il allait lui-même au devant de l'archiduc, et qu'il s'emparait habilement de son esprit, Hembyse et Ryhove à Gand arrêtaient dans son hôtel le duc d'Aerschot, le retenaient étroitement prisonnier, révolutionnaient la Flandre qu'ils érigeaient en république, lui donnant pour la gouverner un conseil de dix-huit Notables, à la tête desquels Hembyse prenait le titre de *Premier de Gand*. Les cinquante-deux métiers reprirent leurs bannières; tous les anciens priviléges abolis par Charles-Quint furent remis en vigueur. Le prince d'Orange profita encore de ces mouvements pour accélérer la séparation de la Belgique d'avec l'Espagne; il fit déclarer Don Juan ennemi de la patrie, l'archiduc Mathias gouverneur des Pays-Bas, et se fit reconnaître pour son lieutenant-général. Après quoi il alla remettre à Gand un peu d'ordre.

Mais Hembyse s'était lancé trop loin pour s'arrêter facilement; et les troubles se compliquaient. De grands préparatifs se faisaient de toutes parts, au commencement de l'année 1578. Philippe II renvoyait à Don Juan ses vieilles bandes espagnoles, qui arrivèrent sous la conduite d'Alexandre de Parme, fils de cette duchesse Marguerite qui avait gouverné les Belges avant le duc d'Albe. Les deux princes se mirent en campagne; la première rencontre eut lieu près de Gembloux le 31 Janvier; les troupes des États furent battues et Gembloux pris; à cette nouvelle, l'archiduc Mathias et le prince d'Orange qui étaient à Bruxelles se sauvèrent à Anvers, laissant Don Juan reprendre Louvain, Jodoigne, Tirlemont, Aerschot, Bouvignes, Sichem, Diest et plu-

sieurs autres petites places. Les petites villes du Hainaut et du pays de Namur se rendirent pareillement aux Espagnols. Limbourg capitula après un siége assez long. Daelhem qui résista fut saccagée.

Les États alarmés demandèrent des secours à l'Allemagne, à l'Angleterre, à la France; on reconnaissait que l'archiduc Mathias n'était pas un appui. La reine Élisabeth fournit de l'argent, avec lequel le comte palatin Jean-Casimir leva des troupes en Allemagne ; il pénétra bientôt dans les Pays-Bas, s'empara de Diest et s'y établit. Le duc d'Alençon, frère du roi de France, que l'on offrait de recevoir comme gouverneur, s'il amenait des secours, et qui espérait se faire une souveraineté, arriva aussi, en annonçant que la reine Élisabeth devait l'épouser; il amenait avec lui des Anglais et des Français. On lui donna provisoirement à Mons le titre de Protecteur des États; et il promit dix mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux.

BATAILLE DE RYMENAEM.

Les États avaient rassemblé leur armée à Lierre; quelque peu des secours qu'ils attendaient arriva; ils se disposèrent à tenir la campagne, et à prendre la revanche de leurs derniers revers. Ils n'avaient que douze mille hommes, dont seulement deux mille cavaliers; Don Juan en commandait davantage.

L'armée nationale avait pour chef le comte de Boussu; il assit son camp au village de Rymenaem, et en vieux général expérimenté, il résolut d'attendre l'ennemi, sans rien risquer de ses avantages.

Don Juan et le prince de Parme, sachant que les Belges étaient campés à peu de distance de Malines,

envoyèrent quelques officiers en reconnaissance; ils rapportèrent que les Gueux avaient pris une bonne position, qu'ils avaient à dos le village de Rymenaem, à droite et à gauche des bois épais, de bons retranchements en avant de leur ligne, et devant ces retranchements une vaste plaine où ils comptaient sans doute attirer les Espagnols. Ils ajoutèrent qu'on ne pouvait aller à l'ennemi que par un chemin étroit, où six ou sept hommes auraient peine à passer de front.

Don Juan s'avança néanmoins en vue de l'ennemi; et il était si pressé de livrer bataille, qu'il fallut toute l'influence du prince de Parme pour l'arrêter; encore ne put-on obtenir de lui qu'un peu de prudence. Il céda aux avis qu'on lui donnait, non pas en renonçant à combattre dans une situation désavantageuse, mais en cherchant à attirer les Gueux en plaine découverte. Il était fier de ses précédents avantages et comptait sur son armée, qui consistait en douze mille hommes de pied et cinq mille hommes de cavalerie.

Pendant trois heures, il fit battre les tambours et sonner les trompettes, dans l'espoir qu'il ferait sortir l'ennemi de ses retranchements; mais les Gueux ne s'ébranlèrent point. Il chargea Alfonse de Léva de les aller agacer, avec un détachement d'infanterie; il envoya sur d'autres points trois compagnies de cuirassiers et de lanciers. Le vieux comte de Boussu se tint inébranlable; seulement il chargea ses auxiliaires anglais, qui étaient peu nombreux, d'aller au devant des corps qu'on lui envoyait, mais de les attirer, et de ne pas les suivre s'ils fuyaient.

Don Juan cependant avait combiné habilement son attaque; et il opposait stratagème à stratagème. Les Belges ne s'attendaient qu'à de légères escarmouches

préliminaires; ils furent surpris bientôt de voir Alfonse de Léva, suivi de plus de forces qu'ils n'avaient pensé, s'emparer du bois qui couvrait leur gauche. L'infanterie espagnole disposée en pointe s'avança aussitôt, conduite par le prince de Parme, qui avait mis pied à terre et qui marchait en tête la pique à la main. Le combat s'engagea chaudement, ce même jour 1er Août 1578. Dans leur premier étonnement, les Confédérés furent repoussés jusques dans le village de Rymenaen qui faillit leur être enlevé; mais ils se rallièrent, revinrent à la charge, reprirent le dessus et repoussèrent l'ennemi. On courut dire à Don Juan d'approcher avec toutes ses forces, en lui promettant qu'il allait décider en un instant une victoire certaine. Le prince s'élança avec sa cavalerie, et chargea si vigoureusement les Belges, qu'ils reculèrent sur tous les points derrière le village; les Espagnols y mirent le feu et continuèrent à poursuivre leur ennemi en déroute.

Tout le monde criait victoire! Le prince de Parme seul, étonné de voir les Gueux fuir avec tant de concert, soupçonna une nouvelle embûche; il fit part de ses craintes à Don Juan, qui voulut retenir son armée; il n'en fut pas le maître; les Espagnols se laissèrent entraîner vers Malines, jusqu'à un autre camp fermé d'un côté par la Dyle et de l'autre par une grande forêt; la poussière qu'ils avaient soulevée dans leur course et la fumée de leur artillerie les avaient empêchés de voir où ils allaient. Quand les Gueux les eurent attirés dans leur véritable camp, comme dit Strada, la bataille recommença sous un autre aspect; l'artillerie des Confédérés était là, soutenue par une cavalerie fraîche. Tous les Gueux firent volte-face; animés par le désir de prendre leur revanche et par le succès de leur ruse,

ils tombèrent sur l'ennemi comme des lions ; leur artillerie balayait les lignes espagnoles ; en vain les vieux soldats de Philippe II essayèrent d'enlever quelques pièces de canon ; elles étaient protégées par des retranchements à l'abri de toutes les attaques. Les Espagnols étaient si maltraités qui leur fallut battre en retraite ; ce qu'ils firent avec la plus grande peine ; et la gloire de cette journée releva les Confédérés.

Don Juan s'était retiré sous Namur, pour attendre que les circonstances vinssent à son aide. Il eût été perdu, si les Confédérés eussent marché avec unité. Mais il y avait quatre opinions qui se disputaient la Belgique ; les premières pour la France, pour l'Angleterre et pour l'Allemagne, et ensuite le prince d'Orange et l'archiduc Mathias pour eux-mêmes. De plus, les États, sur ces entrefaites, étendirent tellement la liberté de conscience, tolérée seulement par la Pacification de Gand, que le Hainaut, l'Artois et les provinces Wallonnes, persistant à n'admettre que l'exercice exclusif de la religion catholique, se séparèrent encore sur ce point du Brabant et de la Flandre, où l'on voyait beaucoup de réformés. La Flandre elle-même était divisée en deux factions, l'une qui tenait pour Hembyse et les Gueux, l'autre pour le Catholicisme.

Le roi d'Espagne alors se plaignit à la France de ce qu'elle avait permis l'entreprise du duc d'Alençon, à l'Empereur de ce qu'il n'avait pas arrêté les tentatives de Jean-Casimir, à la reine d'Angleterre de ce qu'elle fournissait aux rebelles des hommes et de l'argent. Ces trois puissances envoyèrent à Anvers des députés, dans le but de mettre fin à de si longues dissensions. On ne s'entendit sur rien ; on continua sur tous les points les escarmouches ; et cependant Don Juan d'Autriche mou-

rut auprès de Namur, de langueur ou de poison, le le 1er Octobre 1578; il laissait le gouvernement des Pays-Bas au prince de Parme.

CZZ

DÉCHÉANCE DE PHILIPPE II.

Un souverain perd ses droits, dans l'abyme où il engloutit ceux de son peuple.

LA MARTELLIÈRE.

Le prince de Parme pouvait être bon général, mais administrateur embarrassé, et néanmoins si jaloux de sa puissance personnelle, qu'il ne voulut pas partager, même avec sa mère, encore chère aux Belges, le gouvernement des Pays-Bas. Tandis qu'il suivait la marche de Don Juan, c'est-à-dire qu'il continuait à rester dans son camp retranché sous Namur, épiant une occasion, les partis se dessinaient et se réunissaient en deux grandes factions. Le duc d'Alençon et Jean-Casimir s'étaient retirés pour l'instant, ne se croyant pas en force. Le prince d'Orange, qui n'abandonnait pas ainsi la par-

tie, convoqua dans Utrecht les États de la Gueldre, de la Hollande, de la Zélande, d'Utrecht et de Groningue. Il fit signer à ces provinces un acte d'Union; il leur fit adopter solennellement la religion protestante, avec tolérance pour les Catholiques. Ce traité fameux, qu'on appela *l'Union d'Utrecht* et qui devint la première charte constitutionnelle de la république des Provinces-Unies, fut signé le 29 Janvier 1579. Les Gantois y accédèrent le 4 Février suivant; Anvers, Ypres et Bruges le reçurent un peu plus tard.

Les provinces Wallonnes, le Hainaut et l'Artois, qui avaient d'autres opinions, voulurent aussi avoir leur union. Ces provinces envoyèrent leurs députés à une assemblée tenue dans Arras. Le comte de Lalaing et le marquis de Roubaix en étaient l'ame. On y adopta exclusivement la religion catholique; on y jura de rester fidèle au Roi; mais on exigea formellement le renvoi des troupes espagnoles. On y confirma la Pacification de Gand et l'édit de Marche-en-Famenne. Ces résolutions, qu'on appela le *Traité d'Arras*, furent signées le 25 Mai de la même année 1578, et envoyées au prince de Parme, qui en ce moment s'était décidé à faire le siége de Maestricht.

Dès qu'elles eurent transpiré, la guerre entre les deux partis redevint plus ardente. Ce furent de toutes parts ou des combats, ou des surprises, ou des violences. A Bruxelles, Philippe d'Egmont, fils du martyr de 1568, essaya de reprendre la ville et de la remettre sous le joug espagnol. Il y entra par stratagème, à la tête de sa troupe. Mais le peuple avait établi à la Cantersteen des barricades qui l'arrêtèrent. Repoussé snr la Grande-Place et bloqué là par Olivier van der Tympel, qui commandait la capitale du Brabant, et qui

portait les insignes des Gueux, Philippe d'Egmont fut obligé d'évacuer la ville qui resta indépendante.

Cette échauffourée avait eu lieu le 1er Juin. Trois jours auparavant, les pillages avaient recommencé comme en 1566, à Anvers et dans d'autres villes.

Il y eut dans plusieurs rencontres des faits d'armes où les Belges se distinguèrent souvent. Le marquis de Berg, avec cinquante lanciers et vingt-cinq arquebusiers, faisait une course entre Maestricht et Louvain; il tenait pour le parti royal; auprès de Léau, il rencontra sept cents cavaliers allemands du parti des Gueux. Il se trouva inopinément si près d'eux, qu'il lui fut impossible de reculer. Il fit donc bonne contenance, et profitant d'une colline qui lui permettait de dissimuler le petit nombre de sa troupe, il fit ranger ses cinquante lanciers sur une seule ligne, développa derrière les vingt-cinq arquebusiers, comme s'ils n'eussent été qu'une avant-garde, fit sonner de la trompette sur trois points différents, et chargea. Les sept cents cavaliers allemands, ne pouvant s'imaginer que cinquante hommes les osassent attaquer sans être bien soutenus, se troublèrent et furent défaits; ils se dispersèrent, laissant sur le champ de bataille cent morts, cent prisonniers et deux cents chevaux.

Les troubles que l'on avait pu croire épuisés renaissaient partout. Le prince de Parme, qui ne s'abusait point sur les embarras de sa position, reçut les députés d'Arras avec les plus grands honneurs, négocia six semaines avec eux, ratifia leurs propositions le 28 Juin, les fit agréer par le roi d'Espagne, renvoya les Espagnols, et forma des régiments wallons, devenus célèbres, auxquels il ne joignit d'étrangers que quelques italiens qu'il tenait à conserver.

Cependant, depuis le mois de Mars, il assiégeait Maestricht, avec vingt-quatre mille hommes d'infanterie et sept mille hommes de cavalerie. La garnison était peu considérable. Mais elle avait au millieu d'elle Sébastien Tappin, habile ingénieur luxembourgeois, qui avec un art et une célérité prodigieuse avait réparé les fortifications de Maestricht, de manière à rendre la place pour ainsi dire imprenable. Les paysans défendaient les remparts, armés de fléaux. Les femmes combattaient avec de l'eau bouillante. La famine seule obligea cette ville à se rendre; le prince de Parme y entra le 21 Juillet et la mit à sac. Trois jours de massacre ne laissèrent la vie, dit-on, qu'à quatre cents habitants.

Cet évènement déconcerta un moment les Gueux. Ils s'en prirent au prince d'Orange; il eût dû secourir Maestricht; il se rejeta sur les troubles de Gand qui rompaient toutes ses mesures. Cette ville en effet, plongée dans des désordres continuels, se déclarait l'ennemie de tout le monde. Hembyse et Ryhove annonçaient qu'ils voulaient ramener les merveilles de la république romaine; et au milieu de la Belgique bouleversée, divisée, déchirée de toutes parts, Gand prétendait faire un état particulier. La reine d'Angleterre écrivit aux Gantois, pour les engager à rentrer dans l'Union-Belgique. Le prince d'Orange, qui faisait tout un peu tard, vint lui-même à Gand, où il remit l'ordre en renversant Hembyse.

On ouvrit de nouvelles conférences, où tous les partis eussent pu se fondre, de lassitude, si Philippe II eût voulu sacrifier quelques-unes de ses idées obstinées. Mais il était inflexible sur l'article de la religion, et ne laissait aux protestants d'autre ressource que l'exil. Le prince d'Orange, que cette disposition frappait formel-

lement, convoqua une assemblée à Anvers, au commencement de 1580. Il y fit proposer ouvertement l'abjuration de la domination espagnole et la déchéance de Philippe II. Là encore il y eut trois partis; les Catholiques tenaient au roi d'Espagne; les autres se partageaient entre la reine d'Angleterre et le duc d'Alençon. Le prince d'Orange se prononçait pour ce dernier; son avis l'emporta; et comme les Protestants étaient les plus nombreux, la puissance du roi d'Espagne fut tout-à-fait ébranlée.

Philippe II, informé d'un coup qui lui semblait si hardi, lança contre le prince d'Orange un édit de proscription, mettant sa tête à prix, offrant la noblesse et vingt-cinq mille écus d'or à celui qui lui livrerait le rebelle vif ou mort, et déclarant déchus de leurs biens et honneurs tous les partisans dudit prince. Guillaume de Nassau répondit à cette proscription, par une longue apologie de sa vie et de sa conduite, qu'il répandit par toute l'Europe

Durant ce temps là, les États envoyèrent au duc d'Alençon une ambassade, que le prince reçut au Plessis-lez-Tours; et le 29 Septembre 1580, il signa un traité par lequel les Provinces-Unies le reconnaissaient pour leur souverain, et lui François de France duc d'Alençon et d'Anjou s'obligeait à respecter tous les priviléges des Belges, à convoquer au moins une fois l'an les États-Généraux, à protéger également les Réformés et les Catholiques, à résider dans la Belgique, à vivre avec la France dans une alliance perpétuelle, sans chercher jamais dans aucun cas à incorporer les provinces belges à la France, à ne se marier que du consentement des États. Les Belges étaient déliés de plein droit du serment de fidélité qu'ils allaient lui faire, s'il manquait

lui-même à aucun des engagements qu'il prenait.

On annonça le 1er Mars 1581, que le duc d'Alençon arrivait avec une bonne armée. L'archiduc Mathias, qui ne s'était pas encore décidé à partir. abdiqua alors et ne tarda pas à regagner l'Allemagne. Sainte-Aldegonde, chef de l'ambassade envoyée en France, avait fait un traité secret avec le duc d'Alençon, qui s'était engagé à laisser au prince d'Orange la souveraineté de la Hollande et de la Zélande, dont il ne se réservait que l'hommage féodal. Guillaume de Nassau se fit donc proclamer souverain de ces deux provinces, le 24 Juillet 1581; le 26, à La Haye, on déclara solennellement le roi d'Epagne Philippe II, déchu de toute souveraineté aux Pays-Bas; les États firent imprimer cette résolution à Anvers chez Plantin. Dès lors les statues du Roi furent renversées; son image proscrite sur les monnaies; on exigea de toutes parts de nouveaux serments; tout s'apprêtait pour recevoir le nouveau souverain.

Le prince de Parme lui barrait le passage; il s'était porté sur Cambrai, qu'il tenait assiégé et que la famine allait lui livrer. Le duc d'Alençon, à qui toute la fleur de la noblesse française faisait la conduite jusqu'aux frontières de ses états, arriva devant Cambrai en si bonne contenance, que le prince de Parme fut obligé de faire sa retraite. Cambrai délivré ouvrit ses portes au duc d'Alençon, le 18 Août.

On se réjouissait en Belgique de voir arriver dans le pays la brillante armée qui accompagnait le jeune prince; mais il manquait d'argent pour l'entretenir. Il fut obligé de la renvoyer en mettant le pied sur le sol belge; et aussitôt il passa en Angleterre, dont la Reine lui avait promis des secours et le flattait de l'espoir de sa main. Ainsi, le duc d'Alençon commençait

par violer, en s'absentant de la Belgique, un des articles de l'acte qui le constituait Souverain. Mais son heureuse expédition de Cambrai le fit excuser. On approuvait d'ailleurs sa démarche auprès d'Élisabeth. On fit les préparatifs de son inauguration, dans les diverses capitales.

MARIE DE LALAING.

Les hérétiques en ce temps-là faisaient la majorité parmi les habitants de Tournai ; et cette ville tenait opiniâtrément pour le parti des Gueux. Le prince de Parme résolut d'en faire le siége, pendant le voyage du duc d'Alençon en Angleterre; il eût voulu l'enlever avant son retour; il éprouvait à ce sujet des inquiétudes. Ses meilleurs capitaines étaient le marquis de Roubaix, le baron de Montigny et le comte de Mansfeld. Mais Roubaix, général de sa cavalerie, était frère du prince d'Épinoi, gouverneur de Tournai ; et la femme de ce chef rebelle, Marie de Lalaing, était sœur de Montigny. Car, ainsi qu'il arrive dans toutes les guerres civiles, ce n'étaient pas seulement les provinces, mais les familles mêmes qui étaient divisées.

Le prince de Parme ne se décida pas moins, sûr de Mansfeld, et comptant que Montigny et Roubaix, pour ne pas se rendre suspects, feraient les choses avec plus d'ardeur peut-être.

Quoique Tournai, par l'étendue de son enceinte, fût difficile à investir, le siége fut résolu. C'était une des plus vieilles villes du pays, forte par sa situation et par le travail des hommes, elle avait résisté à beaucoup d'efforts dans les anciennes guerres. L'Escaut, qui la traverse, alimentait tout le large fossé qui entourait ses

remparts ; elle était fortifiée à l'antique, flanquée de soixante-huit tours, et défendue par un château que Henri VIII roi d'Angleterre avait fait bâtir, lorsqu'il l'eut prise aux Français en 1513. La garnison n'était pas nombreuse ; mais les habitants passaient pour n'avoir rien perdu de ce grand courage que César admira chez les Nerviens, dont ceux de Tournai se vantent de descendre. Il y avait de plus, dans la ville, un grand nombre de chefs hérétiques, qui s'y étaient réfugiés comme dans un asyle ; le prince d'Épinoi se croyait obligé de les protéger. Alexandre de Parme choisit pour bloquer Tournai le moment où le prince d'Épinoi en était sorti avec une partie de ses troupes, pour aller joindre l'armée des États à Gravelines ; il ne laissait que le tiers à peine de la garnison, sous les ordres de d'Estrelle, son lieutenant. Mais sa femme, Marie de Lalaing, princesse d'un grand cœur, idolâtrée des habitants, était restée au milieu d'eux. Ce fut elle qui prit en main la défense de la ville, inopinément investie au commencement d'Octobre de l'année 1581. Elle dirigea, elle anima le courage des assiégés, par ses prières, par ses exhortations, et surtout par son exemple,

Une armée nombreuse et une artillerie formidable entouraient la place. Cependant le prince d'Orange s'en moquait ; il ne pensait pas que Tournai fût prenable en hiver. La saison se maintint plus favorable qu'on n'eût désiré ; et le prince d'Épinoi conçut des alarmes. Il tenta de rentrer dans la ville ; il n'en put venir à bout ; les secours qu'il amenait furent battus par l'armée royale.

Le prince de Parme commença les travaux du siége par l'attaque du Ravelin, ou, comme on a dit depuis, de la demi-lune qui protégeait la porte de Saint-Martin,

parce que les fossés de cette position étant de la ville haute se trouvaient presque à sec; il fit battre les tours, en abattit cinq, pratiqua une longue brèche, et fit monter un détachement, qui fut repoussé, qui revint à la charge et fut culbuté encore. Après des efforts inouis, les assiégeants restèrent maîtres de ce premier poste, qu'ils fortifièrent et d'où ils inquiétèrent la ville sans relâche.

Mais les bourgeois conduits sans cesse ou par Marie de Lalaing ou par d'Estrelles, qui se montraient partout, ne se troublèrent pas de ce premier échec. Ne pouvant reprendre la demi-lune, ils s'appliquèrent surtout à enlever, s'ils le pouvaient, à l'armée assiégeante son général. Le prince de Parme, lorqu'il n'était pas dans la tranchée, ou parmi les ouvriers qui minaient les remparts, se retirait dans une vieille masure, à vingt pas de ses batteries. Les assiégés le remarquèrent; ils pointè- un canon sur cette barraque et l'abattirent avec un boulet. Alexandre se trouva enseveli sous les ruines; l'épouvante dans son armée fut d'autant plus grande que les premiers qu'on retira de ceux qui l'entouraient, étaient morts ou coupés en deux. Mais il sortit bientôt des décombres, à peine blessé, et se remit à la tête des travaux. Il continua de miner et de creuser sous la ville, qui avant de s'effrayer fit elle-même des contre-mines. On poussa si loin de part et d'autre les travaux souterrains, qu'il s'en fallut peu que les mineurs et les soldats ne se rencontrassent. Plusieurs fois les soldats de l'armée royale s'en troublèrent et abandonnèrent les tranchées. Un jour que le prince de Parme accourait pour rassurer ses gens, on jeta des murailles une grêle de cailloux, dont il fut blessé au bras. Malgré toutes ses plaies, Alexandre ordonna l'assaut de Tournai.

Il fit placer à deux cents pas des murailles dix-huit pièces de canon qui, tirant sans relâche pendant soixante heures, abattirent quatre tours; ces ruines firent un chemin; il ordonna à Montigny de charger par là, pendant que Mansfeld qui conduisait les mineurs attaquerait du côté des mines. Mansfeld ayant fait sauter un bout de rempart, on avança sur ces deux chemins. Mais d'Estrelles avait fortifié les tours voisines; il avait élevé contre la demi-lune de Saint-Martin un de ces tertres couronnés de canons qu'on appelle en termes de fortifications un cavalier; il avait fait porter sur les créneaux des paniers de pierres et des tonneaux de cailloux qu'on lançait aux assiégeants. De plus, derrière la muraille où l'on avait pratiqué des brèches par la mine et le boulet, Marie de Lalaing, qui travaillait à la tête des bourgeois dont son ardeur faisait la force, avait fait un retranchement qui arrêtait l'ennemi tout court. Le combat fut très-animé. La princesse d'Épinoi, au milieu de la mêlée, criait aux siens : — C'est moi, c'est la femme de votre gouverneur qui est à votre tête. Si vous me suivez, nous quitterons plutôt la vie que cette brèche.

Une blessure que l'héroïne reçut au bras redoubla l'acharnement des assiégés; et l'armée royale, après de longs efforts, ayant perdu beaucoup d'hommes, fut obligée de reculer, malgré les exhortations du prince de Parme. Plusieurs capitaines étaient restés sur la place; et pendant quelques jours on ne put songer à un nouvel assaut

La ville attendait toujours les secours du prince d'Épinoi. Ce seigneur, ayant rassemblé des forces sur les côtes maritimes de Flandre, les amenait, lorsqu'il lui prit envie de s'emparer de Gravelines, au nom du



LA PRINCESSE D'EPINOI.

prince d'Orange. Mais il échoua ; et ses troupes furent dispersées. Comme Preston, un de ses vieux capitaines, cherchait à le rejoindre avec environ deux cents cavaliers, il rencontra près de Roubaix un courrier du prince de Parme. Il le connaissait; il apprit de lui que le mot d'ordre du jour dans l'armée du Roi était *Sainte-Barbe*. Preston aussitôt conçut l'idée d'aller secourir Tournai avec sa poignée de braves. Il arriva à onze heures du soir aux avant-postes du camp royal, trompa les sentinelles, traversa le camp en disant le mot d'ordre, passa, pour inspirer moins de défiance, devant la tente du Prince, et franchit le pont sans qu'on se doutât de rien, sinon lorsqu'il était déjà aux portes de la ville. Le prince de Parme, éveillé alors, monta à cheval et voulut poursuivre la troupe de Preston. Mais il ne put l'atteindre. Il fut tellement irrité de cette aventure, qu'il défendit à l'avenir de donner le mot d'ordre aux sentinelles, ordonnant que leur devoir se bornât à ne laisser entrer personne dans le camp, qu'il n'eut été reconnu par le caporal ; mesure qui depuis a été adoptée dans toutes les armées.

Pour ce secours qui entra dans Tournai, on sonna les cloches, on tira le canon dans tout le pays ; on fit partout des feux de joie ; on annonçait aussi que le duc d'Alençon avait débarqué à Dunkerque, avec une armée. Mais Preston, qui venait d'Angleterre, désabusa la ville. Il apprit à ceux de Tournai qu'ils ne devaient rien attendre, ni du duc d'Alençon, ni de la reine Élisabeth, ni du prince d'Épinoi. Tournai, qui commençait à manquer de vivres et qui était miné par tant d'endroits qu'on ne savait plus en quel lieu on pouvait ne pas trembler, Tournai se décida à capituler. Sa meilleure défense avait été son courage et l'intrépidité

de Marie de Lalaing. « J'ai appris de la comtesse d'Egmont, dit Strada, que durant tout le temps que Tournai fut assiégé, la princesse d'Épinoi, cette femme courageuse, ne cessa de remplir tous les devoirs de capitaine ; qu'elle animait les soldats, les habitants, les ouvriers, et que s'étant mêlée plusieurs fois avec ceux qui combattaient, elle avait reçu au bras une grave blessure. » Ce qui l'animait surtout contre les Espagnols, c'est qu'étant fille de Marie de Montmorency, elle était mère du comte de Horn, que Philippe II avait fait mourir avec d'Egmont. Aussi elle avouait que, pour son compte, elle eût mieux aimé voir Tournai la proie des flammes et périr elle-même dans ce vaste bucher, que de la laisser retomber sous le joug du roi d'Espagne. Mais elle immola ses ressentiments à ses concitoyens, qui obtinrent à cause d'elle les conditions les plus honorables.

Cette capitulation, qui fut signée le 29 Novembre 1581, et qui accordait amnistie entière aux bourgeois, portait qu'il serait libre à la princesse d'Épinoi de demeurer dans la ville, ou de s'en aller où elle voudrait avec sa maison ; que les troupes sortiraient avec armes et bagages ; que les hérétiques pourraient demeurer dans la ville, à condition de n'y point exercer leur religion ; que la ville payerait au Roi deux cent mille florins d'or seulement pour les dépenses de la guerre.

Marie de Lalaing sortit donc de Tournai, à cheval, en tête de la garnison, qui marchait en bon ordre avec ses armes et bagages et ses enseignes déployées. Ce départ eut l'air d'un triomphe.

LA FOULE FRANÇAISE.

Le prince de Parme profita des difficultés que lui avait fait éprouver le siége de Tournai, pour demander

aux provinces fidèles la permission de rappeler ses troupes espagnoles. D'abord on le lui refusa; mais dès que les Wallons eurent appris l'arrivée du duc d'Alençon, qu'une flotte de la reine d'Angleterre venait d'amener à Flessingue, ils accordèrent leur consentement. Ainsi la guerre se ravivait chaque jour.

Le duc d'Alençon, joué par la reine Élisabeth, qui ne lui avait promis de l'épouser que pour l'empêcher de contracter mariage avec la fille de Philippe II, avait pourtant reçu en Angleterre de grands honneurs. Une petite troupe de soldats l'accompagnaient; une foule de lords lui faisaient escorte; il entra dans Anvers avec pompe le 19 Février 1582; il y fut solennellement inauguré duc de Brabant; et le prince d'Orange fut le premier qui lui fit hommage.

Les fêtes durèrent un mois; elles furent troublées le 18 Mars par l'attentat du biscayen Jauregni, qui, séduit par les promesses du roi d'Espagne, essaya de tuer le prince d'Orange, en lui tirant dans la tête un coup de pistolet; l'assassin fut massacré sur la place. Mais il se fit une grand rumeur. Un instant on attribua le meurtre au duc d'Alençon; le peuple voulut arrêter tous les Français qui étaient dans la ville. Les papiers trouvés sur Jauregni firent connaître la véritable source du crime; et Guillaume de Nassau ayant échappé à la mort, les esprits se remirent.

Les Français, peu de jours après, ouvrirent la campagne; ils essayèrent d'enlever Namur, où se trouvait la duchesse de Parme. Ils échouèrent, pendant qu'Alexandre, après avoir pris Lens venait le 8 Avril mettre le siége devant Audenarde. Olivier van der Tympel, gouverneur de Bruxelles et le seigneur de Tyan-Mérode, gouverneur de Ninove, partisans du duc d'Alençon,

s'emparèrent d'Alost le 25 Avril ; le prince de Parme, de son côté, prit par ruse le château de Gaesbeek et se fit livrer par trahison Lierre. Audenarde capitula et lui ouvrit ses portes le 5 Juillet. Le 23 du même mois d'Alençon se faisait proclamer à Gand comte de Flandre.

Ainsi les deux princes se disputaient le pays. Mais d'Alençon bientôt ne trouva pas suffisante l'autorité modérée dont il jouissait en Belgique. Élevé à la cour de France, où le pouvoir des Souverains était presque despotique, fils de Catherine de Medicis, frère de Henri III et de Charles IX, le duc d'Alençon n'avait pas l'âme assez haute pour respecter les constitutions des Belges. Il venait d'obtenir des États six cent millle florins pour soutenir la guerre contre les Espagnols. Encouragé par les jeunes seigneurs français qui composaient sa cour, il résolut de faire un coup d'état et de s'emparer par la force de la puissance absolue. Un complot, qui fut secrètement organisé devait le rendre maître, le 16 Janvier 1583, de plusieurs villes à la fois; tout devait se faire partout à l'heure de midi. Le duc s'était réservé à lui-même en personne d'occuper militairement Anvers.

Le 16 Janvier donc, il dîna à dix heures du matin. Puis il sortit, comme pour aller passer en revue un corps de ses troupes qui était campé à Borgerhout. Il avait autour de lui une partie de ses compagnies françaises et quelques détachements de ses quatre mille Suisses. Trois cents cavaliers, détachés du camp, sous prétexte de venir à sa rencontre, le joignirent comme il traversait le deuxième pont-levis. Là, un désordre supposé arrêta la marche; le seigneur de Rochepot cria qu'il avait la jambe cassée : c'était le signal convenu. Tous ceux qui entouraient le Duc rentrèrent en ville,



FOULE FRANÇAISE A ANVERS.

se saisirent de la porte de Borgerhout, et allèrent par les remparts lever les herses voisines. Le camp s'était mis en mouvement; les canons menacèrent la ville; trois mille Français se jetèrent sur les premières maisons, en criant : Ville gagnée !

Les bourgeois d'Anvers, qui ne s'attendaient à rien de tel, ne comprirent pas d'abord la trahison. Néanmoins en quelques instants ils tendirent les chaînes, barricadèrent les rues, et tirèrent par les fenêtres. Au bout d'une heure, toute la ville était en armes; citoyens, militaires, étrangers, femmes et enfants, sans distinction d'opinion et de culte, tout s'émut. Les femmes lançaient des meubles, les enfants des pierres et des briques; les ouvriers se jetaient dans la mêlée avec ceux des outils de leur métier qu'ils avaient à la main. Un boulanger, sortant nu de sa cave, tua d'un coup de sa pelle à four un cavalier suisse. Ceux qui avaient eu le temps d'aller chercher leurs fusils les chargeaient, à défaut de balles, avec des pièces de monnaies qu'ils tordaient entre leurs dents. Les français partout repoussés s'enfuirent comme ils purent; les uns regagnèrent les portes par où ils étaient entrés, beaucoup d'autres sautèrent par dessus les remparts. Quelques-uns furent faits prisonniers; et le duc d'Alençon quitta honteusement le pays.

On avait appelé *fureur espagnole* l'horrible massacre de 1576; on nomma *foule française* la tentative de 1583; celle-ci du moins ne fut bien fatale qu'aux gens du duc d'Alençon, qui y perdit plus de deux mille hommes.

Après qu'il se fut mis en sureté par une fuite périlleuse, le duc d'Alençon apprit que son entreprise violente, tentée comme nous l'avons dit sur plusieurs au-

tres villes, avait échoué également à Ostende, à Nieuport, à Bruges; elle avait réussi à Termonde, à Vilvorde, à Alost, à Dixmude et à Dunkerque. Il chercha encore, par l'entremise du prince d'Orange, à se réconcilier avec les Belges. Mais il les avait trompés; il reconnut bientôt que sa cause était perdue dans les Pays-Bas. Il s'en alla mourir à Château-Thierry.

Peu de temps après, le prince d'Orange fut assassiné à Delft par Balthasar Gérard. Les États investirent Maurice de Nassau son fils du gouvernement héréditaire de la Zélande et de la dignité d'Amiral. Une partie de dissidents offrit au comte de Leicester, favori de la reine Élisabeth, le titre de gouverneur-général des Pays-Bas. Le prince de Parme ne perdit pas courage.

CCXI

LE PONT FARNÈSE.

Dans ses flancs il porte la mort.
SCARRON.

Le prince de Parme avait tenté déjà d'assiéger Anvers; il avait reculé devant des difficultés sans nombre. Mieux soutenu au commencement de l'année 1584, et maître d'un plus grand nombre de places dans les Pays-Bas, il revint à son projet, sentant bien qu'il pouvait imposer la loi au pays, s'il disposait d'Anvers.

Le 17 Août 1584, il soumit Termonde, s'empara de Willebroeck et de Vilvorde, força Gand à lui donner des otages, et voulant couper les communications d'Anvers avec les autres villes, en occupant tous les abords, il alla prendre encore Lillo et Liefkenshoeck, forts à

moitié achevés par les Anversois à trois lieues au dessous de la ville, des deux côtés de l'Escaut. Il y éleva rapidement des bastions et des redoutes; et ces forts, que les bourgeois d'Anvers avaient entrepris pour protéger leur navigation, l'arrêtèrent tout à coup.

Néanmoins, les plans du prince de Parme étaient d'une difficile exécution; et ses officiers lui représentaient que pour bloquer Anvers il lui fallait trois armées, une sur chaque rive de l'Escaut, et une troisième du côté du Brabant pour couper les vivres aux Anversois. L'obstiné capitaine n'en poursuivit pas moins son dessein.

Les États, informés de ce qui se préparait, se hatèrent d'envoyer en abondance des munitions et des vivres à Anvers. Marnix de Sainte-Aldegonde fut chargé du commandement de la ville. Il s'empressa de s'y rendre; et dès qu'il se fut entendu avec Martini, greffier d'Anvers, il proposa de rompre la digue de Blawgaeren, au dessous de Lillo. et celle de Kouwestein, qui se trouve au dessus; ce qui devait donner aux flottes de secours le moyen de tourner le fort de Lillo inondé et d'arriver jusqu'à la porte d'Anvers. Mais le corps des bouchers, qui engraissaient douze mille bêtes à cornes dans les Polders contenus par ces digues, s'opposa ouvertement à leur rupture. Ils s'en repentirent amèrement, quand l'ennemi eut pillé leurs élèves, et qu'ils eurent reconnu que le moyen proposé eût sauvé la ville; mais alors il n'était plus temps, et les alliés cherchaient vainement à envoyer aux Anversois des troupes et des vivres.

Toute la fin de l'année 1584 se passa en préparatifs. Au commencement de l'année suivante, le prince de Parme, toujours ferme dans son plan, se présenta à la Tête-de-Flandre; et comme ses troupes mal payées

étaient prêtes à se mutiner, selon leur habitude, il les tint en haleine en leur montrant Anvers, dont il leur promit la conquête, ainsi que celle de tout le Brabant. Déjà il venait d'obliger Malines et Bruxelles à capituler aussi. Anvers se trouva isolée, sans correspondance, sans appui certain, bientôt sans vivres, prenant et perdant tous les jours quelque position, réduite tous les jours à construire de nouvelles redoutes et à soutenir des combats meurtriers.

Le Prince, que la constance des Anversois ne rebutait point, imagina tout à coup un moyen hardi de presser sa conquête, moyen qui épouvanta la ville pendant quelques jours. Il fit construire sur l'Escaut, avec une hardiesse et un bonheur sans exemple, un pont long de deux mille cinq cents pieds, qui allait de Calloo au fort Saint-Philippe. On l'appela du nom du Prince le pont Farnèse. Il avait à chaque bout une tête fortifiée, qu'on nomma les forts Saint-Philippe et Sainte-Marie. Il était armé dans toute sa longueur, et porté sur des bateaux enchaînés, assurés sur de bonnes ancres, qui lui laissaient la facilité de s'élever ou de s'abaisser, selon le flux ou le reflux. Quatre-vingt-dix-sept canons le défendaient, disposés dans tout son développement.

Ce pont avait coûté des sommes et des peines immenses, et on en avait désespéré longtemps. On le vit achevé, menaçant, superbe, dès les premiers jours du Printemps. Jusques là, malgré les efforts des Espagnols, quelques navires amis, quelques-unes des légères embarcations des Gueux avaient osé remonter l'Escaut sous le canon qui les foudroyait. Le fleuve alors fut absolument fermé.

Les assiégés reconnurent que leurs premiers efforts devaient tendre à rompre le pont Farnèse. Mais il était

si solide, que les brûlots mêmes n'y faisaient rien. Il y avait dans Anvers un ingénieur italien, nommé Gennibelli, qu'on avait fait venir depuis peu ; il occupait un grand nombre d'ouvriers anversois à fabriquer des pièces d'artifices et des machines pour la défense de la place. Lui ou ses compagnons imaginèrent un formidable expédient, que la ville accueillit avec transport. Mille bras aussitôt se mirent à l'œuvre. On choisit quatre grands bateaux plats à hauts bords; on les maçonna en briques à trois étages; on les remplit de poudre et de salpêtre, en surchargeant le tout d'une énorme quantité de pierres; et le soir du 5 Juin 1585, un peu avant le coucher du soleil, les quatre grandes machines, dirigées par ceux qui les avaient construites, et surmontées d'un grand feu clair, furent lancées dans le courant du fleuve, escortées de douze autres petits brûlots de même nature. Cette flottille terrible, dont le principal bâtiment avait reçu le nom de machine infernale, conduite par le courant, s'avança vers le pont Farnèse. Un détachement de l'armée espagnole était alors sur le pont; il traversait le fleuve et s'étonna peu de ce spectacle ; car tous les jours les soldats du prince de Parme voyaient arriver des escadres de brûlots, qu'ils étaient jusques là parvenus à détruire.

Arrivés à une demi-lieue du pont, les conducteurs abandonnèrent leur flotte de destruction et se hâtèrent de regagner la rive dans des chaloupes. Le soleil était couché. Un ingénieur espagnol ayant remarqué ce mouvement, se jeta aux genoux du prince de Parme, qui était à la tête du pont devant le fort Saint-Philippe, et le supplia de s'éloigner. Le Prince hésita un instant; car deux des grands bateaux venaient de couler à fond, et le troisième dérivait; mais voyant le quatrième avec

plusieurs des petits qui étaient prêts d'arriver au pont, il se retira.

Un instant après, ce que les Anversois avaient espéré eut lieu. Le grand bateau qu'ils avaient nommé la machine infernale mérita à jamais ce nom. Cette machine s'étant engagée fortement par son poids dans les bateaux du pont, éclata avec un fracas si épouvantable qu'il surpassa toute imagination. On eût dit que la terre se brisait; tout fut arraché aux alentours; personne ne put rester debout; le Prince et les deux officiers qui l'accompagnaient furent renversés et blessés par les pierres qui tombaient comme une pluie à une demi-lieue de distance; le fort qu'il venait de quitter fut enlevé; plus de mille personnes furent tuées et leurs corps dispersés.

Le tremblement de terre se fit sentir jusqu'aux portes d'Anvers; le fleuve, qui en cet endroit commence à être un golfe, découvrit son abyme et jeta ses eaux sur les deux rives avec tant de violence, que les digues, les forts et les redoutes furent entraînées; et si les quatre grands brûlots eussent éclaté ensemble au travers du pont, assurément tous les alentours eussent été bouleversés et la terre en ces lieux-là eût changé de face.

Mais comme les Gueux n'avaient pas pu être prévenus du succès qu'on espérait, on ne fut pas en mesure d'en profiter; et le prince de Parme, sans se décourager encore, répara son pont.

On tenta d'autres moyens; on essaya, mais trop tard, comme nous l'avons dit, de crever la digue de Kouwestein; il y eut là un combat sanglant où les Espagnols eurent le dessus. Il serait long d'énumérer toutes les sorties, escarmouches, batailles, toutes les machines, tous les projectiles, toutes les ressources qu'imagi-

nèrent les Anversois. Qu'il nous suffise de dire que l'attaque et la défense d'Anvers offrirent tous les jours d'héroïques exemples de persévérance et de courage, et qu'il n'a manqué à ce grand siége qu'un Homère, pour en faire une épopée aussi fournie que l'Iliade.

Cependant les vivres étaient devenus rares et chers. Le peuple commençait à se lasser. Personne n'eût osé parler de rendre la place; mais on souhaitait tacitement, dit-on, une occasion de capituler honorablement. Une circonstance singulière l'amena.

Un jeune homme d'Anvers avait une maîtresse qu'il aimait tendrement et qu'il devait bientôt épouser. Les privations et les inquiétudes la firent tomber malade. Son mal était assez grave; car les médecins ne répondaient de la sauver que si on pouvait lui faire prendre matin et soir du lait d'ânesse. Ce fut pour le jeune homme une prescription cruelle; il ne fut pas deux heures à reconnaître qu'il était tout à fait impossible de se procurer du lait d'ânesse dans la ville. Il ne balança pourtant pas. Sans dire un mot de son projet, il trouva moyen de sortir, à la pointe du jour; et gagna la campagne.

Il avait eu le bonheur de trouver une ânesse, qu'il ramenait, lorsqu'il fut pris par les Espagnols. L'amour alors étouffa tout autre sentiment; il demanda à être conduit au prince de Parme; il lui conta, d'une voix émue, le motif de son entreprise; il le supplia, s'il le retenait lui prisonnier, d'envoyer au moins à sa maîtresse ce que le médecin avait ordonné. — Sans vous, répondit le Prince en souriant, la jeune fille trouverait le remède trop amer. En même temps, il fit charger l'ânesse de perdrix, de chapons, de poulets et de tout ce qui peut être utile à une malade; et il ordonna que

le jeune homme fût reconduit avec égards jusqu'à la porte rouge.

En entrant dans Anvers, ce jeune homme, que tout le monde connaissait, ne put s'empêcher de conter l'accueil généreux que lui avait fait le Prince. Il envoya les chapons aux femmes des magistrats. On commença à penser et à dire que le prince de Parme n'était pas si féroce ; le Conseil de la ville lui envoya en retour des confitures et du bon vin. Cet échange de politesses adoucit les esprits. On sut qu'un capitaine français qui était à son service lui avait dit : — Si vous prenez Anvers, et si vous voulez la conserver, je vous conseille, Prince, de déposer votre épée ; que le Prince avait répondu :—Je le voudrais, mais que dira Philippe II, qui veut que je punisse ? On savait aussi que cependant le prince de Parme était résolu à ne pas laisser piller Anvers. Le peuple finit par se prononcer. On obligea Marnix de Sainte-Aldegonde à aller parlementer avec lui. La ville capitula le 17 Août. Elle fut traitée avec les honneurs militaires.

Lorsque le prince de Parme fit son entrée le 27, les magistrats lui présentèrent les clefs de la ville ; l'une était de fer et l'autre d'or. Il mit la clef d'or à son cou, à côté de son grand collier de la Toison, qu'il venait de recevoir. Il s'annonça comme un pacificateur ; et Philippe II eut tant de joie d'apprendre la soumission d'Anvers, quoique cette ville eût perdu alors, au profit d'Amsterdam, la moitié de sa population, qu'il en réveilla sa fille Isabelle au milieu de la nuit, et qu'il eut la force de pardonner au prince de Parme de n'avoir pas saccagé sa conquête.

CXXII

STRATAGÈME DE BREDA.

C'était un hardi compagnon,
homme de tête et de courage.
LAMONNOYE.

Les États confédérés ne songèrent pas encore à se soumettre. Ils se rassemblèrent en Hollande, et poursuivant leur projet de se jeter dans les bras de l'Angleterre, plutôt que de retomber dans ceux du roi d'Espagne, ils écrivirent à la reine Élisabeth pour lui offrir la souveraineté des Pays-bas. Élisabeth redoutait Philippe II; elle se borna à fournir aux États six mille hommes, dont mille de cavalerie, à condition qu'ils lui rembourseraient ses dépenses. Robert Dudley, comte de Leicester, qui amenait ces secours, arriva à La Haye le 1er Février 1584 et fut proclamé gouverneur et capitaine-

général des Provinces-Unies. Mais ce seigneur, profitant des circonstances difficiles, exigea, sans qu'on osât la lui refuser, une puissance si absolue, que la Reine s'en indigna et fut obligée d'intervenir pour y mettre un frein. Elle protesta qu'elle ne recherchait pas la souveraineté, mais la pacification des Pays-Bas : car elle savait que le roi d'Espagne ne demandait que l'occasion de lui déclarer la guerre.

Cependant le prince de Parme avait repris Grave et Venloo; il força Leicester à lever le siége de Zutphen, enleva Deventer aux Anglais et l'Écluse aux Gueux, malgré les efforts de Maurice de Nassau; il humilia tellement le favori d'Élisabeth, qu'il le força à donner sa démission d'un poste qu'il ne pouvait plus garder avec honneur. Tandis que Leicester quittait les Pays-Bas, Philippe II envoyait contre l'Angleterre une flotte formidable qu'on appelait l'*Invincible Armada;* les tempêtes la dispersèrent à l'embouchure de la Tamise.

Les Pays-Bas rebelles n'avaient plus maintenant pour chef que Maurice de Nassau; les provinces soumises obéissaient au prince de Parme. La guerre était entre ces deux chefs, qui se disputaient un pays désolé, des villes sans habitants, des champs sans culture, des débris de peuplades sans pain. Martin Schenck, un limbourgeois redoutable, qui après avoir servi Philippe II, avait embrassé le parti des Gueux, venait de bâtir un fort appelé de son nom, à l'endroit où le Rhin se divisant en deux bras forme ce que les anciens géographes ont nommé l'île des Bataves. De là il inquiétait les partisans du prince de Parme, qui pourtant reprenait Gertruydemberg et Vachtendonch, mais qui se faisait cruellement battre à Berg-op-Zoom. Schenck faisait d'autres conquêtes; et il méditait deux grandes en-

treprises ; il voulait enlever aux Espagnols Nimègue et Breda. Il marcha contre la première de ces deux villes, chercha à y pénétrer par surprise avec une poignée d'hommes déterminés, échoua après un sanglant coup de main, et se noya dans le Vahal au pied de Nimègue.

Le prince Maurice, qui avait approuvé ses projets, sentit vivement sa perte. Il eût voulu surtout s'emparer de Breda, place à laquelle le prince de Parme attachait la plus grande importance et qui était défendue par une bonne garnison. Deux vaillants hommes vinrent lui offrir de prendre cette ville ; c'étaient Adrien van den Berg, patron d'une des grandes barques qui conduisaient à Breda la tourbe, chauffage ordinaire du pays, et Charles Haranger, brave officier du Hainaut, qui avait fait ses preuves d'habileté et de courage. Van den Berg, approuvé par Maurice, fit aussitôt ses dispositions. C'était le temps où les bateaux de tourbe descendaient à Breda par la Merck. Le Lundi 6 Février 1590, il cacha au fond de son bateau, sous un plancher que la tourbe recouvrait, le capitaine Haranger avec quatre-vingts soldats belges résolus. Ces braves gens, arrêtés par la gelée, demeurèrent dans ce cachot incommode jusqu'au 3 Mars, c'est-à-dire vingt-cinq jours. Le bateau resta plus de vingt-quatre heures à la porte de la ville, ne pouvant entrer à cause des glaçons ; il était rempli d'eau ; et les soldats généreux qui s'étaient dévoués étaient dans la boue jusqu'aux genoux. Un flamand d'entre eux, nommé Mathieu Helt, avait gagné un rhume si violent, que craignant de trahir ses compagnons par sa toux continuelle, il leur présentait son poignard en les priant de le tuer. Haranger le rassura; et en effet le bruit de la pompe qui tirait l'eau sans relâche empêchait de rien entendre. Le soir du 3 Mars,

on ouvrit l'écluse; et le bateau commença à entrer. Les glaçons obstruaient tellement le passage, que les soldats de la garnison aidèrent à tirer cette masse pesante qui leur apportait la mort. Par bonheur en ce moment là le gouverneur de Breda, qui était un italien, se trouvait absent; son fils commandait en sa place; c'était un jeune homme: la visite du bateau se fit avec un peu de négligence; et les soldats qui s'y trouvaient, sachant qu'ils étaient entrés dans la ville, commençaient à respirer, lorsque le sergent-major du poste ordonna à ses hommes d'aller prendre leur provision de tourbe sur le bateau de Van den Berg. Ils allaient si vivement, que le patron commençait à découvrir le plancher sous lequel étaient cachés ses quatre-vingts braves camarades. Jusques-là il avait fait bonne contenance, joyeuse et assurée. Il redoubla; et feignant de se trouver fatigué, il offrit à boire aux soldats, les emmena au cabaret, en recommandant à ses gens de ne pas quitter la pompe, dont le bruit protégeait la petite troupe. Il enivra le poste, l'endormit; et la nuit devenue noire, il alla sans bruit tirer Haranger et ses soldats de leur triste retraite. Ils sortirent, noirs et affreux, se jetèrent sur la garnison surprise, épouvantée, la mirent en désordre, s'emparèrent du pont qui communiquait de la ville à la citadelle, et furent en un instant maîtres de la place.

Le prince de Parme, désolé d'avoir perdu Breda, se hâta de venir en former le siége. Mais Maurice de Nassau assiégeait Nimègue, au secours de laquelle il fallut courir; et Breda resta au pouvoir des Gueux, qui reprirent bientôt Zutphen, Deventer, Hulst, et forcèrent Nimègue à leur ouvrir ses portes. Le prince de Parme, s'en alla mourir de fatigue et de chagrin à Arras, au commencement de Décembre de l'année 1592.

Le comte de Fuentès lui succéda dans le gouverment du pays; mais cet homme, qui semblait prendre le duc d'Albe pour modèle, devint bientôt si odieux que le roi d'Espagne fut obligé de le remplacer. Il envoya donc en Belgique l'archiduc Ernest, frère de l'empereur Rodolphe II, qui ne fit rien, vit sans pouvoir l'empêcher les Confédérés prendre Groningue, et mourut bientôt à Bruxelles, du ver solitaire.

Fuentès, qui n'avait pas quitté le pays, reprit provisoirement l'autorité. Alors Henri IV déclara la guerre à l'Espagne; les Français firent des courses dans l'Artois, dans le Hainaut, et s'avancèrent jusqu'aux portes de Mons. Les Gueux, pour faire leur jonction avec l'avant-garde du roi de France, leur allié, se jetèrent sur le Luxembourg, prirent la Ferté, Yvoi et Virton; ils chargèrent Haranger, gouverneur de Breda, d'aller enlever Huy, qui était, dans le pays de Liége, un bon point d'appui. Haranger arriva devant la place, le soir du 31 Janvier 1596, sans que les Hutois soupçonnassent sa présence. Sachant que la garnison du château était faible, il songea à l'emporter par surprise. Il fit cacher trente hommes pendant la nuit dans une cabane, située extérieurement au pied du château. Une petite fenêtre du fort se présentait au niveau du toit de la cabane sur lequel ils montèrent; par le moyen d'une échelle, ils se firent un chemin, entrèrent dans le château qu'ils connaissaient, s'y tinrent en embuscade, et le lendemain matin, arrêtèrent une vingtaine des principaux bourgeois qui allaient à la messe; ils les lièrent, les jetèrent dans un caveau, et les déclarant prisonniers sommèrent la ville de se rendre, menaçant de les tuer si elle résistait. Toute la ville courut aux armes. Mais Haranger s'étant montré aux portes avec sa troupe, la surprise et le

trouble devinrent si grands que Huy capitula. Plus tard, les Espagnols unis aux Liégeois, qui s'irritaient de ce que les Gueux avaient violé leur neutralité, reprirent la place. Le comte de Fuentès avait fait en France quelques légères conquêtes, lorsqu'on annonça l'arrivée de l'archiduc Albert, envoyé par Philippe II comme gouverneur-général des Pays-Bas.

CXXIII

L'ARCHIDUC ALBERT.

Sire, vous avez pris la couronne d'épines.
BARTHÉLEMI.

L'ARCHIDUC Albert était le sixième fils de l'empereur Maximilien II et de Marie d'Autriche fille de Charles-Quint. Il était par conséquent le neveu du roi d'Espagne. On l'avait destiné à l'église; et il était cardinal, lorsque Philippe II ayant remarqué en lui, dans des emplois qu'il lui confia en Portugal, de vrais talents pour gouverner, résolut de l'envoyer en Belgique. Il fit son entrée à Bruxelles le 11 Février 1596.

Son début, qui lui mérita de la part des Belges un commencement d'affection, fut de renvoyer en Espagne l'odieux comte de Fuentès. Après cela, il chercha sur

le champ les moyens de mettre un terme aux calamités qui depuis si longtemps désolaient les Pays-Bas. Il écrivit aux États une lettre pleine de loyauté et de bienveillance, dans laquelle il proposait la paix et l'union. Mais en même temps, avec les sommes considérables qu'il avait apportées d'Espagne, il leva une puissante armée. Il fit bien ; car les États ne lui répondirent pas; et Maurice, qui les influençait, continua la guerre.

Le roi de France, Henri IV, allié des Gueux, assiégeait La Fère en Picardie, place occupée par les Espagnols. Sous prétexte d'aller secourir cette place, l'Archiduc rassembla des troupes à Valenciennes. Mais de là il envoya le baron de Rone sur Calais; cette ville n'avait alors que de mauvais remparts et six cents hommes de garnison ; elle fut en douze jours enlevée aux Français. La citadelle restait; Henri IV quitta le siége de La Fère pour venir à son secours. Mais quatre ou cinq jours après, le 24 Avril 1596, la citadelle à son tour fut emportée avec un grand carnage.

L'Archiduc prit encore Ardres. Ayant fortifié ses deux conquêtes, il évita la bataille que le roi de France cherchait à lui présenter et se retira à Gand. Hulst occupé par les Gueux l'inquiétait; il envoya Labourlotte, brave officier luxembourgeois, avec un corps de Wallons et d'Allemands, et le baron de Rone avec une arrière-garde, faire le siége de Hulst, qui après une longue et vaillante résistance capitula le 18 Août. Mais l'Archiduc à ce siége avait perdu plus de deux mille hommes; et ce n'était plus l'éclat de ses premières conquêtes.

BATAILLE DE THIELEN.

Albert passa le reste de l'année à prendre ses mesures pour la campagne prochaine, qu'il commença de très-

bonne heure; dès le 20 Janvier 1597, il rassembla à Turnhout, sous la conduite du comte de Varas, une petite armée de quatre mille cinq cents hommes, dont cinq cents de cavalerie. Il faisait un froid rigoureux; tous les fleuves étaient gelés; et il voulait profiter de ces favorables circonstances pour marcher sur la Hollande, dont les eaux font la principale défense. Mais les Gueux devinèrent rapidement son projet; et Maurice, ayant rassemblé en diligence cinq mille hommes de pied et huit cents cavaliers, arriva de nuit le 23 Janvier, malgré le froid et les chemins difficiles, au village de Raevels, qui est à deux lieues de Turnhout. Au point du jour, le comte de Varas qui, ayant fait toutes ses dispositions, était prêt à se mettre en marche, fut si effrayé de cette brusque arrivée de l'ennemi, qu'il en perdit la tête. Ses officiers eurent beau lui représenter qu'il fallait faire face aux rebelles, le brave Labourlotte eut beau lui faire voir que Turnhout était bien fortifiée et les soldats de l'Archiduc bien reposés, tandis que les Gueux étaient affaiblis par une marche pénible, Varas ne se rassura point; il voulut abandonner Turnhout pour se retirer sur Hérenthals; et il prit si vite cette lâche résolution, qu'il ne faisait pas encore grand jour lorsqu'il commença sa retraite, sans permettre à ses tambours de battre, ni à ses trompettes de sonner, si on en croit Grotius, mais au contraire dans un ordre imposant, s'il faut admettre le recit de Bentivoglio.

L'avant-garde des Gueux aperçut ce mouvement et s'élança sur l'armée royale, pour l'arrêter en la harcelant. Maurice de Nassau se hâta d'arriver. Varas marchait toujours; mais bientôt rejoint par toute l'armée des Confédérés, il lui fallut répondre aux attaques qui de toutes parts et à chaque pas suspendaient sa marche.

D'ailleurs un détachement de cavaliers Gueux ayant fait un détour, était venu pardevant lui couper le passage; on l'attaquait par derrière et sur les flancs. Comme tous les hommes qui tremblent, Varas eut une lueur de courage ; il rangea ses soldats en bataille, comme il put, car la mêlée était déjà engagée; en peu d'instants sa cavalerie espagnole fut en déroute ; son infanterie italienne et allemande, qui était sur un terrain désavantageux, fut écrasée, lui-même Varas fut tué et les débris de ses bataillons dispersés après un long carnage. De quatre mille cinq cents hommes qu'il commandait, deux mille furent retrouvés parmi les morts; trois cents furent faits prisonniers, avec le bagage, la caisse militaire, et trente-sept drapeaux, que l'on suspendit à Breda en signe de triomphe. Les Gueux, dit-on, n'avaient pas perdu vingt hommes.

Cette sanglante rencontre avait eu lieu dans la bruyère de Thielen, entre Herenthals et Turnhout, le 24 Janvier de l'année 1597. Les Gueux se retournèrent aussitôt sur Turnhout consterné ; la place se rendit à la première attaque ; et l'archiduc Albert se trouvait dans le plus grand embarras, si un succès d'un autre côté ne fût venu relever son courage.

PRISE D'AMIENS.

Hernand Tello Porto-Carréro, jeune et farouche capitaine espagnol, commandait la garnison de Dourlens, que le comte de Fuentès avait pris à la France. Il devint très-épris d'une riche veuve d'Amiens, qui ne consentit à l'épouser que s'il devenait français en rendant Dourlens à Henri IV, ou s'il la faisait espagnole en enlevant Amiens.

Cette dernière ville avait le privilége de se garder elle-même, et ses bourgeois étaient armés. Comme ils faisaient le service avec négligence, Porto-Carréro crut qu'il lui serait aisé de la surprendre; il obtint l'approbation de l'Archiduc, qui lui envoya deux mille hommes d'infanterie et six cents cavaliers. On motiva ces mouvements de troupes, de manière à ne donner aucune inquiétude aux bourgeois d'Amiens. Porto-Carrero choisit le 11 Mars pour son expédition.

Ayant réuni toutes les forces dont il pouvait disposer, il partit de Dourlens, marcha toute la nuit, arriva avant le jour aux portes d'Amiens, et cacha ses bataillons jusqu'au jour. Quand on ouvrit les portes au lever du soleil, une vingtaine de soldats wallons, déguisés en paysans, portant sous leur sarraux des pistolets et des poignards, arrivèrent par divers chemins, les uns chargés de sacs ou de paniers, les autres conduisant un chariot de grain; c'était jour de marché. Le chariot s'arrêta sous la herse; tandis que la garde bourgeoise ordonnait au conducteur de le faire avancer, un wallon qui portait un grand sac de noix en lacha les cordons : les noix se répandirent; les bourgeois d'Amiens, qui aiment spécialement ce fruit, se culbutèrent en riant pour les ramasser. Dans cette cohue un soldat tira son pistolet qui devait avertir Porto-Carréro, le capitaine accourut; les prétendus paysans tombèrent armés sur les gardiens de la porte; l'alarme fut prompte; la sentinelle s'empressa de baisser la herse; mais le chariot qu'on avait mis là exprès la retint. Porto-Carréro entra avec toute sa petite armée; et au bout d'un quart-d'heure il était maître d'Amiens.

Henri IV, désolé de la perte d'Amiens, vint lui-même en faire le siége avec une nombreuse armée. Mais mal-

gré tous ses efforts il fut obligé de rester devant la place, donnant toutes les semaines des assauts meurtriers, jusqu'au mois de Septembre. Porto-Carréro fut tué dans une attaque; le marquis de Montenegro lui succédait dans le commandement, quand l'Archiduc arriva, amenant dix-huit mille hommes. Il parut le 15 Septembre à la vue du camp de Henri IV et lui offrit la bataille. Henri resta immobile; cette conduite inquiéta Albert ; il craignit de s'engager dans un pays qu'il connaissait peu : il fit passer à Monténégro l'autorisation de rendre Amiens qui ne pouvait plus tenir, et s'en retourna en bon ordre avec ses troupes, le lendemain 16 Septembre. Il se consola en prenant Monthulin, petite place voisine de Cambrai, et rentra dans Bruxelles à la fin de Novembre.

Cependant Philippe II, se sentant mourir, fit la paix avec la France et rendit à Henri IV toutes les villes qu'il lui avait prises. Voulant aussi rendre enfin le calme à la Belgique, il se décida à séparer ce pays de sa couronne, à le donner en dot à sa fille Isabelle, qui jouissait d'une grande renommée de sagesse, et à marier cette princesse avec l'archiduc Albert. Ce projet plut généralement aux Belges, qui ont toujours aimé à posséder leurs souverains pour eux et chez eux. L'Archiduc ayant obtenu du Saint-Siége les dispenses nécessaires, alla déposer son chapeau de cardinal sur l'autel de Notre-Dame de Hal; et remettant pendant son absence le gouvernement de la Belgique au cardinal André d'Autriche, son cousin, il partit pour l'Espagne. Il épousa l'infante Isabelle à Valence, le 18 Avril 1598; Philippe II depuis sept mois était mort. Albert et Isabelle, souverains désormais de la Belgique, firent leur entrée à Bruxelles le 6 Septembre.

En l'absence d'Albert, l'esprit public s'étant montré favorable à Isabelle, le cardinal André, gouverneur provisoire, avait eu cependant des succès et des revers. Mais des deux côtés on était épuisé d'hommes et d'argent; pendant deux années la guerre présenta des désastres, et peu de faits d'armes importants

BATAILLE DE NIEUPORT.

Au commencement de l'année 1600, les États confédérés, qui étaient maîtres des côtes maritines du nord des Pays-Bas, voulant fermer tout-à-fait les abords de la mer aux Archiducs, résolurent de s'emparer de la Flandre. Ils réunirent toutes leurs forces sous la conduite de Maurice, qui embarqua sur huit cents petits bâtiments vingt-huit compagnies d'infanterie, vingt-cinq escadrons de cavalerie, avec trente pièces de canon de gros calibre, une nombreuse artillerie de campagne et toutes les munitions nécessaires. Il partit de la Haye le 17 Juin; le 12, toute son armée débarqua à une lieue du Sas-de-Gand; elle consistait en dix-sept mille cinq cents hommes, dont deux mille cinq cents cavaliers. Elle s'avança sur Nieuport, qui fut investi par terre et par mer, le Ier Juillet.

Pendant ce temps, les bâtiments qui portaient les provisions des Gueux furent battus devant l'Écluse par les Espagnols; mais le lendemain, ils prirent leur revanche et dispersèrent les navires royaux.

Les Archiducs, informés de la descente qui venait de s'opérer en Flandre, se hatèrent de rassembler leurs forces à Gand. Ils passèrent en revue, aux portes de cette ville, douze mille hommes d'infanterie, Espagnols, Allemands, Italiens, parmi lesquels il se trouvait quel-

ques compagnies de Wallons. L'infante Isabelle, montée sur un beau cheval, les harangua.

— « Vous savez, leur dit-elle, la justice de ma cause. Le Roi mon père, pour satisfaire à vos désirs, a donné des souverains particuliers à la Belgique. Les rebelles n'en sont devenus que plus furieux. Les tyrannies dont ils se plaignent n'étaient donc qu'un prétexte; c'est la religion même qu'ils veulent anéantir; mais ils échoueront. Votre attachement à la foi, votre bravoure, votre fidélité, me sont de sûrs garants que vous allez renverser leurs projets impies. Songez aussi aux recompenses qui vous attendent. Je vous assure déjà que votre solde vous sera payée avec exactitude. J'attends d'Espagne de grosses sommes; mes fidèles États m'ont promis d'abondants subsides; et si des accidents imprévus m'enlevaient ces ressources, je vous promets d'employer, pour satisfaire à vos besoins, les fonds destinés à l'entretien de ma cour et au service de ma maison; j'y sacrifierai même, s'il le faut, le dernier de mes bijoux. »

Isabelle était noble et imposante. Son discours jeta l'enthousiasme dans le cœur de ses soldats, qui demandèrent à marcher. L'archiduc Albert s'avança à leur tête. Voyant, en s'approchant des côtes, plusieurs vaisseaux qui allaient de Nieuport à Ostende, il crut qu'à son approche les Gueux commençaient leur retraite. Il en prit plus de confiance; et quoique leur armée l'attendit dans une position avantageuse, il n'hésita pas à les attaquer.

Les Gueux s'étaient placés sur les Dunes, à une lieue et demie de Nieuport, entre Westende et l'église de Willekoms; ils avaient la mer à gauche, l'Yperlée à droite, par derrière la rade de Nieuport, avec le

vent et le soleil à dos. L'ennemi était devant eux; ils ne pouvaient sortir de là qu'en lui passant sur le corps; leurs chefs regardaient cette circonstance comme une nouvelle condition de succès.

La baille commença le 2 Juillet, un peu après trois heures du soir. La cavalerie espagnole chargea la première; elle fut repoussée par l'artillerie du prince Maurice. L'affaire fut bientôt très-chaude; et des deux parts il se déploya un grand courage.

Lorsqu'on eut épuisé la poudre et les munitions, la mêlée s'engagea avec acharnement, à la pique et à l'épée. La victoire flotta longtemps incertaine, entre les deux armées qui tour-à-tour perdaient et reprenaient du terrain. Le champ de bataille était jonché partout de morts et de mourants. Le sable brûlant qui volait en poussière et l'ardeur du soleil faisaient beaucoup de mal aux Espagnols, qui étaient venus, harassés de fatigue se mettre aux prises avec des troupes fraîches. Leur cavalerie, plusieurs fois culbutée, s'étant ruée dans une dernière déroute sur l'infanterie à demi-vaincue, mit en désordre toute l'armée de l'Archiduc. Avant le coucher du soleil, les Gueux avaient remporté une victoire complète.

Les deux armées, qui avaient fait des pertes à peu près égales, laissèrent sur le terrain six mille morts. Mais les Gueux avaient pris à leur ennemi cent drapeaux et toute son artillerie, ses munitions et ses bagages. L'Archiduc avait combattu vaillamment de sa personne. Il était blessé; et il eût été pris, sans un brave capitaine flamand, nommé Cabbeliau, qui l'avait sauvé en tuant six Confédérés, autour de lui. Après sa défaite il cherchait ce vaillant homme pour le récompenser; mais il apprit qu'il était mort.

Albert se réfugia comme il put à Gand, de là à Bruxelles où il rallia les débris de son armée.

Les Gueux eussent voulu assiéger Nieuport; mais sachant qu'il était bien défendu, ils se retirèrent à Ostende qui était en leur pouvoir.

CXXIV

LE LONG SIÉGE D'OSTENDE.

Quis tumulos moriens hos occupet hoste perempto,
Quæritur ? Et sterili tantum de pulvere pugna est.
GROTIUS.

PARMI les places qui restaient aux Gueux, on commençait à parler d'Ostende, dont les étrangers connaissaient à peine le nom. Ce n'était jusqu'aux troubles qu'un gros village, habité seulement par des pêcheurs et des gens de mer, peuplé, mais n'ayant qu'une seule église, des rues informes non pavées, et pour maisons des cabanes de terre et de chaume, couvertes de paille et de roseaux. Depuis 1582 seulement, sa bonne situation au bord de la mer l'avait fait remarquer comme une place dont ont pouvait tirer parti : on y avait élevé de petits remparts ; on l'avait entourée de palissades grossières ;

on l'avait close de portes en bois; et le prince de Parme, l'année suivante, n'avait pu la prendre.

Dès lors elle était toujours restée aux Confédérés; après la bataille de Nieuport, les Gueux s'y étaient retirés; sachant bien que l'archiduc Albert ne tarderait pas à venir l'assiéger, ils se mirent à la fortifier plus sérieusement. Ils attaquèreut les bastions que l'Archiduc avait élevés dans les environs. Mais ils furent repoussés devant le fort de Sainte-Catherine, où pourtant ils tuèrent le brave Labourlotte, qui le défendait et qui était un des meilleurs officiers d'Albert.

Maurice, à la suite de ce petit échec, se retira en Hollande, où il amusa les Archiducs par de vaines négociations, pendant que les autres capitaines des Gueux remplissaient Ostende de munitions, d'armes et de vivres, envoyés par tous les ennemis de l'Espagne, Belges, Français, Hollandais et Anglais. On y élevait de hauts remparts de terre, avec des fossés et des contrescarpes; on couvrait habilement les deux côtés qu'on appelait la Ville-Neuve et la Ville-Vieille, quoique Ostende, comme nous l'avons dit, ne fût encore qu'un gros bourg; on creusait des ravins profonds; on protégeait le Havre ou Gueule, selon le langage du pays, pour être assuré d'avoir toujours de bons arrivages; on coupait l'Yperlée en plusieurs ruisseaux: on établissait des digues, afin de maîtriser les eaux de la mer et de s'en aider au besoin; on garnissait de gros canons le boulevard important du Sant-Hill; on élevait le bastion appelé la Bouche-d'Enfer, au dessus du ravin du Porc-Épic; on rassemblait des hommes résolus; et les Gueux se préparaient gaiement à soutenir un siége, aussi remarquable par la sorte de joie avec laquelle les assiégés se battirent, que par le long courage qui ne les aban-

donna pas un seul jour et par la constance des assiégeants.

Il y avait au reste quelques années que les villes soumises demandaient la réduction d'Ostende. Ceux qui vivaient réfugiés dans son enceinte et qui lui tenaient lieu de garnison étaient obligés, pour se procurer des vivres, car ils n'avaient ni industrie, ni commerce, de rançonner et de piller le voisinage. Ils se répandaient par toute la Flandre, et imposaient des contributions; il y avait parmi eux d'anciens Gueux de terre, qui n'avaient pas perdu leur habitude de dévaster, et des Gueux de mer qui exerçaient la piraterie contre tout bâtiment portant pavillon espagnol. Les Flamands de Bruges et du Franc pressaient surtout l'Archiduc de châtier Ostende, qu'ils appelaient un nid de corsaires. Ils offrirent même de fournir pour cette entreprise 300,000 florins par mois, tant que durerait le siége, et de payer, après un succès qu'ils regardaient comme devant relever leur commerce, 300,000 *carolus*, plus 90,000 florins chaque mois pendant trois ans.

L'archiduc Albert accepta ces propositions; quoiqu'il n'eût point de marine et qu'il ne pût assiéger la place par mer, il se hâta de disposer son armée. On lui donna les cent premiers mille florins, quand il arriva devant les remparts d'Ostende; cent mille quand ses canons furent braqués; et cent mille quand on eut lancé le premier boulet. Les Flamands continuèrent de payer avec exactitude.

L'armée de l'Archiduc parut devant Ostende, le 5 Juillet 1601; les premiers coups de canon furent tirés le lendemain. Albert fit achever aussitôt dix-huit petits forts autour de la ville; il y eut le fort Albert, le fort Isabelle, le fort Sainte-Claire, le fort Sainte-Catherine, le fort Saint-Mi-

chel, la Redoute, etc.; et comme il reconnut immédiatement que le siége, par terre seulement, pourrait être assez long, il assit son camp, qu'il entoura de remparts, de tranchées et de palissades, et qu'il appuya sur ses dix-huit bastions.

Frédéric de Berg était à la tête de l'armée de l'Archiduc. Ostende avait pour commandant Charles van der Noot, qui n'avait que vingt-et-une compagnies; mais tous les bourgeois étaient armés. Pendant qu'il les occupait à faire encore des fossés et des mines, les assiégeants voulurent s'approcher; il les canonna si vivement, qu'il les contraignit à reculer avec perte dans les dunes; et cette première action fut un avantage pour les assiégés.

Dès qu'on sut que l'archiduc Albert, qui était brave, était devant Ostende, des secours y arrivèrent de toutes parts. La France et l'Angleterre étaient ennemies de l'Espagne. Des Français vinrent à Ostende, envoyés par Henri IV; le général anglais sir Françis Vère, qui déjà à Nieuport avait combattu avec les Gueux, y amena douze compagnies d'Écossais et de Hollandais; le colonel Uchtenbroeck entra à la tête de sept enseignes belges; et le 12 Juillet, quinze cents soldats de la reine Élisabeth débarquèrent avec leurs casaques rouges. Le jour même, les assiégés, comme pour faire politesse aux nouveaux venus, firent avec eux une sortie, battirent l'ennemi, lui tuèrent plusieurs officiers et rentrèrent dans la ville n'ayant perdu que trente hommes seulement.

Sir Francis Vère, dont l'habileté était connue, mit aussitôt le plus grand ordre dans la place; et quoique les troupes dont il disposait fussent six fois moins nombreuses que celles des assiégeants, de concert avec Uchtenbroeck et Van der Noot, il résolut de se défendre

à toute extrémité. Il donna à tous l'exemple de l'activité, de la vigilance et du zèle. Il agrandit les fortifications d'Ostende, s'empara de quelques postes voisins, fit élever de nouvelles digues, et creusa un autre canal pour l'entrée des bâtiments dans la ville. Il avait bien prévu que l'Archiduc chercherait à fermer le hâvre, qui introduisait la mer dans Ostende : Albert y fit décharger une multitude de bateaux de pierres ; il fit ramasser tous les sacs qu'on put trouver dans la Flandre, on les emplit de sable, et on les jeta devant le hâvre pour barrer le passage aux navires. Mais la mer, qui protégeait Ostende, vint dans la nuit ; et à son reflux, elle emporta tout le travail des assiégeants.

L'ennemi canonnait les remparts avec tant de fureur, que dans le premier mois il lança, dit-on, quarante mille boulets. Le Sant-Hill, qui était un boulevard à l'occident, composé de terres soutenues par des fascines, des pieux et des fagots entassés, fut tellement battu à coups de canon, que c'était comme une muraille de fer ; on jetait boulet sur boulet, en telle sorte, disent les relations, qu'on les entendait sonner l'un contre l'autre. Toutes les maisons étaient saccagées. Mais les assiégés ne s'en troublaient pas. Leur ville, baignée au nord par la mer, était de tous les autres côtés entourée d'un large fossé plein d'eau, qui lui donnait les avantages d'une île. Ils avaient des munitions en abondance et des provisions pour longtemps ; il leur arriva encore malgré les efforts de l'ennemi qui ne pouvait tenir la mer cent soixante-dix bateaux, chargés de farine, de viande, de bière, de tourbe et de bois, outre huit cents tonneaux de poudre, quatre-vingts mille livres de mèches, cent mille livres de balles et quinze mille boulets.

Comme on ne payait point de droits à Ostende, les

vivres y étaient en si grande quantité, qu'ils y coûtaient moins cher que dans tout le reste du pays. Beaucoup de gens y venaient en partie de plaisir, avec leurs femmes et leurs enfants. Le comte de Hohenlohe, le duc d'Holstein, le duc de Northumberland et plusieurs grands seigneurs anglais et français vinrent visiter ce fameux siége. Mais personne n'y restait longtemps, dit un vieux récit, « dès qu'on voyait que le rôt était ôté si chaud de la broche. »

Il mourait beaucoup de monde, et les assiégés contents de ne manquer de rien, affrontaient avec une résolution incroyable les chances de mort qui les entouraient. Le général Vère, dont la présence etait si importante, avait été blessé à la tête le 14 Août. Le comte de Châtillon, vaillant seigneur français, eut le crâne fracassé par un boulet, le 10 Septembre. Uchtenbroeck, le 28, eut le même sort. Il serait impossible d'énumérer tous les braves morts dans ce siége, « avec si peu d'épouvantement, qu'il ne s'est jamais vu chose semblable [1]. »

De l'autre côté, l'infante Isabelle était toujours tantôt au camp où elle mettait le feu elle-même aux canons,

[1] Si nous devons croire les mémoires contemporains de ce siége célèbre, la garnison d'Ostende pendant sa durée fut renouvelée onze fois entièrement. On conte aussi une multitude de petits faits singuliers, dont nous ne citerons que quelques uns. — Un soldat ayant acheté un pain le montrait à un de ses camarades. Comme il l'élevait, un boulet qui passa en emporta la moitié. Voilà, dit-il, un digne boulet, qui m'a laissé la plus grosse part! — Un autre sentit un boulet lui enlever le bras droit; il le ramassa, alla se faire panser et se contenta de dire : A diner ce bras-là ne pourra plus servir l'autre. — Un bourgeois fut tué d'un boulet; on l'ensevelit; on l'exposa à sa porte, un nouveau boulet vint qui emporta le cercueil. — Un apothicaire eut les deux jambes coupées par un boulet; on l'emporta à l'hôpital; et ce ne fut qu'en arrivant que les porteurs virent qu'un autre boulet lui avait enlevé la tête dans la route. Le livre des *Lauriers de Nassau*, qui rapporte ces traits et beaucoup de pareils, ajoute que les canons à force de tirer étaient tout usés et les trous par où on met le feu, « tellement élargis qu'ils en étaient horribles. »

ce qui était estimé un honneur de la guerre, tantôt à Nieuport, où elle s'impatientait et grondait, si elle cessait d'entendre un instant tonner l'artillerie.

Malgré tant d'acharnement, la ville ne songeait pas à se rendre; et toutes les fois que l'ennemi s'approchait des remparts, il était si vaillamment reçu, que c'en était décourageant. L'Archiduc envoya, dans les bombes qu'on lança sur la ville, des paquets de lettres, pour séduire les soldats de la garnison. Quoiqu'il leur promît dix sous par jour, ils ne se laissèrent pas leurrer. Les marées à tout instant détruisaient les travaux des assiégeants; ils étaient si constamment dans l'eau, dès le mois de Septembre, qu'il y eut au camp sept mille malades; tous les hôpitaux de la Flandre en furent remplis; l'archiduc Albert hésitait, dit-on, à poursuivre un siége si cruel, lorsqu'un Anglais, nommé Conisbe, vint lui offrir, à sa grande joie, de lui livrer Ostende par ruse.

Conisbe, encouragé par les promesses brillantes de l'Archiduc entra dans Ostende, où l'on ne se défia point de lui. Il observa les lieux, dressa ses batteries et parvint à gagner quatre soldats, lesquels s'engagèrent à livrer la première porte qui serait confiée à leur garde.

Comme il s'occupait de recruter d'autres ressources, l'Anglais rencontra un sergent qui murmurait et grondait entre ses dents contre ses chefs, circonstance assez rare, car le général Vère était aimé et son administration satisfaisait tout le monde. Conisbe accosta le sergent, feignant de prendre part à sa mauvaise humeur; il l'emmena dans un cabaret, où il le fit boire. A mesure qu'il s'échauffait, le sergent vomissait plus d'injures et de malédictions. L'Anglais ravi crut qu'il pouvait se découvrir au vieux troupier. Il lui confia son projet, auquel le

sergent donna les mains sur le champ ; il avait moyen d'entrer dans le magasin à la poudre et aux munitions : Conisbe le chargea d'y mettre le feu, à une heure convenue. Le sergent consentit volontiers à tout ; mais avant de s'engager, il voulut être assuré de son salaire par un écrit formel, de la main de l'Anglais. Dès qu'il eut cette pièce, il la porta à sir Francis Vère, qui ayant fait juger Conisbe par un conseil de guerre l'envoya à Londres, où l'on croit qu'il fut pendu ; il fit expédier les quatre soldats traîtres pour la Zélande.

Ainsi échouèrent les espérances de l'Archiduc ; et il lui fallut continuer le siége. Ce furent donc de nouveau tous les jours des escarmouches sanglantes. Irrité par la rigueur de l'hiver, dans la nuit du 4 Décembre, il donna un assaut si furieux et si imprévu, qu'il pensa un moment prendre la place. Mais Vère, qui n'avait pas eu le temps de s'habiller, était venu en chemise et en caleçon sur la tranchée ; couvert du manteau d'un soldat, il ne se retira qu'après avoir repoussé les assiégeants avec une audace et un bonheur inouis.

Cependant ils avaient fait une brèche considérable ; d'un autre côté, la mer, dans un moment de tempête, ayant détruit quelques digues, menaçait d'engloutir la partie d'Ostende qu'on appelait *la ville vieille*. Pour avoir le temps de réparer ces dégâts, et amuser l'ennemi qui se disposait à un autre assaut, sir Francis Vère, comme s'il eût voulu capituler, envoya un parlementaire au camp de l'Archiduc. Le Prince s'y laissa prendre ; ils désirait vivement en finir : il suspendit les hostilités, et les pourparlers commencèrent. Vère eut soin, par des exigences inadmissibles, de les faire traîner en longueur. Lorsqu'il eut réparé ses désastres avec une activité extrême, faisant partout sa ronde deux fois

le jour et une fois la nuit, il retira ses propositions.

L'Archiduc, indigné d'avoir été pris pour dupe, ordonna un assaut général, dans lequel il déploya toutes ses forces. Le 30 Décembre, à six heures du soir, profitant du moment où la marée était basse, il fit avancer son armée et donna le signal à grand bruit. Les fantassins, qui étaient dans l'eau jusqu'à la cheville, étaient pressés et poussés à coups de sabre par la cavalerie, qui les forçait, malgré qu'ils en eussent, à marcher en avant. Ils arrivaient si bien armés, et soutenus par une artillerie si formidable, qu'ils semblaient devoir percer un mur d'airain. Le général Vère, qui était aux aguets, ne se laissa pas intimider. Toutes ses troupes firent vaillamment leur devoir; lui-même, par une sortie audacieuse, porta le trouble dans l'armée ennemie. Il rentra heureusement; et vomissant sur les troupes d'Albert des flots de mitraille qui faisaient de larges trouées dans leurs rangs, il se soutint ainsi jusqu'au moment où les eaux de la mer commençaient à monter. Alors il laissa les assiégeants s'approcher davantage; et quand ils eurent amené aux bords des fossés leurs échelles, leurs ponts d'assaut et leurs autres machines, il fit lâcher quatre grandes écluses.

L'ennemi épouvanté vit déborder de toutes parts autour de lui une mort inévitable. Ce fut une complète déroute; les canons des remparts recommencèrent à tonner sans relâche; une partie des assiégeants se noya; et quand le jour vint, Ostende environnée d'eau pêchait les échelles et les instruments de guerre de ses ennemis.

Le nombre des noyés fut si grand, qu'on trouva leurs corps jusqu'au rivage de Calais et jusques sur les côtes de la Zélande, où la mer les avait entraînés. On remarqua que tous ces pauvres soldats, comptant se trouver

le lendemain dans Ostende, avaient emporté dans leurs sacs des vivres pour deux ou trois jours.

Le 7 Janvier de l'année 1602, l'archiduc Albert, soutenu par sa femme, ayant fait signifier d'abord à ceux d'Ostende que leur garnison serait passée au fil de l'épée, donna un autre assaut général, qui ne fut pas plus heureux que les deux premiers. Vère le repoussa encore; après quoi il fit une nouvelle sortie; car ses soldats demandaient à piller les morts.

Dans cette expédition, on rapporte que les Gueux trouvèrent, sous le Sant-Hill, le corps d'un jeune soldat vêtu de velours, dont la tête avait une grande beauté. Il portait au cou, sous son pourpoint, une chaîne d'or enrichie de diamants, à laquelle était suspendu un portrait que les pillards surpris reconnurent être celui de leur général.. Sir Francis Vère, averti de cette circonstance, vint examiner le corps; c'était celui d'une jeune fille qu'il avait trahie; l'infortunée était venue se joindre à ses ennemis; elle avait marché à l'assaut vêtue en homme, elle avait trouvé presque sous ses yeux une mort funeste. Vère fut vivement affecté de cette cruelle rencontre; une douleur sombre et morne s'empara de lui; il fit enlever le corps; il résolut de quitter Ostende le plutôt qu'il pourrait; et malgré les prières de la garnison et des bourgeois, il écrivit au brave Daniel de Herstein de venir le remplacer dans son commandement.

Cependant on avait tué près de deux mille hommes à l'Archiduc. Dans la sortie meurtrière que les assiégés avaient faite, ils n'avaient accordé quartier à personne. « Leurs ennemis avaient beau crier: faites-moi prisonnier, je suis porte-enseigne, je suis lieutenant, je suis capitaine; ils avaient beau promettre cent, deux

cents, trois cents écus de rançon, rien ne pouvait les sauver. Un italien opulent, qui avait trois cents pistoles à dépenser par jour, offrit en vain pour racheter sa vie autant d'or qu'il était pesant; un Gueux le tua d'un coup de dague. Albert, effrayé de tant de fureurs, fit demander aux assiégés une trève pour relever et enterrer ses morts. On lui accorda quatre heures [1].

Pour comble de revers, son armée se mutina. Les vieux Espagnols se plaignirent violemment de ce qu'on les menait ainsi à la boucherie, et de ce qu'on les faisait charger par la cavalerie, à la façon des Turcs, pour les obliger de monter à l'assaut sous le feu de l'ennemi. L'Archiduc, irrité de leurs murmures, fit arrêter les plus mutins; on en étrangla cinquante; on en envoya deux cents autres sur les galères; on supprima à des corps entiers la paye de plusieurs mois qui leur était due, parce qu'ils avaient osé dire: — Pendez-nous tous aussi, avec nos camarades.

Les opérations se ralentirent un instant. Puis on chercha les moyens de miner la ville par le dehors; mais on n'en put venir à bout, à cause du grand nombre de fossés et de tranchées qui protégeaient les fortifications. L'Archiduc eût voulut soutenir son siége du côté de la mer. Il envoya demander une flotte à l'Espagne, qui répondit qu'elle n'en avait point.

Le 7 Mars, sir Francis Vère quitta Ostende, comme il l'avait résolu. Daniel de Herstein, qui était blessé, n'ayant pu venir alors, Vère fut remplacé par Frédéric van Dorp. Il n'y avait plus de maisons debout dans la ville; les habitants se logeaient dans des caves; aussi

[1] Les Lauriers de Nassau.

quoique les provisions continuassent d'arriver abondamment, car la mer était toujours au pouvoir des assiégés, il y avait beaucoup de malades. Les cloches et l'horloge de la ville avaient été brisées par les boulets. On ne pouvait savoir les heures, , qu'en les mesurant au pouce sur des mèches qui brûlaient. Le 12 Mars, la ville se trouvant un peu réparée, la garnison voulut chanter un *Te Deum,* pour rendre grâces à Dieu des avantages remportés sur l'Archiduc. On fit une décharge de toutes les pièces d'artillerie; et pour remplacer les cloches, les femmes et les enfants, frappant sur des chaudrons, firent un tel vacarme, que les assiégeants ne surent longtemps ce que ce bruit pouvait être. Ostende répéta cette musique burlesque le 5 Juillet, jour anniversaire du commencement du siége, anniversaire que les bourgeois et la garnison ne manquèrent pas de célébrer, comme une bonne kermesse, tant que le siége dura.

L'année 1602 se passa tout entière, sans autres résultats que beaucoup de morts des deux côtés. On se défendait, on se fortifiait dans la ville avec tant d'industrie, que, selon les historiens contemporains, « les ingénieurs bien experts, encore qu'ils eussent étudié longtemps dans les livres, confessaient qu'au prix de ce qui se pratiquait là, ils n'étaient que novices. » Il y avait tant de maladies, causées par une sorte d'épidémie qui ressemblait un peu à la peste, et qui affligeait les assiégeants comme les assiégés, il y avait en outre tant de blessés, « que les médecins et chirurgiens apprenaient là plus en une semaine qu'ailleurs en un an, notamment un certain Alexandre Courtemans d'Anvers, qui devint fort renommé dans le siége d'Ostende. »

Les marins aussi eurent bientôt plus de peine; car

une petite escadre, envoyée enfin par l'Espagne, vint croiser devant la ville; et les bateaux amis qui voulurent y entrer furent obligés de soutenir des combats. On avait tiré sur Ostende quatre cent mille coups de canon; plus de soixante mille hommes, tant assiégeants qu'assiégés avaient péri; Ostende ressemblait à un monceau de ruines, à un cimetière, à un amas de débris, quand Ambroise de Spinola vint commencer là sa grande renommée, amenant contre cette ville des troupes fraîches, de l'argent et du génie.

Les deux frères Ambroise et Fréderic de Spinola, d'une noble et ancienne famille gênoise, étaient des marchands à qui le commerce du Levant avait amené une si grande fortune, qu'ils traitaient presque d'égal à égal avec les Rois; car l'argent fait la puissance. Frédéric, le cadet, ayant du penchant pour les armes, était entré au service de Philippe III, roi d'Espagne, dès l'année 1598. Il commandait, à la fin de 1602, l'escadre chargée de surveiller Ostende. Le bruit de ses exploits réveilla, dans le marquis Ambroise, son frère, un vif instinct guerrier; il se mit à étudier dans les livres la science militaire, et dès qu'il la connut seulement par théorie, il leva des troupes,

Frédéric, enchanté de sa résolution, était venu lui faire des offres de la part du roi d'Espagne. Les deux frères partirent donc, Frédéric avec dix galères, Ambroise avec neuf mille vieux soldats qu'ils avaient équipés à leurs frais; dépense que peu de souverains eussent pu faire alors aussi rapidement. Sans eux, le roi d'Espagne était hors d'état de continuer la guerre; et la cause des Archiducs, abandonnée par un tel soutien, pouvait être perdue.

Comme les finances d'Albert et de Philippe III étaient épuisées, Ambroise de Spinola prit encore l'engage-

ment de solder de ses deniers ses neuf mille hommes pendant trois ans ; sommes considérables qui ne lui furent jamais remboursées.

L'archiduc Albert reprit confiance. à la nouvelle des secours puissants qui lui arrivaient si à propos, et à défaut desquels il se voyait hors d'état de continuer le siége d'Ostende ; son armée était en plein désordre ; et quatre mille hommes de ses meilleures troupes, qu'il ne payait pas, venaient encore de l'abandonner brusquement.

L'escadre de Frédéric croisant devant la ville causait de grands préjudices aux assiégés, qui ne pouvaient plus recevoir qu'avec périls les convois de vivres et d'hommes que leur envoyaient leurs alliés. La reine Élisabeth était morte ; le roi Jacques son successeur abandonnait les Confédérés. Mais dans un combat naval que soutinrent quelques navires Zélandais amis d'Ostende, Frédéric de Spinola, que le roi d'Espagne venait d'élever à la dignité de grand-amiral, fut tué par un boulet de canon, après avoir perdu la moitié de son escadre, le 26 Mai 1603.

Son frère Ambroise venait d'arriver au camp de l'Archiduc. On lui offrit, pour le consoler de la perte qu'il faisait, de succéder à la charge de grand-amiral : ne se sentant pas les qualités qu'une telle dignité exige, il la refusa, et il fut nommé commandant en chef des troupes de terre chargées de terminer le siége d'Ostende.

Malgré l'activité du comte de Bucquoi, qui avait remplacé Frédéric de Berg comme lieutenant de l'archiduc d'Albert, malgré des combats de tous les jours, ce siége n'avançait pas. Spinola commença par lever encore de nouvelles troupes en Italie et en Allemagne ; il mit un

terme à la mauvaise administration de l'armée; il paya si exactement ses soldats, qu'ils lui devinrent bientôt dévoués. De nombreux travaux s'exécutèrent sur ses plans ; il dirigeait tout lui-même ; et la ville fut si sérieusement investie et foudroyée de si près, qu'on disait à Ostende que les deux précédentes années, si horribles et si sanglantes, n'avaient été que l'avant-goût du siége.

La ville déterminée, ayant dans Van Dorp un digne successeur de sir Francis Vère, ne songea pourtant pas un instant à capituler, quoique les assiégeants, dirigés maintenant par un homme de génie, fussent parvenus à les chasser de tous les ouvrages extérieurs et à les renfermer exactement dans l'enceinte peu étendue de leurs murailles.

On voyait autant de vigueur dans la défense que dans l'attaque. L'armée de Spinola approchait des remparts certaines tours en bois, auxquelles étaient attachés des ponts d'assaut, de l'invention d'Ambroise; aussitôt les assiégés élevaient de hauts mâts, qui empêchaient ces ponts de s'abaisser. C'étaient tous les jours de nouvelles machines. On cite comme l'une des plus surprenantes un immense instrument de guerre qu'on appela le *Chariot-Infernal;* il était porté sur quatre roues de cuivre, hautes de quinze pieds, et consistait en un échafaudage de cent cinquante pieds d'élévation, au sommet duquel était un pont qu'on devait jeter sur le Sant-Hill. A l'exception des montants, qui étaient triples, tout le travail était en cordages, combinaison qui devait le garantir du mousquet. Quarante chevaux, dont les forces étaient doublées par des poulies ingénieusement disposées, tournaient le dos à la ville, tout en approchant l'énorme machine de son plus fort bastion. Les assiégés, à force de coups de canon, eurent le bon-

heur de casser une des roues ; et le chariot-infernal fut mis hors d'état de service.

Cependant le général Van Dorp avait été tué, aussi bien que Van der Noot. Le colonel de Ghistelle prit le commandement d'Ostende, le 18 Décembre 1603. Il fut blessé et mourut au mois de Mars suivant ; Jean van Loon, qui le remplaça, fut tué peu de jours après sur la brèche ; son successeur Jacques de Berendrecht ne prit le poste que pour en être bientôt enlevé par la mitraille; un boulet renversa le capitaine Uytenhoven qui vint après lui. Enfin le commandement d'Ostende, qui n'était pas encore tombé en mauvaises mains, fut donné en dernier lieu à l'homme de cœur que sir Francis Vère avait lui-même désigné, à Daniel de Herstein, seigneur de Marquette, habile capitaine belge, l'homme le plus stoïque de son temps et l'un des plus braves, lequel vint courageusement, avec sa jambe de bois, occuper une place si périlleuse, quoiqu'il vît, comme disent les relations, que « la chandelle brûlait au tuyau. »

Après des efforts inouis, le marquis de Spinola, dans l'été de 1604, s'empara du ravin du Porc-Épic et du bastion appelé *la Bouche d'enfer*. Ses troupes, excitées par ce premier avantage, marchèrent si chaudement qu'elles prirent aussi les remparts du Sant-Hill et d'Helmont. Dans cette affaire, la main droite de Daniel de Herstein fut emportée par un boulet, pendant qu'il donnait un ordre. Pour cela, il ne quitta pas le terrain.

Mais quand les assiégeants, qui avaient perdu beaucoup de monde, se reconnurent sur le Sant-Hill, ils virent avec dépit que Daniel avait coupé et détaché de la ville ce qu'ils venaient de prendre ; et qu'ils se trouvaient maîtres seulement de quelques pieds de terre, devant l'ennemi qui avait élevé d'autres forts.

Spinola, irrité de tant d'obstacles, renonça tout à fait à l'idée d'intercepter les vivres et les secours aux assiégés, ne s'occupant plus que de presser le siège de tous ses moyens. Il y allait avec tant d'ardeur, il était si bien secondé, que des brèches furent faites par le canon, et qu'un grand assaut fut ordonné. Ceux d'Ostende avaient encore coupé leur ville par le milieu : ils s'étaient solidement flanqués et retranchés dans le reste; ils abandonnaient à l'armée de l'Archiduc un terrain précieux à la vérité, mais sur lequel il ne restait pas une pierre qui fût debout.

Et pendant que Spinola s'emparait si péniblement de la partie d'Ostende qu'ils lui laissaient, ils firent une sortie et enclouèrent une partie de ses canons. Un nouveau boulet enleva ce soir-là à Daniel de Herstein le bras dont la main était déjà perdue.

Néanmoins l'armée assiégeante avait repris de l'espoir. Après qu'il eut réparé ses pertes, Spinola redoubla d'activité ; et les assiégés devenus peu nombreux, obligés de diviser encore ce qui leur restait, abandonnèrent le troisième quart de leur ville. Il se retranchèrent solidement dans l'étroit espace qu'ils conservaient. Ils plantèrent aux quatre angles des drapeaux noirs, sur lesquels des femmes avec du galon blanc, avaient fixé cette inscription : *La nouvelle Troie !* Ils firent savoir qu'ils étaient déterminés à mourir, avant de rendre la place. Le mois de Septembre était venu ; il amenait la saison des tempêtes. Daniel, de concert avec la garnison et les habitants en petit nombre qui n'avaient pas quitté Ostende, décida que, s'il fallait céder, on lâcherait toutes les écluses, et que la ville disparaîtrait sous les flots de la mer.

Cette résolution fut bientôt connue au camp de Spi-

nola; soit qu'il s'en effrayât, soit plutôt qu'il admirât tant de courage, il proposa généreusement une capitulation; et il envoya des ôtages dans la nouvelle Troie. Cette capitulation, qui fut signée le 20 Septembre 1615, et que Daniel de Herstein, qui n'avait plus qu'un bras et qu'une jambe fut obligé de signer avec la main gauche, contenait ce qui suit :

« Tous les ecclésiastiques, gouverneurs, officiers, gens de guerre, bourgeois, et tous autres sans exception qui habitaient Ostende, pouvaient sortir librement avec leurs biens et leurs meubles. Ils pouvaient emmener leurs bateaux, chargés ou non chargés, sans être soumis à aucune visite. La garnison pouvait sortir, sans aucun empêchement pour quelque cause que ce fût, avec armes et bagage, enseignes déployées, tambours battants, mèche allumée et balle en bouche. Elle pouvait emmener quatre pièces de canon, et faire venir des bateaux pour transporter ses blessés. Tous les prisonniers, de part et d'autre, devaient être rendus sans rançon. Deux jours étaient accordés pour remettre la ville; et des chariots étaient fournis aux bourgeois et aux malades qui voulaient s'en aller par terre. »

Toutes les conditions de cette capitulation étaient si honorables, qu'on pouvait la regarder comme une victoire. Le 22 Septembre, le marquis de Spinola entra dans la nouvelle Troie. Il y donna un banquet au gouverneur et aux officiers; il vit défiler devant lui, avec tous les honneurs de la guerre, les trois mille hommes de troupes qui lui avaient tenu tête si vaillamment, car la garnison d'Ostende était réduite à ce nombre. Les Français formaient l'avant-garde, les Belges, le corps du milieu; l'arrière-garde était composée d'Anglais, de Hollandais et d'Écossais. Ils emmenaient une multitude

de bateaux chargés de blessés et leurs quatre pièces d'artiller ie.

Après leur départ, Spinola, maître de la ville, en fit la visite. Il reconnut que l'ennemi avait cédé, non pas faute de provisons ou de courage, mais faute de terrain. Il fut pourtant un peu surpris de voir qu'après les quatre pièces d'artillerie que la capitulation avait accordées aux assiégés, il n'en restait plus dans la ville que onze, hors d'état de service.

L'archiduc Albert et l'infante Isabelle vinrent aussi à Ostende. Ils furent émerveillés quand ils examinèrent ce qu'ils avaient acquis par tant de sang et de peines ; Ostende n'était plus qu'un monceau de sable et de pierres, sous lequel étaient entassés tant de cadavres, qu'on élève le nombre des morts à « plus de cent trente mille, parmi les assiégés et les assiégeants. » C'était, comme dit le gantois Van der Vynckt, un cimetière empesté et une taupinière, qui, ne valait plus ni à prendre, ni à défendre, quand elle fut rendue. »

CZZV

RÈGNE D'ISABELLE.

Tout vieux nom dont le peuple honore la mémoire
Conservera toujours son reflet dans l'histoire.
THÉVENEAU.

PENDANT ce long siége d'Ostende, dont le dénouement amena un moment de paix entre l'Espagne, la Belgique et l'Angleterre, il s'était fait d'autres siéges et d'autres combats. Les Gueux avaient échoué devant Bois-le-Duc qu'ils voulaient enlever; mais ils avaient pris l'Écluse.

Le traité qui fut signé à Londres, le 28 Août 1604, et publié peu après à Bruxelles, ne remit pas les choses en l'état où les avait trouvées la guerre. La Hollande et les six autres provinces qui s'étaient fédérées avec elle en forme de république, sous le nom de Provinces-

Unies, ne déposèrent pas les armes. Maurice au contraire se remit à la tête de ses troupes; et Spinola marcha contre lui. Il entra dans la province d'Over-Yssel. Maurice, pour le détourner sur la Belgique, se jeta sur le pays de Waes; mais l'habileté de Spinola ne se laissa pas surprendre, il n'abandonna pas le plan de campagne qu'il s'était fait, prit Oldensel et Linghen, pendant que sous ses ordres le comte de Bucquoi enlevait Vachtendonck et le fort de Crakow; il força ainsi le Stathouder (lieutenant général de l'état, c'est le titre qu'on donnait au chef des Provinces-Unies), de quitter le pays de Waes pour revenir dans la Frise, que l'armée d'Isabelle menaçait.

Cette campagne peu importante avait occupé l'année 1605; l'approche de l'hiver et des pluies obligea les deux armées à se retirer dans leurs quartiers.

Quoiqu'Isabelle régnât avec Albert sur la Belgique, dans les circonstances difficiles où ils s'étaient trouvés jusques-là, ils n'avaient rien fait sans consulter l'Espagne, de qui ils recevaient encore des secours. Mais Spinola, que son rare mérite accablait d'envieux, éprouvait désormais, du roi Philippe III, des entraves qui gênaient sa marche. Aussi les guerres ne présentèrent rien de bien décidé en 1606. Spinola enleva Groll ou Groenloo, place importante de la Gueldre; le comte de Bucquoi prit Rhinberg qui était bien défendu; et quelque alarme se répandit en Hollande. Isabelle souhaitait la paix; elle voulait relever ses états, que de si longs troubles avaient plongés dans une misère extrême; elle profita de ces circonstances pour offrir des moyens de conciliation. Elle envoya à La Haye des députés que que les États reçurent avec honneur, mais avec qui ils déclarèrent qu'ils n'entameraient aucun traité, qu'ils

n'eussent produit au préalable la reconnaissance formelle de l'indépendance des Provinces-Unies, tant de la part des Archiducs, que de celle du roi d'Espagne. Les envoyés d'Isabelle, voyant que cette reconnaissance pouvait seule amener un accommodement durable, se firent fort de l'obtenir ; les États consentirent alors à un armistice de six mois, tant sur terre que sur mer, et les démarches prirent de l'activité.

Les Archiducs, par une dépêche du 13 Mars 1607, déclarèrent qu'ils étaient contents de traiter avec les États-Généraux des Provinces-Unies, comme les tenant pour pays, provinces et états libres, sur lesquels leurs altesses n'avaient rien à prétendre. On obtint avec cette pièce un nouvel armistice de huit mois. Mais le roi d'Espagne, dans la reconnaissance qu'Isabelle arracha de lui difficilement, ayant donné aux Archiducs le titre de princes et souverains propriétaires de tous les Pays-Bas, les États la repoussèrent. La guerre allait se réveiller ; le roi de France Henri IV, qui devenait vieux, craignant de laisser à son fils une armée Espagnole dans le voisinage de la France, s'intéressa à la paix des Pays-Bas ; il envoya à La Haye le président Jeannin comme son ambassadeur. C'était l'un des plus habiles négociateurs de son temps. L'Angleterre intervint aussi. Le roi d'Espagne céda tout ce qu'il ne put défendre. De grandes conférences s'ouvrirent ; Spinola vint lui-même au nom des Archiducs ; Maurice le traita avec les plus grands honneurs. Mais la paix fut impossible. Les États confédérés exigeaient trop ; le roi d'Espagne n'abandonnait pas assez. L'habileté du président Jeannin fit reconnaître pourtant la nouvelle république et amena une trêve de douze années, qui se signa entre tous les intéressés, à Berg-op-Zoom, le 9 Avril 1609.

Isabelle, qui aimait mieux posséder en paix les seules provinces belgiques, que prétendre à de plus vastes états contestés, mit dès lors tous ses soins à fermer les plaies de la guerre; et telle est la richesse naturelle du pays dont elle était souveraine, que bientôt la prospérité reparut. Si le commerce ne se réveilla pas aussi actif que par le passé, l'industrie reprit son essor; l'abondance revint. Au bout de quatre ans, on commençait à respirer, quand de nouveaux débats s'élevèrent.

Guillaume, duc de Clèves, de Juliers et de Berg, était mort; et sa succession était disputée. Les Hollandais profitèrent de ces dissensions pour s'emparer de Juliers. Les Archiducs, voyant là une rupture de la trève, levèrent aussitôt une armée de sept mille Wallons et de six mille Allemands. Spinola marcha à leur tête, remporta sur le champ de signalés avantages et tint la campagne pendant deux ans, de manière à faire respecter les armes d'Isabelle. On indiqua de nouvelles conférences à Santen; mais les parties ne s'accordèrent pas; les deux armées s'étaient emparées de quelques places, que personne ne voulait abandonner. Il fut donc résolu qu'on reprendrait la trève, et qu'en attendant plus mure décision, chacun conserverait provisoirement les villes des pays de Clèves et de Juliers dont il était maître. Cette conclusion fut encore l'ouvrage des ambassadeurs de France et d'Angleterre.

La république de Hollande ne consentit à cette paix temporaire, que parce qu'elle s'y trouvait forcée en quelque sorte. Elle était déchirée alors par des querelles religieuses. On sait combien de sectes enfanta la réforme. Deux professeurs de Leyde, Arminius et Gomar, interprétaient la doctrine de Calvin, le premier pour l'adoucir, l'autre pour la rendre plus fanatique et plus

sombre. Ils avaient chacun leur parti dans le peuple. Le sage Barneveldt était pour les Arminiens; mais le stathouder Maurice protégeait les partisans de Gomar. Il mit fin à la querelle, en faisant condamner à la mort, par des juges qui lui étaient vendus, ce vieux Barneveldt, avocat-général des États; Maurice se délivrait ainsi de la surveillance d'un patriote intègre, qui gênait ses manœuvres ambitieuses; peu-à-peu il devenait le tyran de sa patrie.

La trève de douze annnées expirait en 1621; c'était Louis XIII qui régnait en France; le roi d'Espagne Philippe III venait de mourir; l'archiduc Albert le suivit de près. Isabelle obtint la prolongation de la trève jusqu'au 13 Août. La paix alors se montrant encore impossible, on reprit les armes.

La Belgique, sous un gouvernement modéré, avait retrouvé de la splendeur et de la force. Spinola, à la tête d'une bonne armée, entra en campagne, au commencement de l'année 1622; il reprit Juliers le 22 Janvier; après quoi, il courut assiéger Berg-op-Zoom, où il fut retenu sans succès jusqu'au mois d'Octobre. C'était un échec; d'un autre côté, l'Espagne eut la guerre avec l'Angleterre et ne put envoyer de secours. Ce qu'on regardait comme une fâcheuse circonstance, devint une circonstance favorable. Les Belges que commandait Spinola mirent plus d'ardeur à une guerre dont la gloire était moins partagée; profitant des troubles que la tyrannie de Maurice de Nassau élevait en Hollande, ils marchèrent à d'éclatants succès: après un siége de douze mois, ils enlevèrent Breda, qu'ils avaient conquis par cinquante assauts. Maurice en mourut de chagrin et de colère, le 23 Avril 1625.

Son frère Frédéric-Henri lui succéda. Celui-ci releva

les affaires de son pays. Il reprit Oldensel et Groll; après quoi, la guerre se ralentit de nouveau. Mais en 1629, les Hollandais s'emparèrent de Bois-le-Duc et en 1631 de Venloo et de Ruremonde. En 1632, Frédéric-Henri prit Maestricht et Limbourg, défendus par des garnisons espagnoles.

Isabelle mourut, pleurée par les Belges, le 2 Décembre 1633. Le pays rentrait sous la domination du roi d'Espagne Philippe IV; car la princesse n'avait pas eu d'enfants. François de Moncada, marquis d'Aytona, eut le gouvernement provisoire des provinces belges, en attendant l'arrivée du cardinal don Ferdinand, infant d'Espagne, qui devait succéder à Isabelle. Il entra à Bruxelles le 4 Décembre 1634, et trouva le pays dans l'état où l'avait laissé l'Archiduchesse; les deux partis depuis sa mort n'ayant fait que des marches et des tentatives sans résultat; les Belges étaient restés maîtres de Breda et les Hollandais maîtres de Maestricht.

CCXVI

LE COMTE DE TILLI.

Elevez le pompeux trophée
Que vous demande son cercueil.
LEFRANC DE POMPIGNAN.

LORSQU'UN pays est déchiré par des dissensions intérieures, comme l'était alors la Belgique depuis si longtemps, il produit ordinairement des hommes d'action et d'énergie ; il enfante des administrateurs et des guerriers. Si ce pays n'est pas comprimé, ces hommes se trouvent poussés au premier rang ; ils se placent; leur puissance grandit ; ils deviennent des héros ou des génies. Mais si le pays a des maîtres étrangers, si des étrangers occupent chez lui les premières places et ferment les avenues au mérite national, le découragement tue les germes les plus féconds ; à moins que

le grand homme qui se sent éclore ne s'avise de chercher ailleurs une terre et un soleil qui lui soient favorables.

En Belgique, il y eut pendant les troubles plusieurs chefs rebelles qui furent des hommes remarquables; mais comme les révolutions n'eurent rien de stable, ils ne firent généralement que passer; on recueillit leurs actions avec négligence; et nous n'avons sur eux, comme on l'a vu, que quelques anecdotes. Dans les provinces fidèles, ce furent toujours des étrangers qui commandèrent les armées. Sous Isabelle même, c'étaient des Espagnols, des Italiens qui étaient nos chefs militaires; et la Belgique semblait manquer de généraux, lorsque deux de ses enfants protégeaient l'Empire et étonnaient le monde par des faits d'armes éclatants.

Nous voulons parler d'abord de Jean T'Serclaes, comte de Tilli, d'une des plus anciennes et des plus illustres familles de Bruxelles, fils de Martin T'Serclaes, sénéchal héréditaire du comté de Namur, digne et brave descendant de cet Everard T'Serclaes, dont le nom brille avec éclat dans notre histoire du quatorzième siècle.

Ferdinand II, qui ceignit en 1619 la couronne impériale, était déjà depuis deux ans roi de Hongrie et de Bohême. Mais la réforme avait pénétré dans ce dernier pays qu'elle agitait. Au moment où leur prince devenait Empereur, les Bohêmiens se révoltèrent, entraînés par la partie d'entre eux qui était protestante. Ils déclarèrent qu'ils répoussaient un souverain catholique; ils s'allièrent avec les gueux de la Hollande; ils élurent pour roi l'électeur palatin Frédéric V, l'un des soutiens de l'hérésie. Ferdinand marcha contre les rebelles que Frédéric commandait; une grande bataille se livra à peu de distance de Prague en 1620; elle fut

sanglante; mais elle eut des résultats prononcés. Frédéric perdit ce jour là ses états héréditaires, que l'Empereur confisqua ,et le royaume qu'il croyait déjà avoir conquis et qui rentra dans le sein de la religion catholique.

A cette bataille, on distingua surtout un jeune officier plein d'intrépidité, de talent et d'audace. C'était un belge, Jean T'Serclaes de Tilli. Ferdinand lui donna après la victoire le commandement d'une armée et l'ordre de poursuivre le comte de Mansfeld, l'ami de Frédéric V, comme lui l'un des chefs du parti protestant en Allemagne. Mansfeld [1] avait conservé ses bataillons; il était maître de Thabor et de Pilsen en Bohême; il faisait avec beaucoup d'habileté la guerre de partisans et harcelait l'Autriche malgré sa puissance. Tilli, dont nous ne pouvons mentionner ici les exploits que dans un résumé très-rapide, s'avança contre lui, l'étudia, le battit, lui reprit Pilsen et Thabor, le chassa de la Bohême, et l'obligea à faire sa retraite dans le bas Palatinat. Cette campagne active avait occupé l'année 1621.

En 1622, il fallut arrêter les courses sanglantes d'un autre ennemi. Christian de Brunswick, prince protestant, administrateur de l'évêché d'Halberstad, surnommé l'évêque-enragé et l'ennemi de prêtres, s'était attaché au parti de Frédéric; il venait de piller l'abbaye de Fulde et toutes les terres ecclésiastiques de cette partie de l'Allemagne; il marchait sur Aschaffenbourg dans la Franconie, lorsqu'il rencontra devant lui Tilli qui

[1] Ce Mansfeld (Ernest) était fils du comte Pierre Ernest de Mansfeld, gouverneur des Pays-Bas pour Philippe II en 1592, mort en 1604 à l'âge de cent trois ans.

lui cria : je vous cherchais, lui livra bataille, le défit et le mit en pleine déroute.

Frédéric, Christian et Mansfeld rassemblèrent les débris de leurs armées, qui formèrent un corps de dix mille hommes. Mais à l'approche du général belge, Mansfeld et Christian se retirent prudemment ; Frédéric se laisse repousser dans le Palatinat. Tilli prend alors Heidelberg et Manheim ; il prépare d'autres victoires pour l'année suivante.

Brunswick et Mansfeld reparaissent au commencement de 1623 ; ils s'étendent dans la Westphalie. Tilli vole à leur rencontre ; il occupe la Vétéravie et la Hesse, prend Eisfeld, et dans un pays où les vivres lui manquent, conduit pourtant son armée avec tant de prudence qu'il lui fait remporter tous les jours de nouveaux avantages. Les Protestants irrités rassemblent toutes leurs forces pour livrer une grande bataille ; c'est ce que voulait Tilly ; elle se donna sur les bords de l'Ems, au pays de Munster, le 26 Juillet 1623 ; après une longue et cruelle mêlée, Tilli fut vainqueur sur tous les points ; ses Croates massacraient si horriblement les Protestants en pleine déroute, qu'il en eut pitié et fit sonner partout les trompettes pour faire cesser le carnage. Les révoltés laissaient deux mille hommes parmi les morts et cinq mille prisonniers, parmi lesquels étaient le duc de Weimar, le duc d'Altembourg, plusieurs autres princes, et trois cents colonels ou capitaines. Tilli, ajoute-t-on, n'avait pas perdu plus de deux cents hommes ; il conquit ce jour là un immense butin, qu'il abandonna tout entier à son armée, pour récompenser son courage et sa constance.

Manfeld cependant n'était pas pris et ne se regardait pas comme vaincu. Il rassembla de nouvelles forces.

Mais Tilli prenait Hamel, Minden ; il ravageait les états de Brunswick. Sécondé ensuite par Wallenstein, il soumit le cercle de Basse-Saxe et en chassa Mansfeld. Jusqu'en 1626, le général belge n'obtint que des succès. Il prit encore Gœttingen par capitulation, et reduisit le Landgrave de Hesse.

Les Protestants ayant attiré le Danemarck dans leur parti, Christiern IV, que l'on déclara chef de la ligue, arriva à la tête d'une puissante armée que tous les débris des révoltés renforcèrent. Un instant Tilli fut obligé de se replier ; mais dès qu'il eut réuni toutes ses forces, il reprit vivement l'offensive ; et dans cette même année 1626 il livra la célèbre bataille de Lutter, près de Wolfenbuttel, dans le duché de Brunswick. Elle fut chaude et ardente. Trois fois Christiern IV ramena ses Danois à la charge ; trois fois Tilli le repoussa. La victoire se déclara pour le général de l'Empereur, d'une manière si éclatante, que le pape Urbain VIII écrivit au comte de Tilli pour le féliciter d'une journée qui était un triomphe.

Le vainqueur, resté maître de vingt-deux canons, de quatre-vingt drapeaux et de tout le bagage de l'ennemi, poursuit ses succès et enlève plusieurs places. Il apprend que Christiern revient avec une nouvelle armée ; il se joint à Wallenstein pour arrêter sa marche, le repousse dans le Holstein, dans le Schleswig, et jusques dans le Jutland.

Mansfeld et Brunswick étaient morts. On parla enfin de paix ; et ce fut Tilli, aussi habile diplomate que vaillant guerrier, qui fut chargé, comme plénipotentiaire de l'Empereur, d'aller à Lubeck traiter avec le Danemarck.

Pendant ces négociations, l'électeur de Saxe, qui

était resté l'ennemi secret de Ferdinand, chercha à entraîner à son tour le roi de Suède Gustave-Adolphe dans une guerre contre l'Empereur. Gustave parut en 1631, avec seize mille hommes de bonnes troupes, dans le Mecklembourg. Tilli reprend le commandement de l'armée impériale, marche sur le nouvel ennemi qu'il lui faut combattre, enlève d'assaut Feldberg et se porte sur Magdebourg. Gustave de son côté assiége et prend Francfort sur l'Oder. Jean T'Serclaes alors presse plus vivement Magdebourg, la resserre, la somme de se soumettre, s'irrite de sa résistance et la menace en vain d'une ruine complète. Entouré d'ennemis qui le harcèlent de toutes parts, et dont le nombre s'augmente à chaque instant, il redouble d'efforts contre la place que les révoltés cherchent à secourir, donne le 9 Mai un assaut furieux, emporte la ville et l'abandonne aux fureurs de ses soldats, qui la livrent aux flammes, la pillent, la dévastent, passent les habitants au fil de l'épée et obstruent de cadavres le cours de l'Elbe; horrible moment d'oubli ou de colère, que Tilli expia durement et qu'il pleurait encore sur son lit de mort.

Après le sac de Magdebourg, Jean T'Serclaes se jete sur la Thuringe et y sème la terreur; il pénètre dans la Hesse, se porte sur la Saxe et se montre sous les murs de Leipzick qui capitule. Le roi de Suède, sachant Leipzick au pouvoir de Tilli, va le joindre, pour lui offrir la bataille. La fortune de Gustave-Adolphe était seule capable de lutter contre Tilli, qu'alors on regardait comme le meilleur général de l'Europe. Une grande bataille se livra le 27 Septembre 1631, à une lieue de Leipzick; les deux armées étaient chacune d'environ trente mille hommes. Au commencement, les bataillons du roi de Suède reculèrent. Mais Tilli, qui se trouvait

dans une si importante journée au milieu de l'action, ayant été blessé de plusieurs coups de pique à la tête, au bras droit, et atteint de trois coups de feu, ses soldats qui le chérissaient l'enlevèrent du champ de bataille. Le bruit courut qu'il était mort; l'alarme se mit parmi les siens; et son armée prit la fuite.

Il guérit de ses blessures; l'année suivante il voulut prendre sa révanche contre Gustave-Adolphe qui avait envahi une partie des provinces de l'Empire. Il alla lui disputer le passage du Lech; mais là encore son ardeur le porta trop loin; il fut blessé mortellement d'un coup de mousquet, et emporté à Ingolstad, où il expira le 16 Avril 1632. — Un autre belge, son élève, allait le remplacer.

CCXVII

JEAN DE VERT.

Jean de Vert était un brutal
Qui fit pleurer le roi de France ;
Jean de Vert étant général
A fait trembler le Cardinal.
Vieille chanson.

Encore deux jours, et Jean de Vert, celui dont le nom redoutable suffit seul pour émouvoir le plus brave, pour glacer les femmes de terreur, pour rendre soumis l'enfant le moins docile et le faire se cacher tout frissonnant sous le tablier de sa mère ; encore deux jours, et Jean de Vert l'invincible sera peut-être aux portes de Paris.

Michel Masson, *la lampe de fer.*

On n'a pas écrit non plus l'histoire de ce grand homme, élève du comte de Tilli, supérieur à son maître, et qui épouvanta si fort les provinces françaises lorsqu'il y porta ses armes, que son nom est resté en France un proverbe de terreur.

Jean, bâtard de Horn, seigneur de Werth, de Nederwerth et de Wesem, généralement connu sous le nom de Jean de Vert, naquit en 1594 dans la petite ville

de Werth, province du Limbourg. Il était fils naturel d'un seigneur de la maison de Horn et d'une jeune bourgeoise de Werth. A cause de sa naissance, les armes seules lui offraient une carrière; il s'y montra merveilleusement disposé. Son père qui apprécia bientôt son caractère ardent et la vigueur de son esprit, le fit entrer dans une compagnie, où il dut à un courage extraordinaire un rapide avancement. Il préluda glorieusement, sous Jean T'Serclaes, et se distingua si hautement, qu'il avait, lorsque T'Serclaes mourut en 1632, le commandement des troupes bavaroises.

Les victoires de Gustave-Adolphe effrayaient l'Empereur. Jean de Vert, chargé de marcher sur les Suédois, fut plus heureux que Tilli; il les battit en 1634, les défit à Nordlingen, remit cette ville à Ferdinand, roi de Hongrie et de Bohême, fils de l'Empereur, et marcha sur Heidelberg. Il avait forcé la ville à capituler et allait enlever la citadelle, lorsqu'il fut obligé de reculer devant des forces trop nombreuses. Les Protestants venaient de s'allier à Louis XIII : et le Roi Très-Chrétien, de concert avec les Hollandais, les Suédois et les Réformés d'Allemagne, projetait secrétement de prendre au roi d'Espagne les Pays-bas catholiques, pour en faire une république indépendante, si les Belges secondaient le mouvement, ou s'ils résistaient, pour partager leur pays entre la Hollande et la France. Les troupes qui arrivaient au secours de Heidelberg étaient amenées par Bernard duc de Weimar, qui commandait alors les armées de Louis XIII. Jean de Vert, obligé de céder pour l'instant, se jeta aussitôt d'un autre côté; il harcela l'ennemi par des escarmouches; il enleva Spire aux Suédois, remporta diverses petites victoires, et fit très-habilement sa jonction, malgré les efforts des ar-

mées françaises, avec le duc Charles de Lorraine et les autres généraux de l'Empereur. Le brave Gassion, qui gagnait son bâton de maréchal de France en combattant sous les ordres de Bernard, lui fit pourtant éprouver un échec. Mais Jean de Vert, dont les talents militaires étaient aussi grands que le courage, s'en vengea bientôt, en interceptant les convois de l'armée française, en battant son arrière-garde, en lui prenant tous ses bagages, en s'emparant de l'Alsace, où il établit ses quartiers d'hiver.

Richelieu dirigeait la guerre. Le cardinal-infant don Ferdinand, frère du roi d'Espagne et souverain des Belges depuis la mort d'Isabelle, eut connaissance des dispositions secrètes des Français, de leur projet de partager les Pays-Bas catholiques avec la Hollande, et du traité qu'il venaient de conclure, au commencement de 1635; il fit surprendre, le 26 Mars de cette même année, la ville de Trèves, qui avait reçu une garnison française; l'Électeur fut amené à Bruxelles. Richelieu, qui n'avait pas osé encore déclarer ouvertement l'alliance offensive et défensive qu'il venait de faire avec la Hollande, se jeta sur ce prétexte; faisant usage pour la dernière fois d'un cérémonial antique, qui jamais depuis n'a plus été employé en Europe, il envoya solennellement un héraut-d'armes à Bruxelles, pour déclarer la guerre au Cardinal-Infant.

Les Français, en même temps, entrèrent dans le pays de Liége, au nombre de trente mille, et gagnèrent le 20 Mai la bataille d'Avin, près de Terwagne. Ils défirent là les Espagnols, commandés par le prince Thomas de Savoie, qui voulait empêcher leur jonction avec les Hollandais. Ils pénétrèrent ensuite dans le Brabant, prirent Aerschot, Diest, et se réunirent à leurs alliés

de Hollande. Frédéric-Henri de Nassau devait commander les armées combinées. Elles consistaient en cinquante mille hommes de pied, onze mille chevaux et deux cents canons. Cette armée se dirigea sur Tirlemont; après deux heures de résistance, les habitants demandèrent la vie sauve, qu'on leur refusa; car c'est un crime à une ville de se défendre quand elle est sans force. Tirlemont fut pris d'assaut le 6 Juin 1635, et livré pendant trois jours au pillage; la plus grande partie des bourgeois furent massacrés. L'armée victorieuse ravagea ensuite le pays qui se trouve entre Malines, Louvain et Bruxelles, et le 24 Juin, Frédéric-Henri alla mettre le siége devant Louvain. Il était puissant ; l'on n'avait d'espoir que dans l'appui de Jean de Vert, à qui on se hâta d'envoyer des messagers.

SIÉGE DE LOUVAIN.

Il n'y avait dans la place que quatre mille hommes de garnison ; c'étaient deux régiments wallons, un régiment allemand et un régiment irlandais. Les cruautés exercées à Tirlemont avaient indigné les bourgeois de Louvain, qui se décidèrent à se défendre jusqu'à la dernière extrémité ; ils prirent tous les armes, se formèrent en cinq cohortes militaires, classèrent les Étudiants en dix centuries ; et tous jurèrent de combattre avec ardeur et persévérance, pour leur patrie, leur religion, leurs familles et leur fortune.

Les Irlandais étaient commandés par Thomas Preston, leur compatriote; élevé parmi les Belges, il avait toujours vécu avec eux, et s'était distingué par de grands faits d'armes. La ville avait pour chef suprême le baron Antoine de Grobbendonck, vieux guerrier de soixante-

treize ans, dont on connaissait la fermeté et la prudence. A l'approche de l'ennemi, il avait pris de sages mesures.

Dès que les premiers boulets eurent frappé les remparts. l'armée alliée, hollandaise et française, s'occupa des sapes, des tranchées et des mines qui devaient la rapprocher des fortifications. Les travaux souterrains se poussaient surtout avec activité du côté de la porte de Vilvorde; c'était le quartier que gardaient les Irlandais. Ils firent des sorties si fréquentes et si heureuses, ils harcelèrent si vivement les Français, le jour et la nuit, que les assiégeants doutaient, disaient-ils, s'ils avaient affaire à des hommes ou à des démons. D'autres sorties par les différentes portes assiégées furent faites avec une égale vigueur, et par la garnison, et par les Étudiants et par les cohortes bourgeoises. Chaque nuit, les assiégés détruisaient complètement les travaux, au moyen desquels les assiégeants comptaient s'approcher à l'abri. Ils s'irritèrent de tant d'obstacles, lorsqu'ils avaient tant de forces et qu'ils étaient si nombreux; ils se déterminerent à marcher à découvert contre les remparts de Louvain. Ils foudroyèrent les murs et les bastions et firent approcher la nuit trois régiments, pour s'emparer des ouvrages avancés. Mais la défense veillait; les assiégeants furent repoussés à coup de piques, à coup de pioche, culbutés, renversés.

La nuit suivante, qui était la sixième du siége, Frédéric-Henri, furieux, conduisit lui-même une attaque sur la demi-lune qui protégeait la porte de Malines. Une poignée d'Irlandais la gardait; ils furent contraints de céder au nombre. Mais ils poussèrent leur cri d'alarme; et pendant qu'ils reculaient devant l'ennemi qui s'emparait de la position, les Bourgeois sur-

vinrent avec quelques Allemands, quoiqu'on eût choisi pour ce coup de main l'heure du premier sommeil. Les Irlandais, aidés de ce renfort. reprennent la charge, repoussent l'ennemi, le renversent et le mettent en fuite avec une perte considérable.

Entre les portes de Malines et de Vilvorde, il y avait une très-haute et forte tour, à qui le peuple avait donné le nom de *Verlooren-Kost,* (Peine perdue) parce qu'on la croyait à l'abri de tout effort. Du haut de cette tour, où l'on avait placé des canons, le vieux baron de Grobbendonck suivait tous le mouvements de l'ennemi et prévenait toutes ses démarches qu'il semblait deviner.

Les assiégeants s'aperçurent qu'ils étaient épiés; ils consumèrent longuement le feu de plusieurs pièces de canon, pour abattre le Verlooren-Kost, que le boulet ne put même pas entamer, parce que ses murs de brique avaient neuf pieds d'épaisseur. Le 29 Juin, fête de Saint Pierre et de Saint Paul, patrons de Louvain, semblait devoir être un jour de repos. Les assiégés voulurent l'illustrer; voyant qu'on ne les attaquait pas, ils décidèrent un coup hardi. Deux cent cinquante hommes d'élite sortirent à trois heures, sans être aperçus, par les portes de Bruxelles, de Vilvorde et de Malines, se réunirent sous les remparts extérieurs au pied du Verlooren-Kost, et là divisés en trois troupes, sur le signal que leur donna Grobbendonck en laissant tomber un mouchoir blanc du haut du donjon, ils se ruèrent comme la tempête sur trois points différents, dans les retranchements de l'ennemi qui ne s'attendait pas à cette surprise, renversèrent tout ce qu'ils rencontrèrent, tuèrent quatre cents hommes, en s'attachant surtout aux officiers, et répandirent parmi les Français une frayeur telle, qu'ils les forcèrent à demander



LE SIÈGE DE LOUVAIN.

une suspension d'armes, pour enterrer leurs morts.

On annonça le même jour que Jean de Vert arrivait de l'Allemagne. Cette nouvelle redoubla le courage des assiégés ; elle troubla Frédéric-Henri, qui eût voulu faire sa retraite, mais qui ne le pouvait sans honte ni sans danger; les Français d'ailleurs n'y consentaient pas. Il crut donc qu'il fallait presser les opérations. Il envoya au baron de Grobbendonck un trompette, qui le somma de rendre la place, ajoutant que s'il différait, Louvain mis à feu et à sang subirait le sort de Tirlemont, que les Bourgeois seraient passés par les armes et que le Gouverneur serait pendu. Grobbendonck répondit qu'il pouvait mourir à son poste; mais que la vie était peu de chose pour lui, à côté du devoir et de l'honneur.

Alors Frédéric-Henri de Nassau fit hisser deux drapeaux rouges sur la batterie qui tonnait contre les remparts, entre la porte de Malines et le Roesselberg; ce qui voulait dire aux assiégés qu'ils n'avaient plus de grâce à attendre. Ils n'en eurent que plus d'intrépidité. Le soir du 4 Juillet, ils résolurent une nouvelle sortie, qui s'exécuta dans la nuit, sous la conduite de Preston. Mais les vaillants hommes qui s'étaient élancés de Louvain trouvèrent le camp de leurs ennemis évacué. Les redoutables Croates, qui faisaient l'avant-garde de Jean de Vert, venaient d'arriver; et les assiégeants avaient fait leur retraite à la hâte. Le 5 Juillet vit donc Louvain en fête.

INVASION EN FRANCE.

La seule annonce de l'approche de Jean de Vert rendit au Cardinal-Infant Limbourg, qui ouvrit ses portes, et le fort de Schenck qui se soumit. Jean de Vert se porta aussitôt devant Liége, pour la forcer à se décla-

clarer contre les Français. Il était venu avec peu de forces. Mais il eut le talent de rassembler autour de lui une armée considérable, composée de Belges, d'Allemands, de Bohémiens, de Bavarois, de Hongrois, de Polonais et de Croates. Pendant que les troupes hollandaises et françaises continuaient à ravager le Brabant, il traversa tout-à-coup l'Artois ; et voulant faire une sérieuse diversion, au Printemps de 1636, il fondit en un clin d'œil sur la Picardie qui se trouvait sans défense. Il s'empara d'Amiens et de toutes les villes, faisant deux ou trois siéges par jour, remportant des avantages à chaque heure, avec une rapidité si effrayante, que Paris s'épouvanta. Il menaça bientôt cette ville de près. Terrifiés par les récits qui à tout instant changeaient de forme, croyant revoir les anciennes invasions des barbares, et retrouver dans Jean de Vert un nouvel Attila, les habitants de Paris s'enfuyaient dans les provinces, où ils étendaient le désordre et l'effroi ; le roi Louis XIII quitta Saint-Germain et prit l'alarme ; Richelieu même se troubla.

D'un autre côté, le prince des Belges reprenait Venloo et Ruremonde. Mais il perdait Breda. Et dans ce même temps, Mathieu Gallas, autre général de l'Empereur, se ruait sur la Bourgogne avec le duc de Lorraine. La belle résistance qui illustra alors la petite ville de Saint-Jean de Losne rendit la confiance aux Parisiens. Un grand homme, l'intrépide Rantzau se trouvait là au service de la France. Il battit ses ennemis ; et en peu de jours cinquante mille hommes sortirent de Paris, qu'une victoire venait de rassurer ; ils marchèrent contre Jean de Vert qui n'était qu'à vingt lieues et qui n'avait pas encore été battu.

Trop prudent pour hasarder la rencontre qu'on ve-

nait lui offrir, Jean de Vert fit sa retraite en bonne contenance, couvert de lauriers, très-redouté, et emportant de la Picardie un riche butin.

La guerre se poursuivit avec les lenteurs, les repos et la persévérance de ce siècle. L'année suivante, 1637, Jean, continuant ses succès, battit encore les Suédois et leur prit Ehrenbreistein et Hanau, presque sous les yeux du duc de Weimar. Tous les jours du Limbourgeois n'étaient pourtant pas illustrés par des victoires. Dans cette même année, il fut battu deux fois par Bernard. Blessé grièvement dans une troisième affaire, il fut obligé pour un moment de déposer les armes. Mais au commencement de 1638, il rejoignit son armée à Rheinfeld et força le duc de Weimar, qui avait investi cette place, à lever le siége. L'armée impériale se réjouissait de ce succès et ne se défiait de rien, lorsque pendant la nuit, Weimar surprit le camp où commandait Jean de Vert; tous les chefs furent faits prisonniers. Jean, désolé, insistait pour être échangé et rester en Allemagne. Mais il avait trop causé de peur aux Parisiens, pour que Bernard n'eût pas l'orgueil de leur faire sa cour en le leur montrant.

Jean de Vert fut donc envoyé à Paris, sous nombreuse escorte. Son entrée dans la grande cité produisit la joie la plus vive; une énorme affluence de curieux l'entoura; tout le monde voulait le voir; on s'étonnait de lui trouver une figure humaine et douce. Le Limbourgeois était grand et bien fait. Il avait l'œil ardent et vif, le front découvert, une belle et noble tête. Aussi il plut tellement, qu'on ne le laissa pas un mois dans le château de Vincennes, qui, à son arrivée, lui avait été assigné pour demeure. Il n'eut bientôt d'autre prison que Paris même; le cardinal de Richelieu lui ayant

donné une fête superbe dans son château de Conflans, tous les grands seigneurs suivirent cet exemple ; et Jean de Vert passa ses quatre années de captivité dans les divertissements et les plaisirs. Il admira le Cardinal; il plaignit Louis XIII qui n'avait pas la force de se montrer un homme entier.

Il y avait quatre ans qu'il était à Paris, lorsqu'il reçut la visite d'un brave, qu'il estimait singulièrement, sans l'avoir jamais vu. Cet homme était un vieux militaire, qui dans les guerres récentes avait perdu un œil au siége de Dôle, un bras en Bourgogne, une oreille à Saint-Jean de Losne, une jambe au siége d'Arras, en 1640, pendant la captivité de Jean; ce vaillant débris de la guerre, blessé dans tant de batailles, mutilé de tant de manières, de qui on disait que Mars ne lui avait laissé rien d'entier que le cœur, était le maréchal comte de Rantzau. Jean de Vert l'embrassa avec orgueil. — Je retourne à l'armée, lui dit Rantzau; mais je serais flatté de me mesurer avec vous. J'ai obtenu du Cardinal qu'on vous rendît la liberté, au moyen d'un échange de captifs. Dans quinze jours vous pourrez partir : je vous attends.

Jean de Vert serra la main au vétéran de la gloire militaire; et en effet, peu de temps après, dans cette même année 1642, il fut libre.

Le Cardinal-Infant venait de mourir. C'était François de Mello qui gouvernait les Pays-Bas catholiques, le même qui battit les Français à Honnecourt, le 26 Mai 1642, et qui allait être battu à son tour par le duc d'Enghien, depuis le grand Condé.

Jean de Vert courut se mettre à la tête de son armée, qui ne l'avait pas oublié ; et prenant bientôt la revanche de ses amis, que Rantzau avait battus à Saint-Jean de

Losne, il défit Rantzau à Tudlingen. Après quoi, se trouvant assez heureux, content de sa part de gloire, il ne chercha plus à combattre les Français, qu'il laissa vaincre à leur aise les Espagnols devant Rocroi, pour célébrer les funérailles de Louis XIII et l'avènement de Louis XIV.

Beaucoup de journées glorieuses, tant au service de l'Autriche qu'au service de la Bavière et de l'Empire, signalèrent néanmoins le reste des jours de Jean de Vert. Mais après la paix de Westphalie, il se retira dans la Bohême; il y mourut dans un château que lui avait donné l'empereur Ferdinand III, épuisé de fatigues et chargé de gloire, le 6 Septembre 1652.

La guerre entre la France et la Hollande d'une part, la Belgique et l'Espagne de l'autre, avait continué jusqu'en 1646, que le duc d'Enghien, secondé par l'amiral Tromp, avait pris aux Pays-Bas catholiques la plupart de leurs villes maritimes. Le roi d'Espagne désirait la paix; Mazarin, qui succédait à Richelieu, en avait besoin aussi; elle se fit à Munster, dans de longues conférences qui se terminèrent par le traité du 30 Janvier 1648. Ce traité qu'on appelle la paix de Munster, ou de Westphalie, reconnut absolument et sans réserve l'indépendance des Provinces-Unies. Mais il n'eut d'autre effet que de détacher la Hollande de son alliance avec la France. Il ne ferma pas les portes du temple de la guerre.

FASTES MLITAIRES

DES BELGES.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Période Autrichienne.

CXXVIII

INVASIONS DE LOUIS XIV.

Des vœux outrés, des projets vastes !
J. B. Rousseau.

L'alliance qui unissait la Hollande aux Français se trouvant rompue par la paix de Munster, l'Espagne continua plus heureusement la guerre contre la France. L'archiduc Léopold, alors gouverneur des Pays-Bas catholiques, reprit Courtrai le 19 Mai 1648, Furnes le 3 Août, Lens le 19. Mais le lendemain de cette dernière conquête, le prince de Condé, à la tête d'un détachement de Français, vint lui présenter la bataille. Les deux armées se développèrent dans la plaine de Lens. Les troupes de Léopold étaient commandées par le général Jean de Beck, brave guerrier belge, natif

d'Arlon, qui avait appris la guerre à l'école de Jean de Vert et de Tilli.

C'était un officier de fortune ; car de simple postillon qu'il était, s'étant engagé, par amour pour les armes, il était parvenu par sa valeur et la sagesse de sa conduite à un poste éminent, qu'il méritait d'autant mieux d'occuper, qu'il ne se méconnut jamais. Il s'était distingué à la bataille de Thionville, où les Espagnols et les Belges, sous la conduite de Piccolomini, avaient défait les Français en 1640 ; il avait pris ensuite la ville d'Aire, s'était trouvé en 1642 à la bataille d'Honnecourt, et avait rendu à l'Empereur de loyaux services. On venait de lui donner le gouvernement du duché de Luxembourg. Un grand seigneur, jaloux de cette faveur, s'attira de lui une réponse assez piquante; comme il lui reprochait son origine obscure et sa première condition : — Il est vrai, répondit Jean de Beck, que j'ai été postillon et que je suis devenu général. Mais vous, si vous aviez été postillon, vous le seriez encore.

Le prince de Condé contre qui il fallait combattre passait pour un ennemi redoutable ; Jean de Beck prit sagement ses mesures et ne laissa engager la bataille qu'après d'habiles calculs. Mais au commencement de l'action ayant été blessé gravement, et ne voulant pas remettre à un autre le commandement d'une journée importante, il refusa de se faire panser. Bientôt la souffrance ne lui laissa plus la liberté d'esprit dont il avait besoin ; le désordre se mit dans les rangs qu'il conduisait ; sa tête se troubla encore de cette circonstance, au point qu'il fallut l'emporter dans sa tente, où il expira, pendant que les Français gagnaient la bataille.

Le prince de Condé, vainqueur à Lens, alla reprendre Furnes, le 10 Septembre 1648. L'année suivante ne pre-

sente que de petits enlévements de villes qui se faisaient de part et d'autre comme un jeu, et qui n'amenaient aucun résultat, sinon que Condé, devenu important par ses succès, inquiéta la cour même qu'il servait, fut arrêté par une intrigue de courtisans en 1650, et enfermé au château de Vincennes, d'où il ne sortit, au bout d'une année, que pour se venger en se liguant avec les Espagnols.

Condé eut d'abord avec eux de grands avantages; il se rendit maître de plusieurs places; mais le 25 Août 1654, il fut battu avec l'Archiduc devant Arras, par le vicomte de Turenne, qui prit aux Espagnols deux mille hommes, avec tous leurs canons et tout leur bagage. Condé ne put avoir sa revanche que le 16 Juillet 1656, jour où il battit les Français à Valenciennes. Il fut de nouveau vaincu à son tour le 4 Juin 1658, à la bataille des Dunes, par le même Turenne qui en deux mois s'empara de Berg-Saint-Winox, de Furnes, de Dixmude, d'Audenarde, d'Ypres et de Menin.

Insensiblement la Belgique devenait comme étrangère à ces guerres, dont elle était pourtant toujours le théâtre et souvent l'objet. Les régiments qu'elle fournissait, et qu'on appelait régiments Wallons, étaient généralement envoyés à des guerres éloignées; et il était rare alors qu'on vît combattre, sur le sol belge, d'autres hommes que des étrangers. Aussi le pays n'y prenait-il intérêt que pour en désirer la fin; et toutes les paix éphémères qui intervenaient de temps en temps étaient des réjouissances publiques, que les victoires n'avaient plus le don d'exciter.

Au moment dont nous parlons, les exploits de Turenne troublèrent le roi d'Espagne, et l'engagèrent à proposer la paix, qui se fit. On l'appela la paix des

Pyrénées. Le mariage du jeune Louis XIV, roi de France, avec Marie-Thérèse d'Autriche, fille unique du roi d'Espagne, en fut le lien. Les Français rendirent toutes les places qu'ils occupaient dans la Flandre ; mais leur roi garda Arras, Hesdin, Bapaume, Béthune, Gravelines, Bourbourg, Landrecies, le Quesnoy, Thionville, Montmédi, Ivoy, Marienbourg, Philippeville, Rocroi, Avesnes, etc.

La fin des ces longues guerres releva un peu la Belgique. Elle ne devait pourtant pas respirer longtemps. Six ans après la paix des Pyrénées, en 1665, le roi d'Espagne Philippe IV mourut; il laissait, d'un second mariage, un fils âgé de quatre ans, qui lui succéda sous le nom de Charles II, et qui régna, faible enfant, sur des états épuisés. Au mariage de l'infante Marie-Thérèse d'Autriche avec Louis XIV, on lui avait fait jurer qu'elle renonçait à la succession de l'Espagne. Louis XIV n'en éleva pas moins des prétentions ; il les colora d'un spécieux prétexte, surtout à l'égard des Pays-Bas, qu'il revendiqua d'abord. Il y avait dans le Brabant une coutume assez répandue, qui s'appelait droit de dévolution. En vertu de ce droit, les enfants d'un premier lit étaient assurés de posséder exclusivement les biens qui faisaient la fortune de leurs parents, au moment de la mort de l'un d'eux ; l'époux survivant ne pouvait ni les aliéner, ni les détourner, au profit des enfants d'un second mariage. Louis XIV voulut user de ce droit, relativement au Brabant, au Limbourg, au pays d'Anvers où il était en usage ; et il réclama, au nom de Marie-Thérèse d'Autriche, sa femme, les provinces belgiques, à l'exclusion de Charles II, enfant de second lit.

Le 9 Mai 1667, Louis XIV écrivit à la reine régente d'Espagne qu'il allait se mettre en possession de ce qui

lui appartenait dans les Pays-Bas, du chef de la reine son épouse, souhaitant au reste, ajoutait-il, d'entretenir très-religieusement la paix. Et sans autres formes, il entra dans la Belgique, à la tête de trente-cinq mille hommes. La reine de France l'accompagnait avec toute la cour. Les conquêtes furent faciles ; aucune place n'était défendue ; et cette campagne avait plus l'air d'une partie de plaisir que d'une guerre. Le 2 Juin 1667, Turenne enleva Charleroi, que l'on achevait à peine de bâtir, pendant que le maréchal d'Aumont prenait Armentières, Berg-Saint-Vinox, Furnes, Courtrai, Audenarde ; et que Douai, Lille, Tournai, ouvraient leurs portes à Louis XIV. Bientôt le monarque donna des fêtes dans la Belgique.

L'Angleterre, la Suède et la Hollande s'alarmèrent des progrès du roi de France. Ces puissances conclurent contre lui, le 28 Janvier 1668, le traité célèbre de la triple alliance. Il ne s'agissait ostensiblement que de travailler à la paix. Mais dans des articles secrets, les trois alliés s'engageaient à faire la guerre à Louis XIV, par terre et par mer, s'il persistait à garder les Pays-Bas.

Cependant la Hollande, qui faisait alors un très-grand commerce dans toutes les parties du monde, ne se souciant pas d'une longue guerre, négocia de manière que la paix se fit, Louis XIV conservant Tournai, Ath, Lille, Audenarde, Courtrai, Furnes, Charleroi, et Binche. Il ne fut parlé aucunement, dans ce traité, ni des prétentions de la reine de France, ni des motifs de la guerre qui avait nécessité cette paix.

Mais Louis XIV voulait plus ; il n'avait cédé pour l'instant que devant la triple alliance ; tous ses soins s'appliquèrent à la dissoudre. Lorsqu'il eut décidé le roi d'Angleterre Charles II à s'en retirer, et que la Suède

effrayée se fut effacée aussi, il se mit en campagne contre la Hollande, aux applaudissements de toute l'Europe, qui ne pouvait souffrir l'insolence orgueilleuse des Hollandais. Il rentra dans les Pays-Bas et marcha sur le Rhin, qu'il traversa le 12 Juin 1672. Ce fameux passage, chanté par Boileau, lui livra la Gueldre, l'Over-Yssel, la province d'Utrecht, et fit tomber dans ses mains quarante villes fortifiées. Les Hollandais, qui avaient supprimé la dignité de Stathouder, se hatèrent, dans ce danger pressant, de la rétablir comme une dictature, en la personne du prince d'Orange Guillaume III. Malgré cette mesure, leur ruine était certaine, si le comte de Monterey, gouverneur des Pays-Bas pour la maison d'Autriche, ne leur eût envoyé un corps de dix mille hommes, Espagnols et Wallons, qui les soutint sur l'abime.

Louis XIV néanmoins, tout en poussant ses conquêtes dans la Hollande, investit Maestricht; c'est devant cette place que Vauban introduisit dans l'attaque des villes l'usage des parallèles. Après treize jours d'un siége, où des deux parts brilla le plus grand courage, Maestricht fut pris le 29 Juin 1673. L'Espagne effrayée resserra son alliance avec la Hollande et envoya des renforts qui obligèrent les Français à se retirer. La guerre se trouva reportée dans la Belgique.

Le Stathouder marcha sur Charleroi, qu'il voulait attaquer; il avait une armée de soixante mille hommes. Mais le prince Condé, qui s'était réconcilié avec Louis XIV, s'alla jeter au devant de Guillaume III et l'arrêta dans les plaines de Seneffe, entre Nivelles et Marimont. Là se livra une grande et longue bataille, qui fut gagnée par les Français, le 11 Août 1674. Vingt-sept mille hommes y périrent. Le Stathouder ayant

perdu son artillerie et ses équipages, se retira dans le pays de Liége; Huy et Dinant furent pris et repris. La guerre continua avec fureur; en 1675, Limbourg se rendit aux Français; l'année suivante, Louis XIV fit sauter la citadelle de Liége; il repoussa le prince d'Orange, qui venait avec une nombreuse armée assiéger Maestricht. Voulant forcer ses ennemis à la paix, il se remit en campagne en 1677, dès le mois de Février. Il battit encore le Stathouder à Cassel, lui fit deux mille prisonniers et lui prit tous ses bagages.

Les villes souffraient plus que jamais de ces guerres; par exemple, les Français, prévoyant qu'il leur faudrait rendre Limbourg à la paix, en firent sauter la citadelle démolirent les fortifications et brûlèrent toute les maisons. Beaucoup d'autres places subirent le même sort.

Malgré leurs défaites cependant, les Hollandais ne se soumettaient pas. Louis XIV rentra en Flandre au commencement de 1678; il prit Gand le 9 Mars, Ypres le 25; et enfin la paix de Nimègue se signa le 10 Aout. Les Hollandais, ne traitant que pour eux, abandonnèrent leurs alliés; ils firent en sorte qu'aucune des charges de la paix imposée par la France ne pesa sur eux. Ils obtinrent même Maestricht; Louis XIV garda le Cambrésis, la châtellenie d'Ypres et plusieurs autres petites possessions.

Il ne faut pas oublier ici un fait singulier; la paix avait été signée le 10 Août; et le 14, le prince d'Orange, quoiqu'il en fût instruit, attaqua brusquement le maréchal de Luxembourg, au village de Saint-Denis près de Mons, souhaitant, comme il le dit ensuite, relever la gloire des alliés pas une victoire. Cette fantaisie atroce coûta la vie à quatre mille soldats. Le maréchal de Luxembourg, quoique surpris, battit le prince d'O-

range, qui avait voulu prendre encore une leçon dans le métier de la guerre, et qui sachant qu'à la paix on devait réformer dix mille hommes, trouvait indifférent qu'ils fussent tués ou réformés. Ce sont du moins là ses paroles.

C'est ce même prince qui plus tard, en 1688, alla détrôner son beau-père et se mettre à sa place sur le trône de la Grande-Bretagne.

La paix de Nimègue ne fut jamais bien observée. En 1683, Louis XIV reparut encore dans les Pays-Bas; il reprit Courtrai et Dixmude; en 1684 il bombarda Luxembourg. On voyait qu'il ne cédait qu'à la nécessité lorsqu'il se retirait, et qu'il n'abandonnait point son projet de réunir la Belgique à sa couronne. Une trêve de vingt ans s'était signée de rechef entre la France et la Hollande, puis entre la France et l'Espagne. Mais en 1686 l'empereur Léopold renoua une confédération, qui se condensa pendant deux années et ralluma la guerre. La Belgique en fut, comme toujours, le théâtre. Le prince de Waldeck, qui commandait les alliés, battit les Français à Valcour dans le pays de Namur, le 27 Août 1689; mais le 1er Juillet de l'année suivante, le maréchal de Luxembourg remporta sur les alliés une grande victoire, dans les plaines de Fleurus. La guerre alors était lente.

Guillaume de Nassau, devenu roi des Anglais, vint opposer aux vainqueurs une armée de quatre-vingt mille hommes, qui n'empêcha pas Louis XIV de prendre Mons le 9 Avril 1691, d'aller bombarder Liége, et de battre encore ses ennemis, à Leuze.

Namur, cependant, passait toujours pour imprenable, surtout à cause de son excellente position. Louis XIV, pour étonner les alliés, résolut de faire le siége de cette

place. Il y arriva au commencement de Mai de l'année 1692; Vauban fut chargé de diriger les attaques. Namur fut complètement investi le 25 Mai; la garnison était forte de neuf à dix mille hommes, divisés en dix-sept régiments, dont quatre wallons seulement, le reste composé d'étrangers, Espagnols, Hollandais, Allemands. La tranchée fut ouverte dans la nuit du 29 au 30 Mai; la ville fut prise le 5 Juin; la citadelle capitula le 30.

On put remarquer à ce siége, dit le président Hénaut, Vanban assiégeant le fort Cohorn, défendu par Cohorn lui-même.

Les alliés ne se tinrent pas pour battus. Sous la conduite de l'électeur de Bavière, ils allèrent surprendre à Steenkerke le maréchal de Luxembourg, qui leur tua sept mille hommes et leur fit essuyer une nouvelle défaite. Il les battit encore à Nerwinde, l'année suivante. On a peine à comprendre aujourd'hui ces longues campagnes obstinées, dont la fin ne produisait que la misère et la ruine dans les provinces ravagées.

En 1695 le roi-stathouder Guillaume reparut avec une nombreuse armée, et vint à son tour asssiéger Namur. Il l'attaqua avec une telle vigueur, que les Français qui défendaient cette place en furent déconcertés. Le 4 Août, il leur fallut supporter trois assauts en un jour. Pour faire diversion à ce siége, le maréchal de Villeroi, espérant diviser les forces alliées, vint le 13 Août bloquer Bruxelles; il commandait un corps considérable de troupes Françaises, abondamment munies de bombes, de mortiers, de boulets, et amenant une artillerie formidable. Les Bruxellois, sans s'effrayer de tout cet appareil, fermèrent leurs portes et se préparèrent à la résistance. Les Français bombardèrent la ville

pendant quarante huit heures. Quatre mille maisons furent renversées ; quatorze églises furent la proie des flammes, et l'incendie dévora une partie de l'hôtel de ville. Tant de désastres n'abattirent pas la constance des Bruxellois ; et Villeroi fut obligé de faire sa retraite.

L'échec qu'il avait éprouvé redoubla le courage des alliés devant Namur. Le maréchal de Boufflers, qui défendait cette place, ayant perdu les deux tiers de sa garnison, la rendit le 1er Septembre.

La guerre se ralentit en 1696; néanmoins Givet, qui renfermait les immenses magasins des Français, fut bombardé. La paix se fit de nouveau à Riswick, le 20 Septembre 1697. On restitua de part et d'autre ce qu'on avait pris dans ces jeux sanglants ; la France ne gagna à tant de sang répandu que quelques villages voisins de Tournai.

Une nouvelle circonstance vint bientôt troubler cette supension d'armes qu'on appelait une paix. Le roi d'Espagne Charles II mourut à trente-neuf ans, le 1er Novembre 1700 ; il ne laissait pas d'héritiers; mais par son testament il désignait pour son successeur à la couronne de toutes les Espagnes Philippe de France, duc d'Anjou, second fils du Dauphin. Louis XIV se hâta d'accepter avec solennité ce testament; et le 24 Novembre, Philippe d'Anjou fut proclamé roi à Madrid, sous le nom de Philippe V.

L'électeur de Bavière, Maximilien-Emmanuel, qui avait alors le gouvernement des pays-Bas, se déclara aussitôt pour le nouveau monarque ; il en avait reçu de bonnes promesses; il fit entrer des troupes françaises à Luxembourg, à Charleroi, à Namur, à Mons, à Ath, à Audenarde, à Nieuport, toutes places occupées par les Hollandais, que Louis XIV laissa partir librement, ne vou-

lant pas qu'on pût lui reprocher d'avoir commencé les hostilités. Mais la Hollande et l'Angleterre ne furent pas dupes de cette conduite; ces deux puissances conclurent à La Haye, le 7 Septembre 1701, un traité qu'on appela la Grande-Alliance; elles coururent aux armes, en déclarant qu'elles ne les déposeraient qu'après avoir ôté l'Espagne à la maison de Bourbon et les Pays-Bas à la France. Le Prince-Évêque de Liége, frère de l'électeur de Bavière, se déclara comme lui pour Louis XIV, et lui remit les citadelles de sa principauté; les Français, au nom de Philippe V, se fortifièrent dans Limbourg. L'Angleterre, la Hollande et l'Empereur déclarèrent donc publiquement la guerre à la France, au commencement de 1702. L'armée alliée débuta par la prise de Venloo et de Ruremonde. Marlborough, qui eut le commandement des troupes confédérées, s'empara bientôt de Liége, enleva la citadelle, et passa la garnison française au fil de l'épée. Hui se rendit en 1703, pendant que le maréchal de Boufflers et le marquis de Bedmar, qui défendaient Anvers, battaient le baron d'Opdam, général hollandais. Le reste de l'année et les deux années suivantes furent signalées par une succession de petits échecs qui accablèrent la France.

Le 23 Mai 1706, dans les vastes plaines de Ramillies, près de Jodoigne, une grande bataille se livra, entre les Français commandés par le maréchal de Villeroi et l'Électeur de Bavière, et les alliés sous les ordres de Marlborough. Les Français essuyèrent une complète déroute. Le 27, Marlborough faisait son entrée dans Bruxelles et y nommait son frère, le général Churchill, gouverneur des Pays-Bas, au nom de l'archiduc Charles d'Autriche, que les alliés avaient proclamé roi d'Espagne sous le nom de Charles III; toutes les villes du Brabant

et de la Flandre se soumirent aux vainqueurs; mais il fallut assiéger Ostende, Ath et Menin, qui capitulèrent. La guerre se reporta en 1707 du côté de l'Allemagne.

L'année d'après, Louis XIV ayant envoyé une nouvelle armée en Flandre, sous les ordres du duc de Bourgogne, son fils, et du duc de Vendôme, Marlborough revint contre eux, soutenu par le prince Eugène. Le duc de Bourgogne s'était emparé de Gand, le 5 Juillet; et le même jour, le comte de la Motte, l'un de ses généraux, avait surpris Bruges. Le 10, les alliés ayant joint les Français à Audenarde les défirent dans une longue bataille; ils allèrent ensuite assiéger Lille qui, malgré la belle défense du maréchal de Boufflers, fut obligée de se rendre le 23 Octobre. L'Électeur de Bavière était venu pendant ce temps là assiéger Bruxelles, qui fut secourue par Eugène et Marlborough; Gand et Bruges se rendirent alors aux alliés.

Nous le répétons; on ne comprend plus aujourd'hui ces guerres, que les fantaisies d'un homme suscitaient et qui duraient si longtemps. Celle-ci avait épuisé la France d'argent et d'hommes. Le fier Louis XIV se vit réduit à demander la paix. On ne voulut la lui accorder que dure et humiliante. On prétendit l'obliger à reconnaître Charles III comme roi d'Espagne, et le contraindre à faire sortir son petit fils du pays dont il portait la couronne; on voulut qu'il rasât ses forteresses et qu'il rendît toutes les villes que dès le commencement il avait prises aux Pays-Bas. Louis XIV rejetta ces propositions avec colère; et la guerre recommença. Eugène et Marlborough reprirent Tournai; après quoi ils gagnèrent sur les Français la longue et meurtrière bataille de Malplaquet, près de Bavais. Villars, qui commandait

l'armée française et qui se signala dans cette journée par une défense héroïque, fut emporté blessé du champ de bataille. La retraite de son armée se fit pourtant en bon ordre; elle était commandée après lui par le maréchal de Boufflers.

Louis XIV, plus abattu, demanda de nouveau la paix, en offrant de consentir une partie des conditions dures qu'on lui imposait; les alliés furent intraitables. Poursuivant leurs opérations, ils enlevèrent Douai le 25 Juin 1710, Béthune le 28 Août, Saint-Venant le 30 Septembre, Aire le 9 Novembre.

Pendant ce temps-là, un partisan français nommé Dumoulin, détaché par Villars, cherchant à détourner ou à retarder la marche de l'ennemi sur la France, par un coup de main dans le cœur des Pays-Bas, s'approcha secrètement de Louvain avec une poignée d'hommes déterminés, qui avaient traversé le Brabant sans donner de soupçons. Dans la nuit du 5 Août 1710, il planta ses échelles à deux endroits des remparts de Louvain qui n'étaient pas gardés; il fit entrer dans la ville par escalade un bon nombre de ses soldats qui, s'étant jetés sur quelques bourgeois en faction à la porte de Bruxelles, s'emparèrent de cette porte, par laquelle ils introduisirent dans la place cent dragons, leurs camarades.

Dumoulin, ayant rassemblé toute sa troupe sur la grande place, envoya au Bourgmestre un de ses officiers qui le somma de livrer deux otages pris dans le Magistrat de la ville. Mais les bourgeois avaient couru aux armes, car l'alarme était donnée; ils s'étaient réunis autour de leur bourgmestre. Pour toute réponse à la demande insolente de l'officier, un bourgeois lui tira un coup de fusil qui l'étendit mort. Dumoulin,

rapidement instruit de cette résistance, se dispose à mettre le feu à la ville; mais le tocsin partout appelle aux armes; tous les citoyens sont debout; tous marchent contre l'audacieux partisan, qui devant la contenance ferme des Louvanistes se trouble, recule, regagne la porte de Bruxelles, et abandonne la ville qu'il croyait prise.

Les États adressèrent à la ville de Louvain une lettre d'éloges et une clef d'or, pour être déposée dans ses archives, comme monument de la bravoure, de la vigilance et de la fidélité de ses habitants.

Ce petit succès rehaussa la vanité des alliés. Mais Villars devenu prudent fit la guerre de manière à ne plus leur laisser l'occasion d'une grande bataille; et les opérations se ralentirent; elles continuèrent néanmoins, quoique l'on tînt encore des conférences pour la paix. Louis XIV consentait moins que jamais à dépouiller son petit fils du trône d'Espagne. Philippe V exerçait sans ménagement tous les actes de la souveraineté; le 2 Janvier 1712, voulant mettre un terme aux contestations dont les Pays-Bas étaient l'objet, il les transporta, par lettres patentes, à l'Électeur de Bavière. Ainsi Maximilien-Emmanuel devenait prince des Belges.

Un congrès s'ouvrit à Utrecht le 29 Janvier 1712; il n'interrompit pas encore la guerre. Le prince Eugène prit le Quesnoy. Mais il n'était plus secondé par Marlborough, qni venait d'être disgrâcié; et il avait Villars à combattre. Villars l'attaqua et le défit à Denin, délivra Landrecies qu'il assiégeait, lui reprit Marchiennes, Douai, le Quesnoy et Bouchain. Cette victoire releva tellement les affaires de Louis XIV, que la paix fut signée enfin le 11 Avril 1713. La maison d'Autriche rentra dans la possession des Pays-Bas, auxquels l'É-

lecteur de Bavière fut obligé de renoncer. Ce traité, qui humiliait la France, ne satisfit pas complètement l'Empereur, et la guerre continua en Allemagne; les succès de Villars rendirent Charles VI plus traitable. L'Espagne resta au petit fils de Louis XIV; ce monarque, comme on sait, mourut en 1715; le prince Eugène fut nommé par l'Empereur gouverneur-général des Pays-Bas catholiques. La paix vint enfin; et le commerce reparut.

Quelques négociants belges, en 1719, formèrent pour le commerce des Indes une société, qui fit ombrage aux Hollandais. Ces vains républicains prétendaient au monopole de la navigation commerçante. L'Empereur, sans avoir égard à leurs réclamations, érigea en 1722, par lettres patentes, la compagnie d'Ostende, sur un fonds de six millions de florins. On crut que la guerre allait renaître; tout se passa en négociations, jusqu'en 1727, que l'Empereur, pour maintenir la tranquillité de l'Europe, (ce sont ses expressions), suspendit pendant sept ans l'octroi accordé à la compagnie d'Ostende; il la supprima en 1731. Les guerres, qui alors s'élevaient en Europe, ne troublèrent pas la Belgique.

CXXIX

MARIE-THÉRÈSE.

> Elle a fait honneur à son sexe et au trône.
>
> FRÉDÉRIC II.

L'EMPEREUR Charles VI, mort en 1740, laissait la couronne impériale à l'archiduchesse Marie-Thérèse, sa fille, qui était âgée de vingt-trois ans. L'Europe s'étonna de voir l'Empire dans les mains d'une femme; et des orages s'élevèrent contre cette nouveauté. Un concurrent redoutable disputa bientôt à la jeune souveraine une partie de son héritage. C'était le fils de Maximilien-Emmanuel, électeur de Bavière, le même à qui le roi d'Espagne avait cédé, en 1712, la souveraineté des Pays-Bas. Ce jeune prince, né à Bruxelles le 16 Août de l'année 1697, eût eu des droits, si la Pragmatique-

Sanction de 1724, n'eût été une loi constitutionnelle et sacrée [1]. Il n'en fit pas moins valoir ses prétentions ; il demandait le royaume de Bohême, en vertu du testament de Ferdinand Ier (frère de Charles-Quint), la haute Autriche, comme province démembrée de la Bavière, le Tyrol, comme un héritage enlevé à sa maison. Il songeait à réclamer aussi les Pays-Bas catholiques, que son père avait possédés.

Louis XV était allié du prince de Bavière ; il le soutint par ses armes et le fit couronner à Prague roi de Bohême, à Lintz archiduc d'Autriche, à Francfort, en 1742, empereur, sous le nom de Charles VII.

Marie-Thérèse avait une âme héroïque ; et quand les Hongrois, dans les bras de qui elle s'était jetée, lui eurent dit ces paroles célèbres : *Moriamur pro rege nostro Mariâ-Theresiâ*, elle marcha à leur tête contre Charles VII, défit les troupes françaises et bavaroises, et reprit ce que son compétiteur lui avait enlevé.

Mais cette nouvelle guerre de la succession devait être longue, comme celles qui avaient eu lieu après la mort de Philippe IV et de Charles II d'Espagne. Louis XV ne désarma pas. La Prusse, qui avait pour roi le Grand-Frédéric, se ligua avec la France ; l'Espagne et la Sardaigne se déclarèrent aussi contre Marie-Thérèse.

Ces guerres eurent lieu d'abord en Allemagne ; la

[1] Cette fameuse pragmatique-sanction de 1724 était un pacte de famille, établi par l'empereur Charles VI, pour la succession de ses états héréditaires, qu'il déclarait indivisibles, et pour le droit de succession de mâle en mâle, au défaut desquels il appelait ses filles, à leur défaut ses nièces, à leur défaut ses sœurs. La plupart des états héréditaires d'Autriche l'acceptèrent ; la diète de Ratisbonne en 1731 promit de la garantir ; les Souverains qui vont se liguer contre elle, entre autres Louis XV, y avaient adhéré.

Belgique tranquille se relevait sous l'heureux gouvernement de l'archiduchesse Marie-Élisabeth, qui mourut à Marimont en 1741, après seize ans d'une administration florissante. Marie-Thérèse lui donna pour successeur le prince Charles de Lorraine, dont la mémoire n'a pas péri.

Mais en 1744, une armée de Français et de Bavarois entra en Belgique; l'Impératrice avait déjà détaché, de la ligne formée contre elle, l'Angleterre et la Hollande. Louis XV néanmoins prenait Menin, Ypres, Furnes, Courtrai, quand les troupes de Marie-Thérèse et de ses alliés, commandées par le duc d'Aremberg, le général de Wade et le comte de Nassau, s'avancèrent entre Audenarde et Gand. Le maréchal de Saxe, qui dirigeait l'armée française, évita si habilement une rencontre, que la campagne se passa sans résultats.

D'un autre côté cependant, le prince Charles de Lorraine s'était jeté en Alsace; les avantages qu'il y obtenait obligèrent les Français à s'y porter, et délivrèrent la Belgique. Les heureuses manœuvres et les succès de l'Impératrice en Allemagne inquiétèrent le roi de Prusse, qui leva une nombreuse armée et entra dans la Bohême; sa présence permit à Charles VII, à la fin de cette même année 1744, de rentrer dans Munich, sa capitale; mais il y mourut deux mois après, d'infirmités, quoiqu'il n'eût pas quarante-huit ans; et son fils Maximilien ayant renoncé aux prétentions qu'il lui laissait, la paix sembla devenir plus facile. Frédéric II, moyennant l'abandon de la Silésie, déposa les armes. La France seule resta l'ennemie de Marie-Thérèse.

Louis XV avait levé une armée de cent mille hommes, à la tête de laquelle le maréchal de Saxe rentra en Belgique, au commencement de l'année 1745. La re-

nonciation du fils de Charles VII ne laissait plus de prétexte à la guerre; on la continuait toutefois, sans trop chercher à en cacher le motif, qui était le désir d'abaisser la puissance de la maison d'Autriche. Le maréchal de Saxe investit Tournai, le 25 Avril; cette ville était défendue par les armées autrichiennes, anglaises, hollandaises, qui s'élevaient à environ quarante mille hommes; le duc de Cumberland, second fils du roi d'Angleterre Georges II, les commandait. Tout en continuant le siége, le maréchal de Saxe, trouvant une occasion favorable, offrit la bataille à ses ennemis. Elle se livra dans les plaines de Fontenoi, à une lieue de Tournai. Cette journée, l'une des plus mémorables du dix-huitième siècle, eut lieu le 11 Mai 1745. Les Français remportèrent une victoire complète. Tournai leur ouvrit ses portes; ils râsèrent ses fortifications, prirent Gand, Bruges, Audenarde, Nieuport, Ath et Ostende, et allèrent au milieu de l'hiver assiéger Bruxelles, qui se rendit après douze jours d'une belle résistance.

Louis XV vint visiter ses conquêtes, au printemps de 1746; il séjourna quelque temps à Bruxelles; ses armées cependant prenaient Anvers, Mons, Charleroi, Namur, et remportaient à Raucoux, près de Liége, une nouvelle victoire, sur l'aile gauche des alliés, composée presqu'entièrement de Hollandais.

Louis XV était généreux; quoique vainqueur, il avait déjà deux fois proposé la paix; mais les alliés, rougissant de leurs défaites, la repoussaient et voulaient leur revanche; la guerre continua donc en 1747. Les Hollandais humiliés se donnèrent encore un Stathouder; comme ils se montraient les plus obstinés de la ligue, ce fut contre eux surtout que le roi de France dirigea la nouvelle campagne. Les Autrichiens disaient

qu'ils voulaient remporter sur les Français une seconde victoire de Ramillies. Ils s'étaient mis en mouvement, dès le commencement de Février ; le maréchal de Saxe n'arriva à Bruxelles, que le 31 Mars. Il fit partir aussitôt, pour Gand et pour Bruges, les troupes qu'il destinait à la conquête de la Flandre Hollandaise. L'Écluse capitula le 22 Avril ; Yssendick le 24 ; le Sas de Gand se rendit le 1er Mai, Axel le 6, Hulst le 12.

La Zélande s'alarma ; ce qui l'inquiétait le plus, c'était un amas de batiments plats, suffisants pour un transport de vingt mille hommes, que le maréchal de Saxe avait rassemblés au Sas de Gand.

Louis XV, arriva à Bruxelles, le 31 Mai. Les Autrichiens occupaient la Meuse ; l'armée française se porta dans les environs de Tongres, comme pour les repousser ou pour assiéger Maestricht. Mais le roi de France, qui en ce moment commandait en personne, secondé par le maréchal de Saxe, ayant joint ses ennemis à Lawfeld, le 2 Mai, leur livra une grande bataille ; elle fut longue et meurtrière et se termina par une nouvelle victoire pour les Français.

Les vainqueurs conçurent un projet plus hardi, qui devait étonner toute l'Europe ; c'était d'assiéger Berg-op-Zoom. Cette ville était regardée comme imprenable ; le prince de Parme en 1588, le marquis de Spinola en 1622, avaient échoué devant elle ; elle était fortifiée par Cohorn, défendue par une terrible artillerie, gardée par une nombreuse garnison, et protégée par une bonne armée. Cependant le comte de Loewendahl eut ordre de l'aller investir ; et grâces peut-être aux parallèles inventées par Vauban, il emporta Berg-op-Zoom.

Ce triomphe fit trembler la Hollande.

Pendant que l'Angleterre et l'Autriche pouvaient à peine y croire, le maréchal de Saxe, par d'habiles manœuvres, avait concentré la plus grande partie de ses forces devant Maestricht, qu'il se mit en devoir d'assiéger aussi. Les alliés alors demandèrent la paix, avec autant d'empressement qu'ils avaient mis de hauteur à la repousser. Elle se signa à Aix-la-Chapelle, le 30 Avril 1748. Les Pays-Bas furent restitués à l'Impératrice, qui, dès lors, pendant trente années de paix, mit tous ses soins à rendre les Belges heureux. Elle ranima et encouragea leur commerce et leur agriculture; elle protégea les arts et les sciences; et son règne a laissé des souvenirs chers.

On voit, dans des pièces conservées aux archives du royaume [1], que sous Marie-Thérèse l'état militaire de la Belgique était peu considérable; car il ne s'élevait ordinairement qu'à sept régiments d'infanterie, dont un de Wallons et un de Liégeois, les autres d'Allemands, et deux régiments de cavalerie. On entretenait cette armée de paix, plus les hussards de la garde du prince Charles, trois cents artilleurs et mille soixante-six invalides, moyennant trois millions et demi de florins par an.

Marie-Thérèse mourut en 1780; laissant l'Empire à son fils Joseph II. Marie-Christine succédait au prince Charles de Lorraine, dans le gouvernement-général de la Belgique. Ses fonctions étaient partagées par le duc Albert de Saxe-Teschen, son mari.

[1] On peut lire surtout un rapport adressé à Marie-Thérèse, en 1763, par le comte de Kaunitz-Ritberg, chargé de la direction supérieure des affaires des Pays-Bas. Ce rapport a été publié par M. Gachard.

CZZZ

GUERRE DE LA MARMITE.

Ce n'est pas avec de l'esprit qu'on gouverne.

MAD. DE STAEL.

JOSEPH II, en annonçant aux États des provinces belgiques la mort de sa mère, les assurait, dans sa dépêche du 30 Novembre 1780, « qu'il aurait un soin par« ticulier de les maintenir dans la jouissance de leurs « droits et priviléges. » Il fit dans un but louable, l'année suivante, le voyage des Pays-Bas, et visita en observateur les pays qu'il était appelé à gouverner. Mais le jeune empereur, avec de l'esprit et de bonnes intentions, était un de ces hommes obstinés qui ne savent agir que par système, qui veulent tout voir de leur point de vue; de tels hommes sont quelquefois funestes

sur le trône; car ils rendent fort malheureux ceux dont ils veulent faire le bonheur à leur manière. Joseph se piquait en outre d'une teinte de philosophie moderne, qu'il voulait appliquer à tout, et qui n'était pas de mise en Belgique. S'il vit bien, lorsqu'il voulut améliorer le bien-être matériel de ses sujets, il vit presque toujours mal, quand il s'occupa de réformer leurs mœurs, leurs habitudes et leurs lois.

Dès l'année 1781, contre sa promesse, que sans doute il ne croyait pas violer, il commença le cours successif et rapide de ces édits et ordonnances de réforme, dans lesquels la Belgique vit l'anéantissement de sa constitution et de ses priviléges.

Une première dépêche, qu'on appela l'édit de tolérance, donnait aux Protestants les mêmes droits qu'aux orthodoxes; par d'autres dépêches, il porta atteinte aux droits et aux usages ecclésiastiques. Il supprima de son seul gré une foule de couvents, abrogea l'appel au Pape, soumit les mandements des Évêques à l'approbation du gouvernement; il entra même dans les plus minutieux détails sur la discipline des chapitres de chanoinesses.

Il changea aussi l'administration de la justice, imposa une loi civile universelle à toutes les provinces belgiques, et abolit toutes les ordonnances, chartes, lois et coutumes relatives à la procédure.

Il réforma la division de la Belgique, la partagea en neuf cercles, sur le plan autrichien, et nomma pour les gouverner neuf intendants.

Il fonda à Louvain un séminaire-général et un petit séminaire à Luxembourg, voulant que toutes les études des aspirants à la cléricature se fissent dans ces deux maisons. Il fut obligé de faire évacuer l'université de Louvain par ses dragons.

Toutes ces innovations et beaucoup d'autres éprouvèrent de la résistance ; elles excitèrent des murmures et des plaintes, que l'Empereur eut le malheur de ne pas vouloir entendre, et qui bientôt ameneront une grande révolution.

Mais ces brusques tentatives réformatrices ne furent pas les seuls résultats du voyage de Joseph II en Belgique. Il avait remarqué des abus plus réels, qu'il supprima avec honneur.

Premièrement : un traité célèbre, connu sous le nom de *Traité des Barrières*, avait été signé à Anvers le 15 Novembre 1715. Par ce traité, où les Hollandais faisaient la loi, l'Autriche s'engageait à payer à la Hollande l'énorme somme de treize millions de florins, plus douze cent cinquante mille florins tous les ans, sommes que l'on faisait peser sur la Belgique. Le traité portait encore que les Hollandais, gardiens des barrières des Pays-Bas contre la France, auraient seuls garnison dans les villes de Namur, Tournai, Menin, Warneton, Furnes, Ypres, et dans le fort de Knock ; qu'ils en nommeraient les Gouverneurs et les États-Majors, à la seule condition que ceux-ci prêteraient serment à l'Empereur.

Les États de Flandre et de Brabant, consternés de ce traité, avaient envoyé des députés à Charles VI pour lui représenter que les intérêts du pays étaient sacrifiés, et que la Belgique se trouvait désormais assujettie à la Hollande. Charles VI n'avait obtenu que des modifications au traité des Barrières, dont les effets subsistaient encore en 1781.

Joseph II, aussitôt qu'il fut de retour à Vienne, adressa aux États-Généraux de la Hollande une note, dans laquelle il énumérait les torts que l'occupation des places fortes par les Hollandais causait à la Bel-

gique, les dégâts que faisaient tous les ans les changements de garnison. Il ajoutait que la présence des étrangers ôtait aux habitants des villes occupées le respect qu'ils devaient avoir pour leur souverain naturel, et que la nationalité belge s'affaiblissait et se perdait ainsi.

Les Hollandais tenaient trop aux avantages que leur donnait le traité des Barrières, pour accéder aux demandes de l'Empereur. Ils firent une reponse évasive. Alors Joseph II, sûr de sa force, ordonna que toutes les fortifications des villes, occupées par les garnisons hollandaises, fussent râsées; ce qui s'exécuta aussitôt.

La Hollande fut si surprise d'une telle détermination, si ferme et si prompte, qu'elle se contenta de rappeler ses garnisons; la Belgique, en 1782, s'en trouva débarrassée.

Un autre grief matériel avait frappé Joseph II. La paix de Munster, en 1648, avait donné en quelque sorte aux Hollandais la souveraineté de l'Escaut, dont la navigation n'était pas libre pour les Belges. Ce fâcheux état de choses durait encore en 1781; Joseph II réclama pour obtenir la libre navigation de l'Escaut, et ainsi l'annulation du traité de Munster. Les Provinces-Unies ne se montrèrent pas plus disposées à céder de bonne grâce sur ce point, qu'elles ne l'avaient été au sujet des barrières; et l'Empereur fit marcher ses troupes sur les frontières de la Hollande; il équipa une flotte; tout annonçait une guerre sérieuse.

Il n'y eut pourtant pas de batailles; le seul petit combat naval qui eut lieu dans cette affaire, ne mérite guère ce nom; un brigantin belge, commandé par le capitaine Van Iseghem, et portant le pavillon impérial, sortit du port d'Anvers, le 8 Mai 1784, avec ordre de

descendre l'Escaut, sans amener son pavillon, selon l'usage, et sans permettre qu'on le visitât. Lorsqu'il fut arrivé devant Saeftingen, un bâtiment Hollandais le héla et lui fit sommation de s'arrêter ; comme il n'accédait pas à cet ordre, le navire ennemi lui tira un coup de canon à poudre, puis un second coup à boulet ; et voyant que néanmoins le brigantin continuait sa marche, le bâtiment hollandais lui lâcha toute sa bordée. Alors le navire belge jeta l'ancre et fut entouré d'embarcations hollandaises qui le gardèrent.

Cette escarmouche, du reste, par un singulier hasard, n'avait causé d'autre dégât, sinon qu'une marmite, qui se trouvait sur le pont du brigantin, fut percée par un boulet ; c'est ce qui fit donner à cette expédition le nom de Guerre de la Marmite.

L'époque n'était pas guerrière ; avant que les choses n'allassent plus loin, la France intervint. Louis XVI, par son mariage allié à la maison d'Autriche, fit signer à Fontainebleau, le 8 Novembre 1785, un traité en vertu duquel les Hollandais reconnurent à la Belgique le plein droit de souveraineté absolue et indépendante sur toute la partie de l'Escaut qui descend d'Anvers au bout du pays de Saeftingen ; ils s'obligèrent à évacuer et à démolir les forts de Kruysschans et de Frédéric-Henri, dont le terrain fut restitué aux Belges ; ils s'engagèrent encore à sortir des forts de Lillo et de Liefkenshoek, où la Belgique à son tour mit garnison ; ils promirent enfin de payer à l'Empereur une indemnité de neuf millions et demi de florins.

Si Joseph II se fût borné à corriger des abus, pareils à l'occupation des places fortes belges par les Hollandais et à la fermeture de l'Escaut, sans doute qu'il n'eût pas sitôt perdu la Belgique.

FASTES MILITAIRES

DES BELGES.



LIVRE DIX-HUITIÈME.

Révolution brabançonne.

CXXXI

INNOVATIONS DE JOSEPH II.

Quel besoin de troubler des peuples servant et payant bien !
L'Abbé de Pradt.

Ce fut le Brabant qui protesta d'abord le plus vivement contre les réformes intempestives de l'Empereur. Les États de cette nation, comme on l'appelait, adressèrent à Joseph II de pressantes remontrances, datées du 19 Janvier 1787, dans lesquelles ils réclamaient le maintien de *la Joyeuse Entrée,* cette vieille constitution brabançonne, loi fondamentale du pays, que les souverains juraient à leur avènement, et que Joseph II avait promis de respecter.

L'Empereur, au lieu de céder à ces réprésentations, fit interpréter la Joyeuse-Entrée de telle manière, qu'en

la détruisant il avait l'air de n'y porter aucune atteinte; il poursuivit ses projets, mêlant les plus minutieuses vexations aux coups d'état les plus sérieux. Ainsi il fixait les heures des prières pour la vie intérieure des religieuses; il indiquait aux moines les passages de leur bréviaire qu'ils ne devaient pas lire; il supprimait toutes les kermesses et ordonnait que dans toutes les villes et villages des Pays-Bas catholiques, la fête annuelle se ferait partout le même jour, qu'il fixait au second Dimanche d'après Pâques; il abolissait toutes les confréries sans exception et les fondait, de son bon plaisir, en une seule, qu'il appelait la confrérie de *l'amour actif du prochain*. En même temps, il changeait complètement, comme nous l'avons dit, les formes de l'administration et de la justice. Il établissait à Bruxelles un conseil souverain, qui devait exercer, comme centre unique du pouvoir, l'autorité suprême en justice criminelle et civile. Il avait partagé les Pays-Bas en neuf cercles gouvernés par des intendants; il divisait les cercles en districts, administrés par des commissaires que nommait l'intendance. Tous les sujets étaient tenus d'obéir immédiatement aux ordres expédiés par les intendants, *quand même ils paraîtraient excéder les bornes de leur autorité*. Il est vrai qu'on pouvait recourir au gouvernement. Mais aux yeux de tous les Belges, c'était le despotisme mal déguisé.

Les États de Brabant se retranchaient continuellement derrière la Joyeuse-Entrée, et refusaient de publier les diplômes réformateurs de l'Empereur. Ils déclarèrent à la gouvernante, Marie-Christine, sœur de Joseph II, qu'ils ne pouvaient désormais consentir à la levée des impôts, aussi longtemps que les infractions faites à la Joyeuse-Entrée ne seraient pas redressées,

conformément à la constitution. La Gouvernante, que cette détermination jetait dans le plus grand embarras, prit sur elle quelques concessions et accorda un sursis, pendant lequel elle adressa au Souverain les représentations du peuple brabançon.

C'est alors que l'avocat Van der Noot, destiné à devenir bientôt l'idole de la nation, selon l'expression de l'abbé de Feller, commença à se faire connaître. Cet homme d'énergie, né à Bruxelles, était âgé de cinquante-sept ans ; mais il conservait toute la vigueur de la jeunesse. Il publia un mémoire sur les droits du peuple brabançon et sur les atteintes qu'on y portait au nom de l'Empereur. Ce mémoire, qui était déjà un appel aux armes, se terminait ainsi :

« Vous, Brabançons, qui, à la gloire des Pays-Bas, avez le bonheur de vivre sous votre constitution brabançonne, vous la perdriez ! Vous, dont les fastes, les annales vantent la bravoure, la valeur, l'attachement pour votre prince et l'amour pour votre pays, vous flétririez l'éclat de la gloire que vos ancêtres ont si vaillamment acquise ! Tremblez ; leurs mânes vous le reprocheraient ; et la postérité brabançonne rougirait jusqu'à la consommation des siècles d'être descendue de vous ! »

Dans cette pièce diffuse mais ardente, l'auteur exprimait assez clairement sa pensée, que l'Empereur était parjure. Il désignait, sous le nom de traîtres à la patrie, ceux qu'il fallait combattre, les partisans de la réforme. Ce mémoire fit une grande sensation ; il affermit les États dans leur résistance. Les gouverneurs-généraux, car le duc Albert de Saxe-Teschen partageait l'autorité de Marie-Christine, sa femme, furent obligés d'accorder de nouvelles concessions.

Comme ils ne le faisaient qu'avec répugnance, les États conjurèrent leurs Altesses de rendre le calme à l'esprit public; autrement, disaient-ils, il nous sera impossible de délibérer sur la prolongation des impôts. « Si l'autorité de vos Altesses n'y pourvoit, ajoutaient-ils encore, notre devoir indispensable, la foi de nos serments, nous forceraient à prendre contre les enfreintes du pacte inaugural, les mesures légales que la constitution avoue, et que le serment du Monarque nous garantit. » Les États de Hainaut, de Tournaisis, de Namur unirent bientôt leur opposition à celle qui s'était organisée en Brabant. La Flandre se joignit à eux. On ne procédait toujours que par réclamations. Mais elles arrivaient de toutes parts. Tous les administrateurs, tous les officiers de justice déplacés par les ordonnances de l'Empereur s'agitaient contre lui et invoquaient leurs constitutions nationales. Les gouverneurs-généraux furent obligés, le 14 Mai 1787, de publier, au nom de l'Empereur, un édit de surséance aux réformes et innovations. Mais on savait que Joseph II ne reculerait pas. On répandait même le bruit que l'Empereur allait introduire dans les Pays-Bas la conscription militaire, établir de sa propre autorité des taxes énormes, et traiter les Belges, non plus par les formes légales des tribunaux, mais par l'exécution arbitraire des intendants.

Ces fâcheuses impressions, que Marie-Christine ne put détruire, se répandirent dant toutes les provinces belgiques; l'insurrection menaçait. Le 28 Mai, les gouverneurs-généraux effrayés supprimèrent les intendances, suspendirent l'exécution du nouveau réglement relatif aux procédures, et rapportèrent l'édit de l'Empereur du 17 Mars qui abolissait les corps des métiers.

Il est toujours funeste en politique de faire des essais

et d'hésiter dans sa marche. La confiance meurt, dès qu'elle est altérée. Toutes les condescendances de Marie-Christine ne furent plus reçues que comme des faiblesses qui permettaient d'exiger davantage. Loin de se rassurer, les États exigèrent de leurs Altesses qu'elles éloignassent de leur conseil les personnes suspectes, sur lesquelles tombait l'indignation publique; c'étaient les partisans de nouveau système. Les Gouverneurs-Généraux crurent regagner les affections du peuple, en acquiesçant encore à cette demande; et en effet leur complaisance fut accueillie par un enthousiasme inoui; on sonna les cloches, on tira le canon, on illumina toutes les rues; et le soir, quand Marie-Christine alla au théâtre, les jeunes gens de Bruxelles dételèrent ses chevaux et traînèrent sa voiture, aux bruyantes acclamations du peuple. Au milieu de cette joie, il y avait pourtant des paroles de menaces. Les corps des métiers se rétablirent; les religieuses reprirent leurs chants dans leurs églises; les processions et les fêtes se remontrèrent. Mais les craintes et les soupçons n'étaient pas étouffés; les patriotes disaient qu'il fallait se compter: le 3 Juin, on commença à porter des cocardes, en signe de ralliement. Les populations des provinces parlaient de venir à Bruxelles, pour obtenir par une démonstration unanime le redressement de tous les griefs. On déploya des étendards; des corps de volontaires se formèrent qui prirent l'uniforme. Tous les employés, supérieurs ou subalternes, du gouvernement, des intendances, des nouveaux tribunaux prirent la fuite; et leurs maisons furent pillées. Il y eut de violents désordres à Namur, à Anvers et dans d'autres villes.

Le 29 Juin, les Gouverneurs-Généraux reçurent une lettre de l'Empereur, qui désapprouvait toutes les con-

cessions, et qui ordonnait que toutes les provinces des Pays-Bas envoyassent à Vienne des députés chargés de leurs plaintes. Par une autre lettre particulière, écrite de sa main, Joseph II enjoignait à Marie-Christine et au duc Albert son époux de se rendre eux-mêmes à la cour.

Ces nouvelles redoublèrent les craintes; on compara la situation à celle où jadis Philippe II avait appelé à Madrid des seigneurs belges, dont quelques-uns n'étaient jamais revenus. On se souvint du départ de Marguerite de Parme, qui avait été le prélude des troubles. On écrivit à l'Empereur, qui ne retira pas ses ordres; et le comte de Murray ayant pris le gouvernement de la Belgique, pendant l'absence de leurs Altesses Royales, Albert et Marie-Christine partirent, avec les députés élus dans les trois ordres, au nombre de vingt-neuf.

Ils arrivèrent à Vienne le 22 Août, et trouvèrent l'Empereur irrévocablement résolu à suivre son système.

L'inquiétude croissait en leur absence, les bruits les plus alarmants se répandaient sur toute la surface des provinces belgiques; on disait que cinquante mille Autrichiens allaient entrer dans les Pays-Bas. Un ordre de l'Empereur survint, qui enjoignait au comte de Murray d'abolir les compagnies bourgeoises de volontaires, leurs exercices, uniformes et cocardes, de fermer les couvents supprimés, de rouvrir le séminaire de Louvain, de replacer tous les employés destitués, et de marcher sans restriction dans la réforme prescrite.

L'ordre de l'Empereur fut accueilli avec murmure et avec colère. Le 19 Septembre, les magistrats de Bruxelles rassemblèrent les volontaires, pour les inviter à ôter leur cocarde; ils refusèrent d'obéir, et le lende-

main on les rencontra tous dans les rues avec leurs uniformes. Le comte de Murray déploya aussitôt la force armée, pour mettre un terme à cette audace que témoignaient les Bruxellois; le régiment de Ligne fut rangé sur les remparts, entre les portes de Namur et de Louvain, pendant qu'un nombreux corps de dragons entrait dans Bruxelles. Aussitôt, le peuple sonna le tocsin et courut aux armes; on dépava les rues; on monta des pierres et des briques dans les greniers, les volontaires se préparèrent à résister.

Le Gouverneur avait posté, sur la Place Royale, un escadron de dragons et un bataillon du régiment de Ligne, avec quatre pièces de canon chargées à mitraille et pointées sur la Montagne de la Cour. Les dragons, durant ce temps-là, faisaient des patrouilles dans les rues, avec la consigne d'ôter les cocardes; ils arrêtèrent plusieurs volontaires qu'ils furent contraints de relâcher. Ils n'osèrent traverser la Grande-Place où les bourgeois armés s'étaient rangés aussi en bataillon carré. Mais en passant au Marché au Poisson, ils reçurent des étages supérieurs une grêle de pierres, qui tua trois dragons et en blessa un grand nombre.

Le comte de Murray était furieux; devant lui un général autrichien dressait le plan du massacre des habitants rebelles et de l'incendie de la ville, lorsque le duc d'Ursel qui intervint lui dit froidement : — Prenez garde; si seulement votre pensée transpirait, aucun de vous ne serait vivant dans une heure.

Les paroles arrêtèrent les agents de l'Empereur ; on fit rentrer les soldats dans leurs casernes; et tout redevint tranquille. Le lendemain, le comte de Murray publia, au nom du Souverain, que les constitutions, lois fondamentales, priviléges et franchises, et enfin la

Joyeuse-Entrée seraient maintenus et resteraient intacts, en conformité des actes de l'inauguration de Sa Majesté. Il renonçait ensuite à tous les projets de réforme ; tout le monde déposa les armes, on sonna toutes les cloches, on illumina de nouveau toutes les maisons. Mais le public était joué encore.

Le 25 Octobre, le comte de Trauttmansdorff arriva à Bruxelles, envoyé par l'Empereur, comme son ministre plénipotentiaire. Le comte d'Alton, nommé général d'armée, vint le joindre le 10 Décembre, avec ordre de ne rien négliger pour l'accomplissement des volontés de l'Empereur, qui n'approuvait pas les promesses du comte de Murray. Le comte de Trauttmansdorff envoya le 22 Janvier 1788, au conseil de Brabant un décret, qui déclarait non avenues les concessions et promesses des Gouverneurs contre les édits du Souverain ; et comme ce conseil avait déjà refusé de le publier, il lui fit défense de lever séance avant d'avoir procédé à cette publication, ajoutant que si on n'obéissait pas, *il employerait le triste moyen des canons et des bayonnettes*,

Le général d'Alton avait fait investir le conseil par la force armée; et des patrouilles circulaient activement dans tous les environs.

Le peuple refoulé se rassembla sur la Grande-Place; un détachement de soldats, qu'on y envoya pour le disperser, fut reçu à coups de pierres ; l'officier qui commandait fit faire une décharge; plusieurs bourgeois furent tués ou blessés. La terreur se répandit dans la ville ; la guerre était déclarée.

Le conseil de Brabant résista avec une longue fermeté ; ce ne fut qu'à onze heures du soir qu'il signa la déclaration qu'on exigeait de lui ; et il ne le fit que sous

les réserves le plus précises pour l'entière conservation de tous les points de la Joyeuse-Entrée.

Les ordres donnés par l'Empereur s'exécutaient, sans que la nation y prît part; elle résistait désormais par la force d'inertie; elle semblait méditer, attendre et dresser ses plans. Le 22 Mai, les États de Brabant accordèrent à l'Empereur les subsides ordinaires; Joseph II les remercia, en promettant d'oublier le passé et de rendre à la nation brabançonne et à ses représentants son ancienne bienveillance.

Le 2 Août, un détachement de troupes fut envoyé pour fermer violemment le séminaire de Malines. Les militaires autrichiens, assaillis à coup de pierres par le peuple, firent sur la foule une décharge qui blessa plusieurs personnes. Il y eut du tumulte toute la nuit; et le lendemain les dragons envoyés par d'Alton sabrèrent le peuple. Une scène pareille avait eu lieu à Anvers, à propos de la même mesure. Neuf bourgeois furent tués. Cette démonstration énergique, selon le mot du du général d'Alton, ayant jeté quelque effroi, les agents de l'Empereur crurent avoir vaincu; ils firent arrêter un grand nombre de citoyens, qu'ils enfermèrent comme prisonniers d'état; ils lancèrent un mandat d'arrêt contre Van der Noot; la nuit du 7 Août fut désignée pour l'enlèvement de cet homme; mais il fut averti et s'échappa.

Le peuple indigné ne se contint plus; lorsqu'il fallut, le 21 Novembre, voter les subsides, le tiers-état les refusa nettement. Le Gouverneur crut adoucir les mécontents, en retirant les arrestations préventives et en élargissant les prisonniers d'état. Mais l'état-tiers, consulté de nouveau, répondit qu'il n'accorderait rien, tant que la Joyeuse-Entrée serait violée. Les États de

Hainaut refusèrent les subsides plus fermement encore; les trois ordres se prononcèrent. L'Empereur répondit à ces actes, par une dépêche du 7 Janvier 1789, qui défendait au Gouverneur-Général des Pays-Bas de convoquer désormais les États-Généraux du Hainaut et du Brabant, qui retractait l'oubli du passé, qui ordonnait de poursuivre les opposants par la justice militaire. Cette partie de l'ordonnance ne fut rigoureusement exécutée qu'à l'égard du Hainaut, qui fut mis en état de siége, et gouverné comme pays conquis, par deux commissaires investis de la puissance absolue. Les États de cette province furent supprimés et ses priviléges annulés, au milieu d'un grand appareil militaire. Des canons chargés, gardés par des artilleurs qui tenaient leur mèche allumée, obstruaient les deux principales rues de Mons; tous les autres quartiers étaient remplis de patrouilles autrichiennes. Le pensionnaire de Mons fut arrêté et emmené à la citadelle d'Anvers; beaucoup d'autres personnes furent jetées en prison.

Le Brabant fut traité moins sévèrement. Le tiers-état seul avait refusé l'impôt; l'Empereur envoya un édit qui abolissait la représentation du tiers-état. Le conseil de Brabant rejeta cet édit. On convoqua pour le 18 Juin les États de Brabant; l'assemblée fut très-nombreuse; tout le monde savait qu'il s'agissait de choses graves. Le Gouverneur leur demanda, au nom du Souverain, l'accord des subsides à perpétuité, le consentement des deux premiers ordres à la suppression du tiers, et des changements, déjà plusieurs fois repoussés, dans l'administration et la justice. Les États déclarèrent qu'ils ne pouvaient accorder aucun de ces points.

— Votre obstination, dit le comte de Trauttmans-

dorff à la députation des États, entraînera votre suppression.

— On peut nous casser, répondirent-ils, mais non pas nous effrayer, ni nous corrompre.

L'hôtel des États de Brabant était cerné par la force armée ; le conseiller Kulberg vint faire une dernière tentative, pour les engager à céder aux propositions de l'Empereur. Sur leur contenance, il prononce, au nom de son maître, que la députation des États est supprimée, le conseil souverain cassé, la Joyeuse-Entrée annulée à jamais. Puis il fait évacuer la salle, ferme les bureaux, met le scellé sur les archives, arrête l'abbé de Tongerloo et quatre autres, et fait afficher l'ordonnance de l'Empereur qui prescrivait toutes les mesures qu'il venait de prendre. Elle était datée du 6 Juin.

On vit bien qu'il fallait courir aux armes. C'était une extrémité périlleuse, pour un petit état comme le Brabant, luttant contre l'Empereur. Des bruits se répandirent qu'on serait aidé par la Hollande, la Prusse et l'Angleterre. Van der Noot fuyant s'était réfugié à Londres, où le ministre Pitt lui avait promis des secours pour l'affranchissement de son pays. De là il avait passé en Hollande. Une foule de jeunes Belges quittèrent leurs foyers pour se rendre à Breda, où l'on commençait à dire que se rassemblait l'armée auxiliaire. Le gouvernement se hâta de prononcer le bannissement perpétuel et la confiscation des biens contre l'émigration ; elle ne devint que plus fréquente. D'ailleurs les agents de l'Empereur se trouvaient en force et prenaient des mesures rigoureuses. La peine de mort était prononcée, sans forme de procès, contre tous ceux qui seraient pris, les armes à la main, dans une émeute; les comtes de Lannoi, de Duras et de Spangen, étaient dé-

tenus comme ôtages ; la duchesse d'Aremberg, la princesse de Ligne, la duchesse d'Ursel étaient gardées à vue. Les prisons étaient si remplies, qu'on ne savait plus où mettre ceux qu'on arrêtait tous les jours. L'archevêque de Malines et l'évêque d'Anvers avaient été obligés de s'enfuir, pour éviter la persécution.

Van der Noot, sur ces entrefaites, écrivit de Breda, que si on voulait lui adresser un pouvoir signé de quelques membres des États, il comptait obtenir des puissances étrangères les secours nécessaires à la délivrance de son pays. On lui fit passer une procuration, signée de plusieurs doyens de Bruxelles, d'Anvers et de Louvain, qui lui donnaient dans cette pièce la qualité d'*agent plénipotentiaire du peuple brabançon*. Les abbés de Tongerloo et de Saint-Bernard, qui s'étaient réfugiés à Breda, la signèrent et recommandèrent Van der Noot à la princesse d'Orange ; elle lui promit son concours ; elle lui donna même une lettre pour le ministre du roi de Prusse ; et Van der Noot alla à Berlin, où il reçut encore des promesses.

Pendant ce temps-là, les patriotes demeurés en Brabant, pensant qu'il était plus sûr de compter sur une armée nationale que sur des troupes étrangères, se réunissaient à l'association fondée en silence par Vonck, pour la religion et la patrie, *pro aris et focis*. Une caisse patriotique était créée, pour solder les citoyens qui prenaient les armes. Ils devaient se rassembler à la frontière hollandaise. Quand le général d'Alton découvrit ce vaste plan, il était déjà trop tard; les patriotes s'étaient réunis à Breda, avec les compagnons de Van der Noot.

CXXXII

BATAILLE DE TURNHOUT.

Mourir pour la patrie est le sort le plus beau.
P. Corneille.

Van der Noot comptait toujours, pour commencer ses opérations, sur des secours étrangers, qui n'arrivaient pas. Vonck, s'abusant moins, pensa qu'il ne devait s'appuyer que sur son pays. Il lui fallait un général; il crut l'avoir trouvé dans le colonel Van der Mersch.

C'était un officier, né à Menin, qui avait fait son apprentissage militaire au service de la France; il s'était distingué ensuite dans les guerres de l'Autriche contre la Prusse. Il avait gagné tous ses grades sur les champs de bataille, jusqu'au grade de colonel. On lui reconnaissait une grande bravoure, beaucoup d'activité et

une haute intelligence. Il avait cinquante-cinq ans et vivait retiré dans ses terres auprès de Menin, lorsque Vonck lui fit proposer de prendre le commandement de l'armée nationale. Aussi bon patriote que brave militaire, Van der Mersch accueillit avec joie ces ouvertures; les dangers qu'il allait braver ne l'effrayaient point; accoutumé à juger sainement les choses, il vit le succès dans l'enthousiasme qui agitait tous les esprits.

Il se rendit donc à Breda, d'où il envoya aux ministres de l'Empereur sa démission du grade de colonel; et comme en émigrant il exposait ses biens qui étaient assez considérables à la confiscation, les abbés de Tongerloo et de Saint-Bernard lui donnèrent sur leurs abbayes une garantie de cent mille florins de Brabant. On lui conféra le titre de général des armées brabançonnes; et il entra sur le champ en fonctions.

Il commença par représenter au comité, où Van der Noot insistait pour que l'on attendît les secours de la Prusse, qu'il y avait danger à se confier dans cette puissance; que la nation ne devait employer d'abord que ses propres forces, si elle voulait rester libre; et quoiqu'on ne pût disposer encore que de trois mille hommes, il se flatta de réussir avec ce petit nombre bien armé. Il demanda seulement que l'on habillât d'uniformes un millier des volontaires, pour que l'armée nationale eût moins l'air d'une bande d'aventuriers. On commanda, dans le pays de Liége, des habits, des armes; le jour de l'invasion fut fixé au 24 Octobre.

Ce jour-là, le comité de Breda publia, au nom du peuple brabançon, le manifeste qui déclarait la déchéance de Joseph II. Cet acte célèbre, rédigé par Van der Noot et signé par lui, avec sa qualité d'agent plénipotentiaire du peuple brabançon, établissait nettement ces prin-

cipes : que les Souverains, dans l'origine, sont des citoyens à qui les nations ont conféré le droit de les gouverner pour leur propre félicité; que pour être légitimes, les droits de la souveraineté, quelle que soit la forme du gouvernement, doivent être immédiatement fondés sur le consentement des peuples; que les Souverains demeurent soumis à des règles; qu'il ne leur est pas permis de substituer leur volonté à ces lois, ni leur intérêt personnel à l'intérêt géneral ; que dans de telles circonstances les nations, rappelées à leur dignité, retournent à leur indépendance primitive, et retirent une autorité qu'elles n'ont pas établi pour leur malheur.

Ces maximes étaient appliquées aux Pays-Bas, avec d'autant plus de poids que les Belges n'accordaient à leurs souverains qu'un pouvoir limité, une autorité circonscrite par la constitution, dont le Souverain devait jurer l'observation, avant d'être admis ou reconnu comme souverain, avant de recevoir les serments de fidélité et d'obéissance, qui n'étaient que la conséquence de ses propres serments.

Joseph II ayant violé les siens, par une longue série d'infractions exposées sans ménagement, la nation, fondée à rentrer dans l'exercice de ses droits, « déclare qu'elle se trouve dans la dure nécessité de se soustraire à la tyrannie et à la domination dudit Empereur et Souverain, et qu'en conséquence l'empereur Joseph II, duc de Brabant, etc., est déchu de la souveraineté, domaines, droits et prérogatives sur ledit duché et pays. »

Une proclamation, jointe à ce manifeste et adressée aux militaires, les informait qu'ils n'étaient plus liés ni engagés en vertu de leur serment d'obéissance et de fidélité prété à l'Empereur, ci-devant duc de Lothier,

de Brabant et de Limbourg ; que ce serment ne les obligeait qu'autant que le ci-devant duc était préposé à la nation, à qui le serment en réalité se prêtait dans la personne du souverain qui la représentait ; de sorte que leur engagement subsistait, mais à l'égard de la nation, et non plus à l'égard du ci-devant duc, déchu de sa souveraineté ; que par conséquent ceux de l'ordre militaire en continuant de servir le ci-devant duc, servaient contre la patrie, devenaient les instruments de la volonté absolue d'un seul homme, les satellites d'un despote et les complices d'un tyran.

« C'est pourquoi, le peuple brabançon défend à tous les militaires, de quelque grade qu'ils soient, de servir dorénavant sous les drapeaux du ci-devant duc, sous peine d'être considérés comme traîtres à la patrie. »

Quoique le grand-conseil, qui avait remplacé le conseil-souverain, et qui était composé de créatures de l'Empereur, eût ordonné qne le manifeste fut lacéré et brûlé de la main du bourreau sur la Grande-Place de Bruxelles, il redoubla l'enthousiasme.

Le même jour, 24 Octobre, les patriotes entrèrent donc sur le territoire brabançon. Vonck avait pensé qu'il serait utile de soulever en même temps la Flandre ; on y envoya neuf cents hommes, qui s'emparèrent de Santvliet et des forts Lillo et Liefkensoeck, mais qui ne purent s'y maintenir. Le reste de l'armée ne s'élevait pas tout-à-fait à trois mille hommes. Elle marchait sur trois colonnes et se réunit à Sundert, où elle devait trouver des armes, qui n'arrivèrent que dans la nuit ; encore n'était-ce qu'une petite quantité de vieux fusils qui ne suffirent pas à équiper tous les volontaires ; deux cents furent réduits à marcher les bras vides, en attendant qu'ils eussent conquis des armes.

Quelques coups de fusil, partis d'Hoogstraeten dont on approchait, vinrent jeter le trouble, par une sorte de terreur panique, dans les premiers rangs de l'armée nationale, qui n'avait pas encore vu la guerre. Van der Mersch ne s'alarma pas de cet effet d'un premier coup de feu; il excusa l'émotion de ses camarades sur le défaut d'expérience; ce n'était pas le courage qui manquait; il rassura son armée, la conduisit à Hoogstraeten, et l'ayant rangée en bataille, lui fit lecture du manifeste publié au nom du peuple brabançon. Il fut reçu par de grands applaudissements.

Les volontaires passèrent la nuit dans Hoogstraeten; le lendemain 25, ils marchèrent sur Turnhout, où ils furent reçus comme des libérateurs. Van der Mersch en partait le 26, pour aller à Diest, lorsqu'il apprit que le général d'Alton, instruit de sa marche, venait d'envoyer des ordres pressants au général-major Schrœder, qui était à Lierre. Schrœder partit, le même jour 26, avec une armée d'Autrichiens, double en nombre des forces qu'il allait attaquer. Il emmenait deux obusiers et cinq canons. Méprisant la petite troupe de Van der Mersch, il se flattait de l'espoir d'une facile victoire. Mais le chef des patriotes sentait toute l'importance d'un premier succès; il ne voulut pas en perdre l'occasion. Il rentra dans Turnhout, où les habitants étaient tous disposés pour lui; et sans laisser entrevoir aux siens le plan hardi qu'il formait, il fit ses dispositions sans bruit et sans embarras; on barricada toutes les avenues que l'on supposait devoir être attaquées; on abattit les arbres en travers des routes que l'ennemi devait traverser; on dépava les rues. Comme le général belge n'avait encore aucun officier expérimenté, car Lorangeois, un maître d'escrime français qui comman-

dait une des colonnes de l'armée nationale, pouvait être bon à un coup de main, mais ne savait rien de la tactique, Van der Mersch eut lui-même l'œil à tout et passa la nuit pour ainsi dire en sentinelle, attendant à chaque instant l'ennemi, dont on lui annonçait l'approche.

Au point du jour, sans faire connaître encore à son armée les périls qu'elle allait courir, et les forces nombreuses qu'il faudrait combattre, il assigna à chacun son poste. Il disposa quelques-uns des patriotes en avant de Turnhout, pour attirer l'ennemi ; il en plaça d'autres dans les maisons des principales rues, et rangea la plus grande partie, au nombre de seize cents hommes, en carré, dans le cimetière de la ville.

L'ennemi n'était pas loin. Pendant que les habitants, pleins d'enthousiasme, apportaient leurs meubles dans les rues pour faire des retranchements, Van der Mersch alla lui-même à la découverte dans la campagne; un brouillard épais l'empêchait de distinguer les mouvements des Autrichiens. Le poste le plus avancé des patriotes occupait un moulin-à-vent, d'où il faisait des décharges serrées sur les premiers rangs ennemis ; le canon autrichien y répondait; et quand Van der Mersch arriva, le moulin était envahi ; il soutint ses braves, reçut ceux qui purent s'échapper et se replia avec eux sur la ville, ne ripostant plus au feu de Schrœder qu'autant qu'il le fallait pour l'attirer.

Les soldats de l'Empereur s'avançaient, en tournant ou en coupant les arbres qui barraient le chemin ; le général belge les attendait au bout de la rue de l'Hopital; là il fit faire encore une décharge qui décida l'ennemi à s'élancer ; les patriotes reculèrent jusqu'au cimetière. Ce fut alors que commença la bataille. De



J. VAN DER HAERT, A TURNHOUT.

sanglantes escarmouches avaient lieu à chaque maison, qu'il fallait assiéger. De toutes les fenêtres, de tous les soupiraux, de la lucarne des greniers, les Autrichiens se voyaient criblés de balles; le bataillon carré se mit en mouvement; un des officiers qui le commandait, Jean van der Haert, se jeta sur un canon ennemi, s'en empara intrépidement et le tourna aussitôt contre les Autrichiens. Les habitants sortirent de leurs maisons avec les deux cents volontaires, sans armes, et munis de faux, de fléaux et de fourches, ils tombèrent sur l'ennemi; ils eurent bientôt conquis des fusils et des sabres.

Des pelotons détachés du bataillon carré s'étaient dirigés, par des rues détournées, sur les derrières de l'ennemi, qui se trouva ainsi pris en queue et entièrement engagé dans Turnhout. On lit, dans le rapport du général Schrœder, quelques détails curieux sur cette grande journée :

« Il se trouva, dit-il, en avant de l'entrée de Turnhout, un moulin bâti de pierres qui était fort garni et nous blessa beaucoup de monde. Nous pointâmes nos canons contre ce moulin, nous tirâmes dessus; et après y être entrés nous massacrâmes tout ce qui s'y trouvait... Alors nous fonçâmes vers l'entrée de la ville, barricadée avec des arbres, où l'ouverture fut bientôt faite, autant par les canons que par les charpentiers. Toutes les maisons joignantes se trouvaient remplies; on tira dessus, avec les canons et les fusils, on fonça dans les maisons, et tout ce qui s'y trouvait avec des armes fut massacré.... L'approche se faisait fort lentement; on s'emparait des maisons l'une après l'autre; enfin nous arrivâmes sur la place. Alors on commença à faire des décharges terribles, de la tour, et de toutes les maisons, sur nos troupes et nos canonniers. Nous ne pouvions

pas faire cesser le feu qu'on faisait sur nous, et nous perdîmes beaucoup de monde, surtout parce qu'on tirait sur nous en arrière, hors des rues qui étaient sur les côtés, et que nous n'étions plus en état de faire avancer les soldats ni de les contenir, Ce qui était le plus affligeant, c'est que les soldats qui devaient occuper les maisons dont on venait de s'emparer, travaillaient à piller les effets... »

« Ces actes de brigandage, ajoute M. Borgnet[1], devaient amener une résistance désespérée. Aussi le feu devenait-il plus vif, à mesure que les Autrichiens s'avançaient davantage vers la place où Van der Mersch avait concentré ses principaux moyens de défense. Il fut impossible aux troupes du général Schrœder de forcer le passage. Prises en front par les patriotes postés sur cette place, fusillées sur les flancs par ceux qui se tenaient retranchés dans les maisons ou dans les rues adjacentes, elles furent obligées, après un combat acharné de cinq heures, de se retirer en désordre sur Lierre, abandonnant à Van der Mersch trois des cinq canons avec lesquels elles avaient commencé l'attaque. Ces pièces, tombées au pouvoir des patriotes, formèrent, pendant les premiers mois de la campagne, leur unique artillerie. »

Les Autrichiens avaient laissé un grand nombre de morts, beaucoup de prisonniers, et deux caissons de poudre. Tant soldats qu'habitants, les patriotes n'avaient perdu que quatre-vingt-sept hommes. Une balle avait percé le chapeau de Van der Mersch; mais le général ennemi était blessé.

Cette victoire, qui avait été remportée le 27 Octo-

[1] Lettres sur la Révolution brabançonne.

bre 1789, doubla l'ardeur des Belges ; et son retentissement, qui réjouit tout le Brabant, commença le découragement des Autrichiens. En même temps qu'on blâmait sans réserve l'imprudence de Schrœder et sa présomption si fatale, on admirait l'habileté de Van der Mersch, qui avait su l'attirer dans Turnhout.

Comme il arrive après toutes victoires, l'armée des Volontaires s'augmenta d'heure en heure. Le lieutenant-général d'Arberg vint remplacer Schrœder blessé. Il amenait de nombreux détachements de nouvelles troupes, infanterie et cavalerie, soutenues par une bonne artillerie. Il devait, selon ses ordres, cerner les patriotes. Van der Mersch, qui s'était avancé sur Mol, sur Meerhout, sur Everbode, et qui allait entrer à Diest, pénétra les intentions de l'ennemi et se retira encore dans Turnhout. D'Arberg le suivit rapidement, pour le bloquer. Mais le général belge était sur ses gardes, il ne lui en laissa pas le temps, et fit sa retraite sur le village de Bar-le-Duc, voulant occuper l'ennemi, et donner en même temps aux neuf cents patriotes rassemblés à Berg-op-Zoom, le moyen de pénétrer dans la Flandre. Si ces hommes eussent marché plus vite, comme il le pensait, tandis que l'ennemi détourné par cette diversion eût divisé ses forces, Van der Mersch eût consommé l'entreprise qu'il méditait sur Diest. Mais les neuf cents volontaires destinés à l'expédition de Flandre ne remuèrent pas assez tôt, soit qu'ils eussent été prévenus trop tard, soit qu'ils ne se crussent pas assez forts. Les vainqueurs de Turnhout furent obligés de se porter sur Hoogstraeten, où d'Arberg les poursuivit avec toutes ses forces. Van der Mersch fit sa retraite heureusement et rentra dans le pays de Breda ; il y reposa sa troupe pendant neuf jours.

CXXXIII

INVASION EN FLANDRE.

> Pour vaincre, il nous faut trois choses : de l'audace, encore de l'audace, enfin de l'audace !
>
> DANTON.

MAIS pendant que l'armée de Van der Mersch prenait un moment de repos, les neuf cents patriotes rassemblés à Berg-op-Zoom, voulant réparer le temps perdu, se mirent en marche pour la Flandre, sous la conduite du prince Louis de Ligne. Ils s'avancèrent dans le pays de Waes et entrèrent sans résistance à Saint-Nicolas. Des troupes furent aussitôt mises en mouvement par les généraux de l'Empereur, pour leur couper la retraite. Au lieu de se retirer, les patriotes résolus marchèrent toute la nuit ; ils arrivèrent le 13 Novembre au matin aux portes de Gand. Ils

se divisèrent en trois détachements et attaquèrent à la fois les portes d'Anvers, du Sas et de Bruges. La résistance de la garnison était vigoureuse ; après de longs efforts, qui dans le commencement furent douteux, les Volontaires s'emparèrent de la porte de Bruges et pénétrèrent dans la ville, repoussant de rue en rue les Autrichiens. Les neuf cents hommes du prince Ligne se virent bientôt renforcés de toute la ville, que les excès de l'ennemi avaient lassée, qui se souleva et se déclara pour la cause brabançonne.

Le colonel Lunden commandait à Gand ; il fut contraint le soir à se retirer dans la citadelle.

Le lendemain 14, les généraux Schrœder et d'Arberg arrivèrent, avec des forces imposantes pour défendre Gand. Ils furent étonnés d'apprendre qu'ils venaient trop tard ; on se battait avec acharnement ; la garnison, qui était forte et nombreuse, s'élançait à chaque heure de la citadelle pour reprendre la ville ; mais les maisons, les clochers, les moulins étaient devenus comme autant de forts d'où l'on faisait de continuelles décharges de fauconneaux qui tuaient beaucoup de monde, jusques dans l'enceinte du château. Schrœder et d'Arberg s'y étaient jetés ; le premier fut blessé à la jambe. L'autre, avait fait sommation aux Gantois de se rendre, en les menaçant, s'ils persévéraient dans leur résistance, de mettre le feu au quatre coins de la ville; n'obtenant pas de réponse, il lança le 15 des grenades et des boulets rouges qui incendièrent plusieurs quartiers.

Les Flamands, exaspérés, attaquèrent vigoureusement la caserne de Saint-Pierre et l'emportèrent après trois heures de combat ; ils y firent prisonnier le colonel Lunden avec son bataillon, et l'obligèrent

d'écrire au comte d'Arberg qu'il cessât le feu, s'il voulait sauver ses compatriotes captifs.

D'Arberg, reconnaissant que tout était perdu, évacua sans bruit la citadelle, dans la nuit du 16 au 17 Novembre, et s'en alla furieux, marquant son passage par des actes de brigandage inoui; car cette guerre devenait une guerre d'extermination.

On en voit la preuve dans la correspondance du général d'Alton, qui écrivait alors : « J'ai prévenu les habitants d'Anvers, par la voie du colonel Hayden, que je ferais tirer à boulets rouges sur la ville, dans tous les cas où elle se permettrait quelques procédés contraires aux intentions du Souverain, soit par quelque explosion de la part des habitants, soit en recevant quelque horde de la soi-disant armée des insurgés. »

Cependant cette soi-disant armée faisait des conquêtes; Schrœder recevait de l'Empereur sa destitution avec des paroles rudes; d'Arberg se retirait, la rage dans le cœur; il prévoyait tous les résultats de la prise de Gand. En effet, le même jour où la citadelle se trouva rendue, Bruges, enlevée par une centaine de patriotes, venus de Menin et de Courtrai, contraignit sa garnison à rendre les armes. Le général Rinsmaul, commandait pour Joseph II à Ostende; il se prit de peur, et quitta la ville qui s'ébranlait pour le chasser. Il comptait être reçu à Ypres; on lui ferma les portes, et il fut obligé de se réfugier en France.

Tout le pays flamand fut insurgé en peu de jours. Un comité se forma à Gand et proclama la déchéance de Joseph II, l'union avec le Brabant, la levée d'une armée de vingt mille hommes, et la fraternité avec les autres provinces belgiques.

CXXXIV

TRIOMPHE DES PATRIOTES.

Jurons d'être vainqueurs : nous tiendrons le serment.
LEMIERRE.

Les ministres de l'Empereur allaient, selon les ordres, faire pendre en effigie Van der Mersch, qu'ils avaient fait juger par contumace à Bruxelles, lorsqu'ils apprirent que le général des patriotes s'avançait avec son armée. Ils venaient de recevoir presqu'en même temps de l'Empereur troublé des édits qui rétablissaient la Joyeuse-Entrée, qui retiraient tous les sujets de plainte, qui accordaient amnistie générale, et ouvraient toutes les prisons politiques. Ils en firent vainement usage ; la confiance était morte ; il leur fallut songer à quitter Bruxelles.

Mais tout s'enflammait autour d'eux. Une colonne de quatre cents patriotes s'était dirigée sur Namur. Le colonel Bleckem, qui commandait cette ville s'épouvanta ; il demanda des secours au comte d'Haponcourt qui était à Mons et au général d'Alton. Il lui en vint des des deux côtés. Haponcourt, dont le renfort devenait superflu, ayant voulu rentrer dans Mons, en trouva les portes fermées ; tout le Hainaut se soulevait, et le drapeau national était déjà arboré partout. D'Alton eût voulu brûler Mons ; il ne put exhaler qu'une vaine colère.

Cependant les patriotes, engagés dans le pays de Namur, se laissaient surprendre et cerner par les Autrichiens, entre Dinant et Ciney ; dans cet échec, ils perdirent dix-sept hommes. Mais le 24 Novembre, Van der Mersch enlevait Diest, après un assaut de trois jours.

D'Alton, dont la fureur redoublait, marcha lui-même sur Diest pour en chasser les patriotes ou les y brûler, disait-il ; il emmenait une artillerie formidable. Le prudent Van der Mersch ne voulut pas compromettre encore la fortune de sa cause ; il sortit de Diest le 26, semant le bruit qu'il allait à Louvain. Les Autrichiens l'attendirent sur les deux routes, pour lui couper le passage. Par une marche adroite il se jeta dans Tirlemont, où il fit ses dispositions pour résister à l'attaque qui le menaçait. Ce n'était encore qu'une feinte ; le général patriote sentait que, s'il soutenait un siége, le moindre malheur qui pouvait lui arriver avec un ennemi exalté serait la ruine complète de Tirlemont. Il attira donc devant cette ville toutes les troupes de l'ennemi, trompé par les retranchements et les travaux qu'il faisait à la hâte. Mais il sortit secrètement, à huit heures du soir, et marcha sur Leau ; il y arriva à une heure du matin,

n'y put trouver de quoi restaurer sa petite armée, et se voyait dans la situation la plus triste et la plus décourageante.

Mais ayant intercepté à Tirlemont une correspondance de Joseph II avec le comte de Trauttmansdorff et le général d'Alton, il y découvrit le secret de la mésintelligence qui séparait ces deux agents de l'Empereur. Il écrivit à Trauttmansdorff pour lui demander une suspension d'armes de quatre jours. Cette négociation habile, qui fut blâmée par le comité de Breda (gens de plume et de bureau, sans idées de la guerre), sauva la petite armée nationale. Van der Mersch fut obligé d'aller se justifier à Breda, où Van der Noot et son secrétaire Van Eupen l'abreuvèrent de tant de tracasseries, qu'il voulut donner sa démission. Mais les bons patriotes lui remettant sous les yeux l'intérêt du pays, il sacrifia ses déboires à la cause dont il était le principal soutien. D'ailleurs, on reconnut un peu plus tard que Van Eupen pouvait avoir raison, en répétant sans cesse qu'il fallait battre le fer pendant qu'il était chaud et ne pas laisser à l'enthousiasme le temps de se refroidir.

La suspension d'armes s'était convertie en un armistice de dix jours, dans lequel Van der Mersch avait eu l'habileté de faire comprendre le pays flamand et de faire donner aux insurgés le nom de Patriotes. On parlait d'étendre cette trève à deux mois; le comité de Breda, qui prenait le titre d'États de Brabant, refusa son consentement; et l'on reprit les armes le 12 Décembre. Ce jour là fut signalé par la délivrance de Bruxelles.

Depuis la rentrée de Van der Mersch sur le territoire brabançon, le comte d'Alton, craignant pour Bruxelles même, faisait faire de nombreux travaux pour s'y forti-

fier; il avait mis des chevaux de frise aux portes, inondé le bas de la ville, et coupé les rues par des fossés et des barricades. Il avait élevé dans la ville haute de petites redoutes, d'où il pouvait brûler la ville, si elle s'agitait. Ces mesures épouvantaient les bourgeois, qui supplièrent le comte de Trauttmansdoff, comme ministre plénipotentiaire, de les faire cesser. Trauttmansdorff céda, fit combler les fossés, détruire les barricades, défendit aux militaires de s'offenser des clameurs que le peuple poussait contre eux. Il fit même rendre aux bourgeois leur armes, qu'on leur avait ôtées. Il espérait ainsi regagner la confiance.

Le conseiller de Kulberg était venu dans Bruxelles pour réconcilier les Brabançons avec leur souverain, qui cédait. Mais le 10 Décembre, jour de son départ, après une grande messe que l'on chanta à Sainte-Gudule, pour les succès de l'armée nationale, les Patriotes distribuèrent des cocardes brabançonnes; au bout d'une heure, toute la ville en était parée; on les vit étalées dans toutes les boutiques. Les Autrichiens avaient ordre de se borner à des patrouilles. On les environnait dans toutes les rues écartées; on les attirait au parti des États, en les faisant boire ou en leur donnant de l'argent. Le lendemain 11, le tocsin sonna dans les tours et dans les clochers; les volontaires qui se trouvaient à Bruxelles sortirent armés. Ils s'emparèrent de la porte de Flandre et de la porte d'Anderlecht, enlevèrent le corps de garde de la Monnaie, et obligèrent le poste de la Grande-Place à se retirer au Parc. On put juger alors que Bruxelles voulait se débarrasser de la garnison.

Des compagnies entières d'Autrichiens désertèrent dans la nuit; tous ceux qui étaient Belges, dans l'armée

impériale, rejoignirent leurs concitoyens. Le lendemain matin, les officiers de l'Empereur trouvèrent les postes nombreux qui couvraient le cimetière de Sainte-Gudule et le Grand-Sablon entièrement absents. Le comte de Trauttmansdorff partit ce jour-là ; c'était le 12 au matin ; d'Alton faisait chercher des chevaux à la hâte pour emmener les archives et l'artillerie ; il lui fallut sortir auparavant, pour aller faire le chemin au ministre plénipotentiaire, que les paysans ne voulaient pas laisser sortir d'Ixelles. Quand il eut réussi, il revint à la ville pour prendre les archives, l'artillerie, la caisse militaire et les bagages. Mais on ne le laissa plus rentrer. Le drapeau national flottait déjà sur la porte de Namur et tout Bruxelles était au pouvoir des volontaires.

D'Alton se replia sur Waterloo, où il reçut la lettre de l'Empereur qui le rappelait, en désapprouvant sa conduite. Le général Ferraris était envoyé pour le remplacer. Mais ses bonnes intentions et ses propositions de rapprochement échouèrent.

Au milieu de ces succès, la désertion des Autrichiens avait fourni des armes à ceux des Patriotes qui jusques-là en avaient manqué. Deux mille volontaires levés en Flandre formaient aussi une petite armée, qui se mit en marche pour venir au secours de Bruxelles. A l'approche de ce corps, les garnisons impériales d'Alost, d'Assche et de Termonde firent leur retraite ; toutes les forces autrichiennes se concentrèrent à Waterloo, découragées. Nivelles leur avait fermé ses portes ; et ils n'osaient plus se venger. Ils se retirèrent sur Namur. Le baron de Kleinenberg, qui commandait les Flamands, eut ordre de marcher pour presser l'évacuation du pays. Van der Mersch le joignit bientôt. Devant lui, les Autrichiens abandonnèrent Namur même ; et le 17

Décembre, le général belge fit son entrée dans cette ville, où il fut reçu avec des transports de joie.

Le même jour, Van der Noot rentrait aussi, comme en triomphe, dans Bruxelles, avec tous les membres du comité de Breda, au son de toutes les cloches, au bruit de tous les canons, escorté d'une nombreuse jeunesse qui était allée au devant de lui jusqu'à Vilvorde. On le conduisit à Sainte-Gudule, où il se plaça sur le prie-dieu de Joseph II; et le soir au théâtre il fut couronné par les comédiens, dans la loge des Gouverneurs.

Mais le lendemain, il y eut dans Bruxelles des pillages qu'il ne sut pas empêcher. A Namur pareillement, comme à la suite de toutes les révolutions, on pilla l'hôtel de l'intendant, et on se disposait à d'autres vengeances; quoique ces dévastations ne fussent que des fureurs et non des vols combinés, car on détruisait sans emporter rien, Van der Mersch fit élever sur la Grande-Place de la ville une potence, en annonçant que le premier pillard serait pendu. Les désordres cessèrent aussitôt.

Les Autrichiens en fuite ne s'arrêtèrent que dans le Luxembourg. A l'exception de cette province, la Belgique entière avait repris son indépendance. Le général Ferraris lui-même excusait aux yeux de l'Empereur cette révolution, motivée, dit-il dans sa correspondance, sur les excès des Autrichiens, leur indiscipline, leurs abominations, sur les violences sans nombre exercées contre les bourgeois « sur la détention arbitraire des principaux citoyens et membres des États, rappelés par le gouvernement et arrêtés à leur arrivée, sans qu'il se fût rien trouvé à leur charge, sur l'ordre de brûler des villages où l'on trouvait des signes d'insurrection, sur le butin promis aux soldats, sur les massacres et les pillages de la troupe. »

CXXXV

VAN DER MERSCH.

Le peuple est un maître plein de caprices.
SCHILLER.

La Belgique allait seule dans son affranchissement. Les secours que lui avaient fait espérer les peuples voisins n'arrivaient pas. L'Angleterre et la Hollande se bornaient à encourager une révolution qui affaiblissait la maison d'Autriche ; la Prusse s'y montrait favorable, parceque ces embarras pouvaient lui procurer des avantages considérables en Pologne et faire perdre à l'Empereur quelque autre partie de ses états. Des agents diplomatiques de l'étranger venaient donc encourager les Belges dans leur révolte ; mais ils ne cherchaient pas à la consolider par l'union.

Les partis se dessinaient; les Vonckistes, qui s'appuyaient sur la démocratie, voulaient aussi des réformes dans la constitution; les Statistes ou stationnaires, appelés encore Van der Nootistes, soutenus par l'aristocratie et le clergé, ne consentaient à aucun changement; on désigna bientôt des organisateurs, des intérimistes, des provisionalistes; on fit des brochures, on se disjoignit, et la patrie fut menacée.

Néanmoins les États de Hainaut et de Namur étaient entrés, comme la Flandre, dans la confédération des États-Belgiques-Unis. Un congrès souverain, composé des députés des trois ordres, s'installa le 31 Décembre 1789 à Bruxelles. Toutes les provinces belges s'unirent à lui, le 11 Janvier suivant; le pouvoir fut exercé au nom du peuple.

Van der Mersch cependant avait reçu l'ordre de partir de Namur, de marcher sur Luxembourg, et *de tenir cette place bloquée dans le lointain* (il n'avait pas quatre mille hommes) *s'il ne pouvait l'enlever.* Ce singulier ordre de Van der Noot étonna le général patriote; mais l'obéissance militaire ne raisonne pas. Van der Mersch partit de Namur le 18 Décembre; il était accompagné de Kleinenberg et de Lorangeois. Il s'avança dans le Luxembourg, s'empara de Saint-Hubert et de quelques autres places. Les Autrichiens, qu'on aimait dans cette province, étaient un peu revenus de l'effroi qui les avait chassés du Brabant. Ils étaient concentrés là, soutenus par les habitants, munis d'une bonne artillerie et postés dans un pays de montagnes où la guerre était plus facile pour eux. Lorangeois, qui commandait les chasseurs et qui occupait Saint-Hubert, avec quatre cents hommes, s'effraya de sa position; il reçut des avis alarmants, comme on en donnait dans ce pays aux Pa-

triotes, qui lui annonçaient que les Autrichiens s'avançaient pour l'entourer ; il abandonna son poste, sans prévenir son général, dans la nuit du 29 Décembre. Les Autrichiens le lendemain reprirent Saint-Hubert et se dirigèrent sur Marche en Famenne. Il y eut là, entre les Patriotes et les Autrichiens, une rencontre qui signala le 1er Janvier de l'année 1790.

Van der Mersch, voulant arrêter l'ennemi, se plaça avantageusement sur son chemin et occupa plusieurs hauteurs, entre Nassogne et Marche. On annonça bientôt que les Autrichiens s'approchaient ; le général fit marcher dans la vallée un de ses braves, Jean van der Haert avec deux cents chasseurs. Bientôt on aperçut l'avant-garde de l'ennemi; Van der Haert, par une vigoureuse décharge, la dispersa. Mais au même instant, il reconnut au haut de la colline un détachement des dragons de la Tour ; c'étaient des Wallons et les plus vaillantes troupes de l'Empereur. On les commandait en français. Leur chef s'élançait en criant de *sabrer cette canaille ;* il désignait ainsi les Patriotes. Van der Haert n'avait pas de retraite ; d'ailleurs il était plein de cœur. Mais contre une charge de cavalerie, que faire sans baïonnettes ? car alors les chasseurs n'en avaient pas. Il arrête, avec une vive autorité, ceux de ses compagnons qui s'apprêtaient à fuir, saisit un fusil, leur ordonne de la voix et de l'exemple de charger leurs armes ; tout se fait en un clin d'œil, et il commande le feu, à l'instant où les dragons sont à deux pas. Des quatre-vingt-dix cavaliers, quinze ou vingt seulement s'échappèrent ; leur commandant renversé demandait grâce ; le mot injurieux qu'il avait prononcé en se lançant lui fut répété, avec un coup de crosse de mousquet qui l'étendit parmi les morts.

Pendant ce temps-là, l'ennemi, de tous les autres côtés, chargeait avec une artillerie et une cavalerie si supérieures, que les douze cents Patriotes qui entouraient Van der Mersch se débandèrent. L'habile général sut pourtant les rallier ; il n'avait perdu que trois hommes. Pour son honneur, il se crut obligé de reprendre Marche. Mais il l'évacua le lendemain, se retira sur Emptinne et reporta son quartier-général à Namur.

Plusieurs Pa triotes avaient pris des congés. Van der Mersch, qui avait créé l'armée nationale, demandait de nouveaux volontaires. Quinze cents hommes, rassemblés à Louvain, le joignirent le 8 Janvier; il en vint d'autres de la Flandre; il en vint du Hainaut, commandés par le colonel de Braine ; la légion Nervienne arriva du Tournaisis, sous les ordres du comte de Lannoi. Mais tous ces renforts ne faisaient pas une armée de six mille hommes.

Les Montois gardaient Emptinne et avaient ordre de n'en pas franchir le pont. Leur ardeur les poussa à marcher contre les Autrichiens, qu'ils voyaient devant eux. Les dragons, cherchant leur revanche, les entourèrent, leur tuèrent huit hommes et leur firent cent prisonniers, c'était le 16 Janvier.

Cet échec effraya les patriotes, plongés alors dans un grand dénuement. Les hommes qui s'étaient mis à la tête du pays n'étaient pas au niveau de leur mission. Van der Mersch, las de n'en obtenir ni armes, ni vivres, ni chevaux, pressé par tous ses officiers, se rendit à Bruxelles. Il y arriva le 25 Janvier. Le peuple, qui l'avait surnommé le Washington Belgique, le reçut avec les plus grands honneurs et le combla de fêtes. On sonna pour lui toutes les cloches, on lui fit un cortége

immense; on chanta le *Te Deum* en pompe. Mais ceux qui composaient ce qu'on appelait les États de Brabant, prenant ombrage de son mérite, s'irritaient de l'accueil dont le peuple l'honorait, comme s'ils n'eussent voulu que pour eux les distinctions publiques et qu'ils eussent ignoré que la gloire militaire est celle qui frappera toujours le plus la multitude. Les États refusèrent de le recevoir, lorsqu'il alla se présenter devant eux. Cette conduite excita de si hauts murmures et une désapprobation si universelle, que dans la journée on chercha à en effacer l'indécence. Van der Noot écrivit de sa main au général une lettre affectueuse, pour lui annoncer *le plaisir qu'il se promettait de le présenter à l'auguste assemblée des États-Unis*. Le congrès eut l'air de vouloir réparer la grossièreté des États. Le général fut reçu avec les égards les plus flatteurs, qui, s'ils n'étaient pas sincères, étaient au moins habilement dissimulés. On lui fit un don de dix mille florins; on lui accorda des dignités; on lui promit les ressources qu'il demandait pour son armée, et on le renvoya à la tête de ses troupes.

Il y avait à Bruxelles un agent prussien, Schlieffen, que l'on traitait comme un ambassadeur. Il y vint encore, pendant le peu de temps que Van der Mersch y séjourna, un baron de Schœnfeld, officier de Prusse, qui était recommandé par la princesse d'Orange. C'en était assez pour Van der Noot; il lui fit donner le grade de lieutenant-général et le commandement d'une armée. Peut-être au reste y avait-il là de l'adresse; car le peuple s'imagina, en voyant un général prussien au service de la Belgique, que la Prusse appuyait les États; cette pensée donna aux Patriotes plus de confiance.

Néanmoins, à un souper que les négociants donnaient

au général Van der Mersch, quelqu'un porta un toast à la santé des alliés. Le duc d'Arenberg, l'un des convives, s'écria : Mais qui sont donc ces alliés que nous ne connaissons pas encore ? Et personne ne sut lui répondre.

L'espoir qu'on s'était fait tomba, lorsqu'on ne vit pas arriver l'armée prussienne que les agents de Van der Noot avaient annoncée. Les ennemis de cet homme s'agitèrent et tombèrent dans le même travers que le sien, en recherchant le patronage de la France, comme il sollicitait celui de la Prusse. Il y eut des dissensions, des injures, des querelles, des voies de fait ; des scènes de trouble et de désordre affligèrent Bruxelles. Pendant ce temps là, on oubliait les promesses qu'on avait faites à Van der Mersch ; et il voyait à Namur son armée s'affaiblir tous les jours. Le Congrès, malgré ses réclamations, licenciait les patriotes, congédiait les officiers aguerris, les remplaçait par des enfants, et laissait l'armée nationale manquer de tout.

Sur ces entrefaites, l'empereur Joseph II mourut, le 20 Février 1790. L'homme qui avait le plus contribué à lui faire perdre la Belgique, le général d'Alton, l'avait précédé de cinq jours dans la tombe. Le comte de Cobenzl, commissaire plénipotentiaire de l'Empereur à Luxembourg, se hâta d'annoncer cette nouvelle aux États de Brabant, comme propre à terminer la guerre. Il les priait d'envoyer un député à Luxembourg, pour conférer sur les moyens de rétablir promptement la tranquillité et l'ordre, sur l'hommage à rendre à Léopold, frère et successeur de Joseph II, et sur les dispositions à faire pour son inauguration. Les États, après avoir lu cette lettre, le 4 Mars, décidèrent de ne pas y répondre.

Un bref du pape Pie VI, en date du 13 Janvier, arriva en même temps. Il engageait les Belges à rentrer sous le sceptre de l'Empereur : « Que les dissensions cessent, disait-il en finissant; que les peuples prêtent à leur prince l'obéissance qui lui est due; que le Prince à son tour aime ses peuples comme ses enfants; qu'il les reçoive à bras ouverts, au moment de leur retour vers lui. Que les droits de l'Église demeurent saufs et intacts; que les droits des peuples soient maintenus dans leur pureté. »

Enfin l'archiduc Léopold, que la mort de son frère faisait empereur, n'eut pas plutôt appris la perte qu'il venait de faire, qu'il expédia de Florence un courrier, portant ses propositions aux provinces belgiques. C'était aussi le fils de Marie-Thérèse. Il n'avait jamais été consulté, comme il le remarquait, et n'avait eu aucune part, ni directement, ni indirectement, aux tentatives de réforme de l'empereur Joseph II. Il avait constamment désapprouvé, au contraire, les infractions faites à la Joyeuse-Entrée, et toutes les innovations qui avaient amené la révolution. Il considérait les constitutions des Pays-Bas comme parfaites, et comme pouvant servir de modèle aux autres provinces de l'Empire; il l'avait déclaré de bouche et par écrit à l'Impératrice-Reine, en 1779. Il connaissait que, constitué par ses peuples, le Souverain ne pouvait régner que conformément aux lois fondamentales du pays; qu'il ne pouvait faire aucun changement quelconque à ses constitutions que du consentement des États, ni établir aucun impôt qui ne fut voté par les trois ordres. Il offrait en conséquence aux Belges la pleine confirmation de la Joyeuse-Entrée, et de tous les priviléges particuliers de chaque province, l'amnistie pleine, entière, et sans réserves pour le passé,

le rétablissement dans leurs emplois de tous les officiers publics destitués par le gouvernement impérial, l'exclusion des étrangers dans toutes les fonctions judiciaires, administratives et militaires. Il promettait encore que les gouverneurs-généraux seraient toujours ou de la famille du Souverain, ou natifs des Pays-Bas ; que le ministre et le commandant-général devraient être nés belges ; qu'on formerait, d'accord avec les États, de nouveaux régiments qui porteraient les noms des provinces respectives, et dont les officiers, tous natifs du pays, seraient nommés et avancés à la proposition des États ; que les militaires prêteraient serment à-la-fois au Souverain et aux États ; qu'ils ne pourraient jamais être employés, sous aucun prétexte, hors de la Belgique, sans le consentement des États, ni marcher dans le pays que pour sa défense contre les ennemis étrangers, ou pour y protéger l'ordre, dans les seuls cas où ils en seraient requis par les États ou par les magistrats des villes.

A toutes ces offres et à quelques autres aussi libérales, Léopold ajoutait qu'il laissait aux États la liberté d'ajouter toutes les autres clauses et articles qu'ils croiraient utiles, avantageux et convenables, pour assurer la tranquillité constante, le bien-être de leur pays, et rendre pour toujours impossible, même aux souverains futurs, l'altération de leurs priviléges.

Le congrès belge ne répondit pas non plus à ces ouvertures ; et l'on décida de continuer la guerre, au vif regret des citoyens paisibles, qui trouvaient les propositions du nouvel empereur capables de tout apaiser. Mais Van der Noot ne voulait pas sitôt abandonner le pouvoir ; il avait pris l'Excellence et se faisait appeler Monseigneur. Il eut l'idée de faire prêter par

les volontaires le serment de fidélité *aux États souverains constitués;* les volontaires ne voulurent le prêter qu'à la nation. Cette démonstration effraya les États. Le démocratie, c'est-à-dire le parti de Vonck, augmentait son influence. Van der Noot persécuta; des maisons furent pillées, des démocrates furent insultés dans les rues; Van der Mersch, qui n'approuvait pas toutes les idées exclusives des anciens membres du comité de Breda, toujours au pouvoir, causa plus d'ombrage que jamais. Le frère de Van der Noot fut chargé de surveiller l'organisation des troupes; c'était un homme brutal et absolu. Il découragea les volontaires; bientôt on reçut de Van der Mersch des plaintes réitérées; ses soldats manquaient de tout; l'indiscipline et la désertion détruisaient son armée. Les États, mal disposés, envoyèrent des commissaires, qui altérèrent la vérité et semèrent du doute sur la conduite du général. Les officiers de l'armée de Namur, indignés, présentèrent au congrès souverain une adresse où ils défendaient Van der Mersch comme leur espérance, leur soutien, où ils rappelaient qu'il était le libérateur du pays. « Nous voyons bien, ajoutaient-ils, qu'on veut le réduire à donner sa démission; mais ayant été nommé chef de l'armée par l'acclamation unanime de toute la nation, il ne peut donner sa démission qu'au peuple, qui seul a droit de l'accepter. »

Après avoir écrit cette protestation, ils arrêtèrent les députés du Congrès. Van der Mersch, sentant combien un tel zèle pouvait le compromettre, se hâta de leur faire rendre la liberté: ils retournèrent à Bruxelles, où le bruit se répandit bientôt que le vainqueur de Turnhout voulait s'emparer de la dictature. Les volontaires de Bruxelles avaient demandé le duc d'Ursel pour leur

général ; les officiers de l'armée active demandèrent 1° que Van der Mersch restât généralissime de l'armée belgique ; 2° que le duc d'Ursel fut mis à la tête du département de la guerre ; 3° que le prince d'Arenberg commandât en second l'armée nationale, sous les ordres de Van der Mersch. On trouva inconvenant que l'armée se permît de délibérer ; on tourna le peuple de plus en plus contre son général ; on insulta ses envoyés.

Le duc d'Ursel, le prince d'Arenberg, Vonck et quelques autres chefs du parti démocratique se rendirent à Namur, pour engager Van der Mersch à conserver un commandement abreuvé d'angoisses. Durant ce temps-là on fit au général un nouvel affront. La citadelle d'Anvers, toujours occupée par une garnison autrichienne, était bloquée par les Patriotes ; mais suivant une convention en formes, cette garnison devait évacuer la place, le 29 Mars 1790, si elle n'était pas secourue avant cette époque. Van der Mersch avait toujours pensé qu'il serait chargé d'exécuter cette convention ; et il eût vu là une récompense honorable pour ses services. Le Congrès, qui appelait le prussien Schœnfeld son général, lui confia cette mission ; à la suite de laquelle l'étranger se vit tout-à-coup investi du commandement des troupes que l'on venait de lever et d'équiper. On le chargea alors d'une autre mission plus surprenante.

Van der Mersch à Namur venait de recevoir du congrès souverain des déclarations qui lui avaient rendu la tranquillité, lorsqu'il apprit que le général Schœnfeld s'avançait avec une nombreuse armée. N'ayant reçu à ce sujet aucune nouvelle officielle, il refusa d'abord de croire à ces rapports. Mais des patrouilles, qu'il avait envoyées à la poursuite de quelques déserteurs, ayant

été arrêtées par des corps armés, sur les chaussées de Louvain et de Bruxelles, Van der Mersch commence à reconnaître qu'il est trahi ; bientôt il voit qu'une partie de son armée est corrompue ; il appelle ses officiers et se décide à sortir de Namur, à la tête de ceux qui se sont déterminés à le suivre, pour se présenter aux troupes qui s'avancent. Il laisse le commandement de la ville au comte de Rosières ; et, le 6 Avril, à neuf heures du matin, il sort de Namur avec deux mille hommes et six canons.

Mais aussitôt qu'il fut hors de la ville, les émissaires du Congrès qui s'y trouvaient, ouvrirent l'arsenal, armèrent leurs partisans, arrêtèrent les démocrates, obligèrent le comte de Rosières à partir, et fermèrent les portes. Tant d'animosité était causée par l'opposition que Van der Mersch avait montrée aux intentions du congrès souverain, qu'on l'accusait de vouloir renverser, pour s'emparer lui-même du pouvoir. Le peuple, qui alors ne voulait pas de maître retirait peu-à-peu, son affection au général, et Van der Mersch ne connaissait pas encore le facheux état de sa position,

Il aperçut bientôt le corps d'armée de Schœnfeld, rangé en bataille sur les hauteurs de Flawinnes, qui dominent la route de Bruxelles. Il s'arrêta sur une pente, près du hameau de Belgrade. Il sut là qu'une autre colonne, envoyée aussi contre lui par le Congrès, et forte de deux mille quatre cents hommes avec quatorze pièces de canon, s'avançait sur la route de Louvain, commandée par Dierix. Au même instant, un aide-de-camp de Schœnfeld, détaché par ce général du Congrès, se présenta devant le général de la Nation et lui demanda s'il voulait négocier.

Van der Mersch fit réponse qu'il ne comprenait rien

à tout ce qui se passait, et qu'il priait qu'on voulût bien lui donner des explications. Schœnfeld prit alors les ordres des membres députés du Congrès, qui formaient son conseil, et il fit proposer à Van der Mersch une conférence; elle fut acceptée. Le général patriote s'expliqua si franchement, entre les deux armées, sur la loyauté de sa conduite et sur l'indécence des démarches ordonnées contre lui, que Schœnfeld embarrassé, honteux peut-être du personnage qu'il jouait, le pria de s'expliquer avec les députés, qui étaient au centre de sa colonne. La dignité du général échoua contre la froideur étudiée des agents du Congrès; ils reprochèrent à Van der Mersch la conduite de ses officiers, lui firent entendre qu'on le regardait comme un traître; qu'il devait se justifier; ils lui étalèrent leurs forces, lui apprirent que les portes de Namur lui étaient fermées, et lui demandèrent de se soumettre aux États.

Le général avait la conscience nette; il céda; car il pensait obtenir une justification éclatante. Il exigea seulement la promesse qu'aucun de ses officiers ne serait arrêté, sans un examen et une conviction préalables. On ne tint pas cette convention. Les deux armées, par suite de cette espèce de capitulation, étant entrées ensemble dans Namur, le soir même tous les officiers attachés à Van der Mersch furent arrêtés et mis en prison; le régiment de Namur qui l'idolâtrait fut éloigné. On n'osa encore porter la main sur lui; le peuple le révérait encore. Mais les députés du Congrès lui ordonnèrent de se rendre à Bruxelles.

Il partit sans escorte, et se présenta le 8 Avril devant l'assemblée; on lui proposa un conseil de guerre pour le juger; il le déclina, en disant qu'il ne reconnaissait d'autre juge que la nation. Il n'en fut pas

moins condamné à tenir les arrêts. Le grief principal que l'on élevait alors contre lui fut l'opinion favorable qu'il avait émise sur le manifeste de Léopold. On l'accusait d'avoir dit que le pays, trompé par Van der Noot, était sans alliés et n'avait rien de mieux à faire que de reconnaître le nouvel Empereur. On le transféra donc de Bruxelles à Anvers, pays où il n'avait que des ennemis; et il fut détenu dans la citadelle, qui fut pendant sept mois sa prison [1].

L'armée nationale dès lors eut pour chefs deux étrangers, Schœnfeld qui tenait la place due au baron de Kleinenberg, si l'on ne voulait plus employer Van der Mersch ; et Koehler, qui prit bientôt le commandement de la colonne de Dierix.

[1] Van der Mersch ne recouvra la liberté qu'au retour de la domination autrichienne en Belgique. Il se retira dans ses terres près de Menin, et y mourut le 14 Septembre 1792.

CXXXVI

CAMPAGNE DE 1790.

Toute puissance est faible, à moins que d'être unie.
LAFONTAINE.

L'ARMÉE, dont le Congrès venait d'ôter le commandement à Van der Mersch, était peu considérable ; mais elle commençait à devenir bonne ; et avec un chef qui possédait sa confiance, elle eût pu marcher à de nouvelles victoires. Elle ne sympathisait pas avec les deux chefs étrangers qu'on venait de lui imposer. Koehler était un brave anglais, qui peut-être eût conquis l'affection des Belges s'il eût eu le commandement suprême; il était subordonné à Schœnfeld, ce prussien, que l'on croit encore avoir été un agent de l'étranger, chargé de compromettre adroitement les destinées de la nouvelle république.

Il n'est pas sans intérêt, dit M. Borgnet, de connaître l'organisation de l'armée patriotique à cette époque. « Dans le principe, les régiments portaient les noms des provinces où ils avaient été formés ; il y avait le régiment de Namur, celui de Hainaut, les dragons de Flandre, etc. Le système était vicieux et tendait à prolonger dans l'armée une division qui n'existait déjà que trop dans le pays, et qui provenait du système fédératif. Souvent un régiment prétendait n'avoir d'ordres à recevoir que des États de la province dont il portait le nom. Pour obvier à cet inconvénient, le congrès décida qu'il n'y aurait plus, pour les différents corps de l'armée, qu'une seule série de numéros, et que toutes autres dénominations viendraient à cesser. Chaque régiment eut donc son numéro ; le premier échut à celui de Namur.

« La république avait aussi son infanterie légère. Dans cette catégorie pouvaient être rangés la légion britannique, les chasseurs de Lorangeois et les Canaries. Ces trois corps étaient cités, avec les dragons de Flandre, le régiment de Hainaut et celui de Namur, comme les plus braves et les mieux disciplinés de l'armée. On parlait dans un sens contraire de l'un des deux régiments que l'abbé de Tongerloo avait équipés à ses frais, et de celui d'Anvers.

« La légion britannique était composée d'étrangers de tous les pays et même d'indigènes, que l'on avait affublés d'habits rouges, et que l'on faisait ainsi passer pour des Anglais ; c'était un moyen employé par Van der Noot, afin de faire croire que les puissances de l'Europe appuyaient la révolution. Les chasseurs de Lorangeois portaient le nom du chef qui les avait organisés ; ce Lorangeois, français de naissance, exerçait à

Bruxelles la profession de maître d'armes, quand l'insurrection éclata ; il y prit une part active et obtint, au bout de peu de temps, le grade de colonel.

« Les Canaries, dont la bravoure est devenue proverbiale, méritent aussi une mention spéciale et quelques lignes de souvenir. Quand on forma le régiment de Namur, il se présenta des hommes qui furent refusés, pour défaut de taille ou faiblesse apparente de constitution. Cependant leur bonne volonté était telle, que l'on consentit à en faire un corps particulier ; et par mesure d'économie, on les habilla avec un drap de rebut, couleur jaunâtre, d'où leur vint le nom de Canaries. Commandés par un homme qui depuis figura d'une manière éclatante parmi les braves de la grande armée française (Dumonceau), les Canaries se distinguèrent dans mainte occasion. Le mépris avec lequel ils avaient été accueillis dans les rangs d'une armée équipée avec luxe, fit place à l'envie. Chacun tint à honneur d'entrer dans cette espèce de bataillon sacré, que les sabres des dragons autrichiens avaient, à la fin de la campagne, presque anéanti. »

Koehler, que le congrès avait nommé d'abord colonel d'artillerie et que plus tard il fit général, s'occupait dans l'arsenal de Namur à faire construire activement des affuts de canon à l'anglaise ; et tous les matins il exerçait les artilleurs patriotes, avec dix pièces de canon, sur la place de Saint-Aubain. Le soir il les exerçait hors de la ville.

Il semblait qu'on voulût laisser aux Autrichiens l'honneur de recommencer les hostilités ; des hauteurs de Marche, où ils avaient concentré leurs principales forces, ils tombèrent le 18 Mai sur les avant-postes de l'armée nationale et les forcérent à se replier sur Ciney

et sur Emptinne. Le général Schœnfeld partit aussitôt de Namur, ce même jour, avec son armée, annonçant qu'il attaquerait l'ennemi le 24. On jugea dès cette première expédition quel système allait suivre Schœnfeld. Nous citerons à cette occasion les Mémoires Militaires d'un officier de l'armée belge sur la campagne de 1790, publiés à Londres en 1791.

« Le général Schœnfeld avait pris le commandement de l'armée sur la vieille route; il confia celui de la nouvelle au comte Henri du Châtel, donnant l'ordre au colonel Koehler de tenir prête toute l'artillerie et de marcher pour joindre l'armée. Mais le manque de chevaux, le peu d'expérience des canonniers, firent retarder jusques bien avant dans la journée le départ du train d'artillerie. Enfin il se mit en marche avec seize pièces de canon et obusiers, malgré tous les obstacles et le manque de landons pour les chevaux de trait. Koehler, sachant apprécier les conséquences d'un retard, fit la plus grande diligence et arriva à Assesse et à Emptinne avec ce train d'artillerie, un nombre suffisant de canonniers, et les caissons nécessaires pour le transport des munitions.

« Schœnfeld avait établi son quartier-général à Emptinne; il était à dîner quand l'artillerie arriva. Il s'obstina à faire rester le colonel Koehler, qui s'en défendit longtemps, alléguant pour excuse qu'il ne pouvait abandonner son train d'artillerie, parce que les canonniers étant fatigués laisseraient là leurs canons, et que leur peu de subordination lui faisait craindre de ne pouvoir les rassembler dans un cas urgent. Il fut néanmoins obligé d'acquiescer à cette invitation; et pendant le repas, il ne fut pas du tout question d'attaquer l'ennemi.

« Après le dîner, le général Schœnfeld monta à cheval ; Koehler l'accompagna. Mais en sortant d'Emptinne il trouva, comme il l'avait prévu, tous les caissons pêlemêle dans un chemin creux, et les canons en avant abandonnés de leurs canonniers ; le désordre était si grand, qu'il fut obligé de faire prendre les armes à des troupes cantonnées dans le voisinage, et d'user de menaces pour faire sortir ses canonniers des cabarets. Ce ne fut pas sans peine qu'il parvint à rétablir l'ordre.

« Schœnfeld était parti en avant et n'avait laissé d'autre ordre que d'aller à Pessoux. Koehler arriva à ce village avec toute l'artillerie, sans aucune escorte ; ne pouvant exécuter l'ordre qu'il avait reçu, sans exposer l'artillerie à être surprise par l'ennemi, à cause des chemins creux, mauvais et dominés de tous côté, il prit au moins une position avantageuse sur une hauteur, afin de pouvoir se défendre en cas d'une attaque, et y établit le parc d'artillerie, en ordonnant à tous les officiers et canonniers de se trouver à ce parc, au premier signal de trois coups de canon.

« Dans l'après-midi, Koehler, étant monté à cheval pour aller reconnaître le pays, fut très-étonné de voir dans le lointain beaucoup de fumée et des villages en feu. Il n'hésita pas à faire tirer les trois coups de canon qu'il avait désignés pour le signal d'alarme ; les canonniers et artilleurs rejoignirent leurs postes avec promptitude ; tout fut bientôt en état de défense. Le feu augmentant et s'approchant visiblement, on ne douta plus que ce ne fussent les ennemis. Koehler détacha deux compagnies et deux pièces de canon, qu'il envoya en avant pour protéger une retraite, au besoin, ou pour agir selon les circonstances. Lui-même, à la tête de ces deux compagnies, ne put bientôt plus douter d'une

déroute complète dans la colonne qui était partie sous les ordres du baron de Schœnfeld. La plupart des soldats avaient jeté leurs armes pour se sauver et couraient de tous côtés en désordre. Koehler se donna les plus grandes peines pour les rallier ; voyant l'impossibilité d'en venir à bout, il plaça une compagnie de pontonniers derrière la ligne des canons ; il arrêta ainsi un grand nombre de fuyards et parvint à rallier à peu près trois mille hommes, qu'il rangea en bataille avec le corps du major Lejeune. Cette colonne qui fuyait (et qui pourtant avait résisté quatre heures) avait déjà perdu ou abandonné onze pièces de canon.

« Les Autrichiens, remis de l'effroi qui les avait saisis devant le général Van der Mersch, poursuivaient cette colonne débandée, à pas lents, mais avec assurance. Koehler, attentif à leurs mouvements, demeurait ferme avec toute son artillerie sur la hauteur de Pessoux. En face, à environ huit cents pas de là, il y avait un petit bois dont les ennemis s'étaient couverts pour amener leur artillerie ; ils s'avançaient en colonne, ne croyant pas rencontrer une batterie qui dominait sur eux. Au quatrième coup qu'ils tirèrent, Koehler fit jouer avec tant d'effet tous ses canons et obusiers, qu'il fit taire ceux des ennemis et même démonta une de leurs pièces. Les Autrichiens se retirèrent, dans un plus grand désordre que celui où, peu d'instants auparavant, l'on avait vu la colonne de Schœnfeld. Ils se gardèrent bien, cette nuit-là, de faire de nouvelles tentatives, ni d'autres mouvements. Tout était fort tranquille, quand deux heures après, au grand étonnement de tout le monde, le général Schœnfeld envoya ordre à Koehler de faire les dispositions d'une retraite, et de placer à l'arrière-garde deux pièces de canon.

« On se mit en marche pour aller à Emptinne. Mais tout était dans le plus grand désordre, quand Koehler, qui avait toujours couvert la retraite de la colonne débandée, reçut un second ordre de se porter de suite vers Ciney. Il y arriva à deux heures du matin; les chevaux des trains d'artillerie étaient harassés de fatigue, n'ayant eu ni repos, ni nourriture depuis quarante-huit heures. On leur en fit donner par force, moyennant des billets qui assuraient le payement.

« Vers les quatre heures du matin, un des aides-de-camp du général en chef apporta à Koehler un autre ordre de se replier de suite sur Emptinne. Il se mit en marche; en y arrivant, on lui fit savoir qu'il devait se retirer jusqu'à Assesse. On donnait pour motif de cet ordre la nouvelle qu'on avait reçue de la défaite totale et de la retraite de la colonne qui était sous les ordres du comte Henri du Châtel. Cet échec commença la décadence des affaires des Belges.

« J'ai appris (continue l'auteur des Mémoires Militaires que nous citons) que le projet du général Schœnfeld était d'attaquer l'ennemi sur trois colonnes, par trois différents endroits, mais dans le même moment. L'une devait venir du côté de Limbourg sur le village de Marche en Famenne, et former l'attaque de la gauche; une autre devait venir de Bauraing, Sohière, Rochefort, et former l'attaque de la droite; celle du centre devait être commandée par le général même. Cette attaque était trop compliquée pour des troupes nouvellement levées, et dans un pays où il est difficile de faire passer de l'artillerie. Le projet fut renversé par un accident (pour ne pas employer une expression plus sévère).

« Le général avait mis sa colonne en mouvement, le

23 Mai, veille du jour où cette attaque devait avoir lieu, sans aucune intention d'attaquer alors l'ennemi, mais seulement de prendre une position en avant. Les Autrichiens, à n'en pas douter, furent instruits de ce projet; ils vinrent avec toutes leurs forces attaquer cette colonne, et n'eurent aucune peine à la mettre totalement en déroute. Le général ne se doutait probablement pas de leur manœuvre; car assurément, il n'eût pas laissé en arrière, à Pessoux, un de ses meilleurs régiments, avec tout son train d'artillerie. Cette attaque imprévue déconcerta les troupes et leur fit abandonner le champ de bataille avec une facilité étonnante: les autres colonnes découragées furent aisément mises en désordre.

« Voilà les causes de la malheureuse déroute du 24 Mai. Les suites de cette journée ont toujours influé sur le courage des troupes belgiques, qui s'est trouvé ralenti, tandis que l'ennemi, sentant redoubler le sien, conserva constamment depuis sa supériorité. Tout militaire sait que le plus grand malheur après une défaite, ce n'est ni la perte du terrain, ni celle des hommes, mais celle de la confiance en soi-même. On a vu dans cette campagne, et dans plusieurs affaires, des coups de hardiesse, de vrai courage et d'intrépidité, qui auraient fait honneur aux troupes des nations les plus aguerries, et qui furent, de la part des Belges, de la vaillance en pure perte.

« Revenons aux faits. Arrivé à Assesse, selon l'ordre qui lui en avait été donné, et sans voir la moindre apparence d'ennemi, le colonel Koehler, continuant toujours à couvrir la retraite, se détacha de suite pour dresser des batteries sur des hauteurs avantageuses, et prit possession de postes presque inattaquables. Alors

encore l'ordre lui arriva de se retirer sur Namur.....

« Malgré toutes les perquisitions qu'on a pu faire pour comprendre les raisons de cette retraite, on n'a pu y parvenir. On a appris seulement que des officiers peu instruits avaient fait des rapports vagues, et sans preuves, ni vraisemblance, que l'ennemi était en chemin pour couper les Belges près de Namur. Enfin, voilà toute la colonne encore une fois en mouvement, pour retrograder sur cette ville. Koehler, toujours à l'arrière-garde, suivait le corps d'armée à une demi-lieue de distance, s'arrêtant de temps en temps dans les positions favorables pour couvrir la retraite; il continua ainsi sa marche jusqu'à la vue de Namur, sur une hauteur nommée Vivier-l'Agneau. Là, il fit faire halte à son arrière-garde et dit à ceux qui étaient avec lui, qu'il n'irait pas plus loin, sans recevoir des ordres positifs, alléguant que c'était une très-bonne position pour se défendre même contre toute l'armée des Autrichiens.

« Le général Schœnfeld, arrivant sur ces entrefaites, lui demanda ce qu'il faisait en cet endroit? Koehler lui répondit qu'il attendait ses ordres. Sur quoi le général lui ordonna de continuer sa route et d'aller à Namur. Le colonel, étonné, répéta en propres termes aux soldats : Le général Schœnfeld vous ordonne de marcher à Namur. Mais étant à une demi-portée de canon des remparts, avec les deux pièces de retraite, et la plus grande partie de l'armée étant déjà rentrée dans la ville, ainsi que toute l'artillerie, le général en chef sortit, demanda encore une fois à Koehler où il allait, et lui ordonna de retourner sur ses pas jusqu'à Andoy, à une lieue de Namur, sur la route de Luxembourg. Koehler obéit; il envoya sur le champ un officier à Namur pour faire revenir toute l'artillerie; il établit son parc sur la

hauteur d'Andoy, et passa la nuit au bivouac, dans de grandes inquiétudes, car ses canons n'arrivèrent pas de toute la nuit, les officiers et les canonniers ayant abandonné leurs pièces, pour se disperser dans la ville et chercher du repos. »

Nous avons rapporté ce long extrait, pour donner au lecteur le moyen de juger les nouveaux chefs de l'armée belge. Du reste, la position d'Andoy était bonne. Mais depuis qu'ils avaient perdu Van der Mersch, les Belges étaient sacrifiés. Koehler s'occupait de rendre son poste inattaquable, lorsqu'il reçut l'ordre d'aller prendre le commandement de la colonne de Bouvignes, et de remplacer le comte Henri du Châtel, dont on n'était pas satisfait. En même temps, l'armée reçut un décret du Congrès souverain, en date du 28 Mai, qui, vû l'imminence des dangers de la patrie, établissait une dictature momentanée et la confiait à Schœnfeld. Comme il arrive quelquefois, on attribuait aux soldats les fautes du chef; le Congrès envoya donc aussi à Namur des députés plénipotentiaires qui avaient toute puissance de pourvoir efficacement à une exacte discipline. Ils publièrent un réglement qui punissait de mort la mutinerie, la menace, la peur qui fait tourner le dos, la désertion; selon ce réglement, un bataillon qui lâchait pied dans une affaire était décimé; un soldat qui s'endormait en faction recevait cent coups de plat de sabre. Ce n'est pas avec ce mépris qu'on relève le courage d'une armée.

Dans tous les cas, la retraite de Schœnfeld avait fait relever la tête aux ennemis du gouvernement, dont Van der Noot était toujours le chef. Les Vonckistes, réfugiés à Lille, pour éviter les persécutions des Stationnaires, firent une invasion sur Courtrai, le 28 Mai, et

cherchèrent à soulever la Flandre. Mais ils ne trouvèrent pas la sympathie qu'ils avaient espérée et furent repoussés avec perte. Leur tentative n'amena que de facheux résultats ; beaucoup de démocrates furent arrêtés et maltraités à Bruxelles et à Gand.

Schœnfeld cependant, avec sa dictature, ne remit pas les choses sur un pied convenable ; il n'usa de son pouvoir absolu que pour renvoyer les meilleurs officiers, sous prétexte qu'ils regrettaient Van der Mersch, et pour achever de compromettre les affaires du pays.

D'un autre côté, le colonel Koehler qui, anglais de naissance, avait servi en qualité d'aide-de-camp sous les ordres du général Elliot, célèbre par la fameuse défense de Gibraltar, Koehler se fit bientôt aimer dans le nouveau corps dont on lui donnait la conduite. En peu de jours il eut conquis l'estime des officiers et la confiance des soldats. La colonne de Bouvignes, dont il devenait le chef, se composait d'environ sept mille hommes, tant infanterie que cavalerie. Elle comprenait les régiments de Namur et de Bruges, un bataillon du régiment de West-Flandre, un bataillon du régiment d'Anvers, les chasseurs de Lorangeois et de Marneff, une compagnie de ces braves volontaires habillés de jaune avec collet et parements noirs et appelés les Canaries, et les dragons de Flandres et Cumptigh.

Koehler, pour rassurer ses troupes, les exerça continuellement par de petites escarmouches, qu'il eut soin de n'engager qu'avec la certitude du succès ; et son corps d'armée devint redoutable à l'ennemi. Le 10 Juin, il attaqua un corps d'Autrichiens sur la montagne d'Anseremme ; il fut repoussé et perdit le comte de Romrée, qui commandait une compagnie du régiment de Namur. Mais le 17 il prit sa revanche, fit

charger à la baïonnette, et tua à l'ennemi trois cents hommes. Le Congrès récompensa cette action en nommant Koehler général-major, le 27 juin.

Au commencement de Juillet, Koehler envoya le capitaine Smets de l'autre côté de la Meuse en expédition ; Smets chassa les Autrichiens de poste en poste jusqu'au château d'Estroie et s'en revint chargé de butin. Ces petits succès aguerrissaient les soldats.

Vers ce temps là, arrivèrent de Bruxelles le comte de Baillet et M. Gendebien, tous deux membres du Congrès, députés au général Koehler, pour conférer avec lui sur un projet qu'avait l'ennemi de passer la Meuse par surprise au pont de Dinant. Koehler déjà en avait été prévenu ; et il avait pris des mesures en plaçant une batterie devant le pont et une autre sur la hauteur qui le domine, près du lieu où étaient les fourches patibulaires de la ville. Une des arches du pont fut rompue, une forte palissade fut élevée. Les Autrichiens avaient pensé effectuer leur passage, sous la protection d'une batterie qu'ils avaient préparée à Herbichem, les affuts montés n'attendaient plus que les canons ; et l'ennemi comptait aller enlever de nuit deux pièces de fer, du calibre de douze livres, qui appartenaient à la ville de Dinant et qu'on laissait sans garde au bord de la Meuse. Koehler, dans la nuit du 4 Juillet, envoya trente hommes qui embarquèrent les deux canons, les lui amenèrent, et les placèrent sur des affuts où les Autrichiens, le lendemain matin, purent les voir tournés contre eux.

Quelques jours après, le général, continuant à exercer ses troupes, envoya un détachement de Canaries, un détachement de chasseurs et une compagnie du régiment de Namur, sous les ordres de Boisgautier

et de Dumonceau, avec injonction de s'emparer du château de Poilvache; c'était une ruine fortifiée; elle fut enlevée à la baïonnette, et les Autrichiens repoussés jusqu'à Évréhaille. C'étaient tous les jours des faits semblables, mais qui ne terminaient pas la guerre; car Schœnfeld, le général en chef ne prenait pas de détermination.

On a conservé de cette campagne une foule d'anecdotes plus ou moins piquantes; nous en citerons une ici :

Un chasseur autrichien s'était placé derrière un tas de pierres au bord de la Meuse, entre Bouvignes et le camp de Lorangeois, de façon qu'il n'y avait que le bout de sa carabine qui passât par un trou. Il tirait sans cesse sur tous ceux qui suivaient la route. Le général Koehler, visitant ce jour là ses postes avec sa suite, ce chasseur eut l'adresse de tuer le cheval d'une des ordonnances. Un brave chasseur du corps de Lorangeois, indigné de ce qu'on avait fait feu sur son général, se posta vis-à-vis avec une fermeté et un sang-froid étonnant, fixa directement le trou, jusqu'au moment où le chasseur ennemi ayant lâché son coup retira sa carabine, visa, tira lestement, et soit adresse, soit hasard, tua l'Autrichien [1]. Le but, qu'il fallait presque deviner, à une assez grande distance, et qu'il traversa si heureusement de sa balle, n'avait pas trois pouces de diamètre.

Pendant que la colonne de Bouvignes continuait à remporter de petits avantages, une conférence se tenait à Reichenbach, entre les ministres de la Prusse,

[1] Mémoires militaires sur la campagne de 1790.

de l'Angleterre et de la Hollande. Ils signèrent, le 27 Juillet, une convention par laquelle ils arrêtaient que la tranquillité serait rétablie, le plus promptement possible, dans les provinces belgiques, et que les trois puissances alliées concourraient à la réconciliation des Belges avec l'empereur d'Autriche, leur souverain, moyennant l'assurance de leur ancienne constitution, l'amnistie pleine et entière, et l'oubli parfait de tout ce qui s'était passé. Le Congrès souverain refusa d'abord de croire à cette déclaration, qui anéantissait toutes les espérances de secours toujours promis par Van der Noot. Les États néanmoins rassurèrent le peuple; et le Congrès fit frapper des monnaies pour faire preuve de souveraineté. On continua la guerre.

Quelques corps de la colonne de Schœnfeld furent battus dans le Limbourg, au commencement d'Août; Koehler les vengea le 31 de ce mois; il fit enlever, sur la montagne d'Anseremme, par le brave major Dumonceau et ses Canaries, un poste autrichien retranché de chevaux de frise; puis il attaqua habilement l'ennemi et lui tua cinq cents hommes et dix officiers. Le baron de Bleckem, qui avait commandé à Namur tomba d'un coup de feu à la tête dans cette journée.

Mais de l'autre part, Shœnfeld éprouvait tant d'échecs, que le Congrès se décida à frapper un grand coup. Van der Noot vit un appui dans l'enthousiasme des villageois. Il proposa aux États de leur faire, au nom de la religion, un appel pour les engager à marcher en masse contre les Autrichiens. Cette campagne se prêcha comme une croisade; on lui en donna le nom. Le jour du rassemblement fut fixé au 4 Septembre; et Van der Noot déclara qu'il marcherait à la tête du peuple armé.

On vit bientôt les volontaires villageois en campagne. Chaque village envoya avec ses paysans un curé pour les conduire. Quoiqu'ils eussent des chefs qu'ils appelaient officiers, dit une relation du temps, ils n'obéissaient qu'à leurs prêtres. Ils avaient leurs habits de village de différentes couleurs; mais tous avaient orné leurs manches de parements rouges. Tous portaient la cocarde aux trois couleurs, rouge, jaune et noire ; leurs officiers avaient un uniforme. Ils amenaient avec eux des chariots remplis de jambons. de saucisses, de lard, et de pain ; leurs tentes étaient de grandes toiles qui, tendues sur des piquets, abritaient cinquante hommes.

Van der Noot, devenu général, décida une grande attaque pour le 22 Septembre. Plus de vingt mille paysans renforçaient et doublaient l'armée nationale. Aux premiers coups de canon, ces pauvres gens, qui ne se faisaient pas une idée de la guerre, s'épouvantèrent et prirent la fuite. Leur désordre se communiqua à l'armée réglée ; ce fut bientôt une complète déroute ; et il fallut renvoyer les bons croisés chez eux. L'armée patriotique se désorganisa peu-à-peu.

On reparla des conférences de Reichenbach et des offres que Léopold persévérait à faire. Le congrès souverain s'était si hautement prononcé contre l'Empereur, que par amour propre peut-être il ne voulut pas céder ; le 21 Novembre, à onze heures du soir, après une séance orageuse, il proclama à l'unanimité l'archiduc Charles, troisième fils de l'Empereur, grand-duc héréditaire de la Belgique, croyant par là tout accommoder en conservant l'indépendance nationale.

Cette tentative fut encore sans succès. Le comte de Merci-Argenteau, envoyé par l'Empereur à la Haye, où s'étaient transportés les ministres des puissances mé-

diatrices, ne voulut pas s'écarter des intentions de son maître, qui tenait à recouvrer la Belgique. Les États sentirent enfin qu'une plus longue résistance était inutile. Van der Noot s'enfuit en Hollande, l'armée nationale disparut. Les troupes impériales rentrèrent à Namur le 25 Novembre; toute la Belgique se soumit, et les généraux Autrichiens évitèrent tout ce qui pouvait paraître menaçant. Van der Mersch, recouvrant alors sa liberté, se retira tranquillement à Menin.

Léopold, en recevant l'hommage des provinces Belgiques, confirma leurs constitutions, priviléges et coutumes, comme ils l'avaient été à l'inauguration de Marie-Thérèse. Il répéta sa promesse d'oubli complet; Marie-Christine et Albert reprirent leur titre de gouverneurs-généraux des Pays-Bas Autrichiens. Toutes les innovations de Joseph II furent abolies; et Léopold montra la plus généreuse modération.

Mais l'esprit de parti s'éteint difficilement. Il y avait dans la Belgique des germes abondants de désunion, qui vont ouvrir les portes à une autre révolution.

FASTES MILITAIRES

DES BELGES.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Période Française.

CXXXVII

BATAILLE DE JEMMAPES.

> Car l'heure était venue, où, partis de Jemmapes,
> Ils allaient visiter le monde par étapes.
>
> BARTHÉLEMY.

L'EMPEREUR Léopold mourut le 1er Mars 1792. Sa modération et sa douceur n'avaient pu parvenir à éteindre les partis en Belgique. Les anciens patriotes, ceux qui avaient suivi l'étendard de Van der Noot, s'étaient fondus presque tous dans le parti de l'Empereur. Mais la faction des Vonckistes voulait autre chose que les vieilles constitutions; elle étendait tous les jours son influence, et tournait les yeux vers les Français, qui avaient fait dans leur révolution des pas immenses.

La France, en 1787, avait commencé l'œuvre de ce qu'elle appelait sa régénération. L'Assemblée Nationale,

en 1789, avait assis sur des bases solides les droits qu'on ne nie plus maintenant à l'espèce humaine, la liberté et l'égalité. Mais alors, tandis que la Belgique voulait uniquement conserver, la France ne travaillait qu'à détruire. Aussi, lorsqu'en 1790, les amis de Vonck demandèrent l'appui de la France, il leur fut répondu que les Belges, avec leur idées religieuses, n'étaient pas mûrs pour l'indépendance.

En 1792, les Français, qui avaient toujours marché dans le renversement complet des anciennes choses, et qui arrivaient à la république, voyant la fermentation qui secouait le sol belge, le progrès de nos provinces méridionales dans les vues philosophiques, et l'autorité que prenait chaque jour de plus en plus le parti de la démocratie, les Représentants de la nation française ne jugèrent plus les Belges indignes de leur fraternité. Ils sourirent aux partisans de la réunion ; c'était par la guerre qu'elle devait avoir lieu.

Quatre-vingt mille nobles avaient émigré de la France, devant une révolution qui mettait au néant tous leurs priviléges. Ennemis intéressés des idées libérales, qui semblaient s'être incarnées dans le peuple français, ils cherchaient de l'aide dans les cours étrangères, pour pour remettre la nation sous le joug de ses vieilles lois, toutes ternies encore du levain féodal. La cour de Vienne les accueillit avec bienveillance ; et ils se réunirent en armes aux bords du Rhin. Louis XVI, en vertu de la nouvelle constitution qu'il avait acceptée, fut obligé d'adresser à l'empereur François II, successeur de Léopold, des plaintes sur les rassemblements d'Émigrés qu'il souffrait dans ses états, et sur les liaisons hostiles à la France que la cour de Vienne entretenait avec les autres puissances de l'Europe. François II répondit qu'il

ne connaissait pas en Allemagne de rassemblements qu'on eût droit de blâmer ; que bientôt peut-être il jugerait convenable d'en faire de plus grands pour le maintien de la paix ; quant aux liaisons établies entre la cour de Vienne et les principales cours de l'Europe, qu'elles ne cesseraient pas, tant que la liberté du roi de France serait menacée. En entendant cette réponse, la France décida la guerre.

Louis XVI se rendit, le 20 Avril, dans le sein de l'Assemblée Nationale ; Dumouriez, alors ministre, fit un rapport, à la suite duquel le Roi déclara qu'il venait formellement proposer la guerre contre l'Allemagne ; elle fut votée à l'unanimité et signifiée aussitôt.

Quelques jours après, des armées françaises étaient en marche sur l'Alsace et sur la Belgique ; de nombreux Émigrés s'y étaient concentrés ; l'Empereur, craignant les sympathies des Démocrates pour les révolutionnaires français, avait amassé des troupes dans nos provinces méridionales. Dès le 29 Avril, une colonne française s'avançait de Valenciennes sur Mons. Le comte d'Happoncourt la repoussa ; le lendemain le baron de Beaulieu, général belge au service de l'Empereur, refoulait sur le sol de la France une autre colonne qui de Lille avait marché sur Tournai.

Le duc Albert de Saxe-Tesschen vint prendre le commandement de l'armée impériale ; il établit son quartier-général à Leuze.

Pendant que le général Lafayette se retranchait derrière Maubeuge pour protéger la frontière française, le maréchal Luckner, celui pour qui Rouget de Lille improvisa l'immortel chant guerrier si connu sous le nom de *la Marseillaise,* Luckner, à la tête d'un fort détachement qui frappait les airs de cette chanson des bra-

ves, entrait comme un torrent dans la Flandre, et prenait Courtrai.

Un bataillon de Belges faisait partie de son armée, dans cette première guerre de propagande. Ce bataillon enleva un canon autrichien, dont l'Assemblée Nationale française lui fit le don solennel.

L'armée impériale transporta son quartier-général à Mons ; elle devenait de jour en jours plus forte et nombreuse. Les Autrichiens firent des excursions en France. Ils emportèrent Turcoing, Lannoi, Orchies, Roubaix et Saint-Amand ; ils assiégèrent Lille et Valenciennes.

Les Français avaient à défendre leur territoire menacé tout du long de l'Alsace, de la Champagne et des Ardennes. Ils trouvaient de l'aide dans le peuple ; Lille et Valenciennes, résistaient. Le 20 Septembre, Albert de Saxe-Tesschen, ayant réuni une partie de ses forces à Fleers près de Lille, envoya aux habitants de la ville assiégée une sommation qui les invitait à rentrer sous le pouvoir monarchique de Louis XVI, et les menaçait, s'ils balançaient, du traitement que l'on fait subir aux rebelles. Les Lillois ne répondirent pas. Les troupes impériales commencèrent l'attaque au faubourg de Fisve ; le 25 Septembre, on ouvrit les tranchées, on établit les batteries, on apprêta tout pour le bombardement.

Avant de détruire encore une ville déjà saccagée tant de fois, Albert fit de nouvelles propositions de paix au commandant de la place et aux chefs de la municipalité. Le Commandant répondit qu'il était résolu avec sa garnison à s'ensevelir sous les ruines de Lille ; la Municipalité écrivit cette lettre remarquable : « Nous « venons de renouveler notre serment d'être fidèles « à la Nation et de maintenir la liberté et l'égalité, ou

« de mourir à notre poste. Nous ne serons pas des par-
« jures. »

Le bombardement commença donc le 29 Septembre 1792.

Mais à Paris, un grand mouvement s'était opéré. Pendant ce fameux massacre des prisons, dont l'horreur ne s'oubliera jamais, Danton, alors ministre de la justice, s'était présenté à la barre de l'assemblée nationale; dans une improvisation vive et saillante, comme il savait en faire, il avait peint le territoire de la patrie envahi par l'ennemi que guidaient les Émigrés; il avait rendu compte de leurs progrès; il avait demandé qu'un armement général fût décreté à l'instant; qu'on sonnât le tocsin à tous les clochers, que le drapeau tricolore fût partout chargé de cette devise célèbre: la patrie en danger; que le canon d'alarme tonnât pendant trois jours dans le centre de Paris, et que tous les citoyens en état de porter les armes fussent appelés au champ de Mars, pour s'y former en colonnes militaires et marcher *contre les tyrans et leurs satellites.*

Cette motion avait été accueillie à l'unanimité; un décret avait été rendu; toutes les cloches s'étaient ébranlées; une pièce de quarante-huit avait été placée sur le pont-neuf; on battait la générale dans toutes les rues; on chantait la Marseillaise à tous les théâtres, dans tous les cafés, sur tous les boulevards, à tous les carrefours; sur toutes les places, des registres d'enrôlements étaient ouverts; tous les citoyens couraient aux armes; en trois jours, Paris seulement avait fourni quarante-huit mille combattants, qui s'étaient mis en marche. Quatorze armées s'étaient formées à la voix de Danton. Dumouriez venait de battre les Autrichiens et les Prussiens dans la forêt d'Argonne; il venait de rem-

porter la belle victoire de Valmy ; il s'avançait sur la Belgique ; et le général Clerfayt accourait pour soutenir le duc Albert de Saxe-Tesschen.

L'armée qui, depuis vingt jours, bombardait Lille sans la réduire, fut obligée de lever le siége et de se reporter à Mons.

Dumouriez, que les troupes autrichiennes avaient à combattre, était un homme qui connaissait le pays où se faisait la guerre. Né à Cambrai, cette vieille capitale des Nerviens, cette cité célèbre qui jusqu'au dix-septième siècle avait été belge, Dumouriez n'avait jamais pu s'accoutumer à regarder la Belgique comme un pays ennemi. En 1789, il avait été envoyé à Bruxelles par l'Assemblée Nationale, pour observer la marche de la révolution brabançonne. Il y vit des peuples qui connaissaient la liberté et qui se levaient, non pour la conquérir, mais pour la défendre. Il le dit, quand il revint à Paris ; et durant les courts instants où il occupa le ministère des affaires étrangères, il ne chercha qu'à faire de la Belgique une amie, plutôt qu'une annexe de la France. Il ne voyait donc qu'une guerre défensive et non une guerre de conquête dans son expédition.

Pressé de mettre l'ennemi en déroute et de délivrer son pays des fardeaux de la guerre, il profita du désordre et de l'incertitude qui régnaient dans l'armée autrichienne, dirigea une attaque générale contre tous les corps ennemis postés à l'entour de Tournai, de Mons et de Frameries, gagna une position avantageuse dans les plaines de Jemmapes. Alors il livra, le 6 Novembre, une bataille mémorable, où l'on vit combattre avec courage et avec talent un jeune prince qui depuis a été appelé, par les vœux de sa nation, au trône de la France, fatiguée de révolutions et de troubles. La journée de

Jemmapes fut pour Dumouriez une victoire qui lui livra la Belgique. C'est le premier trophée de cette série éclatante de victoires dont les Belges unis aux Français vont prendre leur part dans le monde.

Le vainqueur fit le lendemain son entrée dans Mons : six jours après Bruxelles lui ouvrit ses portes; tout le pays lui fut laissé ; il prit Gertruydenberg, Breda, Liége, Aix-la-Chapelle. Il avait battu de nouveau les Autrichiens à Tirlemont et à Varoux ; et pour la seconde fois les troupes impériales n'occupaient plus des provinces belges que le Luxembourg.

La Convention Nationale avait succédé en France à l'Assemblée Législative. Les partisans de la démocratie en Belgique envoyèrent des députés à Paris pour demander la réunion. Le président de la Convention leur dit : Nous n'avons conquis en Belgique que vos cœurs ; nous n'avons vaincu que les Autrichiens. Il députa des commissaires chargés d'organiser les provinces belges. Les Montois, plus pressés de s'engloutir dans la France, firent présenter le 21 Janvier, jour où Louis XVI montait sur l'échafaud, leur demande de former un département français. Bientôt le Hainaut fut appelé département de Jemmapes. On fit dans toutes les autres communes de la Belgique des assemblées primaires, sous prétexte de consulter les vœux du peuple. Les anciens Vonckistes, par l'adresse ou par la violence, s'arrangèrent de sorte qu'ils eurent le dessus, et que les procès-verbaux des assemblées sollicitèrent partout la réunion. Elle fut décidée, et s'exécutait au commencement de Mars 1793, lorsque les chances de la guerre se retournèrent du côté des Autrichiens.

CCXXVIII

LE PRINCE DE LIGNE.

Par la plume et par l'épée.
TURPIN, *devises.*

Nous sommes obligés de nous arrêter un instant pour mentionner ici une illustration, dont nous eussions parlé plus tôt, si elle ne se détachait trop complètement de l'histoire du pays. Mais le héros était un belge.

Pendant la révolution brabançonne, on a vu le jeune Louis de Ligne conduire de Berg-op-Zoom, le détachement qui s'empara de Gand et souleva la Flandre. A la voix de son père, qui, esclave de ses serments, n'avait pas abandonné Joseph II, Louis déposa bientôt les armes; et quand la Belgique fut rentrée sous le sceptre de l'empereur Léopold, le jeune homme,

sincèrement rattaché à son souverain, reprit l'épée pour sa cause contre l'ennemi étranger.

Son père, Charles de Ligne, qui lui avait tracé ce chemin, devait remplir une courte et triste carrière. Sa valeur et son noble caractère ne le sauvèrent pas d'une destinée fatale ; dans l'invasion des Prussiens en Champagne, le 14 Septembre 1792, il fut tué sur le champ de bataille.

Louis de Ligne n'avait donc plus pour guide que son grand-père, illustre par la guerre. Mais Charles-Joseph de Ligne restait étranger à cette campagne, que Dumouriez termina un instant par la victoire de Jemmapes. Néanmoins la gloire de Charles-Joseph, prince de Ligne, célèbre à tant de titres, appartient à nos Fastes.

Il était né à Bruxelles en 1735, d'une de ces vieilles familles dont le nom se soutient avec orgueil. Son aïeul et son père avaient été feld-maréchaux au service de l'Autriche. Il raconte dans ses ouvrages, qui sont presque partout des mémoires, qu'à l'âge de huit ans il avait déjà vu la guerre, et que des fenêtres de son château de Bel-Œil, il avait assisté à trois siéges. Les vieux dragons de son père, le tenant sur leurs genoux, lui racontaient les campagnes du prince Eugène. A quinze ans, il ne respirait que les idées militaires. Il eût voulu s'engager sous un nom supposé et ne devoir son avancement qu'à son mérite. A dix-sept ans, il entra au service ; il ne fut capitaine qu'au bout de quatre ans ; car son noble cœur repoussait les passe-droits. Il se distingua au service d'Autriche, à Breslau, à Leuthen, se trouva, en 1758, à la victoire de Hochkirchen, s'empara d'un poste important, et fut nommé colonel sur le champ de bataille.

Tous les rapports confirment qu'il déploya la valeur la plus brillante dans les dernières années de la guerre de sept ans, dont il a écrit avec originalité les grands évènements. Il commandait en 1778 l'avant-garde, dans la guerre de la succession de Bavière, campagne qui n'eut pas de grandes journées, mais dont les habiles manœuvres rehaussèrent encore la réputation militaire du prince de Ligne.

A la paix qui suivit, il se mit à voyager, fut fêté à la cour de France, et recueillit partout les honneurs dus à son mérite. Chargé en 1782, d'une mission importante en Russie, il charma la grande Catherine qui, dans l'espoir de se l'attacher, le nomma feld-maréchal. En 1788, Joseph II l'envoya, avec le grade de général d'artillerie, auprès du prince Potemkin, qui faisait le siége d'Oczakow : le prince de Ligne eut large part dans les périls de cette campagne difficile. L'année suivante, il partagea encore avec Laudon la gloire de la prise de Belgrade.

Mais s'il avait combattu avec joie les Turcs et les autres ennemis de l'Empire, le prince de Ligne ne voulut pas venir faire la guerre aux Belges. Il renonça à la vie militaire, lors de la mort de Joseph II, vécut à Vienne dans une honorable retraite et dans le culte des Muses. Il y mourut le 13 Décembre 1814, avec le titre de feld-maréchal de l'Empire, aussi honoré pour son caractère chevaleresque et sa haute renommée, que pour la beauté de son esprit.

CCXXIX

BATAILLE DE NERWINDE.

LE GÉNÉRAL CLERFAYT.

> Vaincre, c'est quelque chose. Conserver ses conquêtes, c'est bien plus.
>
> PUFFENDORF.

Les intentions de Dumouriez, à l'égard de la Belgique étaient bonnes. Mais il fut entraîné; et il ne sut pas modérer son armée. Une nuée de commissaires voraces le suivait; rien ne fut sacré pour eux, ni les propriétés particulières, ni les richesses des églises. Non contents de pillages, on les vit fouler les Belges par de lourdes réquisitions qu'ils payaient en assignats, et les irriter par des arrestations arbitraires au nom de la liberté. Au sein du plus riche pays de l'Europe, il y eut un désordre tel, que l'armée victorieuse, manquant d'habits, fut encore à la veille de manquer de pain. Les paysans

dévalisés, les citadins écrâsés ressentirent bientôt un mécontentement universel. Ils regrettèrent de nouveau les Autrichiens ; et l'indignation réunit leurs vœux.

Le comte de Clerfayt, qui commandait une colonne de l'armée impériale, remarqua habilement ces dispositions. Il était campé de l'autre côté d'Aix-la-Chapelle; mais il avait conservé des relations dans le pays ; et il était belge.

François de Croix, comte de Clerfayt, était né en 1733 au château de Bruille près de Binche dans le Hainaut. Il avait fait avec distinction la guerre de sept ans, et s'était signalé surtout aux batailles de Prague, de Lissa, de Hochkirchen, de Liegnitz. Marie-Thérèse l'avait décoré un des premiers de l'ordre institué par elle en 1757. Ennemi des innovations, il n'avait pas approuvé les tentatives de Joseph II; et pendant que la révolution brabançonne fermentait, il était allé faire, en 1788 et 1789, les campagnes contre les Turcs; il y avait rendu de grands services, que le grade de général d'artillerie et le grand cordon de Marie-Thérèse récompensèrent en 1790.

Lors de l'invasion de la Prusse et de l'Autriche sur les frontières de la Champagne, en 1792, Clerfayt commandait un corps de douze mille hommes. Il s'était rendu maître de Stenai, de quelques autres postes : et quand le roi de Prusse et le duc de Brunswick avaient évacué le territoire français, il s'était replié sur les Pays-Bas pour les protéger. Mais le duc Albert de Saxe-Tesschen ayant laissé échapper la victoire à Jemmapes, la retraite que Clerfayt dirigea après cette journée, avec un corps moins nombreux de moitié que l'armée française, avait été admirée de tout le monde.

Le général Clerfayt avait cédé en ce moment, parce

que la masse des Belges était alors mal disposée pour l'Autriche. Dès qu'il vit ces sentiments changés, et qu'il put compter sur le concours des habitants, il reprit confiance. Il était sûr de son armée ; tous ses officiers l'idolâtraient. Il était leur ami et leur père ; sa bourse leur était toujours ouverte ; et l'on raconte que la veille de sa mort, il brûla toutes les reconnaissances qu'il avait reçues d'eux en disant : Je ne veux pas que mes amis aient affaire à mes héritiers.

Les commissaires français avaient passé une partie de l'hiver à constituer ce qu'ils appelaient l'organisation de la Belgique. Pendant ce temps-là, Dumouriez, croyant sa conquête plus assurée qu'elle ne l'était, s'était avancé sur la Hollande qu'il comptait soumettre aisément. Il marchait en effet avec rapidité ; et il allait passer le Moerdyk, lorsqu'il apprit que ses lieutenants reculaient devant les Autrichiens. Clerfayt dans la nuit du 1er Mars 1793, avait passé la Roer ; il avait battu les Français à Aldenhoven ; le général Valence s'était vu forcé devant lui d'évacuer Aix-la-Chapelle.

Après ce premier succès, l'armée impériale, divisée en trois colonnes, s'était dirigée sur Maestricht, que les soldats de la république française assiégeaient, commandés par Miranda. A l'approche de Clerfayt, ce général avait été réduit à lever le siége. Les Français débandés, ayant perdu une partie de leur artillerie et de leurs bagages, fuyaient en désordre, assaillis par des nuées de paysans furieux. Ils furent battus de nouveau près d'Arlon; et malgré les efforts de leurs généraux, Valence, Lanoue, Stengel et Dampierre, il leur fallut évacuer aussi Liége.

Le prince de Saxe-Cobourg venait de prendre le commandement suprême de l'armée impériale ; il avait

établi son quartier-général à Maestricht. Les Français, repoussés encore de Huy, s'étaient concentrés auprès de Tirlemont. Alors Dumouriez arriva ; et le 18 Mars, voyant les Autrichiens et les Belges disposés à recevoir la bataille, il déploya son armée, à la pointe du jour, sur les hauteurs qui dominent Tirlemont ; il fit avancer une colonne sur Léau ; à la tête de l'autre, qui était forte de trente mille hommes, Dumouriez lui-même s'étendit sur Raucour. Il avait fortement garni son centre et l'avait appuyé sur le village de Nerwinde.

Le prince de Wirtemberg eut ordre de marcher sur Léau ; le comte de Colorédo fut chargé d'attaquer le centre des Français ; Clerfayt se plaça au devant de Dumouriez. — La journée sera bonne, disaient les officiers allemands ; car ils voyaient Clerfayt en grand uniforme et décoré de tous ses ordres. Modeste ordinairement dans ses vêtements, il avait l'habitude, lorsqu'il allait à une bataille, de se vêtir avec magnificence, disant qu'un jour de combat était un jour de fête pour un guerrier. La bataille fut chaude des deux parts ; après avoir soutenu deux attaques, en retournant deux fois à la charge, Dumouriez repoussé, malgré onze heures de combat, céda devant Clerfayt et commença la retraite de l'armée républicaine. Il abandonna Nerwinde aux troupes impériales ; le 20 Mars il avait évacué Tirlemont.

Le 22, il était à Louvain. L'armée autrichienne s'avançait encore en trois colonnes, la première sur la droite de la chaussée de Louvain, la seconde sur la gauche, la troisième, qui formait l'avant-garde, se dirigeait sur le village de Tourines. Dumouriez avait disposé avec talent son infanterie, sa cavalerie et son artillerie ; il donna le signal d'un engagement général.

Mais le prince de Saxe-Cobourg et le comte de Clerfayt étaient aussi des guerriers ; la défense fut aussi ferme que l'attaque était terrible ; les Français, repoussés malgré leur bravoure, se formèrent auprès de Louvain, sur la montagne de fer, en bataillon carré ; la bataille fut longue et plus sanglante encore qu'à Nerwinde ; après des efforts inouis, l'armée impériale fut complètement victorieuse. Les Français, débusqués de toutes leurs positions, évacuèrent Louvain après dix heures de résistance obstinée. Le 23 Mars, les Autrichiens rentraient à Bruxelles.

Le 28, Dumouriez était à Tournai, s'efforçant péniblement de rallier les débris de son armée en dissolution, mécontent plus que jamais de la république, qu'il regardait comme un vain mot, regrettant tous les succès que depuis Jemmapes il avait obtenus pour une si mauvaise cause ; c'était son expression. On savait à Paris qu'il avait hautement désapprouvé la mort de Louis XVI ; et la Convention avait député près de lui des députés chargés de lui reprocher sa mollesse et de surveiller sa conduite. Lacroix, qui s'était enrichi de pillage dans sa mission en Belgique, lui avait dit à Louvain : — Je m'étonne, Citoyen, de ne pas voir soumises par toi la Hollande et la Belgique. Tu perds au contraire les premières victoires de la République. C'est le fruit de ton modérantisme coupable. Au lieu de lever une contribution sur le Hainaut, tu as mieux aimé t'adresser aux États et leur faire un emprunt. Ta conduite justifie la prétention, dont la voix publique t'accuse, de vouloir te faire stathouder de Hollande et duc de Brabant.

C'étaient là sans doute des paroles absurdes. Mais Dumouriez, dans son cœur, repoussait la république

qu'on avait faite sans lui. Il pensait qu'il n'y avait plus qu'un moyen de sauver sa patrie, c'était de rétablir en France, avec un roi, la constitution de 1791.

Il reçut à Tournai des avis qui le prévenaient que Lacroix, de retour à Paris, s'était formellement déclaré contre lui; et que, malgré la bienveillance que lui conservait Danton, de nouveaux commissaires allaient lui être expédiés, avec des pouvoirs que l'on croyait redoutables. Il se décida sur le champ à ce qu'on a appelé depuis sa trahison; lui ne croyait pas qu'on donnerait ce nom à sa démarche; car dans ses idées il n'allait combattre que la Convention; et s'il la tuait, il sauvait son pays de la terreur.

Il fit des ouvertures au prince de Saxe-Cobourg, devant qui il battait en retraite, et avec lequel jusques-là il paraît constant qu'il n'avait eu aucune communication. Il confia au Prince le projet qu'il avait formé de marcher sur Paris, d'enlever Louis XVII de sa prison du Temple et de le proclamer roi des Français avec la constitution de 1791. Le prince de Saxe-Cobourg approuva complètement un plan qui pouvait rendre la paix à l'Europe; et après qu'on eut formellement stipulé qu'en cas de non réussite la guerre recommencerait immédiatement, les hostilités furent suspendues; le Prince permit à Dumouriez d'opérer paisiblement sa retraite vers la frontière française et de retirer même sans obstacles l'artillerie et les troupes qu'il avait laissées en Hollande.

Le général français venait à peine d'achever ces arrangements, lorsque les trois commissaires jacobins, Proly, Dubuisson et Péreira, arrivant de Paris, furent introduits en sa présence. La franchise imprudente de Dumouriez irrita ces hommes, qu'il eût pu séduire en

les flattant : — Point de paix pour la France, leur dit-il, jusqu'à ce que la Convention soit renversée. Tant que j'aurai quatre pouces de fer à la garde de mon épée, je ne prendrai de repos qu'après avoir mis un terme à son règne de sang.

Dubuisson avoua que la Convention avait des torts et proposa de lui substituer les Jacobins. Mais Dumouriez s'éleva avec plus de violence encore contre cette société. — Vous voulez donc, dit Proly, nous rendre un roi! la France en a horreur. — Ce ne sont là que des mots encore, s'écria le général. Le dernier des Bourbons serait tué, que la France n'en aura pas moins un roi tôt ou tard. La France est mûre pour la liberté; elle n'est pas faite pour la république.

Les trois commissaires mécontents s'en retournèrent le même jour, 29 Mars; et Dumouriez, après s'être dévoilé devant eux, fit la faute de les laisser partir.

Le 30 Mars, il passa la frontière et rentra en France. Il divisa son armée en deux camps, plaça l'un à Maulde, l'autre à Brecille; le 1er Avril il transporta son quartier-général aux Boues Saint-Amand. Il espérait prendre Lille, Condé et Valenciennes; il se promettait de publier dans ces villes un manifeste pour le rétablissement de la constitution de 1791, qui était son idée fixe. Mais pendant ce temps, la Convention décrétait que Dumouriez serait traduit à sa barre; c'était une condamnation à mort. On allait vîte alors. Le 2 Avril, les commissaires Camus, Lamarque et Bancal, arrivèrent aux Boues Saint-Amand, chargés de l'exécution du décret de la Convention Nationale; ils étaient accompagnés du général-ministre Beurnonville, sous qui Dumouriez avait combattu. Ils lui firent connaître les fonctions dont ils étaient revêtus. Le général leur de-

manda d'en suspendre l'exécution, au milieu d'une armée déjà mécontente, et leur offrit sa démission.

— Si nous l'acceptons, dit Camus, que feras-tu ensuite? Ce qui me conviendra, répondit Dumouriez. Mais je vous déclare, Citoyens, que je ne me rendrai pas à Paris, pour me voir livré au tribunal révolutionnaire. — Tu ne reconnais donc pas ce tribunal? — Je le reconnais pour un tribunal de sang et de crimes.

Lamarque et Bancal s'interposèrent pour ramener la modération dans cette entrevue. Ils n'y réussirent qu'en emmenant Camus dans une salle voisne, où ils tentèrent de le calmer. Mais il leur échappa bientôt; et reparaissant devant Dumouriez : — Veux-tu, lui dit-il brusquement, obéir à la Convention et te rendre avec nous à Paris? — Pas dans ce moment. — Eh bien! je te déclare que tu n'es plus général; je défends qu'on t'obéisse; au nom du peuple français, j'ordonne qu'on s'empare de toi; et je vais mettre les scellés sur tes papiers.

Dumouriez, craignant que son état-major, indigné d'une scène pareille, ne se portât à quelque violence, ordonna en allemand à ses hussards alsaciens de saisir les commissaires. Comme il exceptait Beurnonville, son ancien général, celui-ci lui dit tout bas : Tu me perds. Il le fit donc arrêter aussi. Il les envoya aussitôt tous les quatre au général Clerfayt alors à Tournai; action condamnée, malgré le manifeste que Dumouriez publia la nuit suivante pour sa justification.

Le lendemain matin, il écrivit au prince de Saxe-Cobourg pour lui demander une conférence. Ensuite il harangua son armée : — Dussé-je être appelé Cromwel ou Monck, dit-il, nous marcherons sur Paris; et mal-

gré les Jacobins, nous sauverons la patrie. L'armée applaudit; mais peu-à-peu elle refléchit qu'elle levait l'étendard de la révolte contre le pouvoir constitué. Elle commençait à s'insurger en sens divers le 4 Avril, pendant que Dumouriez se portait à son rendez-vous avec le Prince. Le lieu de l'entrevue était fixé à la frontière, non loin de Condé. Le général était accompagné du duc de Chartres et de quelques autres officiers de son état-major. Comme il était à peu de distance de la commune de Bruille, Dumouriez rencontre tout-à-coup trois bataillons des volontaires de l'Yonne, qui de leur chef se rendaient aussi à Condé, où sans doute ils avaient formé le projet de l'attendre. Il ne leur eut pas plutôt demandé qui avait ordonné leur déplacement, qu'ils lui répondirent par des cris et des coups de fusil. Il comprit rapidement ce langage terrible; et piquant vivement leurs chevaux, le général et sa suite prirent la fuite vers le hameau de la Boucaude, toujours poursuivis, et traversèrent l'Escaut dans une barque que conduisait une femme.

La carrière militaire de Dumouriez se termina ce jour là. Proscrit de son pays, qui avait mis sa tête à prix, il se réfugia à Hambourg sous un nom supposé.

Cependant toute la Belgique reconnaissait de nouveau le pouvoir autrichien. Le comte de Metternich était entré à Bruxelles le 29 Mars, avec le titre de ministre-plénipotentiaire de l'Empereur ; le conseil de Brabant avait été réinstallé le 5 Avril; le 28 du même mois, l'archiduc Charles, frère de François II, arriva, nommé par diplôme du 17 Mars gouverneur et capitaine-général des Pays-Bas.

Ces succès des armes de l'Empire étaient dus au général Clerfayt, qui avait commencé le 1er Mars à Alden-

hoven la déroute des Français, et qui avait décidé la victoire de Nerwinde.

Nous l'allons voir bientôt porter la guerre en France où son habileté éclate à Quiévrain, à Hanson, à Famars; où Le Quesnoi, malgré une vigoureuse défense, est forcé de lui ouvrir ses portes.

L'année suivante (1794), le général belge soutint avec éclat, dans la West-Flandre, les attaques de l'ardente armée que commandait Pichegru. Malgré la supériorité du nombre, les Français ne purent le contraindre qu'après sept combats consécutifs à faire sa retraite. Revenu à Tournai, et combinant ses opérations avec celles du prince de Cobourg, il ramena son armée en bon ordre sur la Meuse et ensuite derrière le Rhin. Le bâton de feld-maréchal et le commandement des armées rhénanes furent la récompense de cette campagne.

En 1795, l'Allemagne devient le théâtre des exploits de Clerfayt. Obligé de céder d'abord aux efforts réunis de trois armées françaises, dont l'une bloquait Mayence, tandis que les deux autres passaient le Rhin sur deux points très-opposés, Clerfayt les attaqua ensuite toutes les trois successivement et les força l'une après l'autre à se retirer.

Après ces expéditions qui furent pour le général belge fécondes en gloire, il fut reçu à Vienne au mois de Janvier 1796, par l'enthousiasme universel; et l'Empereur lui-même alla le visiter dans son hôtel, accompagné de l'archiduc Charles, qui lui remit le collier de la Toison-d'Or.

Mais la santé de Clerfayt s'était altérée dans ces guerres actives; il ne retourna plus sous les drapeaux; il mourut à Vienne le 18 Juillet 1798; la capitale de l'Empire lui érigea un pompeux mausolée.

CXL

BEAULIEU ET LA TOUR.

CAMPAGNES DE 1793 — 1794.

Et pourtant, la patrie c'est le sol.
BAYOUX.

Le général baron de Beaulieu est un de ces guerriers qui crurent devoir choisir, entre leur pays et leur souverain, celui à qui ils avaient donné leurs serments. Quoiqu'il fût né brabançon, Beaulieu, investi d'un commandement par l'Empereur, accepta la mission d'aller combattre la révolution belge de 1789. Il eut sa part de gloire, (s'il y a de la gloire à recueillir contre des concitoyens) dans la déroute de Schœnfeld, et il contribua au rétablissement de la paix de 1790.

A la première invasion des Français sous Dumouriez, Beaulieu remporta quelques avantages dans les envi-

rons de Lille et de Furnes. Il commandait, en qualité de général, un corps d'armée dans la campagne de 1792, où le prince de Saxe-Cobourg et le comte de Clerfayt venaient de relever les armes de l'Empire.

Auprès de Beaulieu, on pouvait remarquer un autre belge au service de l'Autriche, le général comte de la Tour, luxembourgeois, dont les dragons passaient pour être les meilleures troupes de l'Empereur [1]. Il avait fait ses premières armes en 1778, dans la guerre de la succession de Bavière; il avait combattu les Turcs avec éclat. En 1789 il fut l'un des généraux que Joseph II envoya contre les Belges insurgés. Il contribua, par la prise de Charleroi, et par d'autres succès, à la soumission du pays. Dans la campagne de 1793, il était un des vainqueurs de Nerwinde, journée où il s'était couvert de gloire.

Ainsi la Belgique, délivrée du joug français, pour un moment du moins, devait à Clerfayt, à Beaulieu, à la Tour, et à quelques autres officiers belges, la retraite des armées qu'avait commandées Dumouriez.

Après la fuite de ce général, le prince de Saxe-Cobourg et le général Clerfayt reprenant, selon leurs conventions, le droit de poursuivre la guerre, transportèrent leur quartier-général à Mons, de là à Boussu. Ils délogèrent les corps français cantonnés dans les en-

[1] Avant d'être commandés par le comte de la Tour, ces dragons, qui étaient généralement wallons, avaient eu pour chef le comte d'Arberg. On citait un de leurs faits d'armes, dans la guerre de 1778. Deux régiments de cuirassiers allemands, envoyés contre une batterie de vingt-quatre pièces de canon, avaient été mis en pleine déroute. Le régiment des dragons d'Arberg offrit d'aller enlever cette batterie; il s'en rendit maître à la première charge. Le général d'Arberg, qu'on a vu figurer dans la révolution brabançonne, était un belge.

virons, forcèrent leurs avant-postes, bloquèrent Condé et coupèrent les communications entre cette ville et Valenciennes. Le quartier-général des armées de l'Empereur fut placé alors à Quiévrain. Dampierre commandait les forces républicaines. Il les rassembla dans les plaines de Famars et sur la montage d'Ansin, retrancha ces deux camps; et, voulant dégager Condé, fit marcher des masses formidables contre les Autrichiens. Mais Clerfayt repoussa les Français sur les deux points qui leur servaient d'appui; il parvint même à forcer les retranchements de leur camp d'Ansin et s'y établit.

Dampierre humilié ne se regarda pas comme battu. Il revint attaquer les Autrichiens dans les postes qu'ils occupaient à Vicogne et à Raismes. Ce fut un long combat, très-opiniâtre; mais malgré leur valeur, les Français furent encore obligés de faire leur retraite; c'était le 8 Mai 1793.

Le 10, Clerfayt résolut, avec son corps de réserve, d'aller débusquer Dampierre du bois d'Hasnon où il avait construit de fortes redoutes. Secondé par la Tour et par Beaulieu, il attaqua les Français sur trois côtés; l'affaire fut plus chaude encore que celle de l'avant-veille. L'opération, combinée avec intelligence, exécutée avec vigueur, eut un plein succès. Les Français furent culbutés, Dampierre leur général tué, les redoutes enlevées.

Cependant le camp de Famars restait aux Républicains; fortifié d'une manière redoutable, on le regardait comme le boulevard de la France. Les chefs de l'armée impériale décidèrent qu'il fallait attaquer ce camp. Tout fut prêt pour le 23 Mai; le signal fut donné à la pointe du jour. L'armée française s'étendait d'Orchies à Maubeuge; elle fut assaillie sur toute cette ligne.

Outre les Autrichiens et les Belges, il y avait, dans les troupes que commandait le prince de Cobourg, des corps d'Anglais, de Hanovriens, de Prussiens et de Hollandais. Tous donnèrent en même temps; la défense des Français fut prodigieuse; le combat dura jusqu'à la nuit. Le comte de la Tour se signala d'une manière éclatante dans cette chaude journée.

Le lendemain matin, on trouva le camp de Famars abandonné; les Républicains s'étaient retirés sur Denain et sur Bouchain. On pressa alors le siége de Valenciennes, dont le bombardement commença le 19 Juin. Condé tenait toujours avec une persévérance inouie; cette place ne se rendit, par capitulation, que le 10 Juillet. Le général Ferrand, qui commandait à Valenciennes, n'ouvrit ses portes que le 28, malgré les bombes qui avaient fait de cette ville un amas de débris fumants.

Le prince de Cobourg prit possession de Condé et de Valenciennes, au nom de l'Empereur. De là il envoya le duc d'Yorck avec ses anglais assiéger Dunkerque, et chargea Clerfayt d'aller prendre le Quesnoy. Le duc d'Yorck fut battu à Hondschoote et leva à la hâte le siége de Dunkerque le 8 Septembre; mais Clerfayt, le 11, enleva le Quesnoy.

Fier de ce succès, Clerfayt voulut assiéger Maubeuge, dont il sentait l'importance; le comte de la Tour et d'autres généraux de l'Empereur le secondérent; la place fut cernée le 29 Septembre. Mais les Français, s'étant précipités avec impétuosité sur les colonnes autrichiennes, les enfoncèrent, les forcèrent à lever le siége de Maubeuge dans la nuit du 16 Octobre, et s'avancèrent dans la principauté de Chimai.

Dans cette journée, connue sous le nom de la bataille de Wattignes, à cause du lieu où se déployèrent les

armées, le comte de la Tour commandait l'aile gauche de l'armée autrichienne ; et l'on voit dans les relations que le corps placé sous ses ordres était victorieux, pendant que l'aile droite était battue. Mais le centre ayant cédé aussi, la Tour, sans se laisser entamer, fut obligé de faire sa retraite.

D'un autre côté, le duc d'Yorck, campé entre Furnes et Nieuport, défendait mal l'entrée de la Flandre. Les Français avaient pris Ypres, Messines, Warneton, Comines, Menin et Werwick. Les Hollandais, qui gardaient ce pays avec les Anglais, s'étaient fait battre cruellement. Le prince de Cobourg rappela Beaulieu des bords de la Sambre et l'envoya en Flandre ; Beaulieu reprit Menin, couvrit et protégea Courtrai, et retourna ensuite au commandement de l'armée qui défendait la vaste ligne d'Arlon à Charleroi. On cite, comme un des faits d'armes honorables du général Beaulieu, une petite bataille qu'il gagna près d'Arlon sur les Français. Nous n'avons sur cette journée que des détails incertains ; mais ce fut pourtant une victoire pour Beaulieu, qui resta maître du terrain.

L'hiver se passa sans évènements bien remarquables. Au printemps de 1794, l'empereur François II, pensant que sa présence pourrait soutenir l'énergie de ses troupes, arriva en Belgique, se montra le 9 Avril à Bruxelles, rejoignit ses armées, les passa en revue le 16, et ordonna d'ouvrir la campagne par le siége de Landrecies.

Comme il doutait de la bravoure des Hollandais, qui s'étaient joints à l'Autriche contre la France, il leur donna pour général le comte de la Tour, avec son corps de dragons. Dès le lendemain, les Français furent délogés des postes qu'ils occupaient entre Guise et Lan-

drecies. Cette dernière place fut investie ausitôt. La tranchée s'ouvrit le 20 Avril, en présence de l'Empereur ; la place capitula le 30.

Mais les Français, par une habile diversion, pénétrèrent dans la Flandre, se jetèrent sur Courtrai, s'en emparèrent et hérissèrent les murs d'une artillerie formidable. L'Empereur, au lieu de les aller attaquer, résolut de les envelopper dans Courtrai et de leur couper la retraite. Il fit marcher ses troupes sur cinq colonnes contre tous les points occupés par l'armée républicaine. La première colonne se laissa entamer ; la deuxième et la troisième enlevèrent Lannoi, Roubaix, Mouveaux et Turcoing. Mais les deux autres, qui devaient joindre Clerfayt, se dirigèrent si mal, qu'elles le cherchèrent où il n'était pas, et que le lendemain Clerfayt les trouva dispersées.

Pour surcroît, le duc d'Yorck, à qui on avait confié la garde de Turcoing et de Mouveaux, s'y était fait battre, et revenait en fuyant, avec la troisième colonne. Tant de fautes perdirent le fruit des premiers succès.

L'Empereur, consterné, s'était réfugié à Tournai, où les Français vinrent l'assiéger, le 22 Mai, à six heures du matin. Une grande bataille se livra sous les murs de cette ville. Elle dura avec acharnement jusqu'à neuf heures du soir. Les Républicains, que commandaient Jourdan et Pichegru, furent les vainqueurs. Toute la Flandre fut soumise en peu de jours.

François II avait repris le chemin de ses états d'Allemagne. Le prince de Cobourg, s'était retiré à Nivelles ; Beaulieu, rappelé précipitamment des Ardennes, défendait la chaussée de Namur. Charleroi, qu'il ne protégeait plus, se rendit le 25 Mai. Le lendemain, dans les plaines de Fleurus, les Français remportèrent une grande

victoire, qui réunit de nouveau la Belgique à la France.

Les généraux belges qui, comme Clerfayt, s'étaient attachés à l'Empereur, suivirent sa fortune. La Tour couvrit la retraite de Belgique, d'abord derrière la Meuse, ensuite derrière le Rhin. Sur l'Ourte, le 18 Septembre, et près de Duren, le 2 Octobre, les Français l'attaquèrent en vain. Dans la campagne de Franconie en 1795, il conduisit pareillement l'arrière-garde devant des forces très-supérieures qui ne purent l'entamer. Son fils, qui servait sous ses ordres dans cette campagne, fut tué sous ses yeux le 27 Août, dans l'attaque d'une redoute près de Manheim. Cette perte l'affecta si violemment, qu'on lui attribua le découragement avec lequel il continua quelque temps encore la carrière militaire. Il se retira en 1797 et mourut à Vienne en 1806.

Le baron de Beaulieu s'était distingué par une si grande habileté et une valeur si incontestée, dans la campagne de 1793, que François II, en 1796, lui donna le commandement en chef de l'armée d'Italie. Mais là il trouva pour adversaire cet homme qui semblait dès lors avait fait un pacte avec la victoire, le jeune Bonaparte. Beaulieu, battu, repoussé, poursuivi sans relâche par le héros naissant, s'enfuit à Lintz où peu après il mourut de chagrin.

Cependant (et ce suffrage a du poids) Napoléon a rendu hommage à l'habileté et aux talents militaires de Beaulieu.

CCLI

RÉPUBLIQUE.

LE GÉNÉRAL OSTEN.

> C'est une réunion militaire. On parle du vœu des Belges ; mais les délibérations faites au milieu des armes sont-elles des délibérations ?
>
> ARMAND DE LA MEUSE.

La Belgique fut réunie, de nouveau, dans une complète fusion, à la France qui venait de décréter la liberté absolue de l'Escaut. Le nom même des provinces belges disparut, pour faire place aux neuf départements de Jemmapes, chef-lieu Mons; de l'Escaut, chef-lieu Gand; de la Lys, chef-lieu Bruges; des Deux-Nèthes, chef-lieu Anvers; de la Dyle, chef-lieu Bruxelles; de la Meuse-Inférieure, chef-lieu Maestricht; de l'Ourte, chef-lieu Liége; de Sambre-et-Meuse, chef-lieu Namur; des Forêts, chef-lieu Luxembourg.

Une seule chose vint consoler les Belges et leur faire

supporter cet engloutissement qui dura vingt années : il y avait de la gloire. Autour du chef immense qui s'éleva bientôt, toute nation était fière; car tout le monde avait part aux lauriers. Et quand Napoléon disait que les Belges étaient au nombre de ses meilleurs soldats, lorsqu'un enfant de nos contrées s'illustrait de quelque grande action, tous les cœurs, dans la vieille Belgique, sentaient que l'anéantissement de la patrie aurait son réveil.

Nous avons déjà mentionné quelques-unes des célébrités belges durant cette époque brillante; nous retrouvons à chaque pas d'autres noms guerriers. Parmi ces noms, n'oublions pas Pierre Jacques Osten, né à Menin, le 4 Avril 1759, compatriote de Van der Mersch; ce fut sous ce vaillant homme que se firent les premières armes d'Osten. Comme Dumonceau, il se leva pour l'indépendance; et les chasseurs de Namur l'admirèrent bientôt dans leurs rangs, intrépide aux affaires d'avant-garde, et toujours mêlé aux plus périlleuses rencontres qui signalèrent les campagnes de 1789 et 1790 contre les Autrichiens, dans le Brabant, la Flandre et les Ardennes. Il gagna, à force de bravoure, ses épaulettes de lieutenant; et lorsque la Belgique rentra, pour un moment, à la fin de 1790, sous le sceptre autrichien, comme la plupart de ses compagnons, Osten passa avec le grade de capitaine au service de la France, en attendant que la liberté revînt sur le sol de son pays.

En 1792, à la tête de quatre cents chasseurs belges et de cent hussards, il enleva Comines, Warneton, Werwick, et ouvrit ainsi le passage à l'armée française qui entrait en Flandre. Ces faits d'armes le firent nommer chef de bataillon, le 3 Août 1792. L'année suivante, dans

la seconde invasion des Français en Belgique, il contribua puissamment à la prise de Courtrai, s'empara de plusieurs batteries, occupa le Quesnoy, et fixa si vivement l'attention de ses chefs, qu'il fut promu à la dignité de général, au mois de Février (1793).

Dès lors, au courage audacieux du soldat, on le vit joindre la sage expérience du vieil officier. Le 23 Octobre 1793, envoyé en reconnaissance sur le camp de Cisoing, il harcela l'ennemi pendant cinq jours, obligea le duc d'Yorck à lever son camp et à se replier sur Tournai, chargea et battit plusieurs fois la cavalerie autrichienne, et mérita d'être investi du commandement en chef des troupes belges, lorsque s'ouvrit la campagne de Hollande [1], marchant à l'avant-garde dans les attaques, et protégeant l'arrière-garde dans les retraites.

On rapporte dans la même année une de ses actions. L'armée républicaine assiégeait Valenciennes; trois fortes redoutes défendaient ses remparts; Osten marche à la baïonnette sur la plus importante, l'enlève, prend en un clin d'œil les deux autres et force la place épouvantée à se soumettre. Condé se rendit au seul bruit de son approche.

Les années qui suivent, il se signale dans les guerres de Hollande, prend des forts, des batteries, maintient la Zélande, et obtient en 1806 le commandement de Middelbourg. En Juillet 1809, lorsque les Anglais en-

[1] Dans cette campagne de Hollande, beaucoup de jeunes belges se distinguèrent; il serait utile de recueillir leurs actions. Citons ici Fortuné d'Ardenne, de Liége, qui, à vingt ans, traversa à la nage le canal de Louvain à Malines, et se fit suivre par ses camarades, pour aller enlever des grenadiers hollandais qu'il ramena prisonniers. La Convention Nationale le nomma capitaine, le 24 Août 1794.

vahirent l'île de Walcheren, Osten, avec douze cents combattants et quatre pièces de canon, osa s'opposer au débarquement de quarante mille hommes. Il défendit le terrain pied-à-pied ; débordé entre Flessingue et Middelbourg, il fut cerné par les Anglais ; abandonné presque seul au milieu d'un carré, il se fit jour par de tels prodiges de valeur, que le général anglais, émerveillé de son audace, défendit à ses troupes de tirer sur lui et le laissa regagner Flessingue, couvert de sang et de blessures. Quinze jours après, Flessingue, où commandait le général Monet, se rendit aux Anglais. Osten, blessé, prisonnier avec la garnison, ne tarda pas à s'évader ; l'Empereur lui donna un commandement à l'armée d'Illyrie. Nommé en 1813, général de division, il fut envoyé à l'armée du Rhin, eut deux chevaux tués sous lui à la défense de Hambourg, reçut dans la même journée une blessure mortelle, et mourut de la mort des braves, le 14 Mars 1814.

CCXLII

CONQUÊTE DE LA HOLLANDE.

DUMONCEAU ET JARDON.

C'étaient des hommes forts,....
VICTOR HUGO.

PENDANT que Jourdan repoussait les Autrichiens au-delà du Rhin, que Pichegru, remportant tous les jours de nouveaux avantages dans la Flandre maritime, chassait devant lui les Hollandais et les Anglais, que les généraux de la République avaient séparés des colonnes impériales, Moreau, à la tête d'une armée de Français et de Belges, préludait à la conquête de la Hollande par le siége de l'Écluse. Des grenadiers sous ses ordres se jetaient à la nage, ou se confiaient aux plus frêles embarcations, pour emporter l'île de Cadzant, où ils abordaient sous le feu des batteries ennemies. Pour

seconder ces efforts, Pichegru, prenant une autre route, traversait la Meuse, surprenait Venloo, s'emparait de Nimègue. Alors commencèrent les grandes rigueurs du terrible hiver de 1793 à 1794; tous les fleuves de la Hollande furent rapidement pris par la glace; tous les bras de mer de ce pays devinrent des routes solides et des champs de bataille où combattirent des soldats portant des souliers à crampons.

Deux divisions françaises avec leurs canons passèrent la Meuse à pied sec devant l'île de Bommel, s'emparè-de cette place et du fort Saint-André, enlevèrent à la baïonnette, de Grave à Breda, tous les forts, toutes les redoutes, toutes les batteries des Hollandais et des Anglais. Les lignes de Breda furent forcées; cent pièces de canon et d'immenses magasins furent conquis par les Républicains; les batteries élevées sur les digues de l'autre côté du Wahal furent enlevées pareillement. Toute la Hollande se soumit aussitôt. Le stathouder Guillaume de Nassau déposa ses pouvoirs à La Haye, et s'embarqua pour l'Angleterre. L'armée républicaine reçut à Utrecht les clefs d'Amsterdam, et fit son entrée dans cette ville opulente, avec un discipline et un calme si prodigieux, que les opérations de bourse ne furent pas même un instant interrompues.

Pour complèter cette brillante campagne d'hiver, il restait à soumettre la flotte hollandaise; elle se trouvait dans le Zuiderzée, arrêtée par les glaces. Un moyen, inoui dans les fastes de la guerre, fut employé contre elle; des charges de cavalerie attaquèrent des vaisseaux; des escadrons de cuirassiers et de dragons, des détachements d'artillerie légère, manœuvrant sur la glace, forcèrent les marins à se rendre; et des navires furent escaladés comme des citadelles.

Les Anglais qui, dans cette guerre, s'étaient montrés les alliés de la Hollande, ne la virent pas plutôt abattue, qu'ils s'emparèrent de ses florissantes colonies dans les Indes. Le Cap de Bonne-Epérance et Ceylan passèrent dans leurs mains; ils prirent également et gardèrent les îles de la Sonde et les Moluques; couvrant cette conduite du prétexte de la guerre qu'ils faisaient à la France, ils saisirent toutes les flottes marchandes des Hollandais; ils se mirent en possession du commerce des épiceries, dont les Bataves avaient eu si longtemps le monopole.

Désormais, comme aux temps de la réunion des Pays-Bas à l'Autriche, la Belgique voit ses belles actions militaires perdues dans la gloire d'une nation étrangère; et nous ne pourrons signaler en nos récits que quelques-uns de nos compatriotes guerriers, dont le nom a eu de l'éclat.

L'un des premiers qui se soit signalé sous les trois couleurs françaises est le général Jean-Baptiste Dumonceau.

Né à Bruxelles dans les derniers mois de l'année 1760, il fit ses études au collége des Jésuites, remporta plusieurs prix, et se destinant à l'architecture, il partit pour Rome en 1778. Il était revenu dans sa ville natale, où plusieurs bâtiments, construits par lui, attestaient du goût et de la science, lorsque les troubles excités par les réformes de Joseph II firent pressentir une guerre inévitable. Dumonceau avait vingt-sept ans. Un penchant insurmontable pour la profession des armes le poussa à se faire inscrire, un des premiers, parmi les volontaires brabançons. Il fit partie du petit corps d'armée rassemblé à Breda et prit part à tous les exploits du général Van der Mersch. Son intrepide valeur lui fit

franchir rapidement tous les grades subalternes. Lorsqu'on organisa à Namur le corps de chasseurs appelés Canaries, à cause de leur habit jaune à parements noirs, ce fut Dumonceau qui en obtint le commandement. Ce corps, ainsi que nous l'avons dit, devint bientôt l'honneur de l'armée nationale belge. Dumonceau, qui l'avait formé, se distingua par des traits de la plus audacieuse valeur. Il protégea la retraite de l'armée dont il faisait partie, à la montagne d'Anseremme, et à Falmagne, où par des dispositions habiles il surprit un fort détachement d'Autrichiens, dont il fit prisonniers tous ceux qui ne tombèrent pas sous les balles de ses braves.

Revenu à la charge contre la montagne d'Anseremme, il en chassa les Autrichiens, s'établit dans leurs retranchements. Il fut blessé le 22 Septembre 1790 en combattant avec un courage extraordinaire.

Quand les troupes de l'Empereur eurent remis la Belgique sous le sceptre de Léopold, Dumonceau fut un des derniers à déposer les armes. Sachant bientôt qu'il était suspect au gouvernement autrichien, il se réfugia en France.

En 1792, les Français ayant déclaré la guerre à l'Autriche, Dumonceau se rendit à Paris pour offrir ses services, et ceux de ses compatriotes qui l'avaient suivi, à Dumouriez alors ministre. On accepta ces guerriers; on les dirigea sur Lille, où ils furent organisés sous la désignation de troupes légères belges. Dumonceau occupa, avec le titre de colonel, les avant-postes du camp de Maulde; il se signala dans plusieurs affaires, et surtout à la bataille de Jemmapes, où les Belges sous ses ordres enlevèrent à l'arme blanche la formidable redoute de Carrignan; il recueillit de nouveaux lauriers

à Anderlecht, dans la vive escarmouche qui eut lieu la veille de l'entrée des Français à Bruxelles.

Ce n'était pas à ses compatriotes, mais seulement à l'Autriche que Dumonceau croyait faire la guerre.

Après la perte de la bataille de Nerwinde et la défection de Dumouriez, le colonel Dumonceau reçut l'ordre de se porter sur la route de Lille à Courtrai, qu'il défendit avec succès. Il battit Charles de Bouillé et ses émigrés unis aux Anglais ; il leur fit beaucoup de prisonniers, qu'il laissa évader, pour les soustraire à la terrible loi qui frappait de mort les émigrés français pris en armes.

A la suite de cette brillante affaire, où Charles de Bouillé trouva la mort, Dumonceau fut élevé au grade de général de brigade ; il fut envoyé contre Menin qu'il enleva.

Après la bataille de Fleurus, il assista aux siéges de Bois-le-Duc et de Nimègue, surprit les forts de Munnikow et de Stuivezand, enleva trois autres redoutes avec quarante bouches à feu et d'immenses magasins, entra dans Rotterdam et obtint, au mois d'Avril 1794, le commandement de La Haye, en récompense des grands services qu'il avait rendus dans la conquête de la Hollande.

Un autre célébrité militaire sortit également de la Belgique pour briller dans les mêmes guerres. Henri Étienne Jardon était né à Verviers le 3 Février 1768 ; fils d'un boulanger, pour toute éducation, on lui avait appris à signer son nom. Comme Masséna un peu plus tard, il quitta le pétrin en 1789 pour saisir le mousquet, il se fit soldat. Les cris de liberté enflammèrent son jeune sang franchimontois; dès que les États du pays de Liége formèrent des régiments, il entra comme sous-

lieutenant dans celui que commandait le général Fyon. On le chargea de l'avant-garde dans la guerre contre l'Autriche; et il se montra dès lors intrépide et plein d'audace, comme il a été toute sa vie qui fut trop courte.

Après la soumission de la Belgique, amenée par les défaites du général Schœnfeld, Jardon aussi se retira en France, où il obtint dans la cohorte liégeoise qui se formait à Givet le grade de lieutenant. Il fut fait capitaine au printemps de 1792, prit une glorieuse part aux exploits des armées républicaines sur les frontières de la Champagne, fit avec Dumonceau, son compatriote, la campagne de Dumouriez en Belgique, et se conduisit avec une si rare vaillance, que le 23 Mars 1794, il reçut sa nomination de général de brigade. C'est alors qu'il adressa au ministre de la guerre cette missive singulière :

« En réponse à la lettre par lequelle tu me fais part du nouveau grade que le Conseil Exécutif m'a conféré, je te dirai que j'ai écrit au Comité de Salut Public que je ne me sens pas les talents nécessaires pour justifier la confiance que le Conseil a bien voulu avoir en moi.

« Salut et fraternité.

JARDON. »

Le pouvoir jugea mieux des capacités du Belge et rejeta son refus. Obligé d'occuper son poste de général, Jardon, ayant besoin d'un aide-de-camp, choisit le liégeois Guérette, qu'il avait vu combattre auprès de lui et qui méritait cette distinction.

Jardon marcha aussitôt dans la guerre contre la Hollande. Plus d'une fois, il repoussa par sa seule énergie des corps ennemis nombreux avec une poignée d'hom-

mes. Un jour, sur la chaussée de la Meuse, il rencontra quatre cents émigrés de la légion de Rohan, soutenus par des hussards. Quoiqu'il n'eût presque pas de forces, il n'hésita pas à les attaquer; car en toute circonstance il ne savait faire autre chose qu'aller en avant. Mais son cheval fut tué à la première charge; lui-même fut fait prisonnier. Il parvint à s'échapper, monta le premier cheval qu'il rencontra, revint à la légion ennemie, la culbuta, prit les soixante émigrés qui seuls survivaient à ce combat acharné, et les sauva ensuite de la fureur des Français, en dépit de la Convention Nationale qui défendait de faire grâce à aucun émigré pris les armes à la main. Dumonceau déjà avait donné l'exemple d'une pareille humanité.

Les représentants du peuple, Bellegarde et Lacombe, envoyés par le Comité de Salut Public près des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, rendirent compte en ces termes de la conduite de Jardon:

« Le général de division Souham a été parfaitement secondé par les généraux Macdonald, Dewruuter et Jardon. Ce dernier (de Verviers, pays de Liége) qui mérite les plus grands éloges, saisi deux fois par les hussards ennemis, s'en est débarrassé. Il a eu un cheval tué sous lui, en a pris un autre et a continué la charge, à la tête des braves républicains, qui ont exterminé la légion de Rohan. Son aide-de-camp a été grièvement blessé. »

C'était Pirard, un autre belge, neveu de Jardon et son premier lieutenant.

« Nous demandons pour lui de l'avancement. »

Mais les nombreuses blessures de Pirard étaient mortelles.

Au siége de Nimègue, les assiégés firent un soir une

heureuse sortie; les Français surpris furent mis en déroute; le général en chef Pichegru n'était pas là. Sans instructions, l'armée assiégeante se débandait dans le plus grand désordre; une compagnie de grenadiers se rallie seule et résiste, soutenue par Jardon; il repousse l'ennemi, reprend intrépidement les positions perdues, les tranchées et les batteries que l'on venait d'abandonner[1]. Dans toutes les autres opérations de cette guerre, il se distingua par le même courage. Envoyé sur Heusden en reconnaissance, il marcha en avant de sa brigade, accompagné seulement d'un trompette du 5e de chasseurs. Bientôt il rencontra un poste ennemi de trente hommes; loin de s'arrêter ou de rebrousser chemin, il marcha rapidement sur eux et les emmena prisonniers. A la prise de Nimègue, due en partie aux services de Jardon, le représentant Bellegarde voulut le nommer général de division. Jardon refusa ce nouveau grade, avec une fermeté qu'on ne put vaincre; et il continua de combattre à sa manière.

Voici un trait que *le Républicain du Nord* qui s'imprimait à Bruxelles a publié sur cette époque brillante[2]:

« Vers la fin de la campagne de 1794, Jardon partit de Howelagen, avec treize hussards et un officier du neuvième régiment, pour faire une reconnaissance jusqu'a Hardewyk. De là il se porta sur Elburg, où il fit prisonniers treize chasseurs tyroliens. Il y laissa un hussard, pour sa correspondance et pour commander la place; il marcha sur Campen avec le reste de son

[1] Victoires et conquêtes des Français. Tom. III.

[2] Ce trait et plusieurs autres actions du général Jardon, nous sont fournis par une biographie de ce brave, imprimée il y a un an dans un journal de Liége et signée F. A. V. H.

monde, le frère de son aide-de-camp et un trompette.

« Arrivé devant cette place, il la fit sommer, au nom du général Jardon pour la République Française. Une demi-heure s'étant écoulée, sans que personne parût pour répondre, il entre dans la ville avec un homme, va trouver le commandant de la place et le somme, au nom du général Jardon, de se rendre prisonnier de guerre. Le Commandant lui demande quelles conditions lui seront accordées pour la reddition de la ville, Jardon, comme s'il n'était pas le général, lui remet une lettre signée de lui-même et qu'il avait apportée toute prête. Elle contenait pour toute explication qu'il eût à mettre bas les armes et à se rendre prisonnier de guerre.

« Le Commandant faisant encore quelques difficultés, Jardon le menace de faire entrer sur le champ toute son armée dans la ville (il avait huit hommes rangés en bataille à un quart de lieue). Le Commandant l'invite alors à se transporter avec lui à l'Hôtel-de-Ville, où après quelques pourparlers, les magistrats conviennent de rendre la place. Le lendemain matin, à neuf heures, Jardon en prit possession, avec huit hussards et un officier. La garnison hollandaise assemblée était forte d'un bataillon de neuf cents hommes, de deux cents hommes de dépots et d'un escadron de cavalerie de cent cinquante hommes. Comme ils s'étonnaient de ce qui leur arrivait, Jardon se nomma, leur fit mettre bas les armes et reçut d'eux le serment qu'ils ne serviraient pas contre la République Française, tant que durerait la guerre.

« A six heures du soir, le même jour, on reçut à Campen un message de la municipalité de Zwol, qui mandait que les Anglais et les Émigrés menaçaient d'at-

taquer cette place, et qui priait le commandant français de leur porter secours. Les magistrats de Campen se réunirent, pour délibérer, autour du général Jardon; le commandant des troupes hollandaises, qui s'était rendu le matin, fut appelé; Jardon lui demanda cinquante hommes de cavalerie. — J'ai fait serment de ne plus servir contre la République Française, répondit le Batave; mais je ne puis me battre contre les puissances coalisées.

« Néanmoins, sur les menaces du Général, le Hollandais accorda cinquante hommes; et à sept heures du soir, pour toute réponse, Jardon, laissant son officier avec un hussard pour commander la place de Campen, marcha sur Zwol, fort de sept hussards et de cinquante dragons hollandais.

« Après deux heures de marche, ayant entendu des murmures parmi ces dragons, il en renvoya trente, disant qu'il n'avait pas besoin de tant de monde pour son expédition.

« Il arriva donc à Zwol, à une heure du matin, à la tête de vingt-sept hommes. Les bourgeois avaient pris les armes et gardaient les portes. S'étant fait connaître, il traversa la ville, sans s'arrêter; il alla de l'autre côté attaquer les avant-postes de l'ennemi. Il y jeta l'épouvante, mit les Anglais en déroute, rentra dans Zwol déjà rassuré, à trois heures du matin, assembla les magistrats; et trouvant deux pièces de canon devant l'Hôtel-de-Ville, il retourne contre l'ennemi à la pointe du jour, avec ses deux canons, six hussards qui lui restaient, les vingt dragons hollandais et deux cents bourgeois armés. Il attaqua les Anglais et les Émigrés, les repoussa de l'autre côté de l'Aa, les dispersa; et les ayant forcés encore à repasser le Vecht, il se dirigea

sur Hassel qui n'est qu'à deux lieues de Zwol.

« Arrivé devant cette place, il range sa petite armée en bataille, s'avance avec un trompette, fait sonner neuf fois, sans s'étonner de voir à leurs pièces sur les remparts, avec la mèche allumée, les canonniers de la marine qui composaient la garnison d'Hassel; après cela, il entre hardiment dans la place et se fait conduire chez le commandant, qu'il somme, au nom du général Jardon, de lui remettre les clefs. Le Commandant obéit; il livre ses magasins, remplis d'effets qui appartenaient aux Anglais. Il y avait là deux escadrons et un bataillon de cinq cents hommes. Jardon leur fit prêter le serment de ne plus servir contre la République et les envoya en garnison à Campen. Il prit quatre-vingt-dix canonniers de la marine, confia les clefs de la place à un hussard, qu'il y laissa, et s'en retourna à Zwol.

« Pendant des coups si hardis, la brigade du général Jardon était à douze lieues de lui. Ce ne fut que quatre jours après ces succès étonnants qu'il put la faire arriver à Zwol. »

A la fin de cette prodigieuse campagne, lorsque l'on commença à parler de la paix avec la Prusse, la rive droite de l'Ems était occupée par trente mille hommes, tant Hessois et Hanovriens que Prussiens et Anglais; Jardon, posté sur la rive gauche, était seul chargé de les contenir; depuis quinze jours on se canonnait sans cesse, quoique le général belge n'eût que trois pièces de canon à opposer à plus de quarante que faisaient jouer les coalisés. Le Général envoyait sans cesse des voltigeurs sur sa droite et sur sa gauche, pour empêcher l'ennemi de s'apercevoir de sa véritable situation. Dans ce même but, il avait formé près de

Weneer un camp qui pouvait contenir plusieurs mille hommes et dans lequel il n'avait en réalité qu'une compagnie de la 30e division de gendarmerie à pied. Chaque jour il faisait tirer un coup de canon de retraite au camp, et réunissait les tambours des cantonnements environnants, pour battre la diane et la retraite. Toutes ces mesures avaient tellement imposé à l'ennemi, que quand les préliminaires de la paix furent conclus avec la Prusse, l'aide-de-camp du général Mollendorf vint demander à Jardon la liberté de l'Ems. Il était persuadé que le camp contenait au moins douze mille hommes.

Cet officier ayant assuré que les Anglais, les Hessois et les Hanovriens avaient évacué la rive droite, le général Jardon, son aide-de-camp, plusieurs officiers, deux gendarmes, avec la musique et le drapeau du camp, s'embarquèrent sans armes sur deux bateaux pour passer à la rive droite. Quand Jardon mit pied à terre, il vit avec surprise que les Anglais, les Hanovriens et les Hessois y étaient encore. Cette trahison apparente eût déconcerté tout autre que lui; il demande où est le général anglais; on le lui désigne; il marche droit à lui, lui met la main sur la poitrine, en le sommant de se rendre prisonnier; l'anglais se jette en bas de la digue, lui échappe et ordonne aux siens de faire feu. Mais les Prussiens s'y opposèrent.

Cependant le second bateau, qui était descendu plus bas, reçut une décharge de coups de fusils; un gendarme eut les deux cuisses cassées; un batelier fut grièvement blessé; Jardon repassa tranquillement à la rive gauche et fit recommencer le feu, avec tant de vigueur, que trois jours après, le général prussien Mullendorf envoya un trompette, suivi d'un officier qui annonça que si les Anglais n'avaient pas encore

évacué le terrain, les mauvais chemins en étaient la cause; qu'on ne leur avait plus accordé que vingt-quatre heures, et que s'ils ne pouvaient emmener leur artillerie, ce délai passé, Mullendorf la leur ferait abandonner.

La paix se signa avec la Prusse; Jardon reçut du général Jourdan le commandement du département de la Dyle. Dumonceau, dont la Hollande avait senti tout le mérite, était entré au service de cette République alliée, avec l'agrément du gouvernement français.

CXLIII

BATAILLES NAVALES.

Qui me dira leurs noms?
TASSO.

Les Hollandais avaient perdu leurs colonies, leur marine, leur commerce. Quoique la France eût reconnu extérieurement leur indépendance, le gouvernement français les opprimait; et chez eux le mécontentement croissait tous les jours. En Italie, les armées françaises, triomphantes sous Bonaparte, n'éprouvaient plus que des revers, depuis que le jeune héros était retenu en Égypte. L'Angleterre et la Russie crurent que le moment pouvait être venu d'entamer la République Française. Ces deux puissances jugèrent à propos de commencer la guerre par la reprise de la Hollande, qu'elles voulaient

rendre au prince d'Orange. Depuis longtemps il y avait dans ce pays des émeutes et des troubles. En 1797 un mouvement révolutionnaire avait éclaté dans la Frise. Dumonceau avait eu le bonheur de le réprimer sans effusion de sang. Mais la fermentation n'était pas calmée.

Une flotte anglo-russe entra en 1799 dans la rade du Texel et débarqua sur les côtes de la Nord-Hollande quarante-cinq mille hommes. Les Français accoururent, une bataille se livra le 19 Novembre, près de Bergen. Dumonceau, qui avait à combattre un corps ennemi de quinze mille hommes, le défit complètement; et quoique blessé dans cette action, d'un coup de mitraille qui le mit hors de combat, il avait pris des dispositions si habiles, qu'elles décidèrent le succès de cette journée, où le général Hermann, qui commandait les troupes russes, tomba entre les mains des vainqueurs, avec trois mille prisonniers, ses drapeaux et toute son artillerie.

Brune, le général en chef des armées républicaines, fit hommage à Dumonceau de la victoire du 19 Novembre, vint le féliciter en personne, et ordonna qu'on déposât à ses pieds les étendards conquis. La capitulation d'Alkmaer survint et obligea les Anglais à évacuer le territoire de la Hollande; déjà l'année précédente, battus près d'Ostende (le 20 Mai 1798), ils avaient été forcés de se rembarquer en laissant deux mille prisonniers.

D'autres rencontres, sur terre et sur mer, avaient précédé la bataille du 19 Novembre 1799; et plus d'une fois Dumonceau avait battu les Russes et arrêté les Anglais. Dans ces guerres, sur lesquelles les Français, soigneux de leurs trophées, ont publié tant de volumes, beaucoup de traits éclatants ont signalé le nom belge. Mais nous, indifférents à notre gloire, nous avons

négligé les actions héroïques de nos concitoyens; aucun livre officiel ne les a rassemblées; et nous rougirons devant nos enfants, sans savoir que leur répondre, lorsqu'ils nous demanderont compte de cette part dissipée de leur patrimoine.

Dans les batailles navales qui se livrèrent devant Ostende et sur les côtes de la Hollande, nous devrions être à même de citer plusieurs noms glorieux; et nous nous tairons. Des documents pourtant nous sont communiqués sur un marin belge, Antoine de Sorgher, né à Ostende en 1784. A dix ans, il entra comme mousse dans la marine de la République Française. Il assista aux divers combats qui eurent lieu sur mer contre les Anglais. Nommé aspirant au commencement de 1803, il fut chargé de plusieurs missions périlleuses, lors du projet qu'avait formé Bonaparte de descendre en Angleterre. Il sauva un jour dix-sept soldats des 108e et 111e régiments. Plus tard, il prit sa part des trois combats de Gravelines, de Calais et du Pas-de-Grinez, qui furent glorieux pour la marine franco-batave. Son courage lui mérita un rapport spécial de l'amiral Verhuel à l'Empereur; ses blessures dans cette campagne lui firent donner la croix d'honneur.

En 1809, dit l'auteur d'une notice nécrologique, sèche et denuée de détails, sur M. de Sorgher, promu au grade d'enseigne, le jeune marin fit partie de l'escadre de l'Escaut, qui mérita les éloges du roi de Hollande, Louis, frère de Napoléon; en 1810 constamment chargé de la mission délicate de surveiller, avec l'aviso qu'il commandait, les mouvements de l'ennemi sous les îles de Beverland et de Walcheren, de porter les missives du contre-amiral Lhermite au maréchal duc d'Istrie, commandant en chef l'armée d'opération, il montra

tout ce que peuvent des officiers intelligents et courageux, sur quelque espèce de bâtiment qu'ils soient placés. En 1814 il fut blessé d'un éclat de bombe au siége d'Anvers.

Après la chute de l'Empire, il continua la carrière de la mer ; et il est mort récemment à bord du bâtiment qu'il commandait.

Nous ne doutons pas qu'il n'y ait de la gloire nationale à recueillir en publiant avec soin la vie de M. de Sorgher, et de quelques autres marins belges, dont nous savons à peine les noms....

CXLIV

EMPIRE.

SUITE DES FAITS DE JARDON.

Combattre, c'est ma vie.
LE CORAN.

Il y avait dix ans que la Belgique faisait partie intégrante de la République Française; dix ans encore elle devait être unie à l'Empire. Napoléon se fit sacrer en 1804; il était venu en Belgique l'année précédente; et l'accueil le plus flatteur lui avait été fait; car nos belles provinces retrouvaient quelque prospérité.

Mais pour ceindre sans obstacle la couronne impériale, Napoléon avait du renverser quelques-uns de ses rivaux. Moreau était tombé; nous ne serons pas ici ses juges. Sa chute avait frappé un de nos compatriotes, le brave Jardon.

En 1799, Jardon avait fait partie de l'armée du Danube; il avait fait sous Massena la rapide campagne de Suisse, et sous Moreau la guerre de Souabe. Ce furent lui et Vandamme qui défirent le général Merfeld et le poursuivirent jusqu'à Schwandorf. Ce furent lui et Lapoype qui gardèrent, avec quatre bataillons seulement laissés dans le Rinthal, le Voralberg et le pays des Grisons. Ce furent ces deux mêmes généraux qui, le 11 Mai 1800, enlevèrent Bregentz.

Dans une autre affaire du Voralberg, sous le général Lecourbe, Jardon impatient de combattre, avait passé le Rhin avant le signal, à la tête de la colonne qu'il commandait. Quand il eut traversé le fleuve, il remarqua que la colonne qui devait marcher à sa droite n'arrivait pas; et il se trouva seul pour soutenir le choc d'un ennemi beaucoup plus nombreux. Il se maintint néanmoins sur la rive et repoussa si impétueusement tous les détachements qu'on envoya contre lui, que malgré sa faute, le général Dessoles, dans son rapport, le combla d'éloges sans restrictions.

Rien ne peint mieux Jardon, dit la notice que nous avons déjà citée sur ce général, rien ne le peint mieux que les lettres qu'il adressait, de l'armée du Danube et du Rhin, à son frère et à sa mère, pendant la campagne de Suisse et la guerre de Souabe. Elles sont pleines de détails sur la bravoure de ses frères d'armes et ne nous apprennent presque jamais rien de lui personnellement. Il y exprime avec naïveté l'étonnement qu'il éprouve, à l'aspect des hautes montagnes comme le Saint-Bernard, sur lesquelles on hisse des pièces de canon que l'on met en batterie sur vingt pieds de neige; et il se borne à dire à sa mère que, pour ce qui le concerne, cette guerre extraordinaire n'altère cependant pas sa santé.

Après la prise de Bregentz, il écrit à son frère : « Vous « aurez sans doute appris par les feuilles les succès des « armées de la République. » Il se loue du courage de sa brigade et laisse à peine entrevoir que c'est lui qui a emporté la place.

Après son passage du Rhin, il s'empresse d'écrire à sa famille, non pour lui faire part du nouveau triomphe qu'il vient d'obtenir, mais pour lui faire parvenir la nouvelle récente des glorieux succès de l'armée d'Italie. C'est pourtant dans cette même campagne qu'après plusieurs semaines entièrement passées dans des chocs continuels d'avant-postes, il avait reçu et exécuté l'ordre de se rendre avec sa troupe dans le Haut-Valais, pour faire sa jonction avec l'armée d'Italie. C'est là qu'il avait eu à braver avec les siens l'hiver éternel de ces immenses glaciers, redoutables même au voyageur curieux qui ne les aborde que muni de toutes les précautions qui peuvent le garantir du froid. Ses trois pièces de canon ayant été élevées au sommet du Mont-Saint-Bernard, et mises en batterie sur des planches qu'on y avait placées pour établir une plate-forme, Jardon y fut attaqué par douze cents hommes, s'y maintint avec trois compagnies qui ne vivaient depuis plusieurs jours que du riz que leur distribuaient les pieux hospitaliers de la montagne, et rétablit ainsi la communication de l'armée qui avait été interceptée.

Malgré tant de brillantes actions, Jardon tomba en disgrace ; lors du procès de Moreau, qui s'était montré son ami, il exprima si hautement son indignation sur la manière dont on traitait une des plus grandes renommées militaires de la République, qu'il se fit rayer du tableau d'activité.

Ce fut pour lui une grande peine ; et quand le Pre-

mier Consul passa à Liége en 1803, Jardon se fit présenter à lui. — Général, lui dit-il pour toute harangue, je ne sais pas parler sans doute, mais je sais me battre; donnez-moi du service.

Ce laconisme plut à Napoléon, qui nomma Jardon au commandement du département des Deux-Nèthes et lui donna le brevet de commandeur de la légion d'honneur.

En 1804, Jardon se rendit au camp de Boulogne, sous les ordres du général Brune. Après le départ de ce chef pour l'Allemagne, son successeur Gouvion Saint-Cyr, l'un des plus habiles juges du mérite militaire, mit encore à l'épreuve la modestie de Jardon, en lui confiant la deuxième division de l'armée des côtes de l'Océan. Comme il ne s'agissait là que de remplir les devoirs d'un grade dont il avait déjà deux fois refusé le titre et la solde, Jardon obéit; il s'acquitta de ses nouveaux devoirs, de manière à prouver qu'il aurait pu accepter le grade sans présomption.

Alors pourtant on lui reproche une faute, si c'en est une de ne pas soupçonner la perfidie. Les Anglais le 8 Octobre 1806 profitèrent d'une nuit sombre pour s'approcher du port de Boulogne, pendant que lord Lauderdale était encore à Paris pour traiter de la paix. Jardon, qui ne pouvait croire de leur part qu'à un projet de descente, fit cesser le feu des batteries qui avait commencé à leur approche. — Ayons l'air de dormir, dit-il, et laissons les mettre pied à terre; nous les hacherons comme chair-à-pâté.

L'évènement prouva qu'il se trompait. Tant d'audace n'entrait pas dans les desseins des Anglais, qui ne voulaient qu'incendier le port et la flottille française, avec des fusées à la congrève, dont ils faisaient le pre-

mier essai. L'erreur de Jardon leur donna le temps de s'échapper, après une tentative d'incendie qui ne réussit qu'à brûler une maison. Les intrépides soldats qu'il commandait ne s'effrayèrent pas de ces nouveaux projectiles, dont ils se jouaient comme de feux d'artifices. On vit les matelots détacher les fusées avec des leviers de bois ou de fer, des endroits où elles s'étaient fixées en tombant, puis les rejeter gaiment à la mer. C'est par leur sang-froid que furent préservés le port et la flotille.

Le 17 Novembre 1808, Jardon reçut l'ordre de se rendre à l'armée d'Espagne, où il servit pour la première fois sous l'Empereur. On cite de lui dans cette guerre beaucoup de faits remarquables. Il inspirait une telle confiance, qu'on en jugera par la forme d'un ordre que lui adressa Napoléon. Nous regrettons de ne pas pouvoir préciser les localités; mais quiconque connait l'intrépidité de Jardon et les habitudes de l'Empereur avec les hommes de sa trempe, y reconnaîtra sans peine le cachet de la vérité. Voici cette formule :

« Le général Jardon, se portera avec une demi-brigade sur A, occupé par douze cents Portugais, il les battra; puis il marchera sur C, il la prendra, y laissera un détachement pour garder la place, et à quatre heures il me joindra à B, où nous acheverons la besogne ensemble. »

Il arriva à Jardon un désappointement terrible pour tout autre que lui, mais qu'il sut encore faire tourner à son honneur. Son fidèle aide-de-camp Guérette, qui était aussi son secrétaire ordinaire et qui lui lisait les ordres de service, était absent. Jardon et tous ceux qui l'entouraient, quoique quelques-uns fussent un peu plus exercés que lui, ne purent déchiffrer l'ordre de l'Empereur. Il se dévorait d'inquiétude, lors-

qu'enfin Guérette revint, prit communication de l'écrit et se désespérant aussitôt s'écria : — Tonnerre! il y a deux heures que nous aurions dû forcer cette position; et nous n'avons plus que deux autres heures pour rejoindre l'Empereur.

— Écrivez-lui que la position est prise, dit Jardon, sans s'émouvoir; et à cheval!

La position fut prise en effet, et Jardon avait rejoint l'Empereur à l'heure indiquée.

En 1809 Jardon fit partie de l'expédition de Portugal sous le maréchal Soult; il brilla en Gallice, à la prise de la Corogne, où à la tête du 2e régiment d'infanterie légère, il culbuta tout ce qui osa s'opposer à son passage. Mais une vie si pleine ne devait pas aller plus loin. Le 25 Mars 1809, le général Mermet avait enjoint à Jardon de s'emparer d'un pont près de Negrelos, sur sur la petite rivière d'Ave, qui traverse la province d'Entre-Duero-et-Minho, et qui se jette dans la mer au dessous de Villa-de-Conde. Le pont de Villa-Nova avait été rompu par l'ennemi; cette mission était donc d'une haute importance; le pont de Negrelos était défendu par neuf cents Portugais. Jardon l'attaqua, seulement avec quelques tirailleurs du 17e d'infanterie légère, s'en empara après un combat très-opiniâtre; mais alors atteint d'une balle au-dessus de l'œil droit, il tomba mort aux pieds de son neveu, simple sergent de grenadiers qu'il venait d'ériger en aide-de-camp.

Ainsi périt à quarante et un ans, l'un des plus braves officiers de Napoléon, au moment où l'expérience des grandes actions suppléant à son défaut d'instruction première, lui avait acquis, mieux que l'étude des livres de stratégie, toutes les connaissances nécessaires à l'homme de guerre.

Aussi soigneux d'épargner le sang de ses soldats qu'empressé à prodiguer le sien, Jardon se distinguait encore par la simplicité de ses mœurs. Son extérieur était négligé. Souvent son uniforme et son cheval tout équipé ne valaient pas trois cents francs. Il envisageait la supériorité des grades qu'il obtint successivement comme autant de postes de plus en plus périlleux, et ne disputait à ses soldats que l'honneur de les précéder au feu. Aussi aimait-il à faire la petite guerre, et on le voyait toujours combattre aux avant-postes avec la témérité d'un simple grenadier. Un jour impatient de connaître les forces de son ennemi, masqué par un ravin, il se mit à grimper sur un arbre et commanda, de cette hauteur, le feu de ses batteries.

Être choisi par lui pour aide-de-camp, c'était recevoir un brevet de mort; le nombre de ceux qui avaient été tués à ses côtés était devenu si considérable que, dans les derniers temps, il fut obligé de les remplacer par des sergents de grenadiers que l'on mettait à cheval.

Jamais il ne fut épouvanté par le nombre. Était-il serré de près, il demandait un renfort de douze hommes; si ce renfort était d'une compagnie, alors il ne calculait plus les forces de ses ennemis. Cependant, chef aussi prudent que soldat intrépide, il ne lui est jamais arrivé de rien perdre de son artillerie, tandis qu'avec sa brigade, à l'armée du Nord seulement, il prit plus de cinquante pièces de canon et fit prisonniers quinze à seize mille hommes.

L'armée du Nord, dit M. Siter dans ses notes historiques, n'a presque pas eu d'affaire où les chevaux de Jardon, ses aides-de-camp, ses ordonnances n'aient été tués ou grièvement blessés à ses cotés, tandis qu'il ne recevait jamais que des balles mortes dans ses

habits. C'était un spectacle singulier, dit Châteauneuf, de voir ses chevaux mutilés de coups de feu, les oreilles percées, les chairs du poitrail, de la croupe, emportées, et le maître toujours invulnérable.

A la bataille de Moescron, s'étant élancé au milieu des ennemis et se battant avec un courage inoui, il se trouva environné et fait prisonnier un instant; mais délivré par le cinquième régiment de chasseurs, et continuant la charge, il désarma lui-même quatre officiers de l'état-major hanovrien, qu'il fit prisonniers, tandis que ses soldats, animés par son exemple, prenaient deux mille hommes et ramenaient trente-cinq pièces de canon avec leurs équipages.

Dans une bataille qui se livra près de Tournai en 1794, il soutint à son poste tous les chocs des différents corps d'une armée de cent mille hommes, commandés par l'empereur François II; les généraux Pichegru et Macdonald lui avaient donné l'ordre de maintenir sa position pour empêcher l'ennemi de faire une trouée. Il fit de tels efforts que, pour ne pas laisser ralentir son feu, il portait lui-même les gargousses aux canonniers.

A Roulers, il allait à la découverte avec deux ordonnances; il rencontre un peloton ennemi de quatre-vingt-vingt-trois hommes et les ramène prisonniers.

On ferait un volume surprenant des actions mémorables du général Jardon. Ses soldats, dont il était le compagnon inséparable, dont il partageait le pain, les fatigues, les privations et les dangers, l'aimaient comme un père, et donnèrent d'abondantes larmes à sa mort. Sous la République, il fut l'ami de Moreau, de Pichegru, de Souham; sous l'Empire, il fut celui de Regnier, de Gudin et de Soult.

Il attend dans sa patrie un monument.

CXLV

SUITE DES FAITS DE DUMONCEAU.

Oh ! soyez fiers de vos lauriers.
GARNIER, *les Suisses.*

Nous devons achever d'indiquer sommairement, comme nous avons fait pour Jardon, le reste des faits qui ont illustré la vie du général Dumonceau. Nous l'avons vu prendre du service auprès de la république batave, calmer l'insurrection de la Frise, battre les Anglais et les Russes à Bergen. En 1800, il fut appelé au commandement du corps d'armée auxiliaire qui devait agir en Franconie ; il assista aux différentes opérations de cette campagne, et fut chargé de diriger le siége de la citadelle de Marienbourg, que la longue résistance de l'ennemi le força de convertir en blocus. La bataille

de Hohenlinden obligea cette place à se rendre et amena bientôt la paix de Lunéville.

Après la rupture du traité d'Amiens, Dumonceau, en 1803, retourna sous les drapeaux. Il fut chargé de réorganiser l'armée hollandaise et de former la garde du Grand-Pensionnaire, qui devint par la suite le noyau de la Garde-Royale, quand la Hollande fut le partage de Louis Napoléon.

Il s'embarqua dans la rade du Texel, pour coopérer à la descente projetée en Angleterre; mais les démonstrations hostiles de l'Autriche ayant forcé Napoléon à se porter en Allemagne, les troupes que commandait Dumonceau furent remises à terre et se dirigèrent aussitôt sur le Danube. Ce général fut chargé d'abord de protéger Augsbourg et Donawert, puis de couper la retraite à l'archiduc Ferdinand, frère de l'empereur François II. Ferdinand, après l'affaire d'Ulm, voulait se retirer sur Nordlingen; Dumonceau eut le talent de l'arrêter. La bataille d'Austerlitz termina cette guerre.

Peu de temps après, la Hollande fut érigée en royaume; et Louis Napoléon, qui reçut cette couronne, nomma Dumonceau son ministre plénipotentiaire près la cour de France. Quand la guerre éclata de nouveau entre l'empereur Napoléon et le roi de Prusse, Dumonceau fut rappelé, pour prendre le commandement des troupes chargées de la défense du royaume hollandais, tandis que le roi Louis marchait lui-même à la tête du corps auxiliaire qui devait seconder les opérations de l'armée française.

En Novembre 1806, Louis voulant rentrer dans ses états, ce fut Dumonceau qui alla le remplacer en Allemagne; il fut chargé du siége de Hameln, qu'il obligea à capituler; il marcha de-là sur Brême et sur Hambourg,

fut nommé pour ses services, maréchal de Hollande et décoré de la grand'croix de l'ordre de l'Union. Il rentra en Hollande après la paix de Tilsitt.

En 1809, Dumonceau dirigea encore les opérations de l'armée hollandaise, pour la défense des points menacés par l'expédition anglaise qui venait de débarquer dans l'île de Walcheren. Il repoussa l'ennemi avec tant de succès, qu'il fut nommé comte de Bergen, en commémoration de la victoire qu'il avait remportée là en 1779, et des services qu'il venait de rendre aux mêmes lieux, dix ans plus tard.

L'année suivante, quand le roi de Hollande abdiqua, les troupes françaises entrèrent dans Amsterdam, avec une pompe triomphale à laquelle Dumonceau refusa formellement d'assister. Il s'était attaché au roi Louis. Mais la Hollande ayant été réunie à l'Empire Français, Dumonceau fut appelé à Paris, créé comte de l'Empire et nommé au commandement de la deuxième division militaire, l'une des plus importantes de la France par le grand nombre de places fortes qu'elle renfermait. Dans la campagne difficile de 1813, il fit partie de la grande armée; chargé de protéger Hambourg, que les alliés assiégeaient, il manœuvra vis-à-vis du général russe Czernitscheff, de manière à l'empêcher de lier ses opérations à celles du corps d'armée assiégeant. Il reçut après cela l'ordre de se porter sur Dresde; et le 26 Août, il livra aux Russes, retranchés sur les hauteurs de Pirna, un combat sanglant d'où il sortit victorieux; il réussit également le lendemain; et quatre jours après, à la bataille de Kulm, où les Français furent battus par les princes alliés, Dumonceau se couvrit de gloire par son courage personnel et par l'habileté avec laquelle il fit sa retraite, dans le meilleur ordre, sans se laisser

entamer, quoiqu'attaqué en front par les Autrichiens, tandis qu'un corps prussien s'efforçait de lui couper la retraite. Le 7 Septembre suivant, en passant la revue des troupes échappées à la terrible affaire de Kulm, l'Empereur donna à Dumonceau les plus éclatants témoignages de satisfaction.

Ce général eut part aux dernières guerres de l'Empire; il resta en France en 1814, fut nommé de nouveau dans les cent jours commandant de la deuxième division militaire; mais après la reddition de Mézières, il prit sa retraite, et vint chercher du repos dans sa patrie. Il est mort à Bruxelles en 1821.

CCLVI

RETRAITE DE RUSSIE.

LE GÉNÉRAL ÉVERS.

Mes blessures sont mes richesses ;
On meurt si bien sur des lauriers !
Quinze ans d'absence.

Dans toutes les guerres de l'Empire, si nos titres étaient rassemblés, nous verrions briller aux premiers rangs des soldats belges. Quelques-uns de ceux qui ont fait la dure campagne de Russie sont encore debout, comme les débris vivants d'une gloire qui ne doit point périr. D'autres ont disparu de la terre qu'ils ont marquée de leur sang ; pourquoi tous ces noms ne sont-ils pas conservés ? La postérité connaîtra celui du général Évers.

Il était né à Bruxelles, le 8 Mai 1773. A quinze ans, il s'engagea dans les volontaires brabançons ; il mérita

par son activité et son intelligence le grade de sergent ; et en 1789 il entra comme sous-lieutenant dans le régiment des dragons de Namur, l'un des corps les plus distingués de la cavalerie belge.

Au retour du pouvoir autrichien sur les Pays-Bas, ainsi que Dumonceau et Jardon, Évers passa au service de la France et combattit pour sa nouvelle patrie comme il avait combattu pour l'ancienne, avec courage et fidélité. Il se signala dans nombre d'affaires et gagna chacun de ses grades par des actions d'éclat. Il déploya surtout la plus audacieuse bravoure à la prise de Menin, où il entra à la tête de l'avant-garde, et au combat qui se donna sur la Lys, le 6 Septembre 1792; suivi d'un petit nombre de Liégeois et d'autres soldats belges, il se jeta à la nage pour aller délivrer des Français faits prisonniers par l'ennemi au passage de cette rivière. Quoique blessé d'un coup de sabre à la tête, il réussit dans son entreprise.

Après avoir servi dans les armées du Nord et de Sambre et Meuse, sous les généraux Dumouriez et Jourdan, il fit les campagnes du Rhin, de la Suisse, du Hanovre et de l'Italie, sous Pichegru, Moreau, Masséna et Mortier. Partout il déploya une rare valeur personnelle, faisant prisonniers des officiers supérieurs, enlevant à l'ennemi des canons et des drapeaux.

Chargé, en Novembre 1803, de l'organisation d'une légion hanovrienne, il s'acquitta de cette mission, de manière à mériter des éloges sans réserve, sur la tenue et la discipline de ce corps, à la tête duquel il rendit les plus grands services. C'est avec cette légion qu'à la brillante affaire de Civitella-del-Tronto, dans le royaume de Naples, il prit d'assaut cette forteresse, défendue avec acharnement, dressant lui-même les échelles, es-

caladant les remparts, et marchant à la tête de ses chasseurs sous le feu le plus meurtrier, sous une grêle de pierres. Trois blessures qu'il reçut dans cette occasion ne l'arrêtèrent pas.

Évers soutint constamment la réputation que ce fait d'armes lui avait acquise. En Galice, le 2 Janvier 1809, faisant partie de la division du général Franceschi, il attaqua les insurgés, retranchés sur une chaîne de montagnes, les délogea, après en avoir tué un grand nombre, enleva lui-même un drapeau, prit de sa main le général espagnol Maïz, et assura par tant d'actions éclatantes le gain de la bataille, à la suite de laquelle il fut fait huit mille prisonniers.

A la retraite de Braga, il culbuta l'aile droite de l'ennemi et fut comblé d'éloges par le maréchal Soult. A la retraite d'Oporto, commandant l'arrière-garde, il eut deux chevaux tués sous lui. Mais sa légion hanovrienne avait pris trente canons et quatorze étendards.

Nommé général de brigade, par un décret de l'Empereur en date du 31 Mars 1812, il fut chargé dans la campagne de Russie d'escorter avec trois mille hommes un convoi de onze millions. Par la sagesse de ses mesures, il parvint, quoiqu'environné de Cosaques, à sauver le convoi et le fit entrer à Smolensk, sans avoir perdu un seul fourgon.

L'armée française, cette armée si nombreuse et si brillante, qui avait marché à la conquête de la Russie, venait de voir périr dans l'incendie de Moscou tout l'espoir de ses ressources d'hiver. Cette armée faisait sa retraite qui, aggravée par le froid et les privations, devenait la plus cruelle déroute. L'Empereur fuyait lui-même, entouré de mille périls. Le général Évers fut envoyé, avec un corps de cinq mille hommes, à la ren-

contre de Napoléon, pour protéger sa retraite; il lui ouvrit un passage à travers l'ennemi, reprit tous les forts brûlés par les Russes, et protégea si habilement et si vaillamment la fuite de l'Empereur, qu'en récompense de cette campagne, il fut nommé baron de l'Empire.

Mais dans cette marche périlleuse, les fatigues qu'il avait essuyées et les blessures dont il était criblé le mettant hors d'état d'aller plus loin, il resta à Kœnigsberg où il fut fait prisonnier, le 5 Janvier 1813.

Lorsque les suites de la désastreuse guerre de Russie eurent amené la chute de Napoléon et le démembrement de l'Empire, la paix qui survint rendit le général Évers à la liberté. Mal guéri, il s'en revint dans sa patrie; il rentra à Bruxelles le 11 Juin 1814; les blessures qui le couvraient se rouvrirent peu après; et il en mourut au château de Jambes près de Namur, le 9 Août 1818.

CCLVII

BATAILLE DE WATERLOO.

L'Aigle n'est plus dans le secret des Dieux.
BÉRANGER.

NAPOLÉON ne manquait pas de partisans en Belgique. Son système continental avait donné une grande impulsion à l'industrie ; les fabriques belges étaient alors les premières de l'Europe ; et l'immense débouché qui leur était ouvert avait contribué puissamment à leur prospérité. Anvers s'enrichissait de chantiers, d'arsenaux, de bassins et de quais magnifiques ; toutes les villes s'embellissaient. Mais la liberté gémissait étouffée, et la conscription était, dans toutes les familles, une plaie flagrante qui faisait désirer un nouvel état de choses. Aussi, malgré l'affection qu'ils avaient long-

temps portée à l'Empereur, les Belges virent sans effroi l'invasion des alliés, qui leur faisait espérer l'indépendance. Les Russes et les Allemands entrèrent à Bruxelles, le 1er Février 1814; Napoléon ne tomba que le 31 Mars; et Anvers, habilement défendue par Carnot, ne se rendit que le 5 Mai suivant. La Belgique, séparée de la France, fut provisoirement rendue à l'Autriche, administrée quelques mois, au nom de François II, par le baron Vincent, confiée au gouvernement de Guillaume d'Orange-Nassau, qui eut le titre de prince souverain; et enfin, comme si le sort de ce malheureux pays eût été constamment de languir dans la dépendance jusqu'à ce qu'il eût reconquis ses droits par les armes, la Belgique fut réunie à la Hollande; de ces deux états on forma un royaume dont un hollandais fut le chef; et le 23 Février 1815, Guillaume d'Orange annonça qu'il était roi des Pays-Bas, sous le nom de Guillaume Ier.

Sept jours après, ce trône improvisé par le Congrès de Vienne se vit menacé. Napoléon sortit de l'île d'Elbe qu'on lui avait donnée pour prison. Il débarqua le 1er Mars sur les côtes de France, arriva à Paris le 20 du même mois, et s'occupa immédiatement de mettre sur pied une armée; car de nouveau l'Europe entière se levait contre lui.

Ce grand homme ne s'était pas fait aimer. On l'admirera toujours; il avait en France de nombreux adhérents, mais d'aussi nombreux adversaires. Au dehors, ses alliés n'avaient jamais été que ses vassaux, et son besoin de dominer était si impérieux, le vasselage de ceux qui ne lui résistaient pas était si peu déguisé, que lorsqu'il eut besoin de ses alliés, il ne les trouva plus.

Seul avec les Français, qui tous ne saluaient pas son retour de cris d'allégresse, il s'apprêta à lutter

contre l'Europe. Louis XVIII, devant lui, avait quitté la France et s'était réfugié à Gand. Bientôt Napoléon inonda de ses armées les provinces méridionales de la Belgique. Il avait compté sur la sympathie des Belges. Mais fidèles à leur nouvelle bannière, les Belges ne la trahirent pas; et tout en gémissant peut-être de combattre leurs anciens frères d'armes, ils marchèrent contre les Français. Selon le jugement de ces hommes au sens droit, l'abdication de Fontainebleau ne permettait plus à Napoléon de reprendre le sceptre; et ils ne comprenaient pas son retour,

L'armée française avait passé la Sambre le 15 Juin; débutant par des succès, elle avait repoussé les Prussiens sur Charleroi, puis les en avait délogés, et s'était emparée de la place. Le même jour, dans une sanglante rencontre, les Français avaient battu les Prussiens sur les hauteurs de Fleurus, leur avaient tué ou blessé quatre mille hommes, et leur avaient pris cinq pièces de canon. Le lendemain 16, il y eut, aux Quatre-Bras et à Ligny, d'autres batailles. Sept fois le village de Ligny fut pris par les Prussiens que commandait Blucher et repris par les Français à qui resta encore ce champ de bataille.

Wellington, à la tête de l'armée anglaise, s'était posté entre Ath, Nivelles, Genappes et Bruxelles. Le 17 Juin, il se déploya sur la lisière de la forêt de Soignes.

Napoléon, vainqueur à Ligny, triomphait déjà d'avoir pu séparer les Prussiens des Anglais; il avait placé Grouchy de manière à empêcher leur jonction; et il comptait bien que Wellington embarrassé ne conserverait pas la position qu'il avait prise.

Il fut surpris, le 18 Juin, à la pointe du jour, de l'y voir encore. Il ne savait pas que Blucher avait trouvé

moyen de se mettre en communication avec le général anglais, et qu'il lui avait promis de faire une puissante diversion sur la droite des Français, le plutôt possible, mais certainement avant la fin du jour. Ne soupçonnant pas que cette diversion pût s'opérer, et confiant dans l'intelligence de son lieutenant, Napoléon se prépara à livrer bataille. Il fit reconnaître les positions des Anglais, ne s'étonna pas de leurs préparatifs formidables, et envoya prévenir Grouchy de l'attaque qu'il méditait, lui recommandant de se hâter d'arriver.

Après avoir tout bien pesé, l'Empereur donna le signal; il était à peu près midi. L'armée anglaise était forte d'environ quatre-vingt-dix mille hommes; Napoléon en avait un peu moins. Wellington, s'appuyant sur la forêt de Soignes, s'était placé de manière à battre difficilement en retraite; mais il occupait un beau plateau; son centre était en avant du village de Mont-Saint-Jean, où se joignent les deux chaussées de Nivelles et de Charleroi. L'Empereur avait placé son armée en avant de Planchenoit, à cheval sur la grande route de Bruxelles. Il avait autour de lui soixante-sept mille hommes; Grouchy qu'il attendait dans la direction de Wavre devait lui en amener trente mille.

Il ne faut pas oublier cette circonstance que la veille il avait plu énormément. La nuit avait été effroyable; les soldats étaient dans la boue jusqu'aux genoux; tous les chemins étaient défoncés. La pluie avait cessé, lorsque l'engagement commença; mais les chevaux ne purent arracher l'artillerie à moitié enterrée; et lorsque les deux cents pièces de canon que les Anglais avaient masquées à l'entrée de la forêt de Soigne se mirent à tonner, ce fut le commencement de la déroute pour les Français, qui ne pouvaient faire arriver leurs batteries.

Cependant la présence de l'Empereur soutint jusqu'au soir le courage de ses braves, au milieu de ce carnage; car le tiers des deux armées avait péri.

Napoléon attendait toujours Grouchy, qui ne vint pas, soit que l'ordre qui lui avait été envoyé ne lui fût pas parvenu, soit qu'il l'eût mal compris, soit par d'autres motifs qui ne sont pas encore expliqués. Ce fut au contraire Blucher qui arriva, comme il l'avait promis. Pour Napoléon qui ne s'y attendait pas, ce fut le dernier coup. La bataille fut entièrement perdue. La pompeuse voiture qu'on avait amenée pour l'entrée triomphale de l'Empereur des Français dans Bruxelles fut abandonnée; Napoléon, fuyant à cheval à travers son armée dans le plus triste désordre, regagna Paris; et bientôt le règne des cent jours fut terminé.

Dans cette bataille de Waterloo, que nous avons dû indiquer très-sommairement, les peuples des Pays-Bas eurent l'avantage de faire partie des vainqueurs. Les Hollandais avaient été incorporés dans l'armée anglaise. Les Belges faisaient un corps à part, sous les ordres du prince d'Orange, appelé alors le prince héréditaire, fils du roi nouveau. Au plus fort de la mêlée, le prince d'Orange se trouva environné par les Français, qui le faisaient prisonnier et l'entraînaient à la hâte. L'infanterie belge vola à son secours; le septième bataillon, à force d'ardeur et d'énergie, parvint à le délivrer. Le Prince ravi jeta au milieu de ces braves la décoration qu'il portait, en leur criant : — Vous l'avez tous méritée!

Cette décoration fut attachée au drapeau, sur le champ de bataille.

L'infanterie belge ne se distingua pas seule; la cavalerie eut sa part dans la gloire de cette grande journée;

et l'on citera toujours le général van Merlen, né à Anvers, il avait commencé, en 1789, sa carrière militaire dans la révolution brabançonne. Puis, à l'exemple d'Évers, de Dumonceau et de Jardon, il était entré au service de la France ; il avait gagné ses premiers grades dans les guerres de Prusse et d'Autriche ; il avait été nommé colonel de hussards en Espagne. Lors de la conspiration de Mallet, qui en 1812 voulait renverser Napoléon, ce fut Van Merlen qui se rendit de Versailles à Paris, à la tête de son régiment de lanciers rouges, et qui arrêta le gouvernement provisoire. Cette action hardie lui fit obtenir de Napoléon les titres de général de brigade et de comte de l'Empire.

Néanmoins, après le traité de Paris, voyant sa patrie indépendante, Van Merlen revint lui offrir son bras ; et à la bataille de Waterloo c'était au milieu des Belges que combattait ce général. Commandant une division de cavalerie légère, il s'était déjà fait remarquer par des actes de courage et de sang-froid, lorsqu'il fut tué par un boulet de canon. Ses restes sont déposés dans l'église de Waterloo.

Après la seconde abdication de l'Empereur, la Belgique, perdant encore son nom pour quinze ans, fit partie paisible du royaume des Pays-Bas.

FASTES MILITAIRES

DES BELGES.



LIVRE VINGTIÈME.

Période de l'Indépendance.

CCLVIII

GOUVERNEMENT HOLLANDAIS.

Le séditieux, ce n'est pas le peuple qui se révolte, c'est le prince qui a causé la sédition.

SAINT THOMAS D'AQUIN.

Nous nous engageons à chaque pas, de plus en plus, dans une époque rapprochée de nous; et les passions que nous pouvons soulever sont encore vives.

Qu'il nous soit permis de citer ici un ouvrage où sont peints en peu de mots les griefs des Belges contre la Hollande [1].

« La combinaison politique qui unit en 1814 la Belgique à la Hollande et appela Guillaume de Nassau à régner sur les deux pays, n'appartient pas aux Belges.

[1] Histoire de Léopold, premier roi des Belges. Chap. 9.

Ils s'y soumirent plus qu'ils ne l'acceptèrent ; elle fut l'œuvre du droit de la conquête et la conséquence du traité de Paris du 30 Mai 1814, qui avait promis à la Hollande un accroissement de territoire.

« Le premier acte d'opposition contre cet état de choses remonte à 1815. » L'article 8 du traité de Londres qui avait fixé la réunion de la Belgique à la Hollande portait que cette réunion devait être intime et complète, « de façon que les deux pays ne forment qu'un seul et même état, régi par la constitution déjà établie en Hollande, qui, d'un *commun accord* sera modifiée selon les circonstances. » Guillaume Ier nomma lui-même une commission composée de treize Belges et de treize Hollandais, qui révisèrent la constitution proposée, dans des séances secrètes ; le conseil d'état fut délégué ensuite pour nommer les notables belges et hollandais qui devaient accepter ou rejeter la nouvelle loi constitutionnelle. Mais malgré le vice de leur élection, la majorité de ces notables refusa son consentement au Pacte Fondamental qui sanctionnait l'existence du royaume des Pays-Bas et donnait la couronne au prince d'Orange. « Sur 1223 votants, 796 le repoussèrent ; ce qui n'empêcha pas le roi Guillaume de déclarer, par sa proclamation du 24 Août 1815, la constitution acceptée. On compta, comme ayant voté en faveur du projet, ceux des notables qui étaient absents ou qui avaient donné un vote négatif conditionnel, à cause des articles relatifs au culte. Le silence que garda le reste de la nation permit de croire qu'elle consentait à faire un essai ; mais dès le commencement la méfiance avait été excitée [1]. »

[1] Histoire de Léopold. Même chapitre.

Les Belges, dans leur coopération à la victoire de Waterloo, avaient gagné les forteresses de Philippeville et de Marienbourg, plus quelques districts du Hainaut. Las du joug de l'Empire, ils voyaient avec défiance, mais sans peine, s'élever pour les régir un gouvernement constitutionnel; ils saluèrent Guillaume d'Orange-Nassau, lorsque le 21 Septembre 1815, il se fit inaugurer à Bruxelles roi des Pays-bas.

La paix générale qui venait de s'établir releva l'industrie; la liberté rendue à nos fleuves fit renaitre le commerce; de nouveaux canaux s'ouvrirent; de nouvelles routes se tracèrent; on vit s'élever de nombreuses constructions; des manufactures de tout genre se fondèrent dans toutes nos provinces; et la prospérité publique alla en croissant.

Cependant, quoique le traité de Londres du 21 Juillet 1814 eût stipulé qu'il y aurait entre les deux nations une fusion intime et complète, cette fusion ne s'opérait pas. « Le roi donné à la Belgique était d'origine hollandaise; il resta hollandais; il choisit ses agents parmi les Hollandais; il fit des lois dans l'intérêt de la Hollande. [1]. »

Ces mesures laissaient trop voir aux Belges qu'une partie du royaume était sacrifiée à l'autre. On put bientôt préciser plus spécialement les sujets de plaintes. Tels étaient : la suppression du jury par un simple arrêté royal; l'inamovibilité des juges, suspendue jusqu'à l'organisation judiciaire, que l'on retardait d'année en année; les dispositions ministérielles substituées aux lois; l'usage de la langue flamande et de la langue

[1] Histoire de Léopold. Même chapitre.

française remplacé, dans les actes publics, par l'idiôme hollandais; le transport de tous les corps de l'état en Hollande ; la préférence donnée aux Hollandais sur les Belges pour les places; la création d'impôts uniquement à charge de la Belgique et de son agriculture; la loi de mouture qui ôtait le pain aux pauvres ; le droit que s'arrogeait le gouvernement de monopoliser et de diriger à son gré l'enseignement public. En effet, sans consulter les hautes autorités ecclésiastiques, le Roi avait érigé un établissement nommé Collége Philosophique, que tous les jeunes gens, qui se destinaient au ministère du culte catholique, étaient tenus de fréquenter avant de pouvoir être admis aux séminaires. De graves atteintes portées à la liberté de la presse achevèrent d'irriter les esprits.

Deux partis se dessinaient en Belgique, les Catholiques et les Libéraux ; le gouvernement hollandais blessa les premiers dans leurs croyances, les seconds dans leurs principes [1]. Vers le milieu de 1828, une opposition devenue menaçante s'organisa. Les Catholiques et les Libéraux formérent contre le gouvernement une sorte de ligue qu'on appela l'Union, dans laquelle ils se reconnurent réciproquement la liberté d'opinion et la liberté de conscience. La fin de 1828, l'année 1829 et le commencement de 1830 se passèrent en pétitionnements; on sollicitait avec constance, mais en vain, le redressement des griefs. Comme si la nation fût sortie tout à coup de son long sommeil, on adressait de toutes parts aux États-Généraux des réclamations contre le monopole de l'enseignement, contre

[1] Même ouvrage. Même chapitre.

l'abolition du jury, contre l'impôt sur la mouture, contre le provisoire de l'ordre judiciaire, contre l'usage de la langue hollandaise, contre l'asservissement de la presse. La seconde chambre vota sur la presse une loi plus libérale; on modifia les arrêtés sur la langue hollandaise. Pour le reste, on se borna à des promesses qu'on ne tint pas. Guillaume au contraire publia, le 11 Décembre 1829, un message dans lequel tous les droits constitutionnels de la nation étaient méconnus et tellement soumis au bon plaisir qu'ils pouvaient être anéantis, du moment où le gouvernement le jugerait convenable. Le pouvoir qui s'arrogeait ainsi le droit de tout obtenir par la violence voulait une révolution.

Elle grondait sourdement, lorsqu'au mois de Juillet 1830 éclata en France l'insurrection spontanée qui en trois jours renversa le trône de Charles X. Les Belges mirent à profit le trouble que cet évènement jeta dans toute l'Europe; et le 25 Août vit commencer le mouvement qui devait rendre la Belgique indépendante.

MER DU NORD

Méridien de l'Observatoire de Paris

F L A N D R E

O C C I D E N T

Middelbourg
Flessingue
L'Ecluse
Blankenberg
Isendyk
Ostende
Bruges
Rade d'Ostende
Rade de Nieuport
Nieuport
Furnes
Dunkerque
Gravelines
Bergues
Bourbourg
Dixmude
Thielt
Thourout
Ghistel
Roulers
Ypres
Poperinghe
Cassel
Watten
Hazebrouck
Bailleul
Armentieres
Courtrai
Menin
Warneton
Lille
Roubaix
Tourcoing
Tournai
Seclin
Aire
S. Venant
La Bassée
Bethune
Lens
Douay
Arras
Arleux
Marchiennes
S. Amand
Condé
Valenciennes
Bouchain
Orchies
Landrecy

51

50

0

1

Lieues de

2

4

Lith. de Victor Chéon, Rue de l'Evêque N.° 40, à Bruxelles.

CXLIX

RÉVOLUTION DE 1830.

Quand le peuple se lève, et qu'il menace, on ne l'apaise plus avec des mots.

SCHILLER.

LE 24 Août était la fête du roi des Pays-Bas. On avait fait de grands préparatifs pour la célébrer ; le Parc devait être illuminé en verres de couleur ; c'était annoncé depuis quatre mois. L'autorité suspendit les réjouissances, parce qu'on apprit qu'une émeute devait éclater dans la nuit devant le palais. Le Roi n'était pas à Bruxelles.

Le lendemain 25, le grand théâtre donna *la Muette;* les chants de liberté qui abondent dans cet opéra furent salués de longs bravos. Au sortir du spectacle, des

rassemblements se formèrent sur la place de la monnaie. Deux réverbères furent cassés, et des groupes se portèrent dans la rue du Fossé-aux-Loups, devant le bureau du National, journal que rédigeait Libry-Bagnano, un homme vendu au roi Guillaume. On ne put rompre sa porte; on se rendit alors à sa maison, dans la rue de la Madeleine; tout y fut brisé, dévasté, anéanti, la librairie et les meubles; on enleva même l'escalier de la maison, qui touchait à gauche aux Grandes-Messageries. Un commissaire de police vint sur les lieux; mais cet homme ayant été gravement blessé par la chute d'un meuble, la police disparut aussitôt; et on laissa faire.

Parmi les agents de cette dévastation, il y avait des hommes armés de fusils; les yeux clairvoyants n'eurent pas de peine à reconnaître là le prologue d'une révolution. On criait: vive la liberté, vive De Potter! C'était un homme aux idées républicaines qui avait été banni par le roi Guillaume. On dépavait le rues; on cassait les réverbères; on tirait en l'air des coups de fusils; on brisait les vitres des magistrats que l'on savait dévoués au roi de Hollande; et les magistrats ne virent dans de tels préludes qu'une échauffourée qu'ils espéraient calmer le lendemain.

Cependant les groupes allèrent saccager la maison de M. de Knyff, directeur de la police royale; ils cassèrent les vitres du palais de justice, celles de la cour d'assises; puis ils allèrent à la maison de M. Van Maanen, le ministre de la justice, qui était odieux; ils la brûlèrent, et firent au devant, sur la place du petit Sablon, un feu de joie des papiers et des meubles. Les pompiers, alarmés de cet incendie, accoururent avec des pompes; on ne leur permit pas d'approcher.

On avait enfoncé les boutiques des armuriers pour enlever des fusils ; on avait pris ceux des pompiers et des gendarmes. A deux heures du matin, les troupes de la garnison de Bruxelles sortirent de leurs casernes ; elles arrivèrent aux maisons menacées, lorsque le mal était fait. A cinq heures, des patrouilles furent insultées; obligées de se défendre, elles tirèrent sur le peuple; cinq bourgeois furent tués dans la rue de l'Empereur ; le sang coula à la Place-Royale, au petit Sablon et ailleurs ; la guerre était commencée. A la caserne de Sainte-Élisabeth, le peuple s'empara de deux canons ; on alla saccager encore, au Grand Sablon, la maison du général Wauthier, commandant de la place, et dans la rue du Chêne l'hôtel du gouverneur du Brabant.

A six heures, des bourgeois alarmés se rendirent à l'Hôtel-de-Ville pour demander des armes ; en 1828 Guillaume avait supprimé la garde bourgeoise. Ils s'engagèrent à rétablir l'ordre, que les troupes ne pouvaient ramener ; ils n'y réussirent qu'après de longs et périlleux efforts ; car le peuple exaspéré s'armait aussi de plus en plus ; et il y eut encore de nombreux dégâts. Mais plusieurs édifices publics furent préservés par le dévouement des bourgeois qui s'opposèrent courageusement aux efforts de la multitude. Ce jour là (26 août), le bourgmestre et les échevins crurent apaiser le peuple dans une proclamation qui contenait au sujet du grief que le peuple pardonnait le moins à Guillaume, l'article suivant :

« Le droit de mouture est supprimé, à dater de ce jour ; il ne sera remplacé par aucun autre impôt de même nature, sous quelque dénomination que ce soit. »

Cette proclamation fut affichée partout. Mais il était trop tard ; comme dans toutes les révolutions, le peuple

voulut plus, à mesure que l'insurrection faisait des progrès. Des jeunes gens attachèrent au dessus de la porte de l'Hôtel-de-Ville un drapeau aux trois couleurs, jaune, rouge et noire; c'étaient les vieilles couleurs brabançonnes; elles furent saluées avec enthousiasme.

Les bourgeois armés passèrent la nuit en patrouilles. Les pillards, qui avaient tant dévasté la veille, mais qui n'avaient pas versé de sang, reparurent le lendemain 27, demandant de l'ouvrage, du pain, la liberté et M. de Potter. Les bourgeois s'efforcèrent de les calmer. A deux heures, une patrouille de la garde civique, qui s'organisait activement, rencontrant des groupes tumultueux qui venaient de brûler les décorations et les arcades préparées pour l'illumination du Parc, les empêcha de se livrer à d'autres excès, en fraternisant avec eux et répétant leur cri : vive de Potter et la liberté! Un bourgeois cependant ajouta : — Oui, mais vive l'ordre aussi! nous sommes réunis pour le maintenir et vous le troublez! Alors un homme du peuple fit cette réponse remarquable : Eh! croyez-vous donc, vous autres, qu'on fait des révolutions avec de l'ordre?

Un peu plus tard néanmoins, à la rue de la Montagne, il fallut menacer ce même attroupement et le coucher en joue pour le disperser. Les pillards alors étaient désarmés; les bourgeois leur avaient acheté leurs armes, et l'on croyait que tout allait rentrer dans l'ordre; les débris des dévastateurs s'étaient réfugiés dans la cave de l'hôtel de Belle-Vue, dont il avaient fait leur quartier-général. De là ils s'avancèrent pour désarmer un détachement de troupes qui stationnait sur la place des palais. Un conflit s'engageait; la troupe n'usait pas de ses armes. Deux patrouilles de garde civique accoururent à son aide; insultés par les pillards

qui tirèrent même quelques coups de fusil sur leurs compatriotes, les bourgeois sentirent qu'il fallait une leçon ; et quoiqu'elle dût être terrible, après avoir sommé les mutins de se disperser, ils tirèrent sur eux ; trois des pillards tombèrent morts ; plusieurs autres furent blessés ; le reste se dissipa.

La garde bourgeoise élut le même jour le baron Emmanuel d'Hoogvorst pour son commandant en chef ; tout le monde s'honora de faire partie d'un institution conservatrice ; les plus grands seigneurs montèrent la garde comme simples soldats ; les étrangers qui se trouvaient à Bruxelles s'inscrivirent aussi ; et, par le zèle du moins, tout le monde se montrait belge. Les jeunes gens formèrent une garde à cheval qui rendit des services.

Un détachement des troupes royales arriva le soir, venant de Louvain. Le poste bourgeois lui refusa l'entrée ; et quand les soldats de Guillaume apprirent ce qui s'était passé, ils n'insistèrent pas et s'en retournèrent.

Les armoiries royales et les insignes de la maison d'Orange furent abbattus et brisés ce même jour ; on les effaça sur les diligences ; la cocarde orange fut foulée aux pieds.

Le 28 Août, la garde bourgeoise prit unanimement la cocarde brabançonne. Tout le monde s'en décora bientôt ; les femmes mêmes la portèrent ; c'était une démonstration en quelque sorte obligée, pour répondre à la manifestation imprudente de quelques individus qui avaient arboré les couleurs françaises. La Belgique tenait à montrer qu'elle s'agitait pour sa complète indépendance, et non pour un changement de joug.

Le bruit se repandit vers midi que des troupes mar-

chaient sur la ville. Le baron d'Hoogvorst se rendit aussitôt près des généraux du roi Guillaume, qui étaient à Bruxelles; il leur dit qu'il répondait de tout dans la ville, si on laissait faire la garde bourgeoise; mais qu'il ne répondait de rien, si de nouvelles troupes entraient. Il sut se faire comprendre; les troupes en marche rétrogradèrent; ce succès fut annoncé au peuple dans des proclamations que l'on afficha.

Les notables de Bruxelles s'assemblèrent sur le soir, au nombre d'environ cinquante, rédigèrent une adresse au Roi, et nommèrent parmi eux une députation chargée de l'aller présenter. On ne demandait dans cette adresse que le redressement des griefs, dont les députés étaient chargés d'exprimer l'étendue; on ne pensait pas encore à la séparation. Mais pendant ce temps là, le 28 Août, le roi Guillaume, à La Haye, avait tenu un conseil de six heures. Ne sachant encore que le commencement des troubles de Bruxelles, il avait décidé la convocation des États-Généraux pour le 13 Septembre, la marche forcée de toutes ses troupes sur Bruxelles, et le départ immédiat des deux princes ses fils pour le théâtre des troubles. Les deux princes quittèrent La Haye à minuit.

Le lendemain 29, on apprit à Bruxelles qu'une grande effervescence se manisfestait à Louvain et à Liége; on commença à parler de séparation; on regretta de n'y avoir pas songé dans l'adresse. Des caisses de fusil arrivèrent de Liége le jour suivant; on les distribua dans les sections; et quoique tout parût redevenir tranquille, on continua de s'armer. La révolution était alors plus faite qu'on ne le croyait.

Les journaux hollandais vinrent achever d'animer les esprits à une séparation entière. Ces journaux insultèrent les Belges et prirent vis-à-vis de Bruxelles un ton

menaçant. Une de ces feuilles osa même annoncer que six cents Rotterdamois partaient pour aller soumettre la ville rebelle. Le capitaine Nique fit réponse qu'on les attendait avec trois cents Bruxellois.

Le 30 Août, le prince d'Orange et le prince Frédéric, fils du Roi, arrivèrent à Anvers; après y avoir passé quelques heures, ils se rendirent à Vilvorde, où cinq ou six mille de leurs soldats étaient déjà rassemblés. Mais ils n'osèrent ce jour là entrer à Bruxelles, qui peut-être dans le premier moment leur eût ouvert ses portes. On les leur ferma le lendemain, quand ils se présentèrent, parcequ'on avait réfléchi. D'ailleurs de nouvelles insultes étaient venues dans les journaux de la Hollande et de nouveaux fusils dans les caisses que Liége ne cessait d'expédier.

Le 31 au matin, un aide-de-camp du prince d'Orange vint à Bruxelles et invita le commandant de la garde bourgeoise à se rendre à Laeken, près de son altesse royale. Le baron d'Hoogvorst partit, accompagné de MM. Van der Smissen, Hotton, Van der Burch, Rouppe et Van de Weyer. Le Prince, en apercevant leurs cocardes brabançonnes, bondit de colère et voulut les arracher. Les députés avaient compté qu'ils décideraient les Princes à entrer dans Bruxelles sans escorte; mais les fils du Roi voulurent autre chose; leurs propositions qui furent lues au balcon de l'Hôtel-de-Ville et affichées partout exprimaient qu'ils entreraient suivis de la force militaire, et ouvrant leurs bras aux Bruxellois, dès que les couleurs et les drapeaux de l'indépendance auraient disparu. On cria aux armes; on dépava les rues; on fit des barricades. Les hommes et les femmes, les vieillards et les enfants, tout se mit à l'œuvre. A minuit, cinquante barricades étaient élevées dans les principales

rues. On monta dans les greniers des pierres et des briques. Pendant ce temps là, une seconde députation, partie pour Laeken un peu avant la nuit, recevait des Princes un accueil assez froid. Cependant elle parvint à ébranler le prince d'Orange, qui promit enfin d'entrer le lendemain dans Bruxelles, seul avec son état-major, et sans autre garde que la garde bourgeoise.

Le Prince arriva, le 1er Septembre à midi, aux portes de Bruxelles. Il fut surpris de ne voir autour de lui que des drapeaux et des cocardes tricolores. Il semblait chercher quelques-uns des signes de sa maison; il n'en trouva point. Néanmoins il fit bonne contenance. Mais après avoir franchi la porte d'Anvers, lorsqu'il aperçut les premières barricades, où l'on avait pratiqué un passage si étroit qu'un cheval pouvait à peine s'y glisser, il pâlit; à la foule immense qui criait vive : la liberté! vive le Prince! il répondit vive le Roi! et sa voix ne trouva point d'écho. Il dut s'apercevoir bientôt de la ruine de la cause de sa maison; et mille petites circonstances vinrent lui faire sentir que sa popularité même était perdue à Bruxelles.

Dans la longue et pénible marche de la porte d'Anvers au Marché-aux-Herbes, quelques personnes, dit-on, l'insultèrent. Il s'effraya, hésita à se rendre à l'Hôtel-de-Ville, finit par s'y rendre, et dit au bourgmestre : — Croyez-vous donc, Messieurs, que je vienne assiéger votre ville? J'arrive en pacificateur. Je suis belge avant tout. J'ai versé mon sang pour les Belges. Il prit le titre de colonel-général de la garde bourgeoise, et demanda à ceux qui l'entouraient de crier avec lui vive le Roi! Quelques personnes, touchées de sa situation, répétèrent ce cri, qui résonna pour la dernière fois dans Bruxelles.

Après une séance très courte à la porte de l'Hôtel-de-Ville, le Prince prit la rue de la Violette pour aller à son palais, mit son cheval au golop, franchit les deux barricades de la rue de l'Hôpital, une autre sur la place du Palais-de-Justice et arriva exténué dans sa demeure, où il respira enfin et donna des audiences. Il nomma une commission chargée d'examiner les mesures à prendre; cette commission ayant obtenu l'assentiment général, tout faisait espérer un accommodement, et la ville était dans la joie. Mais le même jour, les premiers auxiliaires des Bruxellois arrivèrent; c'étaient ceux de Wawre, ils venaient armés et ils annonçaient que tout le pays allait suivre leur exemple. Le lendemain, la députation bruxelloise revint de la Haye. Elle publia le rapport de sa conférence avec le Roi; on n'y vit aucun résultat, aucune promesse positive; ce vague inquiéta; tout le bon effet produit par la présence du Prince fut rapidement détruit. Vers le soir, on déchira ce rapport partout où il était affiché. Toute la nuit fut orageuse.

Le lendemain, on déclara tout haut qu'on ne voulait plus de paroles trompeuses; on demanda nettement la séparation. La commission instituée par le Prince se prononça-elle même pour cette mesure. L'effervescence alors devint si grande, que les chefs de la garde bourgeoise, qui, la veille encore, avaient répondu de la sûreté du prince d'Orange sur leur tête, vinrent lui dire qu'ils n'avaient plus la même assurance et qu'ils se croyaient obligés de donner à son altesse royale le conseil de quitter sur le champ Bruxelles, avec toutes les troupes. Le Prince partit à trois heures, accompagné jusqu'à Vilvorde par la garde civique à cheval; il annonça qu'il se chargeait d'aller présenter au Roi le vœu

émis pour la séparation; les troupes le suivirent; et Bruxelles resta exclusivement confié à la garde bourgeoise.

Dès-lors quinze jours d'une orageuse tranquillité passèrent sur Bruxelles. Le 4 Septembre, on y vit arriver le premier détachement de Liégeois, avec leur drapeau rouge et jaune qui portait pour devise ces mots: *Vaincre ou mourir pour Bruxelles*, et qui était surmonté de la double hache-d'armes. Liége prenait part au mouvement; Mons, Bruges, Verviers, Louvain, Namur s'insurgeaient. Les Liégeois amenaient deux canons et des caisses de fusils; ils s'étaient renforcés d'un détachement des bourgeois de Jodoigne. Un détachement de Jemmapes arriva le même jour avec quatre petits canons. D'un autre côté, beaucoup de belges désertant de l'armée royale qui s'agglomérait à Vilvorde, vinrent se réunir aux Bruxellois; ces défections ne contribuèrent pas peu à désorganiser l'armée hollandaise, qui se replia sur Anvers.

Le 7 Septembre, les journaux de Bruxelles publièrent une proclamation du roi Guillaume, datée du 5. Elle invitait à l'ordre; mais comme elle ne promettait rien de net, elle fut partout lacérée et foulée aux pieds.

On apprit le même jour la démission, *honorablement acceptée*, de M. Van Maanen; l'expression choqua; on y crut reconnaître un leurre; en effet, un mois ne devait pas se passer sans que M. Van Maanen ne redevînt ministre. D'ailleurs on ne tenait plus au renvoi de cet homme; on n'avait plus droit de le demander, depuis qu'on voulait absolument la séparation.

Cependant les membres belges des États-Généraux s'étaient réunis à Bruxelles pour conférer. D'abord ils exprimèrent la détermination formelle de ne point se

rendre à La Haye pour le 13; puis ils se décidèrent à partir tous ensemble. Ce qui leur inspira cette résolution, c'est qu'ils apprirent que le 3 Septembre M. de Stassart, membre de la députation bourgeoise de Namur envoyée à La Haye, avait été insulté et menacé par la populace en arrivant à Rotterdam. Ils crurent qu'il était de leur dignité d'aller où le devoir n'était pas sans périls. M. de Stassart, qui venait de braver avec courage de sérieux dangers, n'hésita pas lui-même à retourner avec ses collègues à La Haye.

Les barricades n'étaient pas détruites; on les renforçait au contraire tous les jours; tous les citoyens continuaient à s'armer. Le ton des journaux hollandais se maintenait à l'insolence et à l'injure; tous les signes précurseurs d'une guerre obscurcissaient l'horizon politique. Ce fut dans cette disposition que, le 13 Septembre, s'ouvrit à La Haye la session extraordinaire des États-Généraux. Le discours du Roi fut loin d'être satisfaisant. On vit qu'il était décidé à ne point accorder la séparation; on reconnut que, dans le mode qu'il adoptait pour tâter tout ce qui concernait la séparation, il n'y avait que le désir de gagner adroitement du temps. On n'osa pas afficher ce discours dans Bruxelles. Dès qu'il s'y fut répandu en feuilles volantes, tout le monde cria de nouveau aux armes. Bruxelles se remplit d'auxiliaires déterminés. Le silence de Gand et la protestation d'Anvers, qui à cause de son commerce repoussait la séparation, ne produisirent aucun refroidissement; la musique et la poésie vinrent achever d'exalter les esprits; on fit des chants patriotiques, parmi lesquels on cite encore la *Brabançonne*, de Jenneval, mise en musique par Campenhout. On chanta des airs guerriers et des hymnes de bataille au théâtre,

aux cafés, dans les rues. Les artistes publièrent des dessins de circonstance.

En même temps, les chefs de la garde bourgeoise et les notables citoyens se rassemblaient, le 15 Septembre, à l'Hôtel-de-Ville de Bruxelles; et sous le titre d'*Adresse à nos Députés aux États-Généraux*, ils rédigeaient une lettre aux députés belges à La Haye, pour leur prescrire d'obtenir immédiatement du trône une mesure rassurante et décisive, ou de ne pas légaliser plus longtemps par leur présence à La Haye les vues et les actes hostiles de la Hollande. Les porteurs de cette adresse furent chargés aussi des adhésions au principe de la séparation qui venaient d'être envoyées par Mons, Namur, Charleroi et la plupart des villes. MM. Vleminckx et Nicolay, qui s'étaient rendus à La Haye pour remettre ces pièces aux députés belges, ne purent parler qu'à quelques-uns, car ils étaient surveillés et comme prisonniers dans la ville qu'ils n'osaient parcourir sans être menacés par la populace. Ils ne purent rester que deux heures à La Haye, où leur vie eût couru mille dangers, si on eût su leur présence et les motifs de leur voyage. Leur retour et le bruit qui se répandit des périls qu'ils avaient courus ne rassurèrent pas la ville. Le peuple qui manquait d'ouvrage sentait qu'il fallait combattre, et redemandait des armes en tumulte Quelques violences eurent lieu dans la nuit du 19 Septembre ; on revit une patrouille bourgeoise faire feu sur la populace.

Le lendemain matin, l'Hôtel-de-Ville fut forcé; les armes que l'on y conservait furent enlevées par le peuple ; une partie de la garde bourgeoise fut elle-même désarmée dans les différents postes ; quinze cents fusils changèrent ainsi de mains. Mais ce n'étaient plus des pillards, c'étaient des hommes décidés à combattre, que

tous ces gens qui avaient juré de s'armer à tout prix.

L'anarchie populaire se levait toutefois et commençait la dévastation même de l'Hôtel-de-Ville ; toutes les autorités avaient disparu, à l'exception de M. d'Hoogvorst, commandant en chef de la garde bourgeoise, qui, faisant tête à l'orage, convoqua les citoyens à une revue sur la Grande-Place et imposa ainsi à la multitude, en lui montrant qu'elle n'avait pas toute la force. Ce fut ce jour là, 20 Septembre, que le peuple improvisa le premier gouvernement provisoire, composé de MM. Raikem, Felix de Mérode, Gendebien, Van de Weyer, de Potter, d'Oultremont et de Stassart. Ce gouvernement ne fut que nommé. Le lendemain, les sociétés populaires en proclamèrent un second, qui ne donna pas plus signe d'existence et qui n'était composé que de MM. Gendebien, d'Oultremont et de Potter.

Cependant le prince Frédéric, toujours à Anvers, jugeant d'après tous ces troubles qu'un coup de main soumettrait Bruxelles, commença sans bruit à faire avancer ses troupes et rapprocher ses batteries, qui jusques-là étaient restées au-dessus de Malines. Dès le 21 Septembre au matin, on vit les avant-postes hollandais à une lieue de Bruxelles ; un piquet de cavalerie se montra à Schaerbeck ; l'alarme se répandit dans la ville ; le tocsin de Sainte-Gudule gémit ; on battit la générale dans toutes les rues ; et tout le monde se prépara à combattre.

CL

JOURNÉES DE SEPTEMBRE.

LIBERTÉ !

Le 21 Septembre, dès qu'on avait su que des Hollandais s'étaient montrés à Schaerbeck et dans les environs, dix-huit cents volontaires étaient sortis de Bruxelles, avec une intrépidité téméraire. Ils allaient attaquer l'ennemi. La partie peureuse de la ville s'effraya d'une telle audace. Mais les hardies escarmouches de cette guerre de partisans firent voir qu'il y avait des braves à Bruxelles et préparèrent les succès des grandes Journées, en intimidant les Hollandais.

Les volontaires se couchaient à plat ventre dans les tiges de pommes de terre, ou se mettaient à l'affut der-

rière un arbre, à l'abri d'un buisson; de là ils envoyaient la mort aux pelotons du prince Frédéric, qui disaient que les balles des bourgeois sortaient de terre. Des curieux et des enfants suivaient ces combats, comme spectateurs. La cavalerie ennemie les enveloppa, en prit une centaine, parmi lesquels dix-huit ou vingt seulement se trouvaient armés, et les emmena solennellement prisonniers à Anvers, comme si c'eût été une victoire. Cet évènement rendit la curiosité plus circonspecte.

Le soir de ce jour-là, on sut que le prince Frédéric avait officiellement annoncé son entrée dans Bruxelles pour le surlendemain 23 Septembre. On s'indigna. Deux divisions hollandaises venaient de faire leur jonction avec le corps d'armée du Prince; leurs pièces de canon s'avançaient; on était sûr de l'acquisition toute récente de grils à rougir les boulets; la proclamation du Prince qui parut dans la Gazette des Pays-Bas, fière et menaçante, achevait de rembrunir le tableau. Cette proclamation annonçait que les troupes royales rentreraient dans Bruxelles, et sommait les habitants de lever tout obstacle à leur marche. Elle promettait le châtiment exemplaire des chefs de l'insurrection, l'expulsion des étrangers qui avaient pris part à la révolte, le renvoi et au besoin la dispersion par la force de tous les auxiliaires des communes venus à Bruxelles. Elle exigeait le dépôt des armes, des cocardes et des drapeaux aux trois couleurs.

Une seule réponse fut faite publiquement le même jour à cette proclamation ; c'était un avis en trois lignes, signé par le baron de Fellner, aide-de-camp de M. d'Hoogvorst, qui invitait tout citoyen, ancien militaire ayant eu des grades, à se présenter à l'Hôtel-de-Ville pour obtenir des commandements.

A une heure du matin, on eut une alerte. Les vedettes avancées crurent reconnaître l'ennemi en marche au-dessus de Dieghem ; le tocsin sonna aussitôt à toutes les églises; on battit partout la générale; la ville fut sur pied en un instant; on travailla de nouveau aux barricades ; à l'approche du danger, toute la population se montra unie dans un même sentiment. A trois heures, on reconnut qu'on s'était trompé; la ville rentra dans le calme.

La Journée du 22 Septembre se passa dans une tranquillité, qui ne permettait pas de présager les grands évènements du lendemain. Les volontaires des villes voisines accoururent ce jour-là plus nombreux ; une compagnie ramena de Louvain deux pièces de canon, avec un renfort de cent cinquante Louvanistes. Il y eut hors de Bruxelles, dans les directions de Zellick et de Dieghem, des escarmouches qui durèrent jusqu'à la nuit. Sur la route de Flandre, les tirailleurs bruxellois, avec deux pièces de canon, firent reculer un détachement hollandais de la cinquième division, soutenu par quatre cents hussards. Du côté de Dieghem les tirailleurs furent repoussés par toute une armée qui s'avança avec une nombreuse artillerie, jusqu'à une demi-lieue de Bruxelles. Ils firent leur retraite en bon ordre et rentrèrent plus aguerris.

Le soir du 22, le retour des volontaires bruxellois, liégeois, flamands, wallons, ressemblait à un triomphe. Ce soir là, deux habitants de Bruxelles se rendirent au quartier-général du prince Frédéric; ils voulaient désavouer devant lui, au nom de la bourgeoisie armée, l'invitation d'entrer à Bruxelles dont il parlait dans sa proclamation. Ils furent arrêtés et emmenés prisonniers à Anvers, où ils restèrent un mois.

Les personnes froides étaient consternées de l'approche d'une armée nombreuse, contre une ville qui n'avait pour défenseurs que des hommes épars. Mais le peuple, échauffé par les récits des tirailleurs, se fiait à ses barricades et à son courage.

PREMIÈRE JOURNÉE — 23 SEPTEMBRE.

Le 23 Septembre au matin, rien n'était prêt pour soutenir une attaque. Il y avait à peine une douzaine d'hommes à chaque poste; mais de tous les points de la Belgique il arrivait sans cesse quelques volontaires. On apprenait à chaque instant que les villes secouaient leur joug. Liége avait forcé les Hollandais à se retirer dans les deux forts; et la veille, 22 Septembre, les Liégeois avaient encore enlevé à l'ennemi le fort de la Chartreuse, pour venger un de leurs bourgeois qu'un factionnaire hollandais avait tué. D'autres succès obtenus ailleurs rehaussaient le cœur des Belges.

Dès quatre heures du matin, on avait annoncé l'approche des Hollandais en colonnes serrées; ils parurent à six heures en vue des portes de Bruxelles.

Dans la ville, les uns voulaient se défendre; les auautres jugeaient la défense impraticable. Les chefs étaient en fuite.

L'armée ennemie s'avançait sur les quatre portes de Flandre, de Laeken, de Schaerbeck et de Louvain. A sept heures du matin, le tocsin se fit entendre à Sainte-Gudule; il ne cessa de sonner qu'à six heures du soir. Le premier coup de canon fut tiré à huit heures; et au même instant, la ville subit quatre attaques

à la fois. Celles qui eurent lieu aux portes de Flandre et de Laeken n'étaient que des feintes calculées pour détourner l'attention ; c'était surtout à la porte de Schaerbeck que le prince Frédéric portait toutes ses forces.

A huit heures du matin, neuf cents hommes d'infanterie, soutenus de quatre pièces de canon et précédés de trois cents hussards, se présentèrent à la porte de Flandre; vingt tirailleurs seulement la défendaient ; ils firent feu et se retirèrent. Les premières barricades furent franchies par l'ennemi. Malgré quelques coups de fusil qui partaient des fenêtres ; à neuf heures la tro upe hollandaise était parvenue au Marché aux Porcs. Là elle s'arrêta devant une barricade plus forte. Pendant qu'elle hésitait à l'attaquer, une poignée de volontaires, qui avaient repoussé l'ennemi, à la porte de Laeken, vint annoncer (et c'était la vérité) que huit cents hommes avaient fui devant quarante bruxellois ; les braves en petit nombre qui gardaient la barrricade crièrent victoire et firent une décharge qui tua et blessa des hommes et des chevaux dans les premiers rangs de la cavalerie hollandaise. Le chef qui la commandait étant tombé lui-même frappé de mort, le désordre commença ; les fusils des bourgeois vinrent par les fenêtres, tout le long de la rue, seconder l'attaque; l'infanterie hollandaise répondit par des feux de peloton bien fournis.

Bientôt les quatre pièces de canon restées à la porte de Flandre ayant commencé à tirer dans la longueur de la rue, et quelques bourgeois ayant été frappés, toute la population du quartier bondit et s'élança sur les Hollandais ; de toutes les fenêtres, de tous les greniers, de tous les toits, ce fut sur l'ennemi une grêle

meurtrière de pavés, de briques, de meubles entiers, de poutres; tout devenait une arme. L'ennemi épouvanté prit la fuite et se mit en déroute, jetant ses armes et ses tambours; les mousquets et les carabines conquises ainsi sur la peur armèrent de nouveaux défenseurs. L'ennemi ayant perdu cent hommes, dont quarante tués, trente prisonniers et trente mis hors de combat, recula, chargé et poursuivi jusqu'au delà de Molenbeeek; les Belges avaient eu neuf hommes tués et vingt-cinq blessés.

A dix heures du matin, la porte de Flandre était délivrée et la victoire complète. Les troupes repoussées se retirèrent à Assche où elles restèrent sept jours, démoralisées et craintives. Celles qui avaient échoué à la porte de Laeken allèrent camper au pont de Laeken, d'où elles n'osèrent pas non plus revenir contre les Bruxellois.

Mais à la porte de Schaerbeek et à la porte de Louvain, les attaques avaient été plus sérieuses. Le point de la porte de Schaerbeck avait été choisi surtout comme le plus favorable au jeu de l'artillerie, sur tout le développement de la belle et longue rue Royale [1]; ce côté de la ville est d'ailleurs l'un des plus élevés et des moins populeux. On sait qu'une partie de cette rue, tracée sur le versaut d'un coteau rapide, n'est point encore bâtie et offre de grands vides qui ressemblent à des ravins; ainsi d'une part il y avait là moins de monde et moins de maisons; de l'autre bien plus de facilités pour forcer le passage. Tout y était favorable à l'attaque décisive que l'on porta sur ce point; les boulets pouvaient plonger sur toute la longueur de la rue; de la part des habitants, plus rares dans ce quar-

[1] Esquisses historiques sur la Révolution belge. Chap. 18.

tier, rien n'avait été fait pour s'opposer sérieusement à l'occupation de cette rue si importante ; il paraissait donc que la ville entière devait succomber et se rendre, quand cette position aurait été emportée, et l'on comptait bien sans doute là-dessus [1].

Le corps d'armée qui déboucha sur la porte de Schaerbeek s'était mis en mouvement à minuit ; quoique les bataillons les plus éloignés n'eussent que deux lieues à faire, l'attaque ne commença également qu'à huit heures du matin ; les forces ennemies sur ce point étaient de sept mille hommes, le double des défenseurs de Bruxelles. Les trois barricades qui se trouvaient hors de la porte étaient défendues par quarante hommes qui se replièrent en tiraillant. Les chasseurs hollandais, postés dans le jardin botanique, balayaient les boulevards par leurs feux de peloton. Les grenadiers de Frédéric cherchèrent à forcer la barricade qui fermait la porte de Schaerbeek, ils la virent si bien défendue, qu'ils renoncèrent à la franchir ; mais il la tournèrent, et comblant le fossé d'enceinte à côté de chaque aubette, ils entrèrent ainsi dans la ville.

Il n'y avait, au bout de la rue Royale, que soixante hommes, sans chef. Les rues voisines étaient défendues par quelques hommes du peuple. Ceux qui protégeaient la rue de Schaerbeck, furent si heureux dans leurs efforts, que pendant quatre jours de combats l'ennemi ne put s'en rendre maître ; mais dans la rue Royale, les canons hollandais s'étant mis à la balayer avec des boulets et des obus, ceux qui occupaient la porte se retirèrent, et les troupes s'avancèrent bientôt au pas de charge ; ils atteignirent ainsi le Parc et y

[1] Esquisses historiques sur la Révolution belge. Chap. 18.

entrèrent sans résistance ; car il n'y avait là personne. A neuf heures et demie, ils occupaient toutes les rues environnantes. Les volontaires, qui défendaient la porte de Louvain, avec les six pièces de canons que possédait la ville de Bruxelles, furent obligés de faire leur retraite; ils laissèrent deux de leurs pièces sur le boulevard de Waterloo ; les quatre autres allèrent se poster à la Place-Royale.

L'ennemi, de la sorte, était maître d'une partie de la ville haute ; mais il se trouvait à chaque instant mêlé aux volontaires et obligé de soutenir des combats continuels. Le feu qui sortait de la rue de Louvain était si violent, pendant que les Hollandais suivaient la rue Royale, que le capitaine des grenadiers du prince Frédéric y envoya deux compagnies. Ces deux compagnies s'avancèrent en faisant feu et franchirent deux barricades. Arrivées au coude de la rue de l'Orangerie, où se trouvait un retranchement beaucoup plus fort, malgré l'encouragement que devait leur donner la vue des leurs qui occupaient déjà l'autre extrémité de la rue, ces deux compagnies se virent accablées d'un feu si meurtrier, qu'elles furent obligées de revenir sur leurs pas. Les bourgeois survenus leur coupèrent la retraite et firent cent cinquante prisonniers, que l'on emmena en triomphe à la caserne des pompiers dans le dans le bas de la ville. Cinquante autre furent pris, avec des circonstances à-peu-près semblables, dans la rue Notre-Dame-aux-Neiges.

Ces choses se faisaient à force d'intrépidité ; car dans ces premiers moments nos tirailleurs manquaient de cartouches.

Un peu plus tard, les Hollandais, s'élançant de la place d'Orange, appelée depuis place des barricades, firent

une nouvelle irruption dans la rue Notre-Dame-aux-Neiges ; ils pénétrèrent jusqu'à la caserne des Annonciades et y mirent le feu. A la vue de l'incendie, un cri s'élève : — Il y a de la poudre aux Annonciades, nous allons tous sauter! C'est pour cela que les Hollandais y ont mis le feu ! Sans doute en effet que l'ennemi brûlait ce bâtiment, qu'il savait être un magasin de poudre, pour faire sauter le haut de la ville. Loin de s'enfuir avec terreur, les Bruxellois s'élancèrent déterminés ; ils repoussèrent l'ennemi jusqu'à la place d'Orange ; et maîtres de la rue, ils coururent au feu qu'ils maîtrisèrent ; ils en tirèrent les barils de poudre, qu'on emmena au milieu des flammes.

Alors un aide-de-camp du prince Frédéric se présenta en qualité de parlementaire aux tirailleurs de la rue de Louvain. On l'arrêta, on le conduisit à la caserne des pompiers ; et là, il lui fut permis d'écrire au Prince ce qu'il avait vu et ce qu'il pensait de l'esprit général de la ville.

Pendant ce temps-là, le petit noyau de corps franc qui avait défendu la porte de Schaerbeck avait fait sa retraite jusqu'à l'Observatoire, alors en construction. Ils s'y retranchèrent au nombre de cinquante et s'y crénelèrent. Les dragons étant venus se ranger en bataille devant eux, ils les saluèrent tout-à-coup de trois décharges successives, qui renversèrent quelques hommes et des chevaux. La cavalerie hollandaise surprise se mit en désordre au galop, culbuta l'infanterie en marche sur les boulevards, et gagna la porte de Namur où elle fit sa jonction avec les cuirassiers et les lanciers, derrière le palais du Prince. Mais bientôt les cinquante hommes de l'Observatoire se virent cernés et mitraillés ; dans leur redoute improvisée, ils soutin-

rent un siége de douze heures, avec un courage sans exemple.

La nuit venue, leurs gibernes vides ne leur laissaient d'autre parti que la retraite; ils la firent, sans être aperçus, en franchissant le mur d'enceinte de la ville; et emportant leurs blessés et leurs morts au nombre de trois, ils rentrèrent le lendemain matin dans la ville par la porte de Hal. Ils retournèrent aussitôt au feu.

La première grande journée avait été effrayante; les balles avaient continuellement sifflé sur Bruxelles, les boulets n'avaient cessé de pleuvoir; et les feux de peloton, dans le haut de la ville, faisant sans relâche un lugubre accord avec le tocsin et le tambour d'alarmes, Bruxelles présentait l'aspect le plus sinistre. Mais les volontaires, quoiqu'en petit nombre et sans unité, ne s'effrayaient point. L'ennemi, maître de la porte de Namur et du haut de la rue qui y conduit, essaya plusieurs fois de la descendre, pour s'emparer de la Place-Royale, qui restait au pouvoir des bourgeois. Malgré des efforts acharnés et des flots de sang répandu, les Hollandais ne purent jamais aller plus loin que l'Athénée. Un liégeois, nommé Charlier, avec une pièce de canon toujours chargée à mitraille, défendit si bien la Place-Royale du côté du Parc que l'ennemi ne put y pénétrer. Charlier était au pont de fer. Son avant-poste, composé de Bruxellois, de Tournaisiens et de Namurois, gardait d'un côté l'hôtel de Bellevue de l'autre le café de l'Amitié. On se battait là avec acharnement.

L'ennemi avait tenté trois attaques, sur la Place-Royale, sur la Montagne-du-Parc, sur la Place-de-Louvain et le Treurenberg; partout il avait échoué.

Une pièce de canon, qu'il avait prise aux Bruxellois sur le boulevard de Waterloo, fut reprise presque aussitôt. Dans l'attaque de la Place-Royale, les Hollandais avaient amené trois pièces de canon; mais elles n'eurent pas le temps de tirer. Les chevaux qui les amenaient et les hommes qui les servaient tombèrent en un instant sous une grêle de balles.

Dans l'intérieur de la ville, on renforçait les retranchements; on munissait de pavés les étages supérieurs des maisons; on fabriquait des cartouches. Vers le soir, le nombre des bourgeois combattants était devenu beaucoup plus grand; chacun voulait aller à ce qu'on appelait la chasse aux Hollandais; on y voyait les baïonnettes paraître au bout des fusils des volontaires et les piques se montrer pour des combats corps-à-corps.

Le quartier-général du prince Frédéric était à une demi-portée de canon de la porte de Schaerbeck. Dès qu'ils virent comment tournaient les choses, ses généraux combinèrent un plan qui ne manquait pas de quelque habileté. Il était aisé de pénétrer ce plan, mais très-difficile de le déconcerter. Avec quelques-unes de leurs compagnies, qu'ils avaient postées dans les bas-fonds du Parc, ils comptaient fatiguer et rebuter enfin des bourgeois sans chefs, sans ensemble; puis après que leur première ardeur se serait amortie, dès que la lassitude eût succédé à leur enthousiasme, la masse des troupes fraîches aurait débouché à la fois des palais et des boulevards, pour écraser des gens en désordre [1]. Mais chez les Bruxellois, l'amour de la patrie et de la liberté suppléa à la discipline; l'adresse tint lieu de la

[1] Esquisses historiques, Chapitre 18.

force. On devina les espérances de l'ennemi et on se ménagea.

DEUXIÈME JOURNÉE. 24 SEPTEMBRE.

Le 24, les escarmouches recommencèrent de bonne heure; la guerre semblait organisée. Toutes les maisons étaient ouvertes; des femmes même distribuaient des cartouches à ceux qui allaient au Parc, car c'était là le champ de bataille; on offrait des rafraîchissements à ceux qui revenaient fatigués; les blessés trouvaient partout des soins attentifs. Les pharmaciens donnaient gratuitement tous les remèdes.

Les Bruxellois s'étaient emparés de plusieurs des maisons de la Rue Royale qui font face au Parc; de là ils harcelaient sans cesse les Hollandais, qui partout achevaient de se rendre odieux; car ils pillèrent beaucoup de maisons et en brûlèrent quarante et une. Les boulets ennemis brisèrent les balcons, les balustres et les vases qui décoraient les maisons occupées par les tirailleurs belges, sans pouvoir faire taire leur feu.

Le courage déjà exalté des bourgeois redoubla encore lorsqu'on apprit que la veille, 23 Septembre, Louvain attaqué en même temps que Bruxelles, sur deux points opposés, avait glorieusement repoussé l'ennemi. Tirlemont s'était conduit avec une bravoure pareille. De tous côtés on ne recevait que des nouvelles heureuses et des présages de succès.

Un nouveau gouvernement provisoire s'établit alors, composé de MM. d'Hoogvorst, Charles Rogier et Jolly.

Le combat, plus chaud que la veille, dura ce jour-là jusqu'à dix heures du soir. Le plus fort de la mêlée, si l'on peut ici employer ce mot, fut aux lieux qu'on appelait les trois barricades d'attaque, savoir le haut du

Treurenberg, la Montagne du Parc, et la place Royale; les Hollandais s'étaient emparés des escaliers de la Bibliothèque. On compte que ce jour-là les Belges consommèrent au delà de quatre-vingt mille cartouches.

On cite parmi les traits de cette journée, la bravoure de M. de Lescaille, de Wawre; chasseur habile, il se plaça dans les gouttières de l'hôtel de Belle-Vue et abattit à lui seul plus de vingt grenadiers hollandais, à mesure qu'ils levaient la tête au dessus de leurs retranchements dans les bas-fonds du Parc pour lâcher leur coup. Il occupait trois hommes à charger ses fusils et resta impassible au milieu des balles et des biscayens dirigés contre lui. Il fut blessé, mais légèrement [1]. Durant ce temps-là vingt volontaires reprenaient les bâtiments de l'Athénée, où l'ennemi avait pénétré par les derrières du palais du Roi.

Dans les Esquisses historiques sur la Révolution belge de 1830, ouvrage que nous avons cité déjà plusieurs fois, on lit deux autres faits remarquables de cette journée du 24 Septembre. Une petite pièce de canon qu'on avait hissée sur la terrasse d'une maison, toujours chargée à mitraille, gênait les soldats ennemis; ils pointèrent sur-le-champ contre elle et la culbutèrent; on la releva; on l'ajusta tant bien que mal sur le balcon, et elle recommença son feu; les Hollandais l'abattirent encore deux fois, sans la briser ni la démonter; on la transporta alors dans un grenier, d'où elle plongeait mieux que jamais sur l'ennemi; les boulets du Parc l'atteignirent immédiatement et fracassèrent le toit qui la couvrait. Alors on la monta sur une barricade, d'où elle tira tout

[1] Esquisses historiques. Chap 19.

le reste du jour avec moins d'avantage, mais plus à couvert.

On a raconté, poursuit l'écrivain que nous citons, que les soldats hollandais, découragés dans le Parc, avaient eu recours à toutes les ruses possibles pour se garantir des balles; qu'entr'autres artifices ils avaient placé leurs morts debout contre des arbres, les liant aux branches ou aux troncs, de manière à tromper les bourgeois qui s'épuisaient à tirer sur des cadavres. Mais on ajoute que les nôtres, sans s'en douter, prenaient leur revanche sur un autre point par un stratagème semblable. Les bourgeois en petit nombre, qui défendaient la barricade assise au coude de la rue de l'Orangerie battue par trois pièces de canon, imaginèrent de mettre derrière cette barricade deux mannequins de paille habillés, auxquels on faisait baisser la tête au moyen d'une corde, chaque fois que l'ennemi avait tiré. Le plus singulier fut qu'à la nuit close la fatigue ayant amené la suspension d'armes qui déjà avait eu lieu la veille, et la barricade se trouvant abandonnée par les bourgeois, les grenadiers hollandais qui s'en aperçurent, s'en approchèrent à pas de loup pour la surprendre. Mais ayant entrevu deux hommes, qui n'étaient que les deux mannequins, ils reculèrent précipitamment et prirent la fuite.

Seize maisons furent brûlées ce jour-là dans la rue de Schaerbeek. Des obus étaient lancés sur la ville; les boulets y pleuvaient; à six heures du soir un obus tomba sur les bâtiments du manége, au coin de la rue des Douze-Apôtres, et mit le feu aux fourrages. Le manége fut la proie des flammes avec une maison voisine. On se rendit maître de l'incendie par des efforts inouis; mais il fut accompagné d'une circonstance atroce. Les

grenadiers hollandais, occupant l'escalier de la Bibliothèque, tirèrent sans relâche sur les travailleurs qui luttaient contre le feu du manége. Le prince Frédéric, durant ces deux premières journées n'avait pas quitté son quartier-général de Schaerbeek. Il s'étonnait de si longs combats; il demandait à chaque instant si on n'était pas à l'Hôtel-de-Ville; il donnait l'ordre qu'à tout prix on occupât Sainte-Gudule, pour planter le drapeau orange sur ses tours. Il ignorait que, loin de pouvoir attaquer, son armée de douze mille hommes était assiégée dans le Parc.

TROISIÈME JOURNÉE. 25 SEPTEMBRE.

Le lendemain, samedi 25 Septembre, le peuple montra une énergie nouvelle. Dans les deux premières journées, il s'était pour ainsi dire habitué à la fusillade, au tocsin, au bruit du canon; mais l'incendie du manége et le bombardement qui avaient signalé la soirée du 24 avaient augmenté la vigueur des esprits.

Une proclamation affichée dans la nuit, lue dans tous les carrefours au son du tambour et à la lueur des torches, annonçait encore que deux heures de pillage avaient été promises à l'armée hollandaise dans Bruxelles. Tant de motifs vrais ou simulés augmentèrent le nombre des combattants. On avait achevé dans la nuit de dépaver les rues; et partout les greniers étaient chargés de tant de projectiles que l'armée hollandaise eût été toute entière exterminée, si elle se fût engagée dans la ville.

Le gouvernement provisoire avait pris des mesures de sûreté et de salubrité; la place Saint-Michel, qu'on appela dès lors place des Martyrs, fut convertie en cimetière, et les morts de ces longues batailles y furent plus tard inhumés avec la pompe militaire.

Mais la défense n'avait toujours pas de chef militaire. Plusieurs de ceux qui avaient paru dans les premiers moments du désordre s'étaient absentés; d'autres qui étaient restés dans la ville, n'avaient pas une influence assez grande. Il fallait cependant un général; car la guerre, qu'on avait faite par escarmouches les deux jours précédents, se régularisait. Le gouvernement provisoire, dans la nuit du 24 au 25, choisit pour général en chef Juan van Halen, espagnol de naissance, belge d'origine, époux de la sœur de Quiroga, ancien aide-de-camp de Mina, banni de l'Espagne et depuis longtemps réfugié à Bruxelles. Tous les chefs des volontaires se réunirent autour de Van Halen et formèrent son état-major. Quelques ordres furent donnés; le général Mellinet vieil officier français, fut chargé de protéger la place Royale; Kessels, fut placé là avec Charlier, sous les ordres de Mellinet. Pletinckx fut chargé d'ouvrir à coups de hache des communications entre les maisons de la rue de Louvain et celles de la rue de Brabant, pour donner aux Patriotes les moyens de s'approcher du palais des États-Généraux et de dominer le Parc sur la gauche. La fusillade recommença à six heures du matin. Une heure après, le prince Frédéric fit offrir une suspension d'armes que l'on rejeta. Les combats durèrent toute la journée, moins chauds que la veille, mais plus sagement conduits, quoique personne à bien dire n'obéît encore au chef que le gouvernement provisoire avait nommé. Les bourgeois, portant pour surtout une blouse bleue,

allaient au Treurenberg ou à la Montagne du Parc avec leur fusil de chasse, brûlaient quelques cartouches, puis s'en retournaient dans le bas de la ville porter à leurs amis plus timides des nouvelles du champ de bataille et se réjouir de pouvoir conter qu'ils avaient fait le coup de fusil.

Aucun renfort n'arrivait à l'ennemi ; les six mille hommes qu'il attendait de Maestricht, avec vingt pièces de canon, ayant été repoussés à Louvain, n'avaient pas osé aller plus loin. Quelques volontaires criaient depuis longtemps qu'il fallait attaquer le Parc à l'arme blanche ; une vingtaine de braves s'y jetèrent, avec le drapeau brabançon ; mais ils furent repoussés et décimés par la mitraille. Plusieurs fois dans la journée on renouvela sans succès la même tentative imprudente.

L'armée hollandaise se démoralisait néanmoins de plus en plus. Les blessés, que l'on transportait dans les maisons occupées par la troupe, racontaient, dans leur frayeur exagérée, que quarante chariots, remplis de leurs camarades mis hors de combat, venaient d'être conduits à Vilvorde. Les réserves du Prince s'étendaient en vain sur les boulevards, depuis le pont de la Senne qu'on avait brûlé sur le boulevard Botanique, jusqu'au tournant qui découvre la porte de Hal sur le boulevard de Waterloo ; en vain ce jour-là les Hollandais reprirent encore une des deux pièces de canon qui les harcelaient sur ce boulevard ; elle fut reprise au bout d'un instant. L'armée ennemie occupait un immense développement sur les boulevards ; mais elle osait à peine pénétrer dans les maisons ; les tirailleurs bourgeois s'y introduisaient au contraire par les jardins et tiraient à l'improviste sur les soldats qui s'approchaient. Cette guerre de rue fut très-vive tout le jour, surtout dans

le quartier du boulevard de Waterloo. Autour du Parc, les bourgeois étaient parvenus, en perçant les murs intérieurs, à établir des galeries de communication, depuis la Montagne du Parc jusqu'aux escaliers de la Bibliothèque ; ils fusillaient ainsi les Hollandais dans presque toute la longueur de la rue Royale. A toutes les fenêtres, à toutes les lucarnes, à tous les trous pratiqués sous les gouttières pour le placement des échafaudages, on voyait à chaque instant paraître des canons de fusil ; enfin dans quelques endroits on vit les Hollandais stationner au rez-de-chaussée d'une maison dont les bourgeois occupaient le grenier.

Le soir du 25, on s'aperçut que le Parc était en partie évacué et que l'ennemi, comme s'il eût prévu qu'il fallait bientôt faire retraite, avait posté déjà sa cavalerie hors de la ville, derrière le palais du prince d'Orange. La batterie d'obusiers, qui la veille avait brûlé le manége, était aussi transportée de l'autre côté du fossé d'enceinte que l'ennemi traversait sur un pont.

Plusieurs bourgeois allèrent de nouveau faire des représentations au prince Frédéric, lui peindre l'exaspération de la ville et le prier de faire cesser le feu. Comme on lui reprochait le bombardement et les incendies de la veille, il se défendit de les avoir ordonnés. — En ce cas, lui répondit un Bruxellois, c'est donc votre père ? Chaque goutte de sang qui coule, chaque étincelle qui s'élève fait tomber un fragment de sa couronne. On dit que le Prince ébranlé eût consenti dès lors à finir la guerre. Mais le peuple désavouait toute démarche conciliatrice ; il voulait vaincre, et il fallut continuer de combattre.

Les Hollandais troublés ne savaient plus quelle marche suivre ; ils n'avançaient qu'à contre-cœur ; ils

cherchaient à se rendre redoutables par le pillage et la dévastation ; ils avaient parmi eux quelques belges dont ils se défiaient et qu'ils surveillaient sans relâche [1].

Mais depuis le soir du 24, la poudre manquait. On offrait jusqu'à cinq florins d'un demi kilogramme; on ne pouvait plus en trouver. Ce fut un grand sujet d'alarmes. Par bonheur, l'ennemi qui ne s'en doutait pas, entama des négociations ; le prince Frédéric envoya deux personnes chargées de faire des propositions au gouvernement provisoire qui refusa de les entendre ; deux lettres de la main du Prince furent remises à M. d'Hoogvorst ; il y répondit avec une fermeté qui ne permettait pas de soupçonner la détresse où se trouvait Bruxelles. Cependant les volontaires envoyés jusques dans le Hainaut à la recherche de la poudre ne revenant pas, les chefs du peuple commencèrent à s'inquiéter, et vers quatre heures du soir un nouveau message étant venu avec des paroles honorables, les membres du gouvernement provisoire rédigèrent à la hâte une proclamation où ils annonçaient l'intention de traiter avec l'ennemi. Cette pièce, remise à l'imprimeur, fut composée sur-le-champ ; puis à la lecture de la première épreuve, la réflexion vint et on donna l'or-

[1] Un chasseur du deuxième bataillon hollandais, nommé Desmet, fils d'un plafonneur de Bruxelles, fut au moment d'être fusillé, pour avoir dépassé les avant-postes. Un grenadier, de Perwez, au service de la Hollande, se trouva le 25 Septembre en face de son frère qui lui criait de se rendre. Si je fais un pas, répondit-il de loin, mes camarades me tueront ; mais je jure, mon frère, que je n'ai pas tiré sur les Bruxellois. Cinq minutes après, ce malheureux tomba mort ; son frère put embrasser son cadavre : obscur, mais noble martyr des discordes civiles ; son nom était Terley. Son sang retombera, non sur ses concitoyens qui l'ont versé, mais sur celui qui eut la barbarie de conduire belges contre belges, frères contre frères. Que d'exemples semblables pourraient grossir notre recueil ! (Esquisses historiques de la Révolution belge en 1830. Chap. 20.)

dre de briser la forme. La ville fut ainsi sauvée des plus grands malheurs, car le peuple serait entré en fureur à l'idée d'un rapprochement avec les Hollandais.

Le soir, de nouveaux auxiliaires arrivèrent de Nivelles, de Fleurus, de Gosselies, de Jumet, de Leuze, de Gilly, de Perwez et de Lierre; des déserteurs entrèrent par la porte d'Anderlecht; tous apportaient quelques munitions. On apprit qu'un corps de Liégeois venait encore de battre près de Louvain un détachement ennemi dont il avait pris la caisse militaire contenant trente mille florins; on sut que Bruges et d'autres villes suivaient le mouvement de Bruxelles. A minuit, un volontaire, Niellon, amena enfin quatre barils de poudre; les autres commissaires envoyés dans le même but revinrent tous dans la nuit, et le 26 Septembre au matin il y avait à l'Hôtel-de-Ville une quantité de poudre que l'on distribua immédiatement et qui devait être consommée dans la journée.

QUATRIÈME JOURNÉE. 26 SEPTEMBRE.

Au matin, des affiches apposées sur les murs apprirent à la population que le gouvernement provisoire était renforcé de MM. Felix de Mérode, Gendebien et Van de Weyer. A six heures, des coups de fusil se firent entendre dans la rue Royale. On ne pouvait prévoir la tournure que la journée allait prendre; on disait que le prince Frédéric voulait se retirer; mais on savait que ses généraux avaient passé la nuit à travailler leurs soldats, et qu'ils projetaient de réunir toutes leurs forces pour enlever la place Royale. On s'apprêta à la résistance avec ordre et avec discipline. Une pièce

de canon fut transportée avec des peines inouies à travers les barricades, derrière le solide retranchement du Treurenberg; une autre fut placée au point le plus avancé de la montagne du Parc; elles étaient chargées à mitraille et les mèches étaient allumées. Les autres pièces bourgeoises, en avant du pont de Fer, devaient défendre la place Royale.

A huit heures, les troupes de réserve du prince Frédéric entrèrent dans la ville par la porte de Louvain et se formèrent en colonne d'attaque. Dès que le chef de la force armée belge connut ces dispositions, il résolut de prendre l'initiative; deux pièces de canon furent postées sous les ordres du général Mellinet, dans les cours de l'hôtel de Belle-Vue dont on avait percé le mur du côté du Parc; les volontaires de Leuze furent envoyés aux retranchements de la rue de Schaerbeck, pour observer les mouvements de la cavalerie ennemie stationnée au jardin Botanique. D'autres mesures semblables furent prises avec ordre, exécutées avec précision.

A dix heures les Hollandais s'avancèrent en marche sur le front du Parc. Un signal se donna; un feu général partit de toutes les positions occupées par les Belges. L'ennemi s'arrêta; nos canons firent des trouées dans ses rangs. En ce moment, des hommes déterminés, ayant percé les maisons l'une après l'autre, étaient parvenus aux greniers qui dominent l'escalier de la Bibliothèque, dont les Hollandais conservaient encore la position. Les premiers coups qu'ils tirèrent, tuèrent plusieurs grenadiers hollandais, effrayèrent les autres, et firent évacuer l'escalier de la Bibliothèque. Parmi les braves à qui l'on dut cet avantage important, on peut citer Bricx de Malines, les frères Strens et le jeune

Devadder. A midi, grâce à leur témérité heureuse, le peuple était maître de toute la rue Royale ancienne.

Le feu autour du Parc devenait plus vif que jamais. Les généraux hollandais sentirent qu'ils n'avaient plus de ressource que dans une attaque désespérée. Ils se mirent de nouveau en mouvement à midi et demi, soutenus par deux batteries et appuyés d'épaisses colonnes qui, débouchant de la rue Ducale, marchaient par la plaine des palais à la place Royale. Mais les Belges étaient prêts à les recevoir. Au sortir de la messe, car c'était un Dimanche, et à l'exception de Saint-Jacques et de Sainte-Gudule, toutes les églises avaient célébré l'office divin, des milliers de volontaires arrivaient armés de tous les points de la ville. Le choc le plus animé eut lieu à l'hôtel de Belle-Vue, soutenu par les Belges avec une opiniâtreté victorieuse. Les deux canons placés par le général Mellinet dans la cour de cet hôtel, plongeant dans les bas-fonds et dans les longues allées du Parc, causaient aux Hollandais un mal contre lequel ils n'avaient pas d'abri. Une batterie hollandaise placée devant le palais du prince d'Orange canonnait de son côté si vivement l'hôtel de Belle-Vue, que ses défenseurs durent craindre plusieurs fois de le voir brûler ou s'écrouler. Tout le long de la rue Royale, c'étaient des combats variés et sanglants.

Trois attaques furent tentées à la Montagne du Parc, aussi vainement qu'à l'hôtel de Belle-Vue. On se battait aussi à la gauche du Parc. Bientôt un incendie éclata dans la rue de Brabant, le bruit se répandit que c'était le beau palais des États-Généraux qui était livré aux flammes par les Hollandais en retraite. Mais c'était à côté, l'hôtel Torrington, théâtre de longs faits d'armes, pris

et perdu plusieurs fois depuis vingt-quatre heures par les deux partis.

Les évènements s'accumulaient ; des détachements volontaires sortis par la porte de Halle étaient venus à travers Ixelles attaquer les derrières de l'ennemi à la porte de Namur; ils le harcelèrent jusqu'à la nuit et achevèrent de le troubler.

A quatre heures, le peuple voulut se précipiter sur le Parc; les volontaires de Nivelles, ceux de Tournai, de Binche et de Wavre, marchèrent en avant et plantèrent dans le Parc le drapeau national. Le baron de Fellner, aide-de-camp de M. d'Hoogworst, qui s'efforçait de mettre de l'ordre dans ces attaques, tomba blessé à mort. Il y eut d'autres pertes cruelles. A cinq heures, on tenta encore une attaque sur le Parc; on reconnut qu'on ne pouvait enlever cette position qu'à la baïonnette; ce qu'on se promit d'organiser pour le lendemain.

A la nuit, la maison voisine du palais du Roi prit feu à son tour; on crut que c'était le palais même ; et on s'en réjouissait, si l'on pouvait à ce prix se défaire des Hollandais.

Mais les combats du lendemain ne devaient pas avoir lieu. Le prince Frédéric vit enfin, aux tentatives faites pour brûler le palais des États-Généraux et le palais du Roi, à l'attitude énergique du peuple, à ses succès, à son assurance, qu'il ne dompterait pas Bruxelles. Il ordonna la retraite, qui s'effectua en silence entre trois et quatre heures du matin. Au point du jour, on reconnut avec étonnement qu'il ne restait plus de Hollandais dans la ville. Le drapeau belge fut planté aussitôt sur les palais; le bourdon de Sainte-Gudule, à sept heures, annonçait la délivrance; les cris de liberté

et de victoire retentissaient dans les rues. On a cherché à deviner les motifs de cette retraite si subite, car le Prince eût pu bloquer Bruxelles; mais il savait que tout le pays se levait; il pouvait craindre d'être lui-même cerné; et de plus on annonçait que le Brabant septentrional se préparait à s'insurger.

CONSÉQUENCES.

Dès que l'ennemi se fut éloigné, parmi les réjouissances publiques, le gouvernement provisoire sentit le prix du temps; il donna à plusieurs chefs l'autorisation de lever des corps francs et s'occupa des préparatifs de guerre. On pouvait craindre le retour des Hollandais avec de nouvelles forces, on doubla les moyens de défense de Bruxelles; on répara les barricades; on en éleva de nouvelles dans la rue Royale; on les munit d'artillerie.

Ce jour-là fut signalé encore par la rentrée de M. de Potter, proscrit par le Roi Guillaume, que l'on ramenait en triomphe depuis Tournai; son passage par Ath avait été signalé par le soulèvement du peuple et la prise de la citadelle; son entrée dans Bruxelles dut l'enivrer; on le couvrait de lauriers et de fleurs, on le portait; les airs retentissaient de ses louanges. Cette immense popularité, due surtout aux persécutions dont il avait été l'objet, ne devait durer que six semaines. Le 28 Septembre il fit partie du gouvernement provisoire de la Belgique et activa les mesures de la guerre; les Hollandais alors possédaient encore réellement Anvers et Maestricht; et il fallait délivrer entièrement le sol belge.

Malines ne s'était pas agité encore; cependant la

garnison était incertaine; les officiers belges qui s'y trouvaient avaient déclaré qu'ils ne combattraient pas leurs concitoyens et on les avait transférés prisonniers à Anvers.

Le 29, deux mille volontaires arrivèrent encore à Bruxelles, des différents points de la Belgique; on avait pris à Ath, une batterie de six pièces de campagne atelées, un obusier et six caissons renfermant plus de quatre-vingt mille cartouches. On amena ce matériel à Bruxelles, avec les prisonniers hollandais de la citadelle à la tête desquels on voyait un général d'artillerie. De plus, on s'était saisi de l'arsenal d'Ath et on était sûr maintenant de pouvoir former une artillerie importante.

Un corps de volontaires était parti au secours de Louvain que des détachements hollandais menaçaient et qu'il repoussa. Alors aussi commença l'expédition pour la délivrance du pays, connue sous le nom de campagne d'Anvers, guerre de témérité, où l'on vit plus d'une fois des détachements de cent tirailleurs à pied harceler une armée de douze mille hommes, la repousser et lui prendre des positions. Le 29, on attaqua Vilvorde et on força à la retraite l'arrière-garde ennemie qui s'y trouvait postée. On disposait alors de plus de trente pièces de canon et d'une batterie d'obusiers.

Comme nous l'avons dit toutes les villes s'affranchissaient; sur la nouvelle de la victoire de Bruxelles, Charleroi, sommé par le major Greindl, officier belge, fut évacué; les Hollandais sortirent le 5 Octobre, abandonnant leurs armes et tout le matériel de la forteresse. La citadelle de Tournai avait capitulé le 29 Septembre. A Mons, où commandait le général hollandais Hoven qui remplaçait le général belge Duvivier il y eut plus de gravité. On se révolta. Un officier belge, à la vue des

Hollandais, fit arborer le drapeau belge au balcon de l'Hôtel-de-Ville. Secondé de quelques camarades, il arrêta et fit prisonniers les officiers hollandais, qui furent envoyés à Bruxelles. Mons le 29 Septembre avait secoué le joug.

Namur, depuis le 14, était en état de siége; le général Van Geen qui commandait là pour le roi Guillaume, contenait cette ville du haut de sa forteresse imprenable. Cent vingt bouches à feu étaient braquées sur Namur. Les bourgeois voulurent néanmoins avoir aussi leurs Journées. Ils se levèrent le 1er Octobre; avec quarante fusils, ils purgèrent leur ville des Hollandais, conquirent dix pièces de canon, des obusiers, six cents fusils ou mousquets et se barricadèrent. Ils ouvrirent leurs portes aux volontaires des campagnes; et à sept heures du soir, ils obligèrent le général Van Geen à capituler. Il abandonnait tous les postes de la ville et laissait aux bourgeois tout le matériel des remparts, se retirant dans la citadelle. Le 2 Octobre, la ville de Namur reconnut le gouvernement provisoire de la Belgique et organisa sa garde bourgeoise. Van Geen jugea qu'on ne le laisserait pas en paix dans la forteresse; il proposa dès le même jour de l'évacuer, si on lui accordait les honneurs de la guerre; on y consentit avec joie, il partit le même jour, emmenant ses dix-huit cents hommes et alla, non sans peine, rejoindre le prince Frédéric. Dinant, Huy, Philippeville, Marienbourg, s'affranchirent le 3 et le 4 Octobre, en même temps qu'Arlon.

Gand avait commencé son insurrection le 29 Septembre. Il y eut pendant trois jours des luttes sanglantes dans les rues. Le peuple triompha pourtant des Hollandais; mais la citadelle ne fut prise que plus tard.

Toute la Flandre répudia dans le mois d'Octobre le gouvernement hollandais.

Le roi Guillaume dominait plus puissamment à Anvers. Le général Chassé commandait la citadelle. Il y était enfermé avec trois mille hommes d'élite et deux cent vingt-huit bouches à feu, la plupart de grand calibre.

Le peuple d'Anvers s'était agité dès le 28 Août, dans le sens du mouvement de Bruxelles. Il fut comprimé; et la ville mise tacitement le 30 en état de siége. Pendant les combats de Bruxelles, Anvers fut contenue ainsi par la terreur. Le 5 Octobre, elle reçut dans ses murs le prince d'Orange, qui arrivait nommé de la veille par son père gouverneur-général provisoire de la Belgique. Cette mesure venait trop tard; et la proclamation du Prince, qui accordait tous les point demandés avant la guerre, était alors inutile; la révolution était faite. D'ailleurs on reconnut sur le champ que cette nomination du Prince et les promesses qu'il faisait n'étaient qne des stratagèmes; car les troupes restaient sous le commandement du général Chassé, qui recevait ses ordres directement de La Haye.

Le prince Frédéric arriva le 8 Octobre à Anvers, en même temps que la réponse du gouvernement provisoire, qui rejetait avec fermeté toutes les propositions du prince d'Orange, et que la proclamation du roi Guillaume, datée du 7, qui appelait tous les Hollandais aux armes. Frédéric fut hué le 10 à la parade; le peuple s'agita le 17 ; l'état de siége s'exécuta dès lors militairement. Les pouvoirs du prince d'Orange furent révoqués le 20 par le roi de Hollande, qui commençait à sentir qu'il avait perdu la Belgique.

Ses troupes, en effet, repoussées de village en village, étaient battues sur tous les points. A Lierre et à

Waelhem surtout, les volontaires avaient remporté des avantages signalés; quoiqu'ils manquassent de tout, les Belges semblaient, comme on le disait alors, avoir fait un pacte avec la victoire. Le 24 Octobre, leurs canons grondaient aux portes d'Anvers où ils refoulaient l'armée hollandaise. Ce jour-là sera marqué dans nos fastes par une perte cruelle.

Un homme, que ses vertus, sa haute position sociale et son cœur bienfaisant rendaient cher aux Belges, avait laissé en France sa famille et ses nombreux amis, pour venir mêler son sang au sang de ses compatriotes qui s'affranchissaient. On reconnaîtra le comte Frédéric de Mérode; comme simple volontaire, il combattait sous la blouse du peuple à Berchem et repoussait les Hollandais dans Anvers, lorsqu'il fut frappé d'un boulet; on l'emporta à Malines, où il mourut peu après en demandant qu'on l'enterrât au cimetière de Berchem, théâtre de sa mort. Là aussi mourut Jenneval, l'auteur de la Brabançonne, jeune français dont la Belgique a voulu adopter la mémoire.

Le prince d'Orange achevait de perdre ainsi dans le sang des Belges le faible reste de sa popularité. Il partit d'Anvers le soir du 25 Octobre. Le lendemain matin, pendant que les volontaires se battaient encore sous les glacis de la ville, qui était fermée, le peuple s'agita de nouveau; il s'empara d'un bâtiment placé contre les quais, rempli de sabres, de lances et de vieilles armes; il le pilla; des luttes s'engagèrent aussitôt; on se battit aux portes et dans les rues; le sang coula tout le jour avec abondance. Chassé disposait alors tant dans la citadelle que dans la ville, de huit mille hommes; quatre à cinq mille étaient postés dans Anvers; partout on les repoussa jusqu'aux remparts; mais on ne put les



FRÉDERIC DE MÉRODE.

en déloger ni s'emparer des portes, quoique les Bruxellois en campagne, victorieux dans leur marche, fussent arrivés devant la ville, et que les canons des volontaires fissent en faveur des Anversois une utile diversion. Ce ne fut que le lendemain 27, que les bourgeois parvinrent à prendre la porte Rouge et la porte de Borgerhout. Un corps commandé par Niellon entra aussitôt dans la ville et s'empara de quatre pièces de canon abandonnées par les Hollandais.

A midi le feu avait cessé; on entrait en pourparlers avec le général Chassé; on débattait une capitulation, qui devait être acceptée à quatre heures. Mais pendant les pourparlers, un conflit s'établit à l'arsenal, entre les Hollandais qui en étaient encore maîtres et les Belges; quelques coups de fusil furent tirés; une bataille s'engagea; les Belges chassèrent les Hollandais de l'arsenal. Alors Chassé donna aux forts et à la flottille mouillée devant Anvers le signal du bombardement. Il commença à trois heures et demie; le nouvel arsenal et l'entrepôt rempli de richesses immenses, furent bientôt en flammes. Quinze cents bombes, quinze cents fusées à la congrève et seize mille obus sillonnèrent la ville dans tous les sens; deux cent trente maisons furent brûlées ou écrasées, quatre cents autres furent gravement endommagées.

A dix heures du soir, quatre Anversois se rendirent à la citadelle, au péril de leur vie, pour faire cesser un feu si meurtrier; c'étaient MM. C. Dubois, J. P. Cassiers, de Conninck et Van Aert; il avaient avec eux comme trompette le jeune Auguste Franquet, volontaire de Charleroi. Leur dévouement obtint la cessation du feu; et le lendemain à huit heures du matin, un envoyé du gouvernement provisoire parvint à entrer

dans la citadelle et à conclure des préliminaires d'armistice. Un armistice définitif fut signé le 30 Octobre.

Alors, comme l'a dit un publiciste du temps, un fleuve de sang séparait la Belgique de la Hollande. Tous les liens étaient brisés. Le gouvernement provisoire convoqua un Congrès National, qui sur la proposition de M. C. Rodenbach décréta l'exclusion perpétuelle des Nassau et l'indépendance de la Belgique. M. Surlet de Chokier fut nommé régent en attendant l'élection d'un roi. Le choix national couronna Léopold.

Dans ces derniers récits, nous n'avons pas signalé tous les noms qui ont droit à des titres de gloire. Nous avons dû nous montrer sobre à départir la louange et nous borner à indiquer sommairement les faits. Mais les résultats de la guerre de 1830, cette révolution si persévérante et si courageuse, cette indépendance conquise par les armes, illustration éternelle, à laquelle toute la nation a pris part, sont un noble dénouement aux Fastes Militaires des Belges.

Terminons ici ces narrations qui, sous des mains plus habiles, seraient devenues l'histoire illustre du pays.

Nous avons assisté à de nombreuses batailles, salué beaucoup de victoires, applaudi à mille faits héroïques; et malgré la modestie nationale et tant de grandes choses laissées dans l'ombre, les héros depuis Ambiorix ne nous ont pas manqué.

C'est une belle et noble histoire que celle d'un peuple qui, déroulant une seule page de ses titres, présente une série si constante d'actions glorieuses. Lorsqu'on aura réuni encore les trophées de notre industrie, et les conquêtes de notre génie commercial, et les éclatantes splendeurs de nos arts, et les monuments élevés par la longue sagesse de nos lois, et notre liberté marchant comme un fanal devant les libertés du monde appelé par nous à secouer ses chaînes, — ce sera aux

yeux de l'univers une grande et sainte nation que la vieille Belgique.

Dans l'ouvrage que nous finissons, nous avons borné nos soins aux choses de la guerre; c'était une vaste carrière pour nous. Peu d'histoires présentent à l'admiration des hommes une masse de guerriers égale à celle des enfants du sol belge. A toutes les époques et dans tous les climats, on les retrouve avec leur gloire. Au portique de nos Fastes, à côté de Boduognat, qui vend si chèrement sa vie, c'est Ambiorix arrêtant six années les efforts de César, le plus grand général de la république romaine au comble de la puissance; puis Carausius, un enfant de la Ménapie, s'empare de l'Angleterre, s'y fait proclamer empereur et bat quatre fois les Romains; Clovis de Tournai fonde le royaume des Francs; Samon de Soignies règne sur d'immenses peuplades germaines, résiste dix ans à Dagobert et lui dicte la paix.

Un autre fils de la Belgique, Charles-Martel, sauve l'Europe menacée par le Croissant. Son petit-fils, Charlemagne, premier empereur d'Occident, règne sur le vieux monde et présente à la terre le plus grand prince et l'homme le plus complet qui, jusqu'ici ait rehaussé l'espèce humaine. Ce fut un Belge encore que ce capitaine, qui releva un royaume nouveau sur les débris du royaume de Salomon.

Après Godefroid de Bouillon, libérateur de Jérusalem, célébré par Le Tasse, plus grand que son éloge, aussi grand que sa renommée, héros qui mérita l'insigne et rare honneur de reposer sa cendre au pied de la tombe de Jésus-Christ, voici Baudouin de Flandre, législateur et guerrier, vainqueur de Constantinople, chef de l'empire latin en Orient.

Et comme si les Belges des anciens jours eussent voulu

avoir des droits sur tous les trônes, Arnulphe d'Aerschot met la couronne royale sur la tête du premier roi des Portugais ; Guillaume de Loo soutient en Angleterre le sceptre chancelant ; Robert de Béthune soumet la Sicile à Charles d'Anjou, qui l'appelle son fils et son appui ; Jean de Luxembourg protège la France. La Belgique donne des rois à la Bohême et des chefs à l'Empire : Henri VII, Charles IV, Venceslas, Sigismond.

Plus d'une fois déjà le sceptre impérial avait été refusé par des princes belges, par le comte de Flandre Charles-le-Bon, par le duc de Brabant Henri-le-Magnanime. Ce sceptre s'agrandit dans les mains d'un Gantois ; et Charles-Quint n'avait que dix-neuf ans lorsqu'il le reçut pour le porter si haut.

En des temps plus rapprochés Jean de Vert et Tilli furent la providence des empereurs.

On ferait un pompeux faisceau de tous ces glorieux noms. Il faudrait y joindre Baudouin Bras-de-Fer et Regnier-au-long-Cou, Baudouin de Lille, les deux Robert de Flandre, Everart T'Serclaes, l'un et l'autre Artevelde, Simon et Jacques de Lalaing, Charles de Lannoi, d'Egmont, Marie de Lalaing et Jeanne de Flandre, et les six cents Franchimontois, ces spartiates du moyen âge.

Il faudrait rappeler les Romains défaits sous Lollius; Attila, le fléau de Dieu, fuyant devant les Belges ; les Normands exterminés à Louvain ; les Sarrazins dispersés dans les plaines de Tournai, les Français battus à Cassel; Charles-Martel soumettant les Saxons et la Frise; l'Italie s'humiliant devant Théodebert, et recevant la loi de Charlemagne ; l'Orient vaincu à Jérusalem et à Constantinople.

Depuis les sanglantes batailles de Prêle, de Tolbiac,

de Testry, de Vinchy, il faudrait compter la journée des éperons, la bataille de Pavie, les victoires de Saint-Quentin et de Graveline, et la bataille de Turnhout, le prélude de notre indépendance, le premier préambule des grandes Journées de Septembre.

Que de poésie dans la plupart de ces faits d'armes! au siége de Chiévremont, où le clergé prend la cuirasse; au siége de Bouillon, où l'on admire l'ardente témérité de Henri-l'Aveugle; à la bataille de Ransbeeck que dirige un enfant dans son berceau suspendu aux rameaux d'un saule; à la journée de Carnières; à la bataille de Woeringen; au long siége d'Ostende; et jusques dans ces guerres aux noms burlesques de la vache et de la marmite!

Quels personnages que le duc Jean Ier, que le roi de Bohême, que Thierry d'Alsace, que Guillaume de Saftinghen, que Henri de Marlagne, que le Sanglier des Ardennes, et Lumey le chef des Gueux de mer, et Jardon ce preux d'un autre âge, qui sembla réaliser de nos jours les prouesses les plus incroyables des vieux romans de chevalerie!

Quels épisodes que les quatre grandes croisades, la conquête de Tunis, les guerres de Dinant et de Bouvignes, les Juifs à Genappe, la prise de Bruges par cinq mille Gantois au désespoir, la domination du duc d'Albe, les Anversois faisant sauter le pont Farnèse! Et dans tous ces orages, dans toutes ces révolutions ardentes, on ne trouve pas comme ailleurs la trahison et les combinaisons que soutient le poignard, mais toujours la vaillance et la force, mais seulement le courage et la constance.

A tous ces noms guerriers, réunissons encore dans nos applaudissements la mémoire révérée de ces grands

citoyens qui ont combattu pour nos droits, qui ont fondé la liberté en Belgique il y a sept cents ans, comme une oasis au milieu de l'Europe esclave, comme un frein au monstre féodal; qui ont maintenu nos priviléges et notre dignité d'homme, et préparé la période d'indépendance où nous entrons, — modèle encore, par nos lois et par nos mœurs, de tous les peuples libres.

Mais comment la vieille gloire des Belges a-t-elle un instant paru sommeiller? Au moment où réunis au quinzième siècle ils pouvaient redevenir une nation puissante, il leur a fallu, malheureux peuple, vivre la proie de l'étranger, pendant quatre cents ans, tour-à-tour vendus à la Bourgogne, à l'Allemagne, à l'Espagne, à l'Autriche, puis à la France et à la Hollande, ce n'est qu'après quatre siècles qu'il leur a été donné de renaître.

Combien de vicissitudes n'ont-ils pas éprouvées pour revenir à leurs franchises maintenant impérissables! La Belgique, si grande au temps de César, qu'elle s'étendait jusqu'à la Seine, si puissante sous les deux premières races des rois qui réunirent la France à leur patrie, se disloqua dans les mains des héritiers de Charlemagne. Le Brabant, le Hainaut, la Flandre, vingt petites divisions formèrent vingt nations d'un seul peuple. Quand la maison de Bourgogne les réunit sous un même sceptre, la Belgique reprit de l'étendue; elle domina le Cambresis, l'Artois, la Flandre française; elle s'avança jusqu'à la Somme. Mais asservie, elle décrut peu à peu, sous les chefs étrangers qui se la disputaient.

Aujourd'hui petite mais libre, qu'elle soit unie, elle est forte, elle est puissante.

Et si un jour la guerre se relève, nous trouverons des leçons et des exemples dans ces récits des luttes de nos pères ; nous relirons ces annales que la bienveillance royale a daigné encourager ; nous feuilleterons ces Fastes si pleins de hauts faits et de grands noms ; et alors les descendants de Godefroid de Bouillon et de Charlemagne, feront voir au monde que le sang des braves est encore chaud dans les cœurs belges.

Que Dieu protége la Belgique ! c'est prier pour l'union nationale, et pour le Roi, qui en est le lien.

FIN.

TABLE

DU TOME QUATRIÈME.

Livre XVI. — *Période des Troubles.*

Livre XVII. — *Période Autrichienne.*

Livre XVIII. *Révolution Brabançonne.*

Livre XIX. — *Période Française.*

Livre XX — *Période de l'Indépendance.*

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

ERRATUM.

Page 242 de ce volume, ligne 3, au lieu de *son père Charles de Ligne*, lisez *son frère*.

Ligne 10, au lieu de *son grand père*, lisez *son père*.

